

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
CAHIER DES CHARGES
DES

CONCESSIONS DE CHUTES D'EAU

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 29 Mai 1931, à quatorze heures

PAR

Paul GARNIER

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

Président : M. A. MESTRE.

Suffragants } MM. ROUAST
 } LAFERRIÈRE { *Professeurs.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1931.

*Tous droits de reproduction, de traduction et adaptation
réservés pour tous pays*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
CAHIER DES CHARGES
DES

CONCESSIONS DE CHUTES D'EAU

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 29 Mai 1931, à quatorze heures

PAR

Paul GARNIER

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
INGÉNIEUR DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

Président : M. A. MESTRE.
Suffragants } MM. ROUAST
LAFERRIÈRE } Professeurs.



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1931

*Tous droits de reproduction, de traduction et adaptation
réservés pour tous pays*

AVANT-PROPOS

Un cahier des charges type est en quelque sorte la codification, par l'Administration, des règles qu'elle entend imposer, dans un domaine déterminé, à ses cocontractants.

L'objet de cette thèse, l'étude du cahier type des concessions de chute d'eau, paru par décret du 5 septembre 1920, et actuellement en cours de modification, revient donc à faire l'étude pratique de la loi du 16 octobre 1919, tout au moins de sa partie la plus importante.

Pour bien situer notre sujet dans son cadre, nous allons, dans l'introduction, donner un résumé de l'histoire de la législation des forces hydrauliques, indiquer, d'autre part, la place occupée par la concession de chute dans le droit public et comparer enfin notre cahier des charges aux cahiers des concessions voisines.

LE CAHIER DES CHARGES

DES

CONCESSIONS DE CHUTES D'EAU

INTRODUCTION

Historique de la législation des chutes d'eau

Ni le Code civil, ni la loi du 8 avril 1898 qui a donné un statut au régime des eaux, n'ont prévu de règles spéciales pour l'utilisation industrielle des rivières. Pour la réglementation des usines hydro-électriques, l'Administration et la jurisprudence ont interprété ces textes de façon de plus en plus libérale, afin d'apporter le moins d'entraves possible au développement de la Houille Blanche. Mais l'interprétation extensive a des limites et à un moment donné il a fallu l'intervention du législateur, intervention qui a d'ailleurs été forcée par les événements.

A. — Régime des forces hydrauliques avant 1919

Laissons de côté les sources, qui sont de peu d'intérêt pour nous. Rappelons seulement qu'elles appartiennent sous réserve de quelques limitations, au propriétaire du fonds d'émergence.

Rivières non navigables ni flottables :

Lorsque les eaux ont quitté le fonds d'émergence, elles entrent dans la catégorie des rivières non navigables ni flottables ; c'est le régime de droit commun. Pour

définir la nature juridique de ces rivières, il faut distinguer deux éléments : le lit et l'eau.

Le lit, en l'absence de textes précis, avait été pendant longtemps considéré, par un grand nombre d'auteurs, comme une chose commune ; la loi de 1898 a levé l'incertitude en affirmant que le lit est la propriété des riverains. Ces droits de propriété sont en vérité assez restreints : ainsi le riverain peut bien extraire des matériaux de ce fonds, mais à condition de ne pas modifier le régime de la rivière ; d'autre part, il est obligé, quand l'Administration le demande, de participer aux travaux de curage. Ce droit de propriété ne prend toute sa valeur que dans le cas où la rivière change de direction, de façon naturelle ; l'ex-riverain a la pleine disposition de l'ancien lit, s'il ne veut pas profiter, dans l'année du changement, de la faculté qui lui est donnée, ainsi d'ailleurs qu'au nouveau riverain, de faire reprendre à la rivière son ancien cours.

L'eau a, de tous temps, été regardée comme une chose commune. Le riverain peut en user à son passage, même en détourner une partie pour l'irrigation de ses terres, à condition de respecter le droit équivalent des autres riverains.

Si l'autorité judiciaire est chargée de résoudre les difficultés qui peuvent surgir entre les riverains, c'est à l'Administration qu'incombe le soin d'édicter les règlements généraux qui sont applicables, non pas à des individus déterminés, mais à des catégories d'usagers.

La présence de ces deux éléments, le lit et l'eau, donne naissance à un bien incorporel, la force hydraulique, qui dépend à la fois de la pente du lit et du débit de l'eau. Ce bien était généralement considéré comme la propriété du riverain.

Le riverain était maître chez lui et l'industriel qui désirait équiper une chute devait acquérir à l'amiable le droit à l'énergie et les droits réels nécessaires pour l'implantation de ses ouvrages ; il était de ce fait à la merci de l'intransigeance de certains propriétaires ou de leurs prétentions exagérées. Cependant la jurisprudence avait fini par admettre que la mauvaise volonté de cer-

tains récalcitrants pouvait être annihilée par un règlement d'eau judiciaire, à condition que ces droits n'entrent que pour une faible part dans l'ensemble des droits nécessaires à l'équipement de la chute.

L'usiner était considéré comme un riverain dans la mesure des droits qu'il avait acquis des différents propriétaires dont les fonds étaient baignés par la rivière. Il pouvait donc édifier tous les ouvrages qu'il lui plaisait, à condition toutefois d'obtenir l'accord de l'Administration pour l'exécution des barrages dont la présence était susceptible d'apporter des troubles dans le régime du cours d'eau. Si les ouvrages prévus donnaient une sécurité suffisante, l'Administration ne pouvait pas refuser son autorisation; celle-ci n'était pas génératrice de droits, pas plus qu'elle n'exonérait l'industriel de sa responsabilité.

Ayant sur son usine un droit de propriété normal, sans limitation de durée, l'industriel pouvait céder ses installations comme il lui plaisait, et il n'avait aucune redevance à payer à l'autorité publique. Il était seulement tenu de se conformer aux prescriptions générales de police administrative et de démolir ses ouvrages, sans indemnité « soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser les inondations, soit dans le cas de réglementation générale », tout trouble de jouissance, provenant d'une autre cause, telle que l'exécution de travaux publics, donnant droit à réparation du préjudice.

Selon le droit commun (article 645 Code civil) les contestations avec les autres riverains étaient réglées par la juridiction civile, statuant en équité.

Rivières navigables ou flottables :

Lorsque la rivière, grossie par de multiples affluents, a quitté les régions accidentées, elle peut servir, en dehors de l'irrigation, soit au flottage, soit aussi à la navigation.

Les propriétaires des fonds riverains n'ont sur ces cours d'eau aucun des droits définis plus haut, les rivières navigables ou flottables faisant partie du domaine public de l'Etat.

En principe une rivière, pour entrer dans la catégorie navigable ou flottable, doit faire l'objet d'un décret de classement, et, en tous cas, elle ne peut jamais, quand elle a été classée, être retirée du domaine public sans le vote d'une loi. Ajoutons qu'un décret du 28 décembre 1926 a rayé, dans un but d'économie, afin de réduire les dépenses d'entretien, de la liste des rivières navigables ou flottables, un certain nombre d'entre elles, tout en les maintenant dans le domaine public ; c'est là un premier pas vers la domanialisation de tous les cours d'eau, régime qui est en vigueur aux colonies.

L'industriel qui voulait équiper une chute, sur une rivière domaniale, devait demander à l'Etat, détenteur des droits de riveraineté, la permission de voirie correspondante ; cette occupation se faisait moyennant paiement d'une redevance. Comme il ne s'agissait pas d'utiliser le domaine suivant sa destination, l'Administration avait toute liberté pour accorder ou refuser cette autorisation, et elle ne pouvait accorder que des permissions révocables « *ad nutum* ». L'industriel devait donc, à la première réquisition, rétablir, sans indemnité, l'état de choses antérieur. Cependant, dans la pratique, le retrait de l'autorisation était rendu difficile par suite de la tendance jurisprudentielle à n'admettre la possibilité de ce retrait que pour des raisons tirées de l'intérêt général. Cette situation était cependant peu encourageante, car il suffisait d'un revirement de la jurisprudence pour que l'instabilité renaisse.

Aussi, dans le but de favoriser le développement de la Houille Blanche, l'Administration, vers 1914, prit-elle argument d'une loi de 1870 qui l'autorise à donner, par décret, une concession de travaux publics pour tout canal de dérivation d'une longueur inférieure à 20 kilomètres, pour concéder quelques installations, dont la première fut celle de Beaumont-Monteux. Le régime instable et précaire de la permission était remplacé par un régime stable et contractuel dans lequel chacune des parties est tenue à une série d'obligations en contrepartie des droits qui lui sont reconnus.

Le pas ainsi fait était intéressant ; il n'était pas suffisant car ce nouveau régime ne pouvait s'appliquer qu'à des équipements devant alimenter des services publics et non pas des usines privées appartenant au pétitionnaire.

B. — *La loi du 16 octobre 1919*

Depuis le début de ce siècle, la nécessité d'une législation spéciale, facilitant l'aménagement des forces hydrauliques, se faisait sentir de façon de plus en plus vive pour deux raisons : d'abord, les importations en charbon étaient chaque année plus élevées, rendant notre balance commerciale de plus en plus déficitaire ; ensuite les progrès constants de l'électrotechnique permettaient, à des conditions avantageuses, le transport de quantités de plus en plus fortes d'énergie à des distances de plus en plus grandes.

La guerre de 1914 survint sans que les différents projets déposés au Parlement aient abouti. L'occupation par l'ennemi de la plus grande partie de nos régions minières, la difficulté du ravitaillement de nos usines, qui fut entravé par la guerre sous-marine, rendirent le problème de l'aménagement des chutes d'eau plus urgent à résoudre. Une commission extraparlamentaire fut nommée en 1917. Au moment de l'armistice, rien n'était sorti. Si les besoins de la défense nationale étaient dès lors réduits, il restait par contre une tâche gigantesque à accomplir, la reconstitution de nos régions dévastées pour laquelle il importait de mobiliser toutes les forces vives du pays ; l'énergie des chutes d'eau en était une.

Les députés n'osèrent pas se représenter devant le pays sans avoir doté d'un statut le régime des forces hydrauliques ; la loi du 16 octobre 1919 fut votée hâtivement. Certaines imperfections étaient si visibles que le Gouvernement, aussitôt après la promulgation, déposa un projet rectificatif, qui n'a d'ailleurs jamais été discuté.

Nous avons vu les obstacles auxquels pouvaient se heurter les industriels qui voulaient équiper une chute sur une rivière non domaniale ; le législateur les a sup-

primés. Il a décidé que l'énergie de tous les cours d'eau ferait partie du domaine de l'Etat et qu'au point de vue de l'aménagement des forces hydrauliques, il n'y aurait pas de différence entre les rivières domaniales et les autres.

Les chutes de faible importance doivent faire l'objet d'une autorisation, les autres d'une concession.

Le régime de l'autorisation se rapproche beaucoup du régime appliqué avant 1919. Le pétitionnaire est obligé de s'entendre à l'amiable avec les riverains ou d'obtenir l'accord de l'Etat, suivant les cas. Mais l'usiner n'a jamais sur son installation, comme autrefois sur les cours d'eau non domaniaux, un droit de propriété perpétuel. Ce droit est limité dans le temps et fixé au maximum à 75 ans ; à l'expiration du délai, il doit remettre, en principe, les choses en état. Le nouveau régime est donc moins favorable que l'ancien sur les rivières non domaniales, mais par contre plus intéressant sur les rivières domaniales, puisqu'il supprime l'état de précarité qui était auparavant la règle.

Nous n'avons pas à parler ici du régime de la concession, puisque ce sera l'objet même de notre étude.

Les entreprises autorisées au moment du vote de la loi restent jusqu'en 1994 soumises à leur régime d'établissement. A cette date là, elles seront assimilées aux entreprises du nouveau régime arrivant en fin de concession ou d'autorisation, sous réserve de quelques modifications concernant notamment la reprise des ouvrages par l'Etat qui se fera, dans tous les cas, avec indemnité.

Par exception, les chutes de moins de 150 kw, autorisées avant 1919, resteront indéfiniment soumises à leur régime antérieur.

De même, les usines fondées en titre, dont la création remonte au plus tard à la Révolution (vente des biens nationaux) et parfois avant l'édit de Moulins de 1566, qui a proclamé l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, échappent, quelle que soit leur puissance, à la nouvelle réglementation.

La loi de 1919 a mis sous une seule autorité, celle du ministre des Travaux Publics, tout ce qui concerne son application ; elle a créé un organisme central, le Comité consultatif des forces hydrauliques, qui joue le rôle de conseil technique du ministre. Ce Comité, très actif, a créé une jurisprudence très ferme, à laquelle nous aurons constamment à nous référer. C'est pour réglementer les idées nouvelles, dans le cadre de l'ancienne loi, qu'il discute les clauses d'un nouveau cahier des charges type, pour remplacer celui de 1920.

*
* *

La concession de chute d'eau

Les chutes, à partir d'une certaine importance, doivent faire l'objet d'une concession de la part de l'Etat.

D'une manière générale, la concession est un contrat administratif par lequel l'autorité publique détache une fraction de ses droits pour en donner la jouissance temporaire au concessionnaire, à charge pour ce dernier d'effectuer certaines prestations.

Il existe en droit public, plusieurs types de concession ; seules les concessions de travaux publics et de mines nous intéressent ici, car ce sont les modèles d'après lesquels le législateur et l'Administration ont édifié le type nouveau de la concession de chute.

D'une part, l'énergie hydraulique, comme le gisement minier, est une richesse qu'il importe de mettre en valeur dans un but d'utilité générale. D'autre part, les travaux souvent formidables, nécessités pour l'asservissement de ces forces, sans cesse renouvelés, travaux qui, en fin de concession, constitueront un élément important de l'outillage national, présentent, par leur sort final, la même utilité que les travaux publics.

Devant cette alternative, le législateur n'a pas pris parti de façon nette. Suivant l'exemple de la commission extraparlamentaire, il a cependant admis l'assimilation de principe de la concession de chute avec la concession de mines ; il y était d'ailleurs en quelque sorte poussé, du

fait de la discussion à la même époque des deux projets, présentés par la même commission, qui ont abouti, d'une part à la loi de septembre 1919 sur les mines et, d'autre part, à celle d'octobre 1919 sur la Houille Blanche. Toutefois, il n'a pas voulu rendre l'assimilation complète et, par certaines dispositions, il s'est rapproché de la concession de travaux publics. Cette tendance a été développée par l'Administration dans les divers décrets et circulaires qui ont été rédigés pour la mise en œuvre de la loi. A l'heure actuelle la situation paraît renversée, tant dans la doctrine que dans la jurisprudence, et la concession de chute est généralement assimilée à la concession de travaux publics.

*A. — Nature des droits de l'Etat sur l'énergie
des cours d'eau*

L'énergie des cours d'eau fait partie du domaine de l'Etat ; c'est ce qu'exprime l'article 1^{er} de la loi de 1919 : « Nul ne peut disposer de l'énergie.... sans une concession ou une autorisation de l'Etat ». Il faut donc admettre qu'il y a eu expropriation de ce bien au détriment des riverains, sur les rivières non navigables, ni flottables. Comme les riverains ne touchent d'indemnité qu'au moment de l'octroi de la concession, on peut, avec M. Picard, dire que l'expropriation ne se produit qu'à ce moment-là, ou, mieux encore, affirmer, avec M. Mestre, que l'expropriation a bien eu lieu au moment du vote de la loi, mais que celle-ci étant légale et non pas administrative, il n'y a point lieu d'envisager le versement d'indemnités préalables.

L'énergie hydraulique fait-elle partie du domaine public ou du domaine privé de l'Etat ? Les rivières navigables ou flottables entrant dans le domaine public, tous les droits de riveraineté correspondants, et notamment la force hydraulique, appartiennent à ce domaine. Par analogie, il faut admettre que l'énergie des rivières non domaniales a été expropriée en faveur du domaine public.

B. — *La concession de chute et la concession de mines*

Contrairement à l'affirmation que nous venons de donner, le législateur a voulu faire entrer l'énergie hydraulique dans le domaine privé de l'Etat, au même titre que le gisement minier.

Les travaux préparatoires de la loi de 1919 en font foi et certaines dispositions légales ont consacré ce point de vue : servitudes de l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 comparables à celles de l'article 43 de la loi de 1810 ; compétence judiciaire, dans les deux cas, pour trancher les litiges pouvant naître de l'application de ces servitudes ; droit d'hypothéquer les biens de la concession.

C. — *La concession de chute et la concession de travaux publics*

Ces ressemblances tendraient à faire, des travaux d'aménagement des forces hydrauliques, des travaux privés comme le sont les travaux du concessionnaire de mines.

Or, à l'heure actuelle, ils sont considérés, tant dans la doctrine que dans la jurisprudence, comme des travaux publics.

La doctrine :

Dans son rapport au troisième congrès de la Houille Blanche, en 1925, M. Pépy, se basant sur la définition du travail public, donnée récemment par le Conseil d'Etat (arrêt Monségur 1921) : « travail effectué sur un immeuble pour le compte d'une personne morale administrative dans un but d'utilité générale » a soutenu que la concession de forces hydrauliques ne pouvait présenter, dans tous les cas, la même nature, car l'aménagement d'une chute n'est pas toujours exécuté en vue de l'utilité générale. Il divisait les concessions en deux catégories suivant que leur objet était la fourniture de courant à des services publics ou l'utilisation de ce courant dans une usine privée du concessionnaire, situation qui se reconnaît à l'existence ou à l'absence d'indication de

tarif maximum dans le cahier des charges. Il estimait que le fait, pour le concessionnaire, d'avoir à réserver, dans tous les cas, une fraction de sa production pour l'alimentation de services publics ne suffisait pas pour imposer au contrat tout entier la nature de service public, car les réserves apparaissent non pas comme un des buts de la concession, mais comme une charge qui pèse sur elle et ne saurait définir son caractère juridique. Montrant les difficultés pratiques d'une telle situation, il demandait que le législateur veuille bien assimiler formellement la concession de chute à la concession de travaux publics.

M. Mestre a reproché à M. Pépy de confondre la notion de service public avec celle d'utilité générale ; il estime que, en l'état actuel de la législation, la concession de chute est, dans tous les cas, assimilable à la concession de travaux publics : « Il y a, dit-il, à son cours de 1928, dans la loi comme un *leit motiv* qui retentit sans cesse, l'intérêt général : il faut que nous cessions d'être les tributaires de l'étranger au point de vue de l'acquisition de la force ; il faut qu'en cas de conflit, nous trouvions sur notre territoire national les éléments de force nécessaires et suffisants pour alimenter nos industries ; donc il est d'intérêt général que nos chutes d'eau soient aménagées et par suite les travaux qui sont faits en vue de l'aménagement de ces chutes correspondent bien à cet intérêt. Par suite, il semble que si l'on prend la conception actuelle du Conseil d'Etat sur les travaux publics, formule de l'arrêt du 10 juin 1921, commune de Monségur, il est incontestable que les travaux d'aménagement des chutes d'eau sont des travaux publics. » Et il ajoute que la nature des travaux, qui sont permanents, ne saurait être déterminée d'après la destination de l'usine car celle-ci ne saurait être caractérisée « *ne varietur* ».

La jurisprudence :

Laissons de côté les décisions antérieures à 1928, car elles ne donnent pas de solution bien nette au problème, et arrivons à l'important arrêt du Conseil d'Etat, en date du 22 juin 1928 : « Epoux de Sigalas contre Société hydro-électrique du Palais » :

Le Conseil d'Etat note d'abord que les ouvrages sont édifiés pour le compte de l'Etat à qui ils doivent faire retour gratuit en fin de concession ; c'est là le premier caractère, admis par tous, des travaux publics.

Ensuite, il reconnaît à ces ouvrages, quelle que soit leur destination principale, un intérêt général pour la collectivité. En retenant ce point comme caractéristique des travaux publics, la haute assemblée maintient la jurisprudence qu'elle a inaugurée avec l'arrêt « commune de Monségur », se séparant formellement sur ce point des théories, dont M. Jèze s'est fait défenseur, qui veulent lier la notion de travaux publics à celle de service public.

Il conclut : « Considérant que de l'ensemble de ces dispositions, il résulte que les travaux du concessionnaire ont le caractère de travaux publics.... ».

M. Pépy, dans le commentaire qu'il a donné de cet arrêt au Dalloz, hésite à abandonner le critérium du service public. Il voit cet élément dans toute concession de chute, une partie de l'énergie devant être fournie à des organismes d'intérêt général aux conditions d'un tarif fixé dans le cahier des charges, et fait observer : « C'est au fond, la résurrection, sous une forme nouvelle, d'une pratique ancienne : les marchés relatifs au travail des détenus dans les prisons ne sont-ils pas considérés comme des marchés de travaux publics parce qu'ils renferment des stipulations relatives à l'entretien des bâtiments pénitentiaires ? L'élément travaux publics, en réalité secondaire, a été retenu pour caractériser ces sortes de marchés. De même, pour toute une catégorie de concessions d'énergie hydraulique, le Conseil d'Etat s'est servi de la part très modeste de service public qu'elles peuvent inclure pour les ériger en concessions de travaux publics ».

Le commissaire du Gouvernement, M. Josse, dans ses conclusions, n'a pas cherché à introduire, comme l'a fait M. Pépy dans son commentaire, la notion de service public : « Pour ces concessions du second type (utilisation de l'énergie dans les établissements industriels privés exploités par le concessionnaire) l'utilité générale peut être moins évidente, surtout moins directe ; nous

pensons qu'elle n'en existe pas moins.... ». Et l'existence des réserves suffit d'après lui pour qu'il y ait pour partie ouvrage exécuté en vue d'une affectation à l'utilité générale.

Nous n'avons pas à prendre parti dans ces discussions doctrinales exposées fort clairement dans le thèse de M. Blondeau sur « La concession de service public ». Retenons seulement la décision de la jurisprudence : les travaux d'aménagement d'une chute d'eau sont des travaux publics.

Points communs entre les deux types de concessions :

La déclaration d'utilité publique qui peut être demandée par le concessionnaire de chute (article 5 de la loi du 16 octobre 1919) s'applique à l'ensemble de l'entreprise et non pas seulement à certains travaux déterminés, comme dans le cas d'une concession de mines.

Le législateur, à l'article 4 de la loi, avait déjà reconnu au concessionnaire de chute une importante prérogative caractéristique des travaux publics : la servitude d'occupation temporaire et d'extraction des matériaux. Il est vrai qu'effrayé de son audace, il en avait restreint l'application aux chutes dont l'importance dépassait 10.000 kw.

Une loi de 1807, en prévision des plus-values importantes que l'exécution des travaux publics peut donner à certaines propriétés, permet d'imposer aux propriétaires bénéficiaires le paiement d'une indemnité sous certaines conditions. L'article 20 de la loi du 16 octobre 1919 adopte des règles similaires.

L'Administration, dont les tendances sont tout naturellement étatistes chaque fois qu'elle a pu le faire sans violer trop ouvertement le texte de la loi de 1919, a pris soin d'appliquer, au concessionnaire de chute les règles admises pour les concessions de travaux publics, notamment dans la rédaction du cahier des charges.

D. — Comment s'obtient une concession de chute

La demande est adressée au ministre des Travaux Publics, accompagnée des dossiers d'avant projet et

tableaux de prévision de dépenses d'établissement et de recettes d'exploitation. Le pétitionnaire doit justifier sa compétence technique, sa capacité financière et sa nationalité française, les Français seuls ayant le droit, sauf exception accordée par décret, d'équiper des chutes d'eau en France.

L'étude des dossiers est faite par l'ingénieur en chef des forces hydrauliques et l'ingénieur en chef du service de l'aménagement agricole des eaux. Sur le vu des procès-verbaux reçus, et après avoir pris l'avis de son collègue de l'agriculture, le ministre des Travaux publics décide souverainement s'il y lieu de mettre la demande à l'enquête ; mais il doit, dans certains cas, avant de prendre sa décision, demander l'avis du comité consultatif des forces hydrauliques : désaccord entre les administrations, demandes concurrentes, demande de subvention, etc...

Quand le ministre a décidé la mise à l'enquête, il avise les divers intéressés et le préfet qui est chargé de la partie administrative de l'instruction, le service des Ponts et Chaussées l'étant de la partie technique. Il est aussitôt procédé, dans toutes les communes riveraines, à l'affichage de la demande de concession et le demandeur est invité à compléter son dossier.

Après la remise du dossier, l'enquête est ouverte par un arrêté préfectoral, qui désigne en même temps la commission qui sera chargée de prendre connaissance des observations consignées sur les registres d'enquête et d'entendre les observations de l'ingénieur en chef et du pétitionnaire.

En même temps que l'enquête, l'ingénieur en chef organise des conférences avec différents services intéressés par l'équipement projeté : services de la navigation, du génie rural, du génie militaire.

Dès le début de l'enquête, le conseil général doit être consulté, et cela en vertu de l'article 1 de la loi de 1919, qui a imposé cette formalité même dans le cas de simple autorisation.

Avis de la mise à l'enquête est aussi donné par le préfet aux chambres de commerce et à diverses autres assemblées consultatives régionales.

L'ingénieur en chef invite le pétitionnaire à faire connaître ses observations sur les propositions ou modifications suggérées par l'enquête. Ensuite, il transmet au ministre des Travaux Publics le dossier avec son rapport et les observations des divers services. Le ministre des Travaux Publics demande l'avis de ses collègues de l'agriculture et des finances et il saisit le comité consultatif des forces hydrauliques.

Lorsque les avis sont conformes, la concession est délivrée en principe par un décret rendu en Conseil d'Etat, signé par le ministre des Travaux Publics et contresigné par le ministre de l'agriculture si l'équipement intéresse une rivière non domaniale, et par le ministre des finances si l'Etat ou une collectivité administrative accorde son concours financier. Il est trois hypothèses, prévues par l'article 3 de la loi de 1919, pour lesquelles un décret ne suffit pas et le vote d'une loi est nécessaire ; nous les retrouverons plus loin. L'intervention législative doit également avoir lieu, lorsque, l'aide financière de l'Etat étant demandée, son engagement doit porter sur plus de cinq exercices.

Toutes les formalités doivent être accomplies dans certains délais, mais leur inobservation n'est pas suivie de sanction, ce qui leur enlève tout intérêt. On peut dire simplement qu'il faut un an environ pour faire aboutir une demande de concession.

* * *

Le cahier des charges

Le décret (ou la loi) est l'expression du caractère réglementaire de la concession. C'est un document assez bref, qui ne contient que certaines clauses tout à fait spéciales, comme celle qui impose à un particulier ou à une société d'études de se substituer dans un délai déterminé une société anonyme ; c'est lui qui fixe l'indemnité à verser aux riverains pour droits non exercés ; enfin, quand la déclaration d'utilité publique a été demandée, c'est ce même décret qui l'accorde et qui fixe le délai dans lequel les expropriations devront être accomplies.

Le caractère contractuel s'exprime par deux documents : la convention et le cahier des charges.

La convention est un acte synallagmatique par lequel le ministre des Travaux Publics concède, au nom de l'Etat, l'aménagement d'une chute d'eau au pétitionnaire, qui accepte de se soumettre aux clauses d'un cahier des charges. Quelquefois, elle fixe, quand la chose n'a pas été prévue dans le décret, la zone dans laquelle le concessionnaire pourra exercer sa servitude d'occupation.

Le cahier des charges donne le détail des clauses régissant les rapports de l'autorité concédante et du concessionnaire. Sa rédaction est prévue par l'article 10 de la loi de 1919 qui indique les principales questions qui devront être résolues. On s'est demandé si l'énumération donnée par cet article est limitative ou énonciative. Il faut admettre semble-t-il, la thèse énonciative, malgré l'avis contraire du rapporteur de la loi, car l'article 10 débute par ces termes suffisamment explicites par eux-mêmes : « Le cahier des charges détermine notamment... ».

L'article 28 de la loi dans son paragraphe 3, a prescrit à l'Administration la rédaction d'un cahier type. Ce document a fait l'objet du règlement d'administration publique du 5 septembre 1920.

A. — *Le cahier des charges des concessions de mines*

Ce cahier ne possède à aucun degré le caractère contractuel. Il est la simple reproduction, sous une forme différente, de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1919.

Rien ne différencie les cahiers particuliers les uns des autres ; supprimons de l'article 1^{er} l'indication de la nature du gisement minier, le nom de la concession et la mention du capital auquel devra être constituée la société concessionnaire et nous connaissons, en lisant le cahier type, les cahiers des différentes concessions dans toutes leurs dispositions. Un article a été toutefois réservé pour inscrire les conditions particulières de la concession « qui pourront comprendre, dit le 12^o de l'article 2 de la

loi, l'établissement et le fonctionnement de commissions mixtes patronales et ouvrières, de consortiums ou comptoirs de vente ou d'exportation, la construction ou l'alimentation d'usines chimiques, métallurgiques ou de hauts-fourneaux ».

La durée de la concession elle-même ne peut pas être arrêtée d'accord entre les parties : « Elle sera fixée, dit l'article 2 de la loi, invariablement à 99 ans pour les gisements de houille ou lignite, à 50 ans au minimum et à 99 ans au maximum pour les autres gisements ; la même durée devra s'appliquer à toutes les concessions portant sur des gisements de même nature ». L'exploitation de mines étant considérée, par la loi elle-même, comme un acte de commerce, la liberté la plus absolue est laissée au concessionnaire ; nous ne trouverons donc dans le cahier des charges nulle clause concernant la description des ouvrages et l'exécution des travaux ; l'indication d'un tarif maximum ne saurait y figurer ; la possibilité de rachat n'est pas prévue ; les causes de déchéance sont peu nombreuses.

B. — *Le cahier des charges des concessions de distribution d'énergie*

Les concessions de distribution d'énergie sont des concessions de travaux publics par excellence. Nous y trouvons associés deux éléments bien distincts : d'abord la construction d'ouvrages publics et ensuite la gestion, pendant un certain temps, du service public auquel sont destinés ces ouvrages.

Un service public est un moyen de donner satisfaction à des besoins généraux de la collectivité ; il doit fonctionner sans interruptions autres que celles dues à la force majeure.

Toutes les précautions vont donc être prises dans le cahier des charges pour permettre à l'Administration de vérifier si les dispositions prévues sont bien conformes au but poursuivi et pour intervenir au cours de l'exploitation dans la gestion du service, afin que le concessionnaire ne le détourne pas de son objet : Les caractéris-

tiques de l'installation sont indiquées ; on fixe les délais d'exécution des ouvrages. Un tarif maximum est prévu ainsi que le mode de révision de ce tarif ; des conditions avantageuses de vente sont consenties à certains bénéficiaires. Le concessionnaire n'est pas libre de disposer arbitrairement du produit de son exploitation ; il doit satisfaire, dans la mesure de ses disponibilités, aux demandes qui lui seront adressées. Il doit assurer le fonctionnement régulier du service ; les interruptions, sauf celles qui seraient dues à un cas de force majeure, sont réglementées. En cas d'infraction à ces différentes obligations, il est prévu l'application de pénalités et, pour les cas les plus graves, de la déchéance. Enfin, l'autorité concédante doit pouvoir, avant le terme contractuel, reprendre la gestion du service, en indemnisant le concessionnaire évincé : c'est la clause du rachat.

Il existe trois types de concessions de distribution d'énergie : deux pour la distribution publique, concédée, soit par la commune, soit par l'Etat, et un pour la distribution aux services publics qui est toujours concédée par l'Etat. Les cahiers type de ces concessions ont fait l'objet, en dernier lieu, du décret du 17 janvier 1928.

C. — *Le cahier des charges des concessions de chute*

Le cahier des charges des concessions de chute se rapproche des cahiers des concessions de distribution et, en particulier, de celui de distribution aux services publics.

Nous trouvons dans les deux certaines clauses qui ne se retrouvent pas dans les cahiers de distribution publique : renouvellement possible de la concession et droit de préférence pour le concessionnaire sortant, en cas d'institution de concession nouvelle. Inversement, certaines dispositions, qui figurent dans les autres, ne sont pas prévues : égalité de traitement pour les usagers alimentés en basse tension.

Le concessionnaire de chute et le concessionnaire de distribution aux services publics sont, l'un et l'autre, des fournisseurs d'énergie en gros, c'est-à-dire en haute tension, ce qui explique qu'il y ait entre eux des points

communs qui n'existent pas avec les concessionnaires de distribution publique.

Les redevances sont, en cas de concession de chute, fixées contractuellement dans le cahier des charges ; il en est de même pour les concessions communales de distribution publique. Pour les concessions d'Etat de distribution, soit publique, soit aux services publics, au contraire, l'article 27 du cahier renvoie aux dispositions inscrites dans divers décrets parus dans ce but.

Le cahier des charges type, modèle sur lequel viennent se mouler les divers cahiers particuliers, n'a pas une valeur légale, en ce sens que des dérogations pourraient y être apportées sous la seule approbation de l'Administration. Nous ne trouvons pas en effet dans la loi de 1919 de clause analogue à celle de l'article 7 de la loi de 1906 sur les distributions d'énergie : « Toutefois si l'acte de concession... comporte des dérogations ou des modifications au cahier des charges type, il ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par un décret délibéré en Conseil d'Etat ». Il est cependant peu probable que l'Administration admette des modifications profondes au cahier type, s'il en était demandé ; pratiquement, le cahier type a force obligatoire quasi légale. Toutefois l'Administration tient compte, dans la mesure du possible des observations que la pratique lui a révélées. C'est dans le but de le rendre conforme à la jurisprudence actuelle et pour suivre l'évolution des idées de la doctrine que le Comité consultatif travaille actuellement à l'élaboration d'un nouveau cahier type.

Nous pouvons maintenant entreprendre l'étude pratique de la concession de chute d'eau, en analysant les différentes clauses du cahier des charges ; cette étude sera tout naturellement divisée en trois parties correspondant à l'établissement, à l'exploitation et à la fin de la concession.

PREMIÈRE PARTIE

Institution de la concession

CHAPITRE I

Définition de la concession

L'article 1 du cahier des charges donne les caractéristiques de la concession, en séparant, dans le cas d'une chute déjà aménagée passant sous le nouveau régime, les éléments existants des éléments nouveaux.

L'article 2 définit les biens qui devront faire retour à l'Etat à l'expiration de la concession.

SECTION I

Eléments caractéristiques principaux de la concession

Nous allons nous occuper tout d'abord des concessions accordées sur des chutes non encore aménagées.

« Sont placées sous le régime de la concession, dit « l'article 2 de la loi :

1° Les entreprises qui ont pour objet principal la fourniture de l'énergie à des services publics de l'Etat, des départements, des communes, à des établissements publics ou à des associations syndicales autorisées et dont la puissance maximum (produit de la hauteur de chute par le débit maximum de la dérivation) excède 150 kw.

2° Les entreprises dont la puissance maximum excède 500 kw, quel que soit leur objet principal ».

Quand l'énergie produite doit alimenter un service public, c'est-à-dire un organisme chargé d'assurer la satisfaction d'intérêts généraux sous la direction ou le

contrôle de l'autorité publique, il est logique que celle-ci ait un droit de regard aussi étendu que possible sur les usines d'alimentation, afin de pouvoir en surveiller le fonctionnement dans l'intérêt du service. Il eut donc été normal de ne pas fixer de limite inférieure. Si le législateur l'a fait, c'est dans le but de ménager une transition entre l'ancien régime et le nouveau.

Par contre, imposer le régime de la concession, avec toutes ses conséquences relatives à l'ingérence de l'Administration, tant pour la construction que pendant l'exploitation, est de nature à décourager l'industriel qui désire équiper une chute pour les besoins de son usine privée. Ici le régime libéral s'impose; mais le législateur n'a pas voulu le généraliser; il s'est contenté de fixer une limite supérieure à celle adoptée dans l'hypothèse précédente.

On peut justifier le choix des valeurs relatives de 150 et 500 kw par la remarque suivante :

Toute chute qui est susceptible de fournir à titre principal ou au titre des réserves (le montant de celles-ci pouvant atteindre le quart de l'énergie disponible) une énergie d'environ 125 kw à des services publics, devra être soumise au régime de la concession dès que sa puissance dépassera 150 kw.

En matière de distribution d'énergie, nous trouvons une règle analogue : depuis la loi de 1925, toute distribution d'énergie de plus de 100 kw doit faire l'objet d'une concession.

Le cahier des charges mentionne donc, d'une part, la puissance maximum et, d'autre part, l'objet principal de l'entreprise; cette dernière indication présente une utilité certaine, même pour les chutes dépassant 500 kw, car elle justifie l'adoption ou la suppression de certaines clauses comme celle du tarif maximum.

A. — *Puissance maximum*

L'article 2 de la loi de 1919 définit la puissance maximum : produit de la hauteur de chute par le débit maximum de la dérivation. Le cahier des charges type, plus

sage, n'a pas essayé d'en donner de définition et s'est bien gardé, d'autre part, de présenter le chiffre donné comme rigoureux : « la puissance maximum brute de la chute concédée est évaluée à..... ».

Bien que la puissance soit exprimée en unités électriques, il n'est pas question de prendre en considération la puissance débitée aux bornes des génératrices, car le rendement de l'installation peut varier dans d'assez grandes limites, suivant les dispositions adoptées pour les ouvrages de prise et d'adduction d'eau et les types de machines choisies pour la transformation de l'énergie hydraulique : ce qui est dans le domaine de l'Etat, et par suite, concessible, c'est la puissance brute.

Débit maximum :

Le débit dont il est fait état à l'article 2 de la loi ne correspond, en aucune façon, au débit de la rivière, débit moyen annuel ou débit maximum en période de hautes eaux.

Tout d'abord le pétitionnaire peut, sous réserve de l'autorisation administrative, l'Administration devant veiller au bon aménagement du cours d'eau, ne prendre qu'une fraction du débit de la rivière, même si, de ce fait, c'est le régime de l'autorisation qui est applicable : le Comité consultatif a décidé qu'on ne saurait imposer la dérivation d'un débit suffisant pour faire passer l'entreprise sous le régime de la concession, si l'usinier n'a pas besoin de la puissance correspondante. Cette solution n'engage en rien l'avenir, car une autorisation accordée, dit l'article 16 de la loi, ne fait pas obstacle à l'octroi de concessions nouvelles, ni à l'application des articles 4 et 6 concernant les droits d'occupation et d'éviction des concessionnaires.

Le pétitionnaire peut, au contraire, prévoir des ouvrages de prise d'eau permettant la dérivation d'un débit supérieur à celui de la rivière, même au débit maximum, en équipant un bassin réservoir de dimensions appropriées. C'est le cas des usines « de pointe » qui ont pour mission de fournir l'appoint d'énergie aux heures de forte consommation sur un réseau alimenté normalement

par des usines à puissance sensiblement constante, usines thermiques ou usines hydrauliques au fil de l'eau.

Le débit dépend essentiellement des caractéristiques des ouvrages qui font suite à la prise d'eau (canal d'amenée à ciel ouvert, bassin de mise en charge, conduites forcées, distributeurs des turbines) et des conditions de fonctionnement de ces ouvrages.

Nous définirons le débit maximum : le plus fort débit qui passe dans les ouvrages de prise d'eau lorsque les distributeurs des turbines prévues sont à ouverture maximum, et non pas celui, toujours plus grand, que les ouvrages de prise d'eau seraient susceptibles de laisser passer, si l'on acceptait une vitesse de déplacement de l'eau plus forte que celle habituellement admise et qui sert au dimensionnement des ouvrages.

Le débit maximum ne figure pas à l'article 1^{er} ; il est donné à l'article 5 avec les caractéristiques de la prise d'eau.

Hauteur de chute :

La hauteur de chute est déterminée par la différence de niveau des plans d'eau, en amont de la prise d'eau et en aval des turbines. Ces deux niveaux sont en général variables et les variations n'étant pas de même valeur, la hauteur de chute n'est pas la même à toute époque. Deux exemples typiques nous en donneront la preuve.

Supposons d'abord une usine fonctionnant au fil de l'eau, c'est-à-dire dont les groupes tournent en permanence en dérivant une partie du débit de la rivière, le surplus passant directement dans le lit en aval du barrage de retenue. L'existence de ce barrage donne au lit de la rivière une largeur plus grande en amont qu'en aval par conséquent une augmentation de débit de la rivière fera monter le niveau en amont d'une quantité plus faible qu'en aval et correspondra à une diminution de la hauteur de chute.

Prenons maintenant le cas d'une usine de pointe. L'eau, pendant l'arrêt de l'usine, s'accumule dans un réservoir, et le niveau, qui va monter pendant cette période, descendra plus ou moins rapidement pendant les éclusées.

Le niveau aval, au contraire, sera déterminé par le débit des turbines et par conséquent sera sensiblement constant. Dans ce cas, la hauteur de chute diminuera progressivement au cours de chaque période de marche journalière.

Il est donc difficile de définir cette grandeur par un chiffre précis. Aussi le cahier des charges, dans son article 1^{er}, en donnant la hauteur de chute, prend-il soin d'indiquer une valeur qu'il fait précéder de la mention « environ » et qu'il suppose fixée en « eaux moyennes » c'est-à-dire en admettant pour la rivière un débit égal au débit moyen annuel tant à l'amont qu'à l'aval.

La détermination de la hauteur de chute, en eaux moyennes, sera simple pour les usines au fil de l'eau, car les niveaux amont et aval sont indépendants du régime de fonctionnement de l'usine. Pour les usines de pointe, il faut prendre comme niveau amont la moyenne des niveaux extrêmes dans le réservoir, le niveau aval correspondant au débit moyen.

Le Comité consultatif demande d'ailleurs que le chiffre indiquant la hauteur de chute soit arrondi, une précision excessive étant illusoire. Cette prescription n'est pas toujours suivie, témoin les chiffres suivants relevés dans divers cahiers particuliers : 23,07 Pébernat, 76,42 Velmanay, 72,22 la Trinité.

Puissance maximum :

La puissance maximum n'est pas égale au produit du débit maximum par la hauteur de chute en eaux moyennes, car le débit, toutes choses égales d'ailleurs, est maximum lorsque la hauteur de chute est maximum.

Il existe des équipements avec réservoirs saisonniers qui sont à hauteur de chute très variable, mais dont on n'utilise jamais la puissance maximum correspondant à la hauteur de chute maximum ; des dispositifs spéciaux sont prévus pour réduire le débit dès que l'on dépasse la hauteur de chute choisie ; les génératrices, entraînées par les turbines, sont déterminées pour la puissance maximum correspondant à cette hauteur type.

Dans ces conditions, quel sera le chiffre qui devra

figurer dans le cahier des charges, tant en ce qui concerne le débit maximum que la puissance maximum ?

La concession ne comprenant jamais les appareils d'utilisation, et notamment les génératrices accouplées aux turbines, il serait conforme à l'esprit de la loi de tenir compte de la puissance qui peut être absorbée par l'installation hydraulique, y compris les turbines, c'est-à-dire de la puissance maximum correspondant à la hauteur de chute maximum. Mais nous lisons au paragraphe 2 de l'article 1 du cahier des charges type : « La puissance maximum brute de la chute concédée est évaluée à « X » kw, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, à une puissance disponible de « Y » kw. Pour qu'une puissance soit disponible, il faut que tous les appareils qui participent à sa transformation puissent individuellement la laisser passer. Le chiffre qui devra être inscrit dans le cahier des charges pour la puissance maximum brute devra donc correspondre à la puissance électrique installée.

Le cas inverse du précédent peut se présenter lorsqu'une usine de pointe a son réservoir d'accumulation en dehors du lit de la rivière et à une distance assez grande de la prise d'eau ; le débit maximum absorbé peut être beaucoup plus élevé que le débit passant par la prise d'eau qui, lui, ne peut être supérieur à celui de la rivière.

Quelle valeur donnera-t-on au débit maximum dérivé et à la puissance brute maximum ? En ce qui concerne le débit maximum dérivé, il n'est pas d'hésitation possible ; il ne faut évidemment tenir aucun compte du débit des distributeurs.

La question de la puissance maximum est plus délicate. A notre avis, elle doit être tranchée en faisant la distinction suivante. Pour savoir si la chute est concessible ou autorisable, il faut certainement se baser sur le débit maximum passant par la prise d'eau ; c'est ce qu'a décidé d'ailleurs le comité consultatif des forces hydrauliques. Mais, contrairement à l'opinion de ce Comité, nous estimons que ce n'est pas la valeur de cette puissance maximum brute qui doit figurer à l'article 1^{er} du cahier des

charges, mais plutôt la valeur correspondant à la puissance maximum disponible sur les génératrices.

En résumé, selon nous, la puissance maximum brute mentionnée au cahier des charges doit être celle qui est pratiquement absorbée par la totalité des groupes turbo-génératrices, ces machines fonctionnant à leur limite de puissance.

Ce qu'il importe de connaître, ce n'est pas tant une puissance fictive que la puissance qui peut être transformée par les divers ouvrages et machines qui équipent la chute ; ce fut d'ailleurs la préoccupation des rédacteurs du cahier des charges, puisque l'indication de la puissance brute doit être suivie de celle de la puissance disponible correspondante.

Une observation doit être faite avant de terminer ces développements. Le cahier des charges ne demande pas que la puissance maximum brute soit indiquée de façon trop précise : « La puissance maximum brute est évaluée à » dit le paragraphe 2 et nous avons vu que trop de précision serait difficile à donner, même si cette puissance est conditionnée par les caractéristiques des alternateurs, car il faudrait fixer le rendement global exact de l'installation ; ce chiffre est souvent impossible à fixer rigoureusement au moment de la rédaction du cahier des charges. Aussi le Comité consultatif accepte-t-il en général de lier la puissance brute et la puissance disponible par la formule :

$$P = 7. Q. H.$$

P, étant la puissance disponible en kw.

Q, le débit en m³/sec.

H, la hauteur de chute en mètres.

Le chiffre 7, qui est un coefficient moyen, doit cependant, d'après le Comité, être laissé de côté lorsque le coefficient réel doit s'en écarter trop.

B. — *Objet principal de l'entreprise.*

Il faut distinguer des autres utilisations la fourniture de l'énergie à des organismes énumérés à l'article 2 de la

loi, qui comprennent les services publics, les établissements publics et les associations syndicales autorisées.

Nous n'avons pas à donner ici les caractéristiques qui permettent de définir le service public, et partant à entrer dans les controverses de doctrine qui ont été présentées par les auteurs contemporains. Nous prendrons ce terme « dans le sens très large d'entreprise qui, sous la direction des gouvernants, est destinée à donner satisfaction à des besoins collectifs du public », sans nous occuper de savoir si l'entreprise considérée est soumise, en principe, aux règles du droit privé, ou au contraire à des règles spéciales.

L'établissement public qui peut être, soit national, soit départemental, soit communal, est une personne morale de droit public, dotée d'un patrimoine distinct, affecté à un service ou à un groupe de services : c'est ce qui le différencie du service public proprement dit. Mais on voit tout de suite que l'établissement public entre dans la catégorie générale définie plus haut sous le nom de service public. D'ailleurs, le cahier des charges ne fera jamais la distinction des établissements publics et des services publics.

Le service public, même dans l'acception générale donnée à ce terme, se différencie de l'entreprise privée d'intérêt général qui est organisée et dirigée par des particuliers ; mais, parfois, celle-ci, lorsque son importance le justifie, est soumise à un contrôle gouvernemental ou reçoit de la part de l'Administration certaines facilités de vie, ce qui rend alors la distinction très difficile avec le service public. C'est ce qui se produit pour les associations syndicales autorisées, groupements de propriétaires constitués par arrêté préfectoral avec le consentement d'une majorité d'intéressés en vue de l'exécution de certains travaux d'amélioration ou de défense, et auxquels sont obligés d'adhérer tous les propriétaires intéressés par les travaux. Les associations autorisées disposent de certaines prérogatives de l'autorité publique (faculté d'exproprier, usage de la servitude d'occupation temporaire, etc...) et la jurisprudence les assimile à des établissements pu-

blics. La loi de 1919 les a placées officiellement sur le même rang en ce qui concerne son application.

Si l'usine doit alimenter principalement l'un de ces organismes, la chute est concessible dès que la puissance maximum dépasse 150 kw.

Comment désigne-t-on l'objet de l'entreprise ?

Le Comité consultatif demande que toutes précisions soient données sur l'utilisation de l'énergie. Ainsi, il estime incorrecte la désignation suivante : « la vente de l'énergie au public », sans que soit précisé le placement envisagé par le concessionnaire.

Cependant cette désignation se rencontre dans divers cahiers particuliers : celui de Kembs parle simplement de « vente de l'énergie électrique » ; on ne saurait choisir un objet plus général. Nombreux sont ceux qui prévoient « la vente de l'énergie aux services publics et au public » sans autres précisions : Brommat, Pinet, Comminges, Bonne inférieure....

On rencontre plus de précisions dans certains cas, soit que la région bénéficiaire soit clairement désignée : « vente dans les communes environnantes où la société est concessionnaire de distribution » dit le cahier de l'usine du Gouffre-Bernard — désignation d'ailleurs incorrecte, car l'objet d'une concession de chute ne peut être que la vente aux bornes de l'usine — soit que certaines catégories d'usagers soient mise en avant : « centres industriels actuels et futurs de la région » disent les cahiers de l'Isle Jourdain et Jousseau, et le cahier de Bioge précise même : « industries électrochimiques et électrométallurgiques », soit enfin que l'usager soit identifié « alimentation du réseau de Sorgue et Tarn » dit le cahier de Peyral.

Si, pendant toute la durée de la concession, l'usine ne doit alimenter que des exploitations du concessionnaire, l'objet principal est limité : usines de Borne, Saint Léger, Gavarnie, la Saulce, Dampjoux, Bancairon, Tuilière, Arthez d'Asson. Quelquefois même l'article 1^{er} insiste sur cette exclusivité : « objet exclusif » est-il dit dans le cahier de Hèches, et dans celui de la Caillade : « objet unique ».

Cependant la plupart du temps, à côté de l'objet principal, est mentionnée une utilisation accessoire de l'énergie. Le plus grand nombre des cahiers des charges renferment la formule suivante : « ... a pour objet principal l'alimentation des établissements industriels du concessionnaire et accessoirement des services publics.... ». Exceptionnellement, nous trouvons dans certains cahiers, comme dans celui de la Jourdanie, une formule de même genre, mais dans laquelle l'objet principal ci-dessus indiqué est devenu l'objet accessoire : « vente à des tiers, sociétés ou services publics et accessoirement alimentation des besoins propres du concessionnaire » et dans celui des Forges d'Abel « alimentation des services publics, du public et accessoirement des usines du concessionnaire »

Le Comité Consultatif a d'ailleurs souvent mis en garde les pétitionnaires contre la limitation trop stricte de l'objet principal, lorsque celui-ci est susceptible d'extensions futures. C'est sur sa demande que, pour l'usine de la Caillade, la rédaction primitive : « d'alimentation du réseau de distribution établi par le syndicat » a été complétée par la mention : « établi ou à établir par le syndicat ». En général, chaque fois que l'objet de l'entreprise est l'alimentation d'établissements industriels, il est précisé qu'il s'agit d'établissements créés ou à créer ; une telle précision nous paraît superflue.

Il est un objet qui ne saurait être prévu pour une concession de chute d'eau : c'est la distribution de l'énergie, car toute distribution doit faire l'objet d'une concession indépendante ; la concession de chute ne permet la livraison de l'énergie qu'aux bornes de l'usine de production. C'est là que les usagers devront venir se raccorder, ce qui en limite le nombre. En effet, ceux-ci, pour arriver jusqu'aux portes de l'usine, devront, dans la plupart des cas, traverser des propriétés privées ne leur appartenant pas et pourront avoir les plus grandes difficultés à obtenir les autorisations de passage et d'implantation des pylônes nécessaires, à moins qu'ils ne puissent profiter des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906. Ce ne

peut être que par erreur que le cahier de Saint-Herbot présente comme objet principal de l'entreprise, à côté de la production, la distribution de l'énergie.

A moins que l'usine d'utilisation ne soit dans le voisinage de l'usine de production, il faudra toujours passer par l'intermédiaire d'un réseau de distribution. Et à ce propos, une très intéressante question est soulevée : un industriel, pour alimenter une usine privée, prévoit l'équipement d'une chute d'eau assez éloignée. Afin d'éviter l'établissement d'une ligne particulière de transport, il s'entend avec un concessionnaire de distribution qui lui transportera, moyennant péage, et déduction faite des pertes en ligne, l'énergie en question depuis l'usine de production jusqu'à l'usine d'utilisation. L'objet principal de la concession de chute sera-t-il l'alimentation d'une usine privée ? On voit tout l'intérêt du problème, principalement lorsque la puissance maximum de la chute est comprise entre 150 et 500 kw, puisque, de la solution choisie, on déduira le régime, autorisation ou concession, qui sera applicable. Il faut répondre par l'affirmative à la question posée, car les cahiers des charges des concessions de transport d'énergie prévoient la possibilité de faire servir les ouvrages au transport de l'énergie en faveur des particuliers « à condition qu'il n'en résulte aucune entrave au bon fonctionnement du service concédé » (article 3 des divers cahiers type); il faut, dans ce but, l'autorisation du ministre des Travaux Publics.

SECTION II

Eléments caractéristiques secondaires de la concession

Nous ne nous occupons encore ici que des chutes nouvelles, aménagées sous l'empire de la loi de 1919.

Il est certains éléments, fort intéressants à connaître, pour définir la chute : la puissance moyenne et la situation des ouvrages. Ces éléments, en plus de l'intérêt propre qu'ils présentent (nous les appelons secondaires parce qu'ils ne sont pas indispensables pour déterminer si la chute est concessible ou non) sont utiles pour déterminer la forme sous laquelle doit être donnée la conces-

sion. En principe, la concession est donnée par décret en Conseil d'Etat. Toutefois, il existe trois hypothèses dans lesquelles le décret doit être remplacé par une loi. L'article 3 de la loi de 1919 dit en effet :

« La concession est instituée par une loi lorsque les travaux
« d'appropriation de la force comportent le déversement des
« eaux d'un bassin fluvial dans un autre, ou le détournement
« des eaux sur une longueur de plus de 20 km mesurée suivant
« le lit naturel, ou lorsque la puissance normale (produit de la
« hauteur de chute par le débit moyen annuel de la dérivation)
« excède 50.000 kw ».

L'article 1^{er} du cahier des charges va nous donner les caractéristiques permettant d'identifier ces divers points et, par conséquent, la seule lecture du texte de cet article doit nous renseigner sur l'autorité qui a octroyé la concession : Ministre ou Parlement.

A. — Puissance normale

Il faut soigneusement distinguer la puissance maximum de la puissance normale. La première correspond à la puissance installée, utilisable pendant une période de l'année qui peut être assez courte ; la seconde, toujours plus faible que la première, correspond à la puissance moyenne annuelle qui peut être absorbée par l'équipement. Le rapport de ces deux puissances donne ce que M. Génissieu appelle le coefficient de suréquipement qui souvent dépasse 3 (6 pour Diouris qui doit fonctionner en parallèle avec l'usine marémotrice de l'Aber Wrach, 5 pour Pied de Borne).

Le débit moyen est déterminé en calculant, d'après le régime de la rivière, d'après le montant des réserves en eau qu'il faut laisser, soit en amont, soit en aval du barrage, et enfin d'après les durées de chômage fixées pour révision périodique des ouvrages, la quantité d'eau qui peut passer au cours d'une année dans la prise d'eau.

Ce débit moyen variera d'une année à l'autre ; il faut donc, surtout lorsque l'équipement dérive la presque totalité du débit de la rivière, faire la moyenne des chiffres relevés par le service des eaux pendant une période de cinq à dix ans.

La hauteur de chute moyenne a été définie précédemment en se plaçant justement dans l'hypothèse du débit moyen.

La puissance normale brute sera le produit du débit moyen, dont la valeur n'est d'ailleurs pas spécifiée dans le cahier des charges, par la hauteur de chute en eaux moyennes qui est mentionnée à l'article 1^{er}.

Pas plus que pour la puissance maximum, il ne faut s'attendre à avoir ici un chiffre précis. Nous dirons même que l'approximation est beaucoup plus faible dans ce cas que dans l'autre, car nous devons nous baser ici principalement sur le régime du cours d'eau, essentiellement variable d'une année à l'autre, tandis que la puissance maximum est déterminée d'après une donnée exacte fixée à priori par le concessionnaire, la puissance installée. Nous trouvons cependant dans certains cahiers des chiffres qui pourraient laisser supposer le contraire : Taurion 10.147 maximum, 4.632 normal ; le Gros Moulin : 282 maximum, 169 normal.

Comme pour la puissance maximum, l'indication de la puissance normale brute doit être suivie de l'indication de la puissance disponible correspondante, celle-ci se calculant, en principe, d'après la formule approximative déjà citée : $P = 7. Q. H.$

Lorsque la puissance normale dépasse 50.000 kw, la concession doit être accordée non par un décret, mais par une loi.

Quelquefois la concession porte sur un ensemble de chutes, pouvant avoir chacune une puissance normale inférieure à 50.000 kw, la puissance du groupe étant supérieure à ce chiffre. Faudra-t-il une loi, ou un décret suffira-t-il ? Nous verrons plus loin que, dans l'intérêt du concessionnaire, lorsqu'il s'agit d'appliquer les servitudes de la loi de 1892 sur l'occupation temporaire, l'Administration tient compte non pas des puissances individuelles, mais de la puissance globale prévue dans le cahier des charges.

Il n'y a pas de raison pour adopter ici une solution différente et une loi est nécessaire chaque fois que la

puissance globale prévue à l'article 1^{er} du cahier des charges dépasse 50.000 kw, cela quel que soit le nombre de chutes et leur puissance individuelle.

Il peut arriver qu'une chute soit équipée partiellement pour une puissance déterminée, 40.000 kw par exemple. Quelques années plus tard, de nouveaux débouchés ayant été créés, le concessionnaire veut porter la puissance de la chute à 75.000 kw. Il fera une demande de concession pour la puissance supplémentaire de 35.000 kw. La concession nouvelle devra-t-elle être accordée par un décret ou par une loi ? Autrement dit, pour déterminer l'autorité compétente pour la délivrance de la concession, faut-il tenir compte seulement de l'augmentation de puissance, ou, au contraire, de la puissance totale de la chute après modification de l'équipement ? Le Conseil d'Etat a décidé qu'il ne fallait tenir compte que de la puissance correspondant à l'extension (Brommat, chute antérieurement autorisée pour 34.300 kw normaux, dont la puissance a été portée à 76.000 kw.)

B. — *Situation des ouvrages*

Pour définir la chute, il faut, en plus des caractéristiques mécaniques, donner la situation géographique des régions qui seront intéressées par l'équipement, depuis le point le plus éloigné de refoulement des eaux en amont du barrage jusqu'au point de restitution du canal de fuite.

L'article 1^{er} donne le nom du cours d'eau sur lequel se trouve la chute, les points extrêmes intéressés par l'équipement projeté ; ceux-ci seront désignés en prenant des repères faciles à placer, tels que ponts ou usines hydrauliques préexistantes ; par exemple : « entre les abords des ponts de... et de ... » ou encore : « entre le pied du barrage de.... et un point situé à kilomètres en aval de cet ouvrage » ; quelquefois, à défaut de repères simples, on utilise les indications du cadastre ou même les données précises du nivellement général de la France.

Quand les ouvrages principaux, comme le barrage doivent être édifiés dans un lieu qui porte une désignation particulière dans le pays, mention en est faite (au lieu dit...). Cette désignation correspond souvent au nom de la chute naturelle qui doit être captée, et sert au général de nom patronymique à la concession.

Enfin, sont inscrits à l'article 1^{er} les noms des communes et des départements sur les territoires desquels sont placés les ouvrages et qui sont intéressés par l'équipement. C'est dans lesdites communes que l'enquête a dû être effectuée par les soins des préfets des départements, lorsque la demande du pétitionnaire a été prise en considération par le ministre des Travaux Publics, afin de prévenir les riverains dont les droits allaient subir une amputation, et leur permettre de faire connaître leurs observations dont il est tenu compte dans la mesure du possible.

Bien entendu, si la concession comporte des prises sur plusieurs rivières ou une série de chutes sur le même cours d'eau, il faut que chaque chute soit individualisée nettement : Roquesteron Manda 7 chutes, Doron de Beaufort, 5 chutes ; Gavarnie, 3 chutes....

Ces chutes peuvent alimenter soit la même usine, soit des usines différentes, et une même chute peut être divisée en plusieurs tronçons afin d'obtenir un meilleur aménagement. Un exemple intéressant nous est fourni par la concession de la Société hydro-électrique du Midi qui équipe 2 usines avec trois chutes : l'usine d'amont est alimentée par les eaux du lac de Caillaouas ; l'usine d'aval est alimentée, d'une part, par les eaux venant du canal de fuite de l'usine d'amont, auxquelles s'ajoutent les eaux de vallées voisines, et, d'autre part, par les eaux d'une autre chute de plus faible importance. Cet équipement est aussi prévu pour faire le pompage dans le lac de Caillaouas des eaux provenant du déversement dans le canal de fuite de l'usine d'amont des eaux des vallées avoisinantes, ce qui suppose bien entendu l'arrêt des usines génératrices.

Ces renseignements doivent permettre, comme dans le cas d'une chute de plus de 50.000 kw, de déterminer si

la concession a été accordée par un décret ou par une loi. Une loi est en effet nécessaire si les travaux comportent le déversement d'un bassin fluvial dans un autre ou le détournement des eaux sur une longueur de plus de 20 kilomètres mesurée le long du lit naturel.

En séparant le cas du déversement des eaux d'un bassin dans un autre de celui du détournement des eaux sur une longueur de plus de 20 km., le législateur a entendu donner au terme de bassin fluvial un sens restreint.

Il peut arriver que l'équipement comprenne la dérivation de deux cours d'eau, affluents l'un de l'autre et la restitution des eaux au confluent ou un peu en amont sur l'un des cours d'eau. Faudra-t-il une loi dans ce dernier cas ? Il ne faut pas pousser, croyons-nous, le rigorisme jusque-là et il faut n'admettre l'intervention du législateur que si le débouché du canal de fuite se fait assez en amont du confluent pour troubler de façon non négligeable le régime de ce cours d'eau ; il y a là une question de fait qui doit être tranchée par les services techniques chargés de l'instruction de l'affaire.

Un problème, analogue à un déjà signalé, se pose à propos des chutes dont le débit est dérivé sur plus de 20 kilomètres, la dérivation totale s'étant faite en plusieurs stades correspondant à des dérivations partielles inférieures à 20 kilomètres.

Il ne faut tenir compte que de la longueur de la dérivation partielle faisant l'objet du projet en discussion pour déterminer l'autorité compétente, Ministre ou Parlement, qui doit accorder la concession. Ce fut le cas de la Cère dont l'équipement comportait une dérivation de 22 kilomètres, dont 4 autorisés antérieurement.

SECTION III

Cas particuliers des chutes déjà aménagées

Il existe, en dehors des cas fondamentaux mentionnés ci-dessus, une grande série de cas secondaires où le régime de la concession peut être, soit demandé par l'usurier, soit imposé par l'Administration.

Nous diviserons ces cas en trois catégories.

A. — *Entreprises autorisées sous le régime
de la loi de 1919*

Le législateur a prévu, à l'article 17 de la loi du 16 octobre 1919 les deux hypothèses de changement de régime, facultatif et obligatoire.

Tout d'abord, tout permissionnaire peut, à un moment quelconque de l'exploitation et sans apporter la moindre modification à la consistance des ouvrages, demander, avec l'accord de l'Etat, à placer son installation sous le régime de la concession.

L'intérêt de l'Etat à cette modification est évident, car de ce fait un équipement, qui par sa nature lui échappait va entrer dans sa zone d'influence directe et dans son patrimoine. L'intérêt du permissionnaire ne se conçoit guère que s'il a l'intention d'apporter des modifications à son installation existante et s'il désire vaincre les résistances des riverains en utilisant les prérogatives accordées aux concessionnaires.

Dans ces conditions, ne serait-il pas possible qu'une usine autorisable passe d'emblée, à la demande du pétitionnaire, sous le régime de la concession, avec l'accord de l'Administration ? Le Conseil d'Etat a refusé d'admettre cette thèse, estimant que l'article 17 de la loi, créant une situation exceptionnelle, devait être interprété limitativement et que le régime transitoire était, non pas une complication sans objet, mais une garantie des droits de propriété des tiers.

Jusqu'à ce jour, il n'est pas d'exemple de concessions accordées dans ces conditions.

Lorsqu'une usine autorisée doit avoir sa puissance augmentée ou son objet principal modifié, de telle sorte qu'elle entre dans la catégorie des usines concessibles aux termes de l'article 2 de la loi de 1919, le changement de régime est obligatoire.

Cette disposition logique n'appelle pas d'observations.

B. — *Entreprises autorisées antérieurement
à la loi de 1919*

Ces usines restent soumises pendant 75 ans à dater du vote de la loi à leur régime d'établissement, à l'exception de celles dont la puissance est inférieure à 150 kw, pour lesquelles il n'y a pas de limitation de durée. Ces entreprises peuvent passer, par un accord entre le permissionnaire et l'Etat, sous le régime de la concession : cette possibilité est prévue à l'article 18 de la loi de 1919. Mais le législateur n'a pas parlé du passage obligatoire d'une entreprise autorisée avant 1919 sous le régime de la concession lorsqu'il est demandé une augmentation de puissance ou une modification de constitution. Cette anomalie apparente s'explique très bien.

Prenons d'abord le cas d'une usine placée sur un cours d'eau non domanial. L'usinier a dû acquérir tous les droits de riveraineté sur la portion de rivière intéressée, l'Administration n'ayant eu à intervenir qu'en vertu de ses pouvoirs de police pour vérifier si les ouvrages prévus ne risquaient pas de nuire à l'intérêt général ; l'arrêté préfectoral n'avait qu'à fixer la cote de prise d'eau, la cote de restitution d'eau et le débit à laisser dans la rivière pour sauvegarder les intérêts généraux ; il n'avait donc pas à s'occuper du débit dérivé. Par conséquent, si l'usinier désire modifier son installation depuis le vote de la loi de 1919, sans qu'il en résulte de modification pour l'arrêté préfectoral initial portant règlement d'eau, il n'y aura pas lieu à révision de l'acte d'autorisation ; le débit dérivé pourra être augmenté dans les limites du règlement d'eau en question...

Considérons maintenant une usine placée sur une rivière domaniale. Tous les droits de riveraineté appartiennent à l'Etat ; l'usinier ne pourra apporter aucune modification susceptible de faire varier le débit, sans l'autorisation administrative, et sans révision de l'acte d'autorisation primitif, car il a été fait mention ici, non pas de ce que l'usinier devait laisser dans la rivière, mais de ce qu'il pouvait y prendre.

Lorsqu'il y a lieu à révision de l'acte d'autorisation primitif, qu'il s'agisse d'une rivière domaniale ou non, l'Administration, en l'absence de réglementation légale, apprécie, suivant l'importance de la modification demandée, s'il y a lieu ou non de maintenir le régime antérieur. Quand le régime de la concession est appliqué, l'article 1^{er} du cahier des charges doit mentionner non seulement la puissance totale de l'équipement modifié, mais, en outre, l'augmentation de puissance, car c'est sur cette augmentation seule que porteront les réserves et les redevances spécifiées plus loin dans le cahier.

C. — *Usines fondées en titre*

Ce sont celles qui ont été établies sur le domaine public avant l'édit de Moulins de 1566 qui a proclamé le principe de l'inaliénabilité des biens de la couronne, ou ont fait l'objet d'une vente de biens nationaux après 1789, ou enfin tiennent leur titre d'une concession seigneuriale antérieure à 1789.

Le propriétaire d'une usine de ce genre est propriétaire de la fraction du débit de la rivière, même si celle-ci fait partie du domaine public.

Si l'usiner désire augmenter la puissance de son installation, soit en accroissant le débit, soit en élevant la hauteur de chute, il est normal qu'il se place sous le régime de la loi de 1919. Si l'augmentation de puissance est importante vis-à-vis de la puissance même de l'usine fondée en titre, il y a intérêt à englober dans la concession la totalité de la puissance de la chute ; mais le pétitionnaire peut refuser cette solution, auquel cas seule fera partie de la concession la puissance qui résultera de la modification ; le régime à adopter, autorisation ou concession, est déterminé non pas par la puissance totale de l'usine, mais seulement par l'augmentation de puissance.

En tous cas, l'article 1^{er} du cahier des charges doit spécifier comme pour les usines autorisées avant 1919, la puissance totale ainsi que l'augmentation de puissance, et cela pour les mêmes raisons.

Enfin, on peut se demander si le régime de l'autori-

sation peut être remplacé, par un accord entre le pétitionnaire et l'Administration, directement par celui de la concession. Nous avons vu que la chose n'était pas possible pour les usines autorisables suivant la loi de 1919.

L'Administration a donné ici une solution contraire lorsque l'ensemble de la chute entre dans un type concessible aux termes de l'article 2 de la loi nouvelle, car il ne s'agit pas de créer une entreprise nouvelle, mais d'étendre une entreprise existante, et l'usine fondée en titre peut être considérée comme une usine déjà autorisée.

D. — Rédaction de l'article 1^{er} du cahier des charges

Depuis 1919, une quinzaine de concessions ont été accordées sur des équipements déjà en service, certains étant fondés en titre comme Orthez, Pointis, Villechien, d'autres autorisés, comme Mousquères, Forges d'Abel, Luzenac, Luzières, d'autres enfin appartenant pour partie à ces deux catégories, la Trave, Legugnon et Gaillac.

L'article 1^{er} du cahier des charges porte toujours, dans un cas de ce genre, une clause analogue à celle du cahier de la Trave, que nous reproduisons ci-après :

« La présente concession englobe les installations existantes, dont une partie est fondée en titre et l'autre partie édiflée en suite de l'autorisation accordée par ordonnance royale du 3 juillet 1842.

« La puissance maximum brute de la chute concédée est évaluée à 610 kw dont 46 sont fondés en titre et 144 autorisés, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, à une puissance disponible de 400 kw dont 13 fondés en titre et 112 autorisés.....».

La rédaction de cette clause est intéressante à divers points de vue.

Tout d'abord, il est spécifié que l'équipement existant est englobé dans la concession ; il devra donc, comme les nouvelles installations faire retour à l'Etat en fin de concession, obligatoirement, mais non gratuitement : le droit de propriété de l'usinier se transforme en un droit de créance à terme.

En général, le cahier mentionne la cause de l'existence

légale ; nous lisons dans celui de Villechien ; « puissance fondée en titre, en vertu d'une vente de biens nationaux de l'an IV », dans celui de Pointis : « puissance du moulin de Taillebourg qui est fondée en titre en vertu de l'acte d'inféodation du 12 novembre 1553 » et dans celui de Legugnon : « ... dont une partie est fondée en titres comme antérieure à l'annexion du Béarn à la France.... ». Nous avons là divers exemples caractéristiques d'usines à existence légale. Pour les usines autorisées avant 1919, on donne toujours la date de l'ordonnance ou de l'arrêté préfectoral ; par exception, le cahier des forges d'Abel se contente de parler d'installations « édifiées antérieurement à la loi de 1919 ».

L'article 1^{er} doit indiquer, non seulement la puissance brute de la partie fondée en titre, mais aussi la puissance disponible correspondante ; ainsi, pour l'usine de la Trave, la partie fondée en titre est prévue avec un rendement de 0,28, la partie autorisée 0,78 et la partie nouvellement aménagée 0,66, le rendement global étant égal à 0,66 ; quand l'usine fondée en titre s'est transformée en 1842, les modifications apportées ont eu pour effet, d'une part, d'augmenter la puissance brute de l'équipement et ensuite d'améliorer le rendement de la partie en service à cette époque. Dans la concession d'Halsou, au contraire, la partie fondée en titre est prévue avec un rendement du même ordre que le rendement de l'ensemble modifié. Ces exemples concrets nous montrent que l'Administration est d'accord pour maintenir sous le régime de l'usine à existence légale l'augmentation de puissance disponible, à condition que la puissance brute ne soit pas modifiée ; quand l'usine passe sous un autre régime, la puissance fondée en titre se cristallise en quelque sorte à ce moment là, et toutes les améliorations qui peuvent être apportées au fonctionnement de l'équipement profitent au nouveau régime.

E. — Bassins réservoirs de régularisation

D'après les termes de la loi, il semblerait que les aménagements de réservoirs sans usine adjacente ne puissent pas entrer dans la sphère d'application de la loi de 1919 qui n'a prévu que l'utilisation de l'énergie. Mais le Comité consultatif a admis à plusieurs reprises que « l'aménagement d'un tel réservoir pouvait faire l'objet d'une concession accordée aux conditions de la loi du 16 octobre 1919 si les usagers d'aval doivent être appelés à bénéficier d'un meilleur aménagement de la force hydraulique utilisée par eux ».

Dans ce cas, il n'est pas question de puissance, mais de capacité du réservoir, et l'indication de l'objet principal doit être l'amélioration du fonctionnement des usines d'aval.

C'est ainsi qu'ont été concédés les réservoirs de Saint-Point et Remoray, Puyvalador, Plèches, le Chambon, lac d'En Beys.

Le plus souvent les réservoirs, même saisonniers ou annuels, doivent alimenter directement des usines ; ils sont alors compris dans les concessions de ces usines ; par exemple, la concession de Lassoula et Tramezaygues comporte : « l'aménagement du lac de Caillaouas en réservoir de régularisation annuelle ».

SECTION IV

Consistance de la concession

A. — Dépendances de la concession

Le régime de la concession suppose le retour gratuit, à l'expiration d'un certain délai, des ouvrages qui seront édifiés. L'article 2 du cahier des charges donne l'énumération des dépendances immobilières de la concession ; cette énumération ne comporte pas de description des terrains ou des ouvrages qui y sont compris ; c'est le rappel, sous une forme générale un peu plus développée, du paragraphe 11 de l'article 10 de la loi du 16 octobre

1919 ; les termes de l'article 2 seront donc les mêmes pour les différents cahiers des charges, à quelques exceptions près.

La concession comprend en premier lieu tous les ouvrages hydrauliques qui sont édifiés depuis le bassin d'accumulation jusqu'au canal de fuite, y compris les appareils qui en constituent les accessoires (tels que grilles, vannes automatiques, etc...). Viennent ensuite les turbines qui ont pour but de transformer l'énergie hydraulique en énergie mécanique, disponible sur leur arbre ; aux turbines, il faut ajouter différents accessoires qui en sont le complément (tels que vannes, bâches spirales, tubes d'aspiration, régulateurs, etc...). Nous trouvons après, les bâtiments, tant ceux de la salle des machines où se trouvent les groupes hydro-électriques avec les fondations nécessaires pour l'assiette de ces groupes, que ceux établis pour l'abri et la commande des appareils placés sur les ouvrages (par exemple maisonnette pour la commande des vannes placées à l'entrée d'un canal souterrain d'amenée). Enfin, sont compris dans la concession tous les terrains qui supportent les ouvrages, ceux qui y donnent accès, ainsi que les terrains submergés dans la mesure où ils appartiennent au concessionnaire ; ce dernier peut en effet se contenter de réclamer sur les terrains les droits de servitude de l'article 4 de la loi ; une seule exception est faite en ce qui concerne le bâtiment de l'usine dont l'emplacement doit être acquis soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

S'il est prévu dans le projet la construction de maisons pour le barragiste et le gardien de l'usine, celles-ci doivent être comprises dans les dépendances immobilières de la concession et, en conséquence, doivent être mentionnées à l'article 2. Mais le Comité consultatif estime qu'il n'y a pas lieu d'en imposer la construction. En fait, il en est le plus souvent prévu.

Ce que l'on trouve quelquefois c'est l'atelier de réparations, la maison du chef d'usine, les lignes téléphoniques reliant la centrale soit avec le barrage, soit avec les centrales voisines placées sur le même réseau d'inter-

connexion. On peut en donner divers exemples : Lau Balagnas, Lescure, Lassoula-Tramezaygues, Roquesteron, etc...

Certains cahiers spécifient les chemins d'accès à l'usine (Pinet, Lau-Balagnas, Lescure, etc...). Le cahier type n'a pas en effet compris ce chemin dans les dépendances de la concession ; il a bien prévu des chemins d'accès, mais ce sont ceux qui desservent les ouvrages hydrauliques : « ainsi que les terrains qui les supportent ou y donnent accès et les bâtiments ou parties de bâtiment qui les abritent... » dit l'article 2 ; et les chemins d'accès aux ouvrages n'ont pas besoin d'être aussi importants que la voie nécessaire pour desservir l'usine.

Quand le concessionnaire doit relier par des dispositifs spéciaux, soit route, soit funiculaire, l'usine aux ouvrages de prise d'eau, ces ouvrages font partie de la concession : le cahier de Luchon prévoit : «... le funiculaire d'accès au lac d'Oo... », celui de Lassoula-Tramezaygues : «... le chemin d'accès au lac de Caillaouas, les câbles ou les funiculaires permettant d'accéder aux tunnels de Clarabide et de Caillaouas... ».

Parfois l'article 2 comprend, dans les dépendances, des ouvrages qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation de la chute elle-même. Ainsi nous trouvons dans le cahier de Lau Balagnas : « Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession : ... les terrains nécessaires à l'établissement des deux canaux d'irrigation nouveaux partant du débouché du canal de fuite de l'usine et suivant, sur les deux rives, approximativement la courbe de niveau 442... » ; dans celui de Camon : « ... les ouvrages ayant pour objet le maintien de l'alimentation actuelle du canal d'Aulné... ».

Enfin la concession de Lassoula-Tramezaygues comprend dans les dépendances « la totalité des installations de pompage ». Le terme employé est très général ; nous ne croyons pas cependant qu'il faille y faire figurer le matériel électrique de commande des pompes.

B. — *Biens ne faisant pas partie des dépendances de la concession*

Il y a d'abord les génératrices électriques qui sont accouplées aux turbines, et, éventuellement, les multiplicateurs de vitesse qui relient les machines d'un même groupe quand celles-ci tournent à des vitesses différentes. Ensuite, on trouve tout l'appareillage électrique pour la commande des génératrices, y compris les câbles de liaison. Enfin, sont en dehors de la concession les équipements électriques des départs de lignes, y compris les postes de transformation qui peuvent être interposés entre les alternateurs et les départs.

Les bâtiments dans lesquels se trouvent l'appareillage électrique, les postes de transformation et de départ, ainsi que les charpentes et massifs des postes extérieurs, s'il en existe, ne font pas partie non plus des dépendances de la concession.

Que faut-il décider pour les bâtiments qui abritent à la fois du matériel hydraulique et du matériel électrique, comme c'est le cas pour la salle des machines où sont installés les groupes turbo-générateurs ? Va-t-on les comprendre pour partie seulement dans la concession, et, dans l'affirmative, sur quelles bases fera-t-on le partage des parts ? A notre avis, la salle des machines tout entière doit faire partie de la concession, y compris les massifs de fondation des génératrices, et cela pour des raisons de simplification, bien que le cahier des charges parle de « bâtiments ou parties de bâtiment ».

Par compensation, nous mettrons en dehors des dépendances de la concession, le pont-roulant qui est installé dans la salle des machines et qui sert à la manutention tant des turbines que des alternateurs.

La concession de chute peut-elle comprendre une ligne de jonction ?

En résumé, la concession s'arrête à l'arbre des turbines hydrauliques. Il y a là une séparation bien nette.

Il ne paraît pas possible, dans ces conditions, de

comprendre dans une concession de force hydraulique une ligne de transport reliant l'usine, soit à un réseau électrique voisin, soit à un établissement industriel d'utilisation, car entre la ligne et l'installation hydraulique, nous avons une installation électrique indépendante qui crée une discontinuité.

Le comité consultatif des forces hydrauliques, à qui des problèmes de ce genre ont été soumis, n'a pas voulu trancher la question de principe, laissant ce soin au comité d'électricité, mais il a cependant donné chaque fois un avis défavorable pour l'incorporation, dans la concession de chute, d'une ligne de transport. Toutefois, il s'était demandé si l'on ne pourrait pas invoquer l'article 21 de la loi de 1906 : « La déclaration d'utilité publique d'ouvrages à exécuter par l'Etat..... confère à l'Administration ou au concessionnaire, pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie employés à l'exploitation de ces ouvrages, les droits de passage, d'appui et d'ébranchage spécifiés à l'article 12 ... ».

Nous avons tout d'abord une clause restrictive ; l'incorporation ne pourrait se faire que si la déclaration d'utilité publique avait été prononcée en faveur de l'équipement de la chute d'eau, et par conséquent le concessionnaire, qui voudrait faire comprendre dans sa concession une ligne de transport, devrait demander la déclaration d'utilité publique pour son entreprise. Jusque là il n'y a aucune impossibilité juridique : la déclaration d'utilité publique conférerait au concessionnaire, en plus des servitudes de la loi de 1892 sur l'occupation temporaire et de la faculté d'expropriation de la loi de 1841, la possibilité de construire une ligne bénéficiant des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906. Mais poursuivons la lecture de cet article 21 : « Le bénéfice de ces droits restera acquis à l'Administration ou au concessionnaire, même dans le cas où l'énergie serait fournie aux conducteurs par une usine privée ou ». Il paraît difficile de contester que l'entreprise déclarée d'utilité publique, qui jouit de la faveur précitée, doit être une entreprise qui a besoin pour fonctionner conve-

nablement de recevoir de l'énergie électrique et c'est dans le but de lui faciliter cet apport que le législateur de 1906 a donné au concessionnaire de l'ouvrage les servitudes de l'article 12, sans qu'il ait besoin de faire déclarer la ligne elle-même d'utilité publique.

Le texte de cet article nous paraît trop précis pour qu'on puisse juridiquement assimiler à une usine consommatrice une usine de production ; l'extrapolation violerait le texte et le fond de la loi de 1906.

En l'état actuel des textes, il n'est pas possible de comprendre dans une concession de chute d'eau une ligne de transport de force destinée à relier l'usine hydro-électrique à un réseau voisin ou à une usine d'utilisation. La ligne de transport doit faire l'objet d'un contrat administratif indépendant.

Cependant, le cahier des charges de Luchon comprend dans les dépendances de la concession : « la ligne de service haute tension reliant la centrale aux installations de manœuvre du lac d'Oo ». Il n'y a pas là de disposition contraire aux règles exposées ci-dessus, car la ligne prévue entre dans la sphère d'application de l'article 21 de la loi de 1906 ; elle amène de l'énergie à des ouvrages déclarés d'utilité publique, en vue de leur exploitation.

C. — *Cas particulier d'une concession de faible durée.*

Le Comité consultatif a admis que, si la durée de la concession est courte, seuls pourraient faire retour à l'Etat les ouvrages et les terrains, le matériel restant la propriété du concessionnaire ; c'est ce qui se produit lorsque l'usine en question a pour but d'alimenter principalement les chantiers de travaux d'une importante installation et doit être supprimée lorsque l'usine principale sera en service (usine de la Saulce).

D. — *Cas d'une installation existante*

Nous nous sommes placés jusqu'ici dans l'hypothèse d'une chute nouvelle à aménager. Il faut maintenant

envisager le cas d'une installation existante passant sous le régime de la concession.

Considérons en premier lieu une usine autorisée suivant la loi de 1919. Tous les ouvrages doivent être compris dans la concession, tant ceux déjà exécutés que ceux à édifier. Normalement, à l'expiration du délai d'autorisation, le permissionnaire est tenu de rétablir le libre écoulement du cours d'eau, à moins que l'Etat n'exige l'abandon à son profit, moyennant indemnité, des ouvrages de barrage et de prise d'eau ; on peut se demander, dans ces conditions, s'il ne serait pas nécessaire de mettre à part, dans la spécification du cahier des charges, les ouvrages en question déjà exécutés, afin qu'au terme de la concession ceux-ci fassent retour à l'Etat à titre onéreux, tout comme si le régime de l'autorisation avait été maintenu. Cette solution ne saurait être adoptée car le permissionnaire, au moment où il a demandé son autorisation, connaissait les modalités du régime de la concession et, par conséquent, acceptait d'avance l'application de toutes les règles de ce régime, sans restriction, dans le cas où son installation passerait, soit facultativement, soit obligatoirement sous sa réglementation.

Ce qui précède justifie l'application d'une solution contraire aux usines autorisées avant la loi de 1919. Il faut, dans ce cas, distinguer des nouveaux ouvrages, ceux déjà construits, car les nouveaux seuls doivent faire retour gratuit à l'Etat en fin de concession. A l'expiration du régime transitoire, c'est-à-dire en 1994, dit l'article 18 de la loi, les usines concessibles recevront une indemnité qui ne sera pas supérieure au quart de la valeur vénale ; aucune limite n'a été fixée pour les usines autorisables. Cette différence de traitement nous paraît peu équitable, car toutes ces usines seront soumises au même régime pendant la même période transitoire et auront en quelque sorte des droits acquis à obtenir le même traitement au moment de leur reprise par l'Etat ; mais la loi est formelle.

Aucune indemnité ne sera allouée pour la partie des installations établies sur le domaine public.

L'usinier, en fin de concession, devra donc être indemnisé par l'Etat pour la partie de son installation qui existait au moment du changement de régime et subsiste au terme considéré.

C'est évidemment la même solution qu'il faut donner dans le cas d'une usine fondée en titre ; mais l'usinier peut refuser de voir englober dans la concession la partie ayant une existence légale ; il n'y a pas alors à envisager de versement d'indemnités de reprise. S'il en est versé, elles doivent représenter la valeur complète de la partie fondée en titre, quelle que soit l'époque de la reprise.

Compte tenu de la restriction possible pour les usines fondées en titre, l'article 2 du cahier des charges doit faire mention de tous les ouvrages qui constituent l'équipement hydraulique, car les anciens comme les nouveaux y sont englobés, ainsi que le rappelle l'article 1^{er} du cahier ; mais, dans la rédaction, on doit faire la distinction entre les différentes catégories, car à certaines d'entre elles correspondront des indemnités de reprise plus ou moins élevées.

La concession de la Trave, qui comprend à la fois une partie fondée en titre et une partie autorisée sous l'ancienne législation, va nous donner un exemple fort intéressant de rédaction de l'article 2 :

« Seront considérés comme dépendances immobilières de la concession :

1^o Les terrains et tous les immeubles par nature ou par destination constituant l'aménagement de la force hydraulique fondée en titre et comprenant le terrain sur lequel sont construits le barrage et l'usine, la cour y attenante, le chemin d'accès et les terrains submergés qui appartiennent au concessionnaire jusqu'à la cote 34,37 du NGF.

2^o Les terrains et tous immeubles par nature et par destination, constituant l'aménagement de la force hydraulique autorisée par ordonnance royale de 1842, notamment le barrage de retenue et la passerelle de service à l'exception des deux vannes de l'ancien pertuis de flottage et des deux vannes du pertuis de chasse, les ouvrages de prise d'eau, à l'exception de la grille de défeuillage, le canal de fuite et les terrains submergés qui appartiennent au concessionnaire entre les cotes 34, 37 et 34, 57 du NGF.

3^o Tous les ouvrages autorisés par le présent cahier des charges, utilisés pour l'aménagement et la production de la force motrice devant faire retour gratuitement à l'Etat en fin de concession et comprenant notamment les quatre grandes vannes des pertuis de chasse et de flottage, les vannes de surface du

déversoir ainsi que leurs organes de manœuvre mécanique ou électrique, la grille de défeuillage, le bâtiment de l'usine, les moteurs hydrauliques (turbines et accessoires), les terrains submergés qui appartiennent au concessionnaire au-dessus de la cote 34,57 du NGF ».

Certains cahiers, avant de faire l'énumération des dépendances fondées en titre ou autorisées avant 1919 en rappellent le caractère onéreux : « fondés en titre, devant faire retour à l'Etat à titre onéreux et comprenant » dit le cahier d'Orthez, « existants au moment de la concession, devant faire retour à l'Etat à titre onéreux en fin de concession et comprenant..... » lit-on dans celui de Mousquères.

Quand une usine en service passe sous le régime de la concession, une partie seulement de l'équipement existant peut être conservée ; c'est cette partie qui sera mentionnée dans la répartition donnée à l'article 2 de la loi : apport de l'usine ancienne à l'équipement nouveau. De ce fait, il arrive souvent que la partie « immeubles par destination » vannes, conduites, turbines, soit tout entière comprise dans les dépendances concédées ; c'est le cas d'Orthez, de la Trave, d'Halsou, de Mousquères, etc... Parfois, comme dans la concession des forges d'Abel, l'installation complète avec ses conduites forcées et ses turbines peut substituer, et les dépendances nouvelles ne portent que sur des dispositifs complémentaires qui s'ajoutent sans modifier l'installation existante ; c'est le cas également de Luzières dont le cahier des charges prévoit en outre l'installation d'un groupe de réserve, clause qui paraît à tout le moins superflue.

Il peut être quelquefois difficile, à moins d'entrer dans des descriptions détaillées incompatibles avec le caractère du cahier des charges, de faire la discrimination de la partie ancienne conservée et de la partienouvellement aménagée, exhaussement d'un barrage, élargissement d'un canal d'amenée par exemple ; de plus, il paraît injuste de ne pas reconnaître à l'usinier le droit de transformer l'équipement de la partie, soit fondée en titre, soit autorisée, en le maintenant sous l'étiquette ancienne. Aussi certains cahiers adoptent-ils une for-

mule qui nous paraît très heureuse et devrait être généralisée ; nous la trouvons pour la première fois à propos de la concession de Villechien : les terrains et les immeubles par nature apportés par l'usiner fondés en titre feront retour à l'Etat à titre onéreux ; les ouvrages et le matériel utilisés « indivisément pour l'aménagement et la production tant de la puissance fondée en titre que de la puissance concédée seront considérés comme dépendances immobilières de la concession dans la proportion de 20 0/0 pour la puissance fondée en titre et de 80 0/0 pour la puissance concédée, la part indivise de 80 0/0 devant faire gratuitement retour à l'Etat en fin de concession ». Une formule de ce genre se retrouve dans la concession de Gaillac.

On peut remarquer dans certains cahiers, celui de Gaillac en particulier, que l'équipement comprend, d'après l'article 1^{er}, une partie fondée en titre, une partie autorisée et une partie nouvelle concédée, mais qu'il n'est tenu compte à l'article 2 que de la partie fondée en titre. Il n'y a pas là une omission involontaire, comme on pourrait le croire, de la part du rédacteur du cahier des charges. L'omission est voulue, car la chute est située sur un cours d'eau domanial, et le Comité consultatif a fait observer « qu'il n'y avait pas lieu de faire des distinctions entre les installations dépendant de l'ancienne autorisation et les installations nouvelles. Celles des installations anciennes autorisées qui sont situées sur le domaine public doivent en effet revenir gratuitement à l'Etat en fin de concession (loi du 16 octobre 1919, article 18) ».

CHAPITRE II

Le concessionnaire et les riverains

Le concessionnaire est librement choisi par l'Administration et c'est de l'Etat qu'il tient les droits d'exploitation de la chute, fût-il propriétaire de la portion de rivière intéressée par l'équipement.

Pour pouvoir accomplir sa mission, « dompter les chevaux sauvages de la chute », le concessionnaire devra effectuer d'importants travaux qui, d'une part, nécessiteront une emprise sur diverses propriétés et apporteront, d'autre part, des troubles dans la jouissance des riverains. Afin de lui faciliter la tâche, l'autorité publique, à qui en définitive les ouvrages feront retour gratuitement, lui confère certaines prérogatives de sa puissance, lui permettant de passer outre aux droits normaux de la propriété civile.

Ce sont ces prérogatives qu'il nous faut passer en revue.

SECTION I

Acquisition des terrains — Servitudes d'occupation de l'article 4 de la loi de 1919

Le législateur a donné au concessionnaire le droit d'occuper les terrains nécessaires pour la mise en œuvre de l'équipement :

« Pour l'exécution des travaux définis au cahier des charges et régulièrement approuvés par l'Administration, dit l'article 4 de la loi de 1919, ainsi que pour l'exploitation de la concession, le concessionnaire aura les droits suivants :

1^o Occuper dans l'intérieur du périmètre défini par l'acte de concession, les propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau et des canaux d'adduction ou de fuite lorsque ces canaux sont souterrains ou, s'ils sont à ciel ouvert en se conformant à la loi du 29 avril 1845.

2^o Submerger les berges par le relèvement du plan d'eau..... ».

En application de ces dispositions, l'article 3 du cahier des charges prescrit :

« En ce qui concerne l'occupation des terrains compris
« dans le périmètre de la concession et nécessaires à l'établis-
« sement des ouvrages de retenue ou de prise d'eau et des canaux
« d'adduction ou de fuite, souterrains ou à ciel ouvert, de même
« que pour les terrains submergés par le relèvement du plan
« d'eau, le concessionnaire bénéficiera des droits prévus à l'arti-
« cle 4 de la loi du 16 octobre 1919..... ».

Un droit analogue est reconnu au concessionnaire de mine. Gisement minier et force hydraulique sont des biens faisant partie du domaine éminent de l'Etat, au titre de richesses naturelles ; pour en permettre la mise en valeur rationnelle, la puissance publique limite les droits normaux des propriétaires dont les fonds sont jugés utiles pour l'installation des ouvrages nécessaires à leur exploitation.

A. — *A quels biens s'appliquent les servitudes*

Tout d'abord ces servitudes ne sont applicables que dans le périmètre de la concession.

D'après l'article 4 de la loi, le périmètre doit être défini dans l'acte de concession : décret ou convention ? Le Comité consultatif indique, à juste titre, le décret : c'est en effet un acte de la puissance publique, celui par conséquent qui paraît le plus indiqué pour fixer la zone dans laquelle des charges exceptionnelles sont susceptibles d'être imposées aux propriétés.

Il est arrivé souvent, surtout au début de l'application de la loi, que l'indication de ce périmètre soit omise ou bien figure dans la convention, ce qui paraît évidemment irrationnel, car la convention doit régler les rapports contractuels entre l'Administration et le concessionnaire et ses clauses ne doivent pas, en principe, réfléchir contre les tiers.

En général, le décret renvoie à un plan annexé au cahier des charges et sur lequel le périmètre est tracé en rouge. Plusieurs cahiers des charges indiquent à l'article 3, en note, la façon de déterminer ce périmètre. « Ledit périmètre sera limité par un plan horizontal passant à 2,5 mètres au-dessus du niveau normal de la retenue » dit le cahier d'Eguzon, formule qui se retrouve

dans divers cahiers ceux de Dognon, Plêches, Moulin de Beaufort, Isle Jourdain notamment. Parfois la zone qui serait ainsi obtenue est limitée en profondeur par deux parallèles au lit de la rivière ou à l'axe du canal de dérivation, comme le montre la rédaction que l'on trouve dans le cahier de Brommat : « Périmètre défini par un plan passant à deux mètres au-dessus du niveau normal de la retenue et par deux parallèles au tracé de l'axe du canal de dérivation et situées à deux kilomètres de part et d'autre de ce canal », et qui est également adoptée, aux chiffres près bien entendu, dans les cahiers des concessions de Taurion, la Virolle, la Cère, Vienne Supérieure.

Certains auteurs trouvent cette délimitation tout à fait inutile pour les raisons suivantes : d'abord c'est la copie d'une disposition des concessions minières qui, elle, est parfaitement justifiée, puisque le périmètre donne les limites en dehors desquelles il est interdit au concessionnaire d'extraire du minerai ; en matière de force hydraulique, l'équivalent de cette disposition est donné par la fixation des limites amont et aval ; ensuite, les limites ainsi fixées sont si larges dans la pratique que leur présence ne correspond à aucune limitation. Nous partageons tout à fait cette opinion.

Ceci dit, tous les terrains, de quelque nature qu'ils soient, et quel qu'en soit le propriétaire (y compris par conséquent le domaine privé des collectivités publiques) sont susceptibles d'être grevés de cette servitude : seul le domaine public y échappe. Toutefois, le législateur n'a pas voulu que cette servitude soit applicable aux bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations ; il a estimé que, le préjudice étant, dans ce cas, très important, il convenait d'employer une procédure donnant plus de garanties aux propriétaires, celle de l'expropriation, à défaut d'accord amiable bien entendu.

Le concessionnaire devra alors modifier le tracé d'implantation des ouvrages de façon à éviter les immeubles exonérés de la servitude. Dans beaucoup de cas, cette modification pourra d'ailleurs se faire sans trop de gêne pour l'équipement de la chute (déplacement des conduites forcées par exemple).

B. — *Au profil de quels biens s'appliquent les servitudes ?*

Partons de l'amont et voyons, en nous dirigeant vers l'aval, parmi les emprises que l'équipement va nécessiter sur les propriétés privées, celles qui vont bénéficier des servitudes de l'article 4 de la loi.

En amont du barrage, exception faite de la prise d'eau, on ne rencontre pas d'ouvrages ; mais le niveau du plan d'eau étant surélevé, les berges vont être submergées sur une longueur pouvant atteindre plusieurs kilomètres et de grandes surfaces de terrains seront noyées. Cette submersion pourra se faire sans l'accord des propriétaires riverains (2^o de l'article 4) ; c'est là une innovation de la loi.

Depuis la prise d'eau jusqu'au débouché du canal de fuite, l'eau dérivée va parcourir une série d'ouvrages pour l'établissement desquels le législateur a accordé les droits d'occupation du 1^{er} de l'article 4, droits qui ne sont pas entièrement nouveaux et qu'on trouve dans un domaine voisin, celui de l'irrigation.

Une loi de 1845 a, en effet, établi ce que l'on a appelé la servitude d'aqueduc qui permet à un riverain de creuser des canaux sur des fonds ne lui appartenant pas, afin d'irriguer des terres éloignées pour faciliter l'exercice de cette servitude, en permettant la dérivation de quantités d'eau appréciables et d'autant plus importantes que les fonds à irriguer étaient plus éloignés, une loi de 1847 a institué la servitude d'appui, grâce à laquelle un riverain dont le fonds est simplement bordé peut édifier un barrage reposant en partie sur le fonds du riverain d'en face.

Avant 1919 on s'était demandé s'il ne serait pas possible de donner aux industriels riverains qui désiraient équiper une chute l'exercice de ces servitudes d'appui et d'aqueduc. Mais la chose n'avait pas paru possible étant donné le but purement agricole poursuivi par les lois de 1845 et 1847.

Par conséquent, les droits donnés au concessionnaire dans le 1^{er} de l'article 4 sont des extensions des anciennes

servitudes d'appui et d'aqueduc, en faveur de l'utilisation industrielle de l'eau. Ce paragraphe spécifie d'ailleurs que, pour les canaux à ciel ouvert, canal d'amenée dans la chambre de mise en charge ou canal de fuite, il conviendra de se conformer à la loi de 1845. Ce renvoi a pour effet d'exonérer de la servitude, en plus des immeubles déjà désignés, les parcs et enclos attenants aux habitations. De plus, il paraît donner aux tribunaux la faculté de limiter les dimensions de ces canaux afin de ne pas porter un trop grand préjudice aux fonds traversés, c'est-à-dire compte tenu de la nature des cultures rencontrées. Cette dernière restriction nous paraît difficilement applicable, car il est délicat de trouver une commune mesure entre l'intérêt agricole et l'intérêt industriel. Cette difficulté n'existe pas dans le cas de l'irrigation : il ne faut pas que les terrains enlevés à la culture pour l'établissement du canal représentent une valeur plus grande que la plus-value escomptée pour les terres à irriguer.

Le législateur, dans l'énumération des ouvrages bénéficiaires des servitudes, n'a pas mentionné les bâtiments. Le rédacteur du cahier des charges a explicitement mis à part cette catégorie d'immeubles. « Il (le concessionnaire) devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront établies l'usine et ses dépendances immobilières ». De prime abord, cette différence de traitement surprend. Pour l'expliquer, on ne peut pas invoquer l'importance exceptionnelle de l'emprise, car la submersion des rives peut être beaucoup plus préjudiciable, étant donné l'étendue des terres noyées. On peut dire, il est vrai, que, pour l'équipement d'une chute déterminée, la zone submergée ne saurait être modifiée, tandis que l'emplacement de l'usine peut être changé, dans certaines limites bien entendu, sans qu'il en résulte trop de gêne pour l'exploitation.

La justification de cette règle doit être cherchée par ailleurs. Font partie des dépendances de la concession, qui feront retour gratuit à l'Etat, tous les ouvrages hydrauliques et le hall de la salle des machines turbo-génératrices, à l'exclusion de tous les autres bâtiments,

tels que ceux contenant l'appareillage électrique, les postes de transformation intérieurs ou extérieurs, ainsi que les voies d'accès à ces divers immeubles. On comprend facilement que l'on n'ait pas accordé au concessionnaire l'exercice des servitudes d'occupation sur les terrains qui devront servir de support à des ouvrages qui ne feront jamais retour (nous entendons gratuit) à l'Etat et pourront rester indéfiniment sa propriété ; il n'y avait pas de raisons dans ce cas pour refuser aux propriétaires les garanties normales données par la procédure de l'expropriation. Comme les divers bâtiments, tant ceux qui devront faire retour gratuit à l'Etat que les autres, forment un ensemble en quelque sorte homogène, il a paru normal de leur appliquer le même régime.

En résumé, les servitudes ont été prévues en faveur des terrains submergés et de tous les ouvrages hydrauliques, avec les voies d'accès nécessaires pour l'exploitation de ces ouvrages, à l'exclusion de tous les bâtiments, y compris ceux qui doivent faire retour gratuit à l'Etat en fin de concession et de leurs voies d'accès.

C. — *Comment s'établissent les servitudes ? Indemnisation des propriétaires*

Comme les servitudes de l'article 4 sont des prérogatives de la puissance publique, celle-ci doit intervenir pour fixer leur nature, leur importance et leur zone d'application : c'est l'objet d'un arrêté préfectoral pris sur la demande et d'après le projet adressé par l'ingénieur en chef chargé de surveiller l'exécution de l'équipement.

Ce projet n'est établi qu'après enquête de huit jours faite dans les mairies et notification, aux divers propriétaires, des travaux projetés sur leurs domaines respectifs ; le projet primitif peut être remanié sous réserve de l'approbation du ministre des travaux publics, pour tenir compte des observations des propriétaires.

L'arrêté préfectoral est publié dans un journal de l'arrondissement et affiché dans les mairies ; un extrait con-

cernant chacun des propriétaires lui est en outre notifié à la diligence du concessionnaire.

Tout préjudice entraîne une réparation. Le concessionnaire devra donc indemniser les propriétaires dont les fonds sont grevés des servitudes de l'article 4 de la loi de 1919. A quel moment va-t-on régler cette indemnité ?

Il faut distinguer d'une part les terrains qui seront inutilisables par suite de l'emprise des ouvrages ou de la submersion et, d'autre part, ceux qui seront rendus aux propriétaires après l'exécution des travaux.

Pour les premiers, il y a dépossession permanente ; on connaît donc dès maintenant l'importance du préjudice subi par le propriétaire. L'indemnité doit être fixée avant le commencement des travaux ; elle doit être préalable, ce qui ne signifie pas qu'elle consistera obligatoirement en un capital versé avant toute prise de possession ; cependant, le propriétaire pourra demander que l'indemnité adopte cette forme ; ce qui le prouve c'est la faculté donnée à ce propriétaire d'exiger du concessionnaire l'achat des terrains rendus impropres à la culture après l'exécution des travaux.

S'il n'y a pas accord sur le montant de l'indemnité et si les travaux ont cependant été reconnus urgents par arrêté préfectoral, on pourra les commencer, moyennant le versement d'une indemnité provisoire, dont le montant est fixé par le tribunal et qui est consignée à la caisse des dépôts et consignations avec les intérêts légaux pendant deux ans ; c'est la procédure d'expropriation en cas d'urgence réglée par la loi de 1841 à laquelle le législateur de 1919 a fait appel. La servitude d'occupation peut, en effet, dans ce cas, s'analyser comme une expropriation, puisqu'elle correspond à une dépossession définitive. Il y a toutefois une différence essentielle entre les deux procédés : en cas de servitude, le propriétaire conserve la nue propriété de ses terrains ; par conséquent, si un jour, pour une raison quelconque, la submersion ou l'occupation cessent, le propriétaire en récupère la pleine propriété.

Lorsque l'occupation est provisoire et doit cesser après l'exécution des travaux, le règlement de l'indemnité ne peut évidemment se faire qu'après la cessation de l'occupation, car c'est à ce moment-là qu'on pourra connaître le préjudice subi ; par exemple ne feront l'objet d'une occupation temporaire que les terrains à travers lesquels seront creusés les canaux de dérivation provisoire des eaux de la rivière afin de permettre l'exécution des travaux du barrage.

Par analogie avec la législation des mines, le législateur de 1919 a prescrit, au sujet des droits d'occupation en matière de forces hydrauliques que « Lorsque l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant une durée supérieure à celle prévue par le cahier des charges pour l'exécution des travaux ou lorsque, après cette exécution, les terrains ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire l'acquisition du sol ; la pièce de terre trop endommagée ou trop dépréciée doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige ». C'est la reproduction des dispositions édictées par la loi de 1810 sur les mines. Toutefois, il y a lieu de signaler une différence profonde, concernant le taux de l'indemnité à verser par le concessionnaire. En matière de mines, l'indemnité doit être fixée au double du produit net ou de la valeur vénale suivant les cas ; en matière de forces hydrauliques, la règle du double n'ayant pas été prévue, l'indemnité est simple, comme dans le cas de l'occupation temporaire de la loi de 1892.

La règle du double peut être considérée comme une sorte de compensation en faveur du propriétaire dont le droit a été violé pour un motif autre que celui de l'utilité publique. En adoptant la règle de l'indemnité simple, le législateur a donc marqué une différence de nature entre la concession de chute et celle des mines, bien que les droits d'occupation accordés dans l'un et l'autre cas soient tout à fait comparables : il y a pour les deux types analogie dans la forme, richesse naturelle, mais différence dans le fond, intérêt général pour l'un et, pour l'autre, utilité publique.

D. — Acquisition des terrains

Le concessionnaire devra s'entendre à l'amiable avec les propriétaires pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'édification de l'usine et de ses dépendances immobilières. Quel type de contrat pourront utiliser les parties ?

Faudra-t-il obligatoirement, comme le laisse supposer le terme d'acquisition employé par le rédacteur du cahier des charges, utiliser le contrat de vente ? Nous ne le croyons pas et nous estimons, au contraire, que les parties pourront constituer un droit réel, servitude ou droit de superficie, les droits ainsi créés étant en principe perpétuels. Dans ce dernier cas, les contrats devront, par analogie avec la clause prévue à l'article 3 du cahier des charges pour les terrains supports des servitudes « être communiqués à l'Administration et comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions, en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession ». Quel que soit le contrat qui intervienne entre le concessionnaire et le propriétaire, il doit faire l'objet d'une transcription au bureau du conservateur des hypothèques pour être opposable aux tiers.

Prenons maintenant les terrains submergés et les terrains sur lesquels sont édifiés les ouvrages hydrauliques. Le concessionnaire a sur eux un droit d'occupation. Il peut, et c'est la solution la plus recommandable, s'entendre à l'amiable avec les propriétaires intéressés pour la fixation de l'indemnité ; un contrat interviendra alors, contrat de constitution de droit réel ou contrat d'achat comme ci-dessus. S'il y a constitution de droit réel, le contrat doit être communiqué à l'Administration et contenir une clause de substitution en faveur de l'Etat ; le cahier des charges le prévoit expressément. Lorsque l'Etat reprendra la concession, il pourra, soit conserver pour lui le contrat du concessionnaire, soit au contraire l'abandonner, par exemple dans le cas où les terrains auraient considérablement diminué de valeur ; il pourra alors traiter à l'amiable sur de nouvelles bases, ou faire

fixer l'indemnité d'occupation par le tribunal civil, conformément à l'article 4 de la loi de 1919, ou même utiliser la procédure de l'expropriation.

Il est un point utile à signaler : les dépendances de la concession doivent faire retour gratuit à l'Etat, ce qui suppose que le concessionnaire en a la pleine propriété. Or, parmi les dépendances se trouvent les terrains submergés et les terrains supports des ouvrages hydrauliques ; nous venons de voir que ces terrains peuvent faire l'objet d'un contrat de constitution de droit réel ; dans ce cas, il ne saurait y avoir retour gratuit. L'article 2 du cahier des charges en énumérant les dépendances de la concession a bien séparé les deux hypothèses pour les terrains submergés, mais non pour les autres, ce qui constitue une faute de rédaction mettant en opposition les articles 2 et 3 de ce cahier.

Dans le cas d'une usine déjà construite au moment de l'octroi de la concession, la clause suivante est insérée à l'article 3 du cahier des charges : « Le concessionnaire sera tenu, dans les trois mois à compter du décret de concession, de communiquer à l'Administration tous les contrats relatifs à l'achat ou à la location des terrains incorporés aux dépendances immobilières de la concession ». Cette clause a pour but de donner à l'Administration une base sérieuse pour la fixation de l'indemnité de retour qui devra être versée au concessionnaire à l'expiration de la concession, et de lui permettre de discuter utilement avec les propriétaires le renouvellement de la location ou le montant de l'indemnisation correspondant à l'application des servitudes.

E. — *Compétence en matière de servitudes*

Si le concessionnaire ne peut pas se mettre d'accord avec les propriétaires au sujet de l'application des servitudes, il faut les départager. Comme il s'agit de servitudes administratives, plutôt que de servitudes au sens civil du terme, car il n'y a pas de fonds dominant, les ouvrages hydrauliques qui pourraient en tenir lieu, ne pouvant être édifiés que grâce à l'exercice de ces servi-

tudes, il eut été naturel d'avoir recours aux tribunaux administratifs. Le législateur a pris modèle sur la réglementation minière, en attribuant compétence à la juridiction civile. Et cependant la situation n'est pas la même dans les deux cas : pour les mines la servitude d'occupation répond à la définition de l'article 637 du Code civil, le fonds dominant étant constitué par le gisement minier, tandis que la force hydraulique est un bien incorporel qui ne saurait constituer un héritage au sens donné à ce terme par le Code civil.

Le choix du législateur s'explique de la façon suivante : la juridiction civile est considérée comme la gardienne naturelle de la propriété ; par conséquent toutes les fois qu'il y a emprise définitive directe sur la propriété, c'est le tribunal civil qui est compétent ; c'est le cas de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de la dépossession définitive par le concessionnaire de mines ; ce doit donc être le cas de la dépossession définitive par le concessionnaire de chutes.

Reste le cas du préjudice occasionné par l'occupation temporaire de la propriété privée. Ici la violation des droits de propriété a paru moins grave. Aussi, tandis que le tribunal civil reste compétent, suivant le droit commun, en matière de mines, le législateur de l'an VIII a cru bon de désigner la juridiction administrative pour trancher les litiges pouvant surgir en matière de travaux publics.

En matière de forces hydrauliques, on pouvait hésiter suivant l'assimilation que l'on ferait pour la concession de chute. En donnant compétence à la juridiction civile dans tous les cas, le législateur a rapproché la concession de chute de la concession de mines ; c'était d'ailleurs son intention.

Le tribunal civil aura donc à juger toutes les contestations qui pourront naître de l'exercice des servitudes d'occupation et notamment, à défaut d'accord amiable, fixer l'indemnité d'occupation, fixer, sur la demande du propriétaire, le prix d'achat des parcelles occupées définitivement ou au delà de la durée prévue pour les travaux, sauf cas de force majeure dûment cons-

taté et reconnu par l'Administration, ou rendues impropres à la culture et des pièces de terre trop endommagées ou dépréciées. Afin de ne pas retarder le jugement, le législateur a prescrit l'emploi de la procédure sommaire qui est plus expéditive, avec comme corollaire la nomination d'un seul expert, en cas d'expertise.

F. — *Occupation du domaine public*

Jusqu'ici, nous avons supposé le concessionnaire en présence de particuliers ou de collectivités publiques, propriétaires de leur domaine privé.

L'exécution des ouvrages peut nécessiter des occupations du domaine public national, départemental ou communal, occupations qui peuvent être, soit des emprises définitives (passage de conduites forcées sous une route, barrage sur une rivière domaniale), soit des emprises temporaires (déviation d'une route). Il s'agit de déterminer dans quelles conditions le concessionnaire pourra occuper certaines parties du domaine public, le législateur ayant laissé cette question sans réponse.

L'Etat en concédant l'équipement d'une chute, dont les ouvrages lui feront retour gratuit à l'expiration de la concession, et en se réservant le droit d'examiner les projets qui ne pourront être réalisés qu'avec son autorisation, consent par là même au concessionnaire le droit d'occuper le domaine public national. En sera-t-il de même pour le domaine public départemental et communal ? Certains auteurs pensent que les autorités gestionnaires de ces domaines pourront s'opposer à l'exécution des travaux. Nous estimons que ce droit ne saurait leur être reconnu, car elles ont eu connaissance, au moment de l'instruction de la demande, des modalités du projet à l'étude. Il ne faut pas oublier en effet que les conseils généraux doivent être consultés et que les enquêtes se font par les soins des mairies des communes intéressées. Les autorités départementales et communales auront donc pu, à ce moment là, faire toutes observations utiles. S'il a été passé outre par les services techniques, le fait, pour le Conseil d'Etat, d'approuver la concession enlève

à ces autorités tout droit d'opposition aux travaux ; leur seul recours peut être une demande d'indemnité à l'Etat. Les occupations du domaine public ne pourront évidemment se faire qu'après avoir demandé et reçu les autorisations nécessaires, et dans les conditions fixées par le service compétent. S'il y a contestation sur les modalités de l'occupation, le différend doit être tranché par la juridiction administrative.

Reste la question de redevance à payer par le concessionnaire pour occupation du domaine public. Nous trouvons dans le cahier des charges, au dernier paragraphe de l'article 3, une indication intéressante qui fournit la solution : « Le concessionnaire, y lit-on, pourra occuper.... sans paiement de redevance spéciale, les parties du domaine fluvial nécessaire à ses installations ». La règle est équitable car, à l'expiration de la concession, les ouvrages feront partie de ce domaine fluvial ; ils en font même partie dès leur création. Les bâtiments, eux-mêmes, dépendances immobilières de la concession, pourront, avec l'accord de l'Administration, être établis sur ce domaine sans avoir à payer de redevance. Les autres immeubles devront en payer une, car ils sont la propriété du concessionnaire.

L'occupation du domaine public non fluvial donnera lieu à perception d'une redevance ; c'est l'avis du Comité consultatif basé, par un raisonnement *a contrario*, sur la disposition prévue pour le domaine public fluvial.

G. — Occupation du domaine forestier

Lorsque l'usine ou ses dépendances doivent être établies dans une zone soumise au régime forestier, l'article 3 du cahier des charges porte certaines additions, qui ont été approuvées par le Comité consultatif et que nous trouvons dans les cahiers des usines des Piques, de l'Aigoual, de Luchon. La rédaction adoptée est alors la suivante :

» Il devra acquérir tous les terrains sur lesquels seront
« établies l'usine et ses dépendances immobilières, sauf s'il
« s'agit de terrains domaniaux soumis au régime forestier,

« auquel cas une location, donnant lieu à une redevance annuelle, lui sera seulement consentie ».

L'article 3 limite la liberté du concessionnaire pour l'abattage des arbres, en ces termes :

« Les bois qu'il sera nécessaire d'abattre sur les terrains forestiers seront préalablement martelés par l'officier local des eaux et forêts, et feront l'objet de procès-verbaux de dénombrement, dressés contradictoirement ; et, si le conservateur l'exige, la Société sera tenue de reprendre ces bois au prix d'estimation qu'il fixera, d'en faire l'exploitation et la vidange aux conditions et dans les délais fixés par le chef du service local, et d'en verser le prix à la caisse du receveur communal en vue d'un procès-verbal de dénombrement, dont les frais seront à la charge de la Société ».

Ces dérogations ont été apportées aux règles générales parce que l'aliénation des forêts domaniales ne peut se faire que par une loi et qu'il ne pouvait être question d'imposer cette formalité pour l'aliénation d'une fraction réduite de ce domaine : la difficulté a été tournée avec beaucoup d'à propos.

SECTION II

Acquisition des terrains. — Modes spéciaux au droit public

Les modes d'acquisition étudiés dans la précédente section sont valables pour toutes les concessions, quelles que soient leurs caractéristiques ; ils constituent le droit commun des concessions. Ils ne sont pas toujours suffisants : par exemple, les bâtiments sont exempts des servitudes d'occupation de l'article 4 et pour l'édification des bâtiments de la concession, on ne peut pas faire usage de ces servitudes. Pour vaincre le mauvais vouloir des propriétaires et si l'intérêt de l'équipement est suffisant, l'utilité publique de la chute pourra être décrétée et la procédure d'expropriation pourra être utilisée.

C'est de cette procédure dont nous allons nous entretenir, après avoir examiné l'application d'une servitude spéciale à l'exécution des travaux publics, dont il est question à l'article 3 du cahier des charges et à l'article 4 de la loi en faveur de certaines installations.

*A. — Champ d'application des servitudes du 1^o
de l'article 4 de la loi de 1919*

Lorsque nous avons étudié les servitudes d'occupation du 1^o de l'article 4, nous ne nous sommes pas préoccupés de savoir quel était exactement leur champ d'application. C'est la question, fort délicate, qu'il faut préciser.

Les auteurs, en général, opposent les servitudes d'occupation du 1^o de l'article 4, aux servitudes d'occupation temporaire de la loi de 1892 prévues au 3^o de cet article 4 en faveur des usines importantes. Ils en déduisent que le concessionnaire ne peut invoquer le bénéfice des premières que pour les emprises définitives des ouvrages faisant partie des dépendances de la concession ; ils les refusent donc pour l'exécution d'ouvrages provisoires (canal de dérivation provisoire du cours de la rivière) et les refusent même (M. Lhuillier dans son traité de Législation des Forces Hydrauliques) pour les occupations temporaires nécessaires pour l'exécution des ouvrages permanents (rejet des terres d'un canal à ciel ouvert). Nous ne saurions partager cette manière de voir. Tout d'abord au paragraphe 1^{er}, il n'est nullement question d'occupations définitives : « occuper, dit le législateur, les propriétés privées nécessaires à l'établissement des ouvrages ». La formule employée nous paraît assez générale pour englober aussi bien les occupations temporaires que les occupations définitives : supprimons le 3^o et l'article 4 formera un tout fort homogène et très compréhensible.

Pourquoi, dira-t-on, le législateur a-t-il prévu dans ces conditions le 3^o en spécifiant qu'il s'agit d'occupation temporaire si ce n'est pour l'opposer à l'occupation prévue au 1^o ? La réponse est bien simple : la rédaction du 3^o est la reproduction du titre de la loi de 1892, dont les servitudes viennent étendre les droits correspondant aux servitudes du 1^o de l'article 4 de la loi de 1919, dans les conditions à déterminer ci-après.

Ne voir dans le 1^o de l'article 4 que des occupations définitives serait refuser aux entreprises inférieures à

10.000 kw toute possibilité de réalisation : c'est très bien de dire au concessionnaire : « Vous pouvez passer outre aux résistances des propriétaires qui ne veulent pas céder le terrain nécessaire pour l'emprise des conduites forcées et de leurs blocs d'ancrage », mais comment pourra-t-il tirer partie de cette servitude, s'il ne lui est pas permis de passer sur les parcelles de terre voisines pour transporter les éléments de conduite forcée et procéder à leur montage ?

On peut évidemment se dire qu'il y a là une incohérence de la part du législateur, dont il faut tenir compte pour si absurdes qu'en puissent être les effets. Mais nous sommes convaincu que le texte de l'article 4 doit être interprété de façon plus large que ne le font certains auteurs. En veut-on d'autres preuves ? La chose est aisée. Le 1^o renvoie pour la servitude d'établissement des canaux à ciel ouvert à la loi du 29 avril 1845 : a-t-on jamais refusé au bénéficiaire de la servitude d'aqueduc le rejet des terres de part et d'autre du canal qu'il était autorisé à creuser ? Les termes de l'article 4 de la loi de 1845 s'y opposeraient. Et d'autre part le paragraphe de l'article 4 qui traite du droit du propriétaire d'exiger l'achat des parcelles occupées dans certaines conditions est conçu dans des termes suffisamment généraux pour qu'il s'applique à tous les équipements concessibles et non pas seulement à ceux qui jouissent des servitudes complémentaires spécifiées au 3^o.

A notre avis les servitudes du 1^o de l'article 4 de la loi de 1919 permettent au concessionnaire d'occuper, dans le périmètre fixé pour la concession, les propriétés privées nécessaires pour exécuter tous les travaux hydrauliques qui auront été approuvés par l'Administration, aussi bien les travaux provisoires que les travaux définitifs ; n'est-ce pas la véritable signification de l'expression : terrains nécessaires à l'établissement des ouvrages ? S'il ne s'agissait que des occupations définitives, le terme établissement ne devrait-il pas être plutôt remplacé par celui d'assise ou tout autre équivalent ?

Dans ces conditions, quelle sera l'utilité des servitudes de la loi de 1892 ? L'exécution de travaux aussi impor-

tants que ceux d'un équipement de chute d'eau nécessite de la part de l'entrepreneur l'accumulation d'un matériel d'entreprise considérable et le stockage d'une grande quantité de matériaux, Pour effectuer ces dépôts, il faut disposer d'emplacements de terrains, dont la situation est laissée à l'appréciation de l'entrepreneur, et pour lesquels ne jouent pas les servitudes d'occupation du 1^o de l'article 4. D'autre part, pour la construction des ouvrages, il faut divers matériaux dont certains peuvent être pris sur place, soit qu'ils se trouvent à la surface du sol, soit encore qu'ils nécessitent l'ouverture de carrières. Le concessionnaire, s'il ne veut pas faire venir de loin ces matériaux de faible valeur intrinsèque, évitant ainsi des frais de transport onéreux, devra traiter suivant les règles de droit commun avec les propriétaires des fonds susceptibles de les lui fournir.

Il est encore un cas où le concessionnaire devra occuper des terrains en traitant à l'amiable avec les propriétaires : celui des dépôts de terre provenant de l'exécution des canaux. Si les canaux sont à ciel ouvert, nous savons que les tribunaux civils ont pour mission, en cas de contestation, de déterminer les modalités d'application de la servitude en conciliant l'intérêt de l'opération avec le respect dû à la propriété ; ils pourront donc imposer au concessionnaire l'enlèvement des terres au lieu de leur rejet sur les bords du canal ; c'est ce qui se produira dans la plupart des cas, dès que les dimensions du canal atteindront certaines valeurs et que les terrains traversés seront favorables à la culture. Si les canaux sont souterrains, il n'y a pas d'hésitation possible ; les déblais devront former des dépôts dont l'emplacement ne saurait bénéficier de l'application des servitudes du 1^o de l'article 4 ; mais, contrairement à l'opinion de certains auteurs, nous pensons que le concessionnaire pourra ouvrir une fenêtre latérale pour l'évacuation des déblais d'un tunnel à flanc de coteau ; la chose qu'il ne pourra pas faire sera de les laisser en dépôt au droit de cette ouverture ; il devra les enlever au fur et à mesure de leur rejet.

C'est alors que les servitudes de la loi de 1892 seront

utiles car elles permettront de passer outre aux résistances des propriétaires et, par conséquent, d'occuper les terrains dont l'emplacement facilitera la tâche de l'entrepreneur sans que ce dernier ait à subir de refus ou à supporter de prétentions exagérées.

B. — *Servitudes d'occupation temporaire
et d'extraction de matériaux*

Ces servitudes ont été établies en vue de l'exécution des travaux publics, et sauf dérogation législative, comme celle qui concerne le stockage des poudres et explosifs de guerre, seuls ceux qui exécutent de pareils travaux, entrepreneurs ou concessionnaires, peuvent en bénéficier.

Le 3^e de l'article 4 de la loi de 1919 accorde le bénéfice de ces servitudes aux entreprises dont la puissance excède 10.000 kw.

Comme il s'agit d'une restriction aux droits du concessionnaire, l'Administration interprète, à juste titre, étant donné le manque de précision dont le législateur a fait preuve, ce paragraphe dans le sens le plus favorable au concessionnaire. Tout d'abord, elle décide que la puissance à laquelle s'applique le chiffre de 10.000 kw est la puissance maximum brute et non la puissance normale. D'autre part, si l'on a affaire à diverses chutes ayant fait l'objet du même contrat de concession, le chiffre qui sera à envisager sera celui de la puissance totale concédée et, de ce fait, toutes les chutes de ladite concession, quelle que soit leur importance individuelle bénéficieront des servitudes de la loi de 1892 lorsque la puissance totale concédée dépassera 10.000 kw.

On s'est demandé si une usine de moins de 10.000 kw, mais déclarée d'utilité publique, peut bénéficier de la servitude d'occupation temporaire et d'extraction des matériaux ? Il ne faut pas oublier que la déclaration d'utilité publique confère au bénéficiaire la possibilité d'exproprier les terrains qui lui sont nécessaires pour réaliser le but de son entreprise. Or, l'expropriation est le sacrifice le plus important qui puisse être imposé à la

propriété privée ; dans ces conditions, ne semble-t-il pas illogique de ne pas reconnaître en même temps à ces entreprises « la faculté d'occupation temporaire qui ne peut être assimilée qu'à une location forcée limitée à cinq ans ». L'Administration, qui a adopté ce point de vue, a d'ailleurs fait remarquer que « cette doctrine n'est nullement en opposition avec la loi du 16 octobre 1919, l'article 4 de cette loi ne visant que les entreprises non déclarées d'utilité publique, tandis que c'est seulement à l'article 5 que sont visées celles qui présentent l'intérêt général susceptible de justifier l'expropriation pour cause d'utilité publique et, par voie de conséquence, l'occupation temporaire ». Cependant le Comité consultatif des Forces Hydrauliques avait émis quelque temps auparavant, une opinion contraire, disant que « la déclaration d'utilité publique d'une usine hydraulique n'avait pas pour conséquence de conférer aux travaux d'aménagement de la chute le caractère de travaux publics et que la rédaction limitative du 3^e de l'article 4 ne saurait permettre l'extension du droit d'occupation temporaire à des usines de moins de 10.000 kw ».

Le Conseil d'Etat, juge suprême en la matière, a admis le point de vue de l'Administration et repoussé celui du Comité.

En application de ces principes, la servitude d'occupation temporaire a été accordée aux concessions suivantes, dont la puissance maximum est inférieure à 10.000 kw : Rophemel, Albiès, Villemur et Sarraquine, Chapitre.

Dans un arrêt du 22 juin 1928, le Conseil d'Etat précise que les travaux d'un concessionnaire de chute d'eau sont des travaux publics. Dans ces conditions, la servitude d'occupation temporaire et d'extraction des matériaux devrait être acquise de plein droit au concessionnaire, quelle que soit la puissance de la chute ; le 3^e de l'article 4 de la loi paraît, par sa limitation, être incompatible avec la nature de la concession de chute.

Comment peut-on concilier tout cela ? En adoptant la thèse de l'Administration ; le 3^e de l'article 4 nous apparaît alors non pas comme une mesure de faveur accordée aux équipements importants, mais comme une

diminution de droits et, en quelque sorte, une pénalité infligée aux concessions non déclarées d'utilité publique lorsque leur puissance maximum n'atteint pas une certaine valeur.

Dans le projet rectificatif déposé par le Gouvernement au lendemain du vote de la loi, une disposition accordait à toutes les concessions, sans distinction de puissance, le bénéfice des servitudes de la loi de 1892.

Il est une règle de la loi de 1892 qui est en opposition avec une disposition formelle de l'article 4, disposition qui s'énonce ainsi : « L'exercice des droits conférés au concessionnaire par le présent article est autorisé par arrêté préfectoral pris après que les propriétaires ont été mis à même de présenter leurs observations ». Or, la loi de 1892 prévoit un arrêté préfectoral « sans autres formalités préalables ». Le Comité consultatif des forces hydrauliques avait été saisi de la question de savoir si une enquête préalable était nécessaire pour les servitudes du 3^e de l'article 4, c'est-à-dire de la loi de 1892 ; il avait estimé que cette enquête préalable était inutile parce que « les occupations temporaires du 3^e sont une extension d'une servitude fort ancienne, pour laquelle rien ne justifie l'instauration de règles autres que celles posées par la loi de 1892, tandis que les servitudes des 1^{er} et 2^e constituent des innovations nécessitant une procédure spéciale ».

D'ailleurs le législateur, dans son texte primitif, n'avait pas prévu l'application des servitudes de la loi de 1892 par le concessionnaire des forces hydrauliques. Le 3^e de l'article 4 a fait l'objet d'un amendement en séance ; il n'a donc jamais été dans son intention de compliquer la procédure de la loi de 1892.

Mais alors nous allons voir deux types d'occupations temporaires, dont les unes — celles du 1^{er} — nécessiteront une enquête préalable, et les autres — celles du 3^e — n'en demanderont pas. Il paraît y avoir là un manque d'harmonie : il est plus apparent que réel, car les terrains qui feront l'objet d'occupations temporaires du 1^{er} seront contigus aux terrains qui feront l'objet d'occupations définitives.

On peut se demander maintenant si une parcelle, pouvant être occupée temporairement au titre de la servitude du 1^{er} ne pourra pas l'être au titre de la servitude du 3^e quand le concessionnaire pourra disposer de celle-ci. Nous n'y voyons, quant à nous, aucune impossibilité.

Les règles de compétence doivent être les mêmes dans les deux cas : d'après la loi de 1892, le Conseil de préfecture a bien reçu compétence générale pour trancher tout litige qui pourrait naître de l'application de la loi et notamment pour fixer l'indemnité à verser au propriétaire ; mais il est dit à l'article 4 de la loi de 1919 : « Les indemnités auxquelles pourra donner lieu l'application du présent article ainsi que les contestations qu'il soulèvera seront réglées par la juridiction civile..... ». C'est cette dernière règle qui doit être appliquée uniformément d'après les auteurs. Nous y souscrivons volontiers, car elle évite des conflits de juridiction, bien qu'elle ne tienne pas compte des intentions du législateur.

Telles qu'elles se présentent les règles de l'occupation des terrains forment un ensemble à peu près cohérent auquel il manque seulement, maintenant que le caractère de travaux publics a été reconnu aux travaux d'aménagement de la chute, la généralisation de l'occupation temporaire et d'extraction des matériaux de la loi de 1892.

Les cahiers des charges laissent souvent à désirer dans la rédaction de la clause d'occupation temporaire. Si cette servitude n'est pas acquise, il faut supprimer la clause du cahier type : « S'il s'agit d'une usine de plus de 10.000 kw..... ». Nombreux sont cependant ceux qui la reproduisent : le Gros Moulin, Jousseau, la Glane, etc... Si la servitude est acquise, il faut modifier la rédaction du cahier type : nous la trouvons néanmoins reproduite dans plusieurs cahiers particuliers, tels que ceux d'Eguzon, la Diège, Brommat.

Le Conseil d'Etat, dans une note récente, a demandé que la forme dubitative de cette clause soit supprimée et cette prescription est maintenant suivie d'une façon générale.

Certains cahiers particuliers, comme ceux de Cize

Bolozon, Guerlédan, Gavarnie, Camon, adoptent la formule suivante : « Comme il s'agit d'une usine de plus de 10.000 kw... », formule qui rappelle la règle du législateur, tandis que d'autres, ceux de Viclaire, Bancairon, Kembs, Vallières, par exemple, suppriment tout préambule : « Le concessionnaire pourra occuper..... ». Cette dernière formule est d'ailleurs à choisir dans le cas d'une usine de moins de 10.000 kw, mais déclarée d'utilité publique.

C. — *Déclaration d'utilité publique et expropriation*

Pour occuper les immeubles bâtis et certains terrains y attenant, les servitudes de l'article 4 sont inopérantes ; il en est de même pour occuper les terrains sur lesquels devront être édifiées l'usine et ses dépendances.

Pour forcer la main des propriétaires récalcitrants, il n'est qu'une procédure possible : celle de l'expropriation. Pour pouvoir l'utiliser, il faut au préalable déclarer d'utilité publique les travaux qui vont nécessiter les emprises en question. Cette déclaration d'utilité publique, qui est le préliminaire nécessaire de toute expropriation, nous la rencontrons surtout pour l'exécution des travaux publics, mais aussi parfois pour l'exécution de travaux privés, comme ceux d'un concessionnaire de mines. Dans ce dernier cas, la déclaration ne porte que sur les travaux d'une nature spéciale, dont la procédure d'expropriation permettra de faciliter l'exécution. Au contraire, pour les travaux publics, c'est l'entreprise d'ensemble qui est déclarée d'utilité publique et par conséquent l'expropriation pourra être requise pour l'exécution de tous les travaux.

En matière de forces hydrauliques, il y a assimilation formelle du législateur avec la concession de travaux publics. « Lorsque l'aménagement de l'entreprise, dit l'article 5 de la loi de 1919, nécessite l'occupation définitive de propriétés privées dans des cas autres que ceux prévus par l'article 4, l'utilité publique de l'entreprise peut, si l'intérêt économique de la nation le justifie, être déclarée par l'acte qui approuve la concession ».

Ainsi ce sera le décret qui approuve la concession qui contiendra la formule de déclaration d'utilité publique de l'entreprise dans son ensemble.

Cette déclaration d'utilité publique va donner toutes facilités au concessionnaire pour occuper les terrains qui lui sont nécessaires, sans qu'il ait à se préoccuper d'obtenir l'accord des propriétaires. Il a intérêt à la demander ; il faut voir dans quels cas il pourra le faire. Le législateur, par sa formule très large : « si l'intérêt économique de la nation le justifie » a donné la possibilité d'accorder cette faveur à tous les concessionnaires qu'il le demanderont. Il y a en effet toujours intérêt pour la nation à ce qu'une force inutilisée soit asservie ; si, de plus, l'équipement doit servir à alimenter un service public, l'intérêt économique de la nation se transforme en utilité publique proprement dite. On a ici un exemple très frappant de l'extension qui a été donnée à la notion, autrefois très étroite, d'utilité publique et parallèlement à l'affaiblissement du dogme révolutionnaire de la propriété privée intangible.

Pour ne pas faire peser trop longtemps sur les propriétés une menace d'expropriation, il est fixé, dans le décret de concession, un délai au delà duquel les expropriations ne pourront plus avoir lieu. Ce délai est en général choisi égal à la durée prévue pour les travaux. Comme son point de départ est la signature du décret, il peut être insuffisant lorsque les pourparlers pour l'approbation des projets entre le concessionnaire et l'Administration sont prolongés. Dans ce cas, il est accordé une prolongation.

Rappelons que les formalités pour l'expropriation ont été multipliées afin de donner toutes garanties aux propriétaires, et que la juridiction civile doit prononcer la transmission de propriété, la fixation de l'indemnité se faisant par un jury placé sous son contrôle. Dans le cas où sur une même parcelle il y a lieu à expropriation et à application d'une servitude, il est prescrit, dans un but de simplification, que le jury d'expropriation statuera sur les deux indemnités.

On s'est demandé si le concessionnaire pouvait utiliser

l'expropriation pour l'occupation de terrains assujettis normalement aux servitudes de l'article 4. Le but cherché par le concessionnaire est d'avoir en pleine propriété les terrains sur lesquels l'application des servitudes ne lui donne pas le droit de nue propriété contre la volonté du propriétaire. Le Comité consultatif des forces hydrauliques n'a jamais voulu se prononcer sur ce point, laissant ce soin aux tribunaux compétents. Il faut répondre à cette question par l'affirmative pour les raisons suivantes :

D'abord l'expropriation ne peut s'appliquer qu'aux terrains soumis à la servitude d'occupation permanente ; l'intérêt du propriétaire est suffisamment sauvegardé par la procédure d'expropriation qui lui enlèvera un droit dont il ne pourra peut être jamais tirer parti, celui de la nue propriété de ses terrains. En outre, il est intéressant pour l'autorité concédante, à l'expiration de la concession, de recevoir en pleine propriété les terrains, dépendances de la concession.

Mais surtout pourquoi supposer que le législateur ait voulu restreindre les droits du concessionnaire expropriant ; les limiter serait lui donner le rôle joué par le concessionnaire de mines, alors qu'il est bien spécifié que c'est l'entreprise tout entière qui est déclarée d'utilité publique, dont par conséquent tous les travaux peuvent justifier une demande d'expropriation. On objectera qu'il est spécifié qu'il ne doit être en rien dérogé aux dispositions de l'article 4. Il faut y voir l'indication que le concessionnaire, dans le cas où son entreprise sera déclarée d'utilité publique, pourra cependant invoquer le bénéfice des dispositions de cet article 4, sans pour cela perdre le droit de faire jouer l'expropriation s'il le préfère.

SECTION III

Acquisition des droits à l'usage de l'eau

Le concessionnaire, pour l'établissement de ses ouvrages, est obligé d'empiéter sur les droits de propriété des riverains ; nous venons de voir les facilités qui lui ont été accordées pour avoir raison de leur mauvais

vouloir. Mais les riverains ont sur l'eau un droit d'usage, qu'ils auront utilisé ou non, mais dont l'utilisation, après l'équipement de la chute, sera devenue impossible, ou tout au moins sera rendue plus difficile.

Du moment que le concessionnaire peut restreindre les droits de propriété, *a fortiori* lui donnera-t-on la possibilité de modifier les droits d'usage sur ce bien commun, l'eau courante, de façon à ne pas gêner la bonne marche de son exploitation.

A. — *Acquisition des droits non exercés*

Avant l'octroi de la concession, le riverain peut n'avoir jamais utilisé l'eau de la rivière qui borde ou traverse ses propriétés, soit que l'accès en soit trop difficile soit qu'il n'y ait eu aucun avantage, ayant toutes facilités par ailleurs. On dit qu'il y a droits non exercés.

L'éviction des droits non exercés donne ouverture à une indemnité en argent dont le montant est fixé dans l'acte de concession ; il n'en est donc pas fait mention dans le cahier des charges.

Cette indemnité se présente comme la réparation du préjudice causé aux riverains à la suite de l'expropriation de leur droit à la force motrice du cours d'eau. Cependant, son taux, qui est fixé souverainement par l'autorité concédante et qui est appliqué à la puissance brute de la chute, tient compte des possibilités d'utilisation agricole ; il est compris, sauf exception, d'après la circulaire ministérielle du 31 juillet 1922, entre 5 et 30 francs par kw de puissance normale brute, à répartir entre les riverains au prorata de l'importance de leur riveraineté, la rivière étant, dans le cas de pente très variable, divisée en plusieurs sections de pente à peu près constante, auxquelles sont appliqués des coefficients distincts.

B. — *Acquisition des droits exercés*

L'article 4 du cahier des charges donne au concessionnaire « le bénéfice des dispositions prévues à l'article 6

de la loi de 1919 » pour l'éviction des droits exercés à l'usage de l'eau.

Comme le concessionnaire sera tenu de réparer le dommage de façon complète, il a fallu éviter la fraude que n'auraient pas manqué de commettre certains riverains en commençant des travaux pour une utilisation fictive de la rivière, lorsqu'ils auraient eu connaissance du projet d'équipement, afin de toucher du concessionnaire une indemnité beaucoup plus forte que celle qu'ils auraient reçue au titre des droits non exercés.

Pour cela, il est bien spécifié, tant à l'article 4 du cahier des charges qu'à l'article 6 de la loi, que les droits doivent être exercés et exister à la date d'affichage de la demande de concession. C'est en effet la première mesure de publicité faisant connaître au riverain les projets du pétitionnaire. Une question délicate peut être soulevée : celle de la consistance des droits exercés au jour de l'affichage de la demande de concession. Il est évident qu'on ne peut pas cristalliser en quelque sorte à ce moment là les utilisations diverses que les riverains font de la rivière : on peut être en hiver et les propriétaires n'ont pas besoin d'eau pour irriguer leurs terres ; l'usinier a arrêté son installation afin de faire la révision de son matériel ; dans un cas comme dans l'autre, il serait abusif de dire qu'il n'y a pas droits exercés. En général, l'exercice des droits se manifestera par la présence d'ouvrages d'utilisation ; mais il faut bien faire attention qu'il n'y a pas là un critérium absolu : un riverain a pu creuser autrefois un canal d'irrigation, qui ne sert plus depuis de nombreuses années, parce qu'il a vendu ses terres non riveraines auxquelles ledit canal amenait l'eau, et que le nouveau propriétaire dispose d'autres moyens pour les irriguer ; un usinier laisse depuis de nombreuses années son usine en chômage. On ne pourra pas dire, dans ces exemples, que, du fait de la présence des ouvrages, il y a droits exercés.

On voit par là combien délicat sera le rôle du juge chargé de départager le riverain et le concessionnaire, surtout dans l'hypothèse où les droits d'usage, actuelle-

ment en souffrance, auront été utilisés autrefois, ainsi qu'en feront foi les ouvrages qui subsisteront. Il n'y aura plus de droits exercés que si ces droits ont été en quelque sorte abandonnés par leur titulaire ; mais il ne suffit pas que cette intention existe, il faut la faire apparaître ; il faudra examiner les faits qui ont amené la cessation d'exercice de ces droits et voir s'ils sont suffisamment caractérisés pour faire admettre l'intention d'un abandon. Par exemple, pour arroser un terrain, j'avais fait un canal d'arrosage ; puis à la suite d'acquisition d'autres terres voisines, je trouve plus pratique d'arroser ce terrain par un autre côté ; je n'utilise plus le canal d'arrosage primitif ; on pourra dire qu'il y a droits non exercés malgré la présence du canal. Au contraire, le terrain en question est laissé en friche ; il n'est pas irrigué, mais le canal de dérivation subsiste ; nous estimons qu'il y a droits exercés ; l'intention de ne plus utiliser l'eau pour l'irrigation ne se révèlera que par un changement d'affectation du terrain, sur lequel on pourra élever un bâtiment, ou par l'abandon systématique du canal de dérivation qui aura pu être comblé sur une partie de son parcours.

Il est un cas particulièrement intéressant à envisager : c'est celui des usines fondées en titre. On a prétendu, et ceux qui ont discuté le projet de la loi de 1919 ont, en majorité, admis ce point de vue, que l'usinier avait sur la chute, que celle-ci soit située sur une rivière domaniale ou non, un droit de propriété. Si cette thèse était exacte, seules les concessions déclarées d'utilité publique pourraient assécher de telles installations, car une expropriation serait nécessaire. D'autre part, le droit de propriété ne se perdant pas par le non usage, il faudrait admettre qu'une usine fondée en titre, même tombée en ruines et abandonnée, représente, à l'égard des tiers, un droit identique à lui-même indépendant de la façon dont il est utilisé : l'usinier a la propriété d'une certaine puissance hydraulique ; il l'utilise ou ne l'utilise pas à son gré ; mais personne ne peut l'utiliser à sa place sans lui en payer la valeur. L'unanimité de la jurisprudence, tant civile qu'administrative, décide au contraire que le

droit de l'usinier fondé en titre se perd par le non usage, quand les conditions dans lesquelles il est réalisé peuvent faire présumer une renonciation aux droits. Il y a là une question de fait à trancher par les tribunaux. La puissance dont il faut tenir compte pour l'évaluation de l'indemnité est celle qui est effectivement produite au moment de l'éviction et non pas celle qui correspondait à la même utilisation au moment de la fondation du titre ; cette solution, qui nous paraît de nos jours naturelle, ne l'était pas au début du XIX^e siècle et ce n'est que depuis un important arrêt de 1866 que la jurisprudence en fait l'application.

C. — *Principe de la restitution en nature*

En principe, le concessionnaire est tenu de restituer en nature l'eau ou l'énergie dont l'équipement va priver les usagers antérieurs. Ce n'est que dans des cas exceptionnels, où cette restitution serait trop onéreuse pour le profit qu'en retireraient les riverains intéressés, que le juge civil a le pouvoir de la remplacer par une indemnité en argent.

Le concessionnaire est tenu, non seulement de fournir l'eau ou l'énergie, mais aussi d'exécuter tous les ouvrages et d'opérer sur les installations existantes toutes les modifications qui sont nécessaires pour que la jouissance des riverains puisse se faire dans des conditions analogues à celles d'autrefois, sans qu'ils aient à engager eux-mêmes des dépenses. Afin d'augmenter dans la plus large mesure possible le nombre des cas où la restitution en nature pourra être imposée, le législateur a donné au concessionnaire le droit d'utiliser certaines servitudes que des lois antérieures avaient créées en vue d'autres applications.

Servitudes applicables pour les restitutions d'eau :

Il s'agit d'amener sur un terrain un certain volume d'eau pour l'irrigation, dans le cas où le fonds n'est plus effectivement riverain du cours d'eau qui l'alimentait auparavant. C'est le problème du propriétaire qui dis-

pose d'eau, par son droit de riveraineté, et veut l'utiliser pour irriguer un fonds éloigné.

Tout naturellement, on a donné au concessionnaire le bénéfice des servitudes d'aqueduc de la loi de 1845 et d'appui de la loi de 1847. Normalement pour utiliser ces servitudes, il faut être riverain, ou tout au moins s'être fait céder les droits de riveraineté nécessaires : le barrage doit prendre appui d'un côté sur le fonds du bénéficiaire de la servitude et c'est sur son propre fonds que doit s'effectuer la prise d'eau qui alimentera le canal pour lequel il aura réclamé la servitude d'aqueduc. Si le concessionnaire construit son barrage d'irrigation ou fait sa prise d'eau en une région de la rivière où le bénéficiaire des droits exercés est riverain, l'application des lois de 1845 et de 1847 est simple : c'est le riverain lui-même, par son délégué le concessionnaire, qui invoque les servitudes d'appui et d'aqueduc. Mais cette situation ne se rencontrera pas toujours. On peut se demander alors en quelle qualité le concessionnaire exercera ces servitudes. L'Etat n'a cédé au concessionnaire que le droit à la force, mais par sa servitude d'occupation permanente, ce concessionnaire possède sur le lit de la rivière un droit réel. Ayant un droit d'usage sur l'eau et un droit réel sur le lit, il possède toutes les qualités requises pour être considéré comme un riverain. Il y a là en quelque sorte une servitude de servitude. Tout ce qui précède suppose bien entendu que le concessionnaire n'a pas acquis la propriété de la parcelle sur laquelle il a l'intention d'effectuer la prise d'eau.

Servitudes applicables pour les restitutions d'énergie :

Un usinier utilisait la force motrice de la rivière pour actionner ses machines. Le concessionnaire lui prend cette force motrice, en équipant la chute concédée. En compensation, il doit lui restituer, sur l'arbre moteur de son installation, la puissance dont il l'a privé, et dans ce but établir les lignes électriques d'alimentation nécessaires.

Comme l'usine du concessionnaire pourra être assez éloignée de l'usine du bénéficiaire des droits, ces lignes

devront traverser des propriétés privées. Selon le droit commun, le concessionnaire devrait s'entendre à l'amiable avec les propriétaires des fonds traversés, ce qui pourrait donner lieu à bien des difficultés. C'est pour éviter ces difficultés que le législateur a donné au concessionnaire l'exercice des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906, servitudes qui, en principe, ne sont accordées qu'en faveur des distributions d'énergie déclarées d'utilité publique ou, moyennant certaines restrictions, en faveur de celles ayant reçu le concours financier de l'Etat, d'un département ou d'une commune. Or, nous savons que le concessionnaire de chute d'eau ne peut être un distributeur d'énergie ; par conséquent, il ne pouvait jamais avoir la jouissance desdites servitudes. Comme le législateur les lui a données, sans restrictions, en vue des restitutions d'énergie, il en profite quels que soient l'importance de sa chute et le but de son entreprise, que celle-ci soit ou non déclarée d'utilité publique et reçoive ou non des subventions financières des collectivités publiques.

Grâce à ces servitudes, le concessionnaire a le droit :

« 1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur..... ».

C'est ce qu'on appelle la servitude d'appui.

« 2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées..... ».

« 3° D'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ».

C'est la servitude de passage.

« 4° De couper les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages ».

C'est ce qu'on désigne sous le nom de servitude d'ébranchage.

Comme on l'a fait justement remarquer, ce ne sont pas là des servitudes au sens civil du terme, car un réseau de

distribution ne pourrait être considéré comme un fonds dominant qu'autant qu'il est installé, et c'est précisément en vue de sa création que les servitudes ont été établies ; on se trouve en présence de servitudes administratives qui grèvent un fonds en vue de l'intérêt général.

Pour l'établissement de ces servitudes, il y a lieu d'ouvrir une enquête et de notifier aux propriétaires intéressés les travaux projetés ; c'est le préfet qui statue après examen du dossier.

Si l'exercice de ces servitudes cause un dommage aux propriétaires, ceux-ci doivent être indemnisés ; l'arbitrage de l'indemnité est confié au juge de paix.

Les propriétaires, du fait de l'exercice des servitudes, ne subissent aucune déposssession ; ils conservent le droit de modifier leurs immeubles et partant d'obliger le concessionnaire à procéder à toutes les modifications correspondantes de leur ligne de distribution.

Bien entendu, si la ligne doit emprunter une voie publique, il y aura lieu d'appliquer le régime des permissions de voirie.

D. — *Mise en œuvre des restitutions en nature*

Pour les restitutions en eau, pas de difficultés. Au contraire, les restitutions en énergie donnent lieu à des problèmes assez délicats lorsque l'énergie fournie n'est pas de même nature que l'énergie supprimée. Règle fondamentale : le concessionnaire devra apporter aux installations de l'usiner toutes les modifications nécessaires pour adapter les machines d'utilisation au nouveau mode de commande ; il devra, par exemple, remplacer les turbines accouplées directement aux meules par des moteurs électriques attaquant l'arbre de ces meules par l'intermédiaire d'un train d'engrenages.

L'usiner pourrait-il profiter de l'occasion pour améliorer son installation d'ensemble : commande individuelle des machines d'utilisation au lieu d'une commande commune par arbre général de transmission et poulies, d'où suppression des pertes par frottements du sys-

tème ancien de transmissions complexes ? Aucune raison ne s'y oppose, à condition toutefois que l'usinier prenne entièrement à sa charge le supplément de frais entraîné par le nouvel aménagement comparé à l'ancien, le concessionnaire n'étant tenu que de substituer à une turbine hydraulique un moteur de même puissance.

On peut aussi se demander si l'industriel, en démontrant que l'énergie brute dont il disposait pouvait facilement être utilisée dans de meilleures conditions moyennant certaines modifications de l'installation, et notamment le remplacement des turbines d'un type ancien par d'autres à rendement élevé, ne pourrait pas imposer au concessionnaire la fourniture de moteurs électriques déterminés d'après cette puissance améliorée. Le concessionnaire ne saurait s'y refuser à condition que l'usinier, comme dans le cas précédent, paye les frais supplémentaires entraînés par l'augmentation de puissance. Il lui faudra dans les mêmes conditions participer aux frais d'établissement de la ligne joignant son usine à l'usine productrice d'énergie.

En un mot, le concessionnaire doit gratuitement modifier les installations de l'usinier évincé de façon à remplacer les moteurs hydrauliques par des moteurs électriques équivalents. Mais il ne peut se refuser à prévoir, aux frais de l'usinier cette fois, une modification des dispositions primitives ou une augmentation de la puissance installée dans les limites compatibles avec le rendement normal actuel d'installations hydrauliques similaires.

Les moteurs étant installés, il faut les alimenter en énergie électrique. Voyons maintenant dans quelles conditions cette énergie sera fournie.

Avant la transformation, l'usinier ne payait pas l'eau qui actionnait ses turbines, mais son installation hydraulique entraînait des frais d'exploitation déterminés.

Après la transformation, l'usinier aura aussi des frais d'exploitation pour l'équipement électrique. En toute équité l'énergie fournie par le concessionnaire doit l'être moyennant paiement d'une annuité qui sera égale à la différence des frais d'exploitation dans les deux cas. Cette détermination peut être faite à l'amiable ou par le juge.

Moyennant le paiement de cette annuité, le concessionnaire devra fournir l'énergie nécessaire pour que les moteurs électriques assurent le même service effectif que les anciennes turbines hydrauliques.

L'usiner peut demander que la puissance électrique installée soit en rapport avec la puissance brute rationnellement transformée ; il faut déterminer le taux auquel sera comptée la fourniture de l'énergie supplémentaire correspondante. Elle ne saurait être fournie gratuitement car elle n'existait pas en fait au moment de l'affichage, et, par suite, n'entrait pas dans les droits exercés. D'autre part, on ne saurait prétendre qu'elle faisait partie des droits non exercés puisqu'elle était utilisée par l'usiner, mais dans de mauvaises conditions. On pourrait, en vue de cette hypothèse, créer une troisième catégorie de droits que l'on pourrait nommer, droits mal exercés. La solution la plus équitable pour la fixation du taux de cette énergie supplémentaire devrait être cherchée dans la disposition suivante : appliquer comme prix de vente à l'usiner le prix de revient normal, tel qu'il est défini par la circulaire du 1^{er} août 1921, et qui sert de prix de vente pour l'énergie des réserves applicables aux services publics, autres que les services publics agricoles. De ce fait, cette énergie supplémentaire pourrait être considérée comme une énergie réservée au titre de l'article 24 et entrerait en ligne de compte pour la limitation des réserves de toutes sortes au quart de la puissance effective.

L'énergie de restitution doit être fournie aux bornes des moteurs ; par contre, l'énergie supplémentaire doit être comptée au départ de la ligne de jonction. Pour fixer le prix de cette dernière énergie, il faudra majorer le prix de revient normal d'un léger pourcentage pour tenir compte des pertes en ligne de cette énergie, les appareils de comptage étant installés dans l'usine d'utilisation.

E. — Durée des restitutions en nature

Il ne faut pas que l'usager s'enrichisse sans cause. Il conviendra donc d'examiner, dans chaque cas, le droit de celui qui a été évincé, abstraction faite de l'éviction ;

et c'est la durée de ce droit qui fixera la durée des restitutions. Appliquons ce principe aux cas principaux que l'on peut rencontrer dans la pratique.

Si l'on est en présence d'un droit d'irrigation, d'une usine fondée en titre ou d'une usine de moins de 150 kw autorisée avant 1919, comme le droit des usagers correspondants n'est pas limité dans le temps, sous la seule condition qu'ils n'abandonnent pas leur exploitation, le concessionnaire devra effectuer les restitutions en nature, eau ou énergie, pendant toute la durée de la concession et cette obligation passera ensuite à la charge de l'autorité concédante ou du concessionnaire qu'elle pourra se substituer.

Dans tous les autres cas, qu'il s'agisse d'une usine de plus de 150 kw autorisée avant 1919, ou d'une usine de moins de 150 kw autorisée sous le régime de la loi de 1919, comme le droit d'exploitation est limité à une durée au plus égale à 75 ans, c'est à l'expiration normale du droit du permissionnaire que cesseront les restitutions en énergie imposées au concessionnaire qui l'aura évincé.

Il faut bien remarquer qu'il n'est pas question de prévoir, dans la catégorie des usiniers qui peuvent être évincés, des concessionnaires selon la loi de 1919, mais seulement des permissionnaires. On lit en effet à l'article 16 de la loi : « Les autorisations ne font pas obstacle à l'octroi de concessions nouvelles ni à l'application des articles 4 et 6 » ; une disposition analogue n'est pas prévue pour les concessions. Dans ce dernier cas, il faudrait opérer le rachat de la concession ancienne avant d'en octroyer une nouvelle qui supprimerait l'actuelle ou amoindrirait ses droits et nous verrons que le rachat ne peut pas se faire avant un certain délai. Cependant, le cahier de Barraqué, à l'article 48 prévoit que ;

« A toute époque, au cours de la concession, l'Etat se réserve
« le droit de concéder une chute plus importante, englobant
« celle faisant l'objet de la présente concession. Si la nouvelle
« chute était mise en service avant le délai prévu pour le
« rachat..... le concessionnaire recevrait du concessionnaire de
« la nouvelle chute une indemnité dont la nature et le montant
« seraient fixés conformément aux prescriptions de l'article 6
« de la loi de 1919 ».

F. — *Liquidation des droits exercés.*
Juridiction compétente

Nous venons de voir suivant quels principes devait se faire la restitution en nature des droits exercés dont certains usagers sont privés par suite de l'équipement de la chute. Il faut appliquer ces principes et pour cela déterminer l'importance des droits qui seront amoindris ou supprimés. La méthode la plus simple et la plus recommandable est l'entente directe entre les intéressés, qui se traduit par la signature d'un contrat. Ce contrat liera les parties qui ont participé à sa rédaction, ainsi que tous leurs ayants cause. Nous avons déjà expliqué, à propos de l'acquisition des terrains, que l'autorité concédante, qui doit prendre la suite du concessionnaire actuel, ne saurait être considérée comme un ayant cause de ce dernier, mais doit être regardée comme son auteur ; les clauses du contrat qui interviendront entre le concessionnaire et l'usager ne pourront donc pas lui être opposables. Normalement, il faudrait donc qu'au moment de la reprise de la concession par l'autorité publique de nouveaux pourparlers soient engagés entre l'Etat et l'usager.

Pour éviter ces formalités, l'article 4 du cahier des charges impose au concessionnaire l'obligation d'insérer dans le contrat une clause « réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire aux mêmes conditions, en cas de rachat ou de déchéance, ou à l'expiration de la concession ». Et le cahier des charges ajoute : « Les contrats passés avec les riverains seront portés à la connaissance de l'ingénieur en chef, par les soins du concessionnaire, dans le délai d'un mois, à compter de leur signature ». L'Etat ne sera pas obligé de prendre à son compte les charges résultant du contrat passé par le concessionnaire avec l'usager, car il n'est question que de possibilité de substitution, un particulier ne pouvant lier l'autorité publique. Il importe donc que son représentant ait connaissance, dès que possible, des dispositions prévues par les parties, afin de voir si elles sont acceptables, autrement dit de voir s'il n'y a pas eu

incurie ou même collusion de la part du concessionnaire, et de pouvoir se ménager, quand il en est encore temps, les éléments de preuve qui lui serviront plus tard à repousser les prétentions de l'usager.

Il arrivera souvent que l'entente ne pourra pas s'établir entre concessionnaire et usager ; il faudra donc les départager. Comme pour l'acquisition des terrains, le législateur de 1919 a donné ici compétence à la juridiction civile. Il demande au juge de trancher le litige, non pas en appliquant les règles de droit strict, mais en n'inspirant des règles d'équité : « Le juge devra, en prononçant concilier le respect des droits antérieurs avec l'intérêt de l'entreprise concédée ». C'est la formule même que les rédacteurs du Code civil ont inscrite à l'article 645 pour la solution des litiges entre riverains. De ce fait, le juge pourra donner à l'usager une compensation un peu plus grande que celle qui résulterait des droits effectivement exercés (1), par exemple fourniture d'un supplément d'énergie à des tarifs réduits lorsque celui-ci aurait pu être facilement obtenu dans l'installation primitive grâce à un meilleur aménagement, ou au contraire réduire l'importance des fournitures gratuites d'énergie, si les frais d'exploitation anciens étaient plus élevés que ne le seront les nouveaux. Il pourra disposer d'une certaine marge en tenant compte des conditions dans lesquelles la chute est aménagée et partant des avantages qu'en retirera le concessionnaire. Il pourra même substituer à la restitution en nature une indemnité en argent.

Dans les mêmes conditions que les contrats, les jugements qui interviendront devront être portés à la connaissance de l'ingénieur en chef. Pas plus que les contrats, les jugements ne pourront être opposables à l'Etat lorsqu'il reprendra en mains la concession. Notons d'ailleurs qu'un jugement rendu en cette matière étant un jugement d'équité, ne jouit pas de l'autorité de la chose jugée de l'article 1351 du Code civil, et peut être revisé à tout moment sur la demande même des parties qui y ont figuré.

(1) Cf. arrêt de la Cour de Chambéry du 10 mars 1928.

CHAPITRE III

Exécution des ouvrages

Le concessionnaire de chute d'eau ne jouit pas, comme le concessionnaire de mines, d'une indépendance absolue dans la détermination des ouvrages à établir. Le législateur, à l'article 10 de la loi, et surtout l'Administration dans la rédaction du cahier des charges, lui ont imposé une réglementation étroite, celle que doivent supporter les concessionnaires de travaux publics : définition des ouvrages à prévoir, caractéristiques principales qu'ils devront présenter, obligation de soumettre à l'approbation administrative les projets, délais imposés pour la construction et pour sanctionner toutes ces prescriptions, en cas de défaillance, la menace de la déchéance.

Cette réglementation se justifie d'ailleurs sans peine à l'égard des concessionnaires de travaux publics, car les ouvrages ont alors pour but de permettre la gestion d'un service public et l'Administration seule peut être juge des moyens nécessaires pour assurer cette gestion.

SECTION I

Caractéristiques des ouvrages

L'article 1 du cahier des charges nous a donné la situation géographique de l'équipement et les éléments généraux définissant la nature et l'importance de la chute : zone intéressée depuis le remous en amont jusqu'au débouché du canal de fuite, hauteur de chute, puissance maximum et puissance normale.

A. — *Prise d'eau*

L'emplacement du barrage ou de la prise d'eau doit être indiqué de façon aussi précise que possible à l'ar-

ticle 5. Cette précision est nécessaire car, pour un niveau de retenue déterminé, l'étendue des terrains submergés dépendra uniquement de l'emplacement du barrage. Comme dans la demande de concession il a fallu mentionner les terrains auxquels pourrait s'appliquer la servitude de submersion de façon à prévenir les propriétaires intéressés avant l'ouverture de l'enquête, il serait peu logique de laisser ensuite le concessionnaire établir son barrage où bon lui semblerait, pourvu qu'il reste dans la zone concédée. L'emplacement de ce barrage pourra d'ailleurs être modifié une fois l'enquête terminée, mais il ne pourra l'être qu'avec l'accord de l'Administration et pour répondre à des réclamations présentées au cours de cette enquête et reconnues justifiées.

En indiquant à l'article 1^{er} jusqu'à quel point remontait le remous, on a, par là même, une notion du niveau de retenue du barrage. L'article 5 donne la cote de ce niveau, d'après les plans du nivellement général de la France. La concession de Guerlédan indique en outre, la référence du nivellement Bourdaloue qui diffère du précédent de 1,15 m.

Le niveau ainsi fixé ne correspond pas toujours au niveau supérieur du barrage ; le cahier des charges a soin de préciser que « le niveau normal est, soit le niveau légal, s'il y a des ouvrages régulateurs, soit le niveau avant déversement ».

Les ouvrages régulateurs, dont il est fait mention, sont des dispositifs automatiques qui doivent fonctionner dès que l'eau, dans le bassin, dépasse un niveau déterminé. Ils sont constitués en général par des vannes actionnées par un système de poids contrebalancés par des flotteurs, placés dans des chambres en communication avec le bassin, et dont la position dépend de la hauteur de l'eau dans le bassin.

Pour les installations de faible importance, ces dispositifs assez onéreux sont remplacés par des déversoirs, situés le plus souvent à l'extrémité du barrage proprement dit, plus rarement tout le long de la crête du barrage.

Parfois le niveau normal de la retenue ne peut pas

être fixé de façon définitive au moment de la rédaction du cahier des charges.

« L'Administration, lit-on à l'article 5 du cahier de la Diège, se réserve le droit d'ordonner l'abaissement de la cote de retenue de 547,5 jusqu'à 547, dans le cas où le remous nuirait au fonctionnement de l'usine de la Bessette; les chiffres donnés à l'article 1^{er} seraient rectifiés en ce cas, comme suite à la décision de l'Administration ».

Le niveau peut être fixé de façon définitive sous condition résolutoire, en vue d'un meilleur aménagement du cours d'eau; dans ce cas, le concessionnaire, dont les droits seront amoindris, recevra une compensation. C'est ainsi que le cahier de Vaufrey, mais à l'article 48 cette fois, prévoit :

« Dans le cas où l'aménagement de l'usine projetée entre la Caborde et Vaufrey, le concessionnaire sera tenu d'abaisser le niveau légal de la retenue, à la cote qui lui sera indiquée par l'Administration, sans que cette obligation ait pour résultat de le priver du bénéfice de la restitution en force qu'il serait en droit de réclamer à ladite usine ».

Ces clauses, très souples, permettent d'éviter un conflit entre le nouveau concessionnaire et l'usinier déjà installé, grâce à l'arbitrage de l'Administration; elles peuvent rendre de grands services lorsque l'usinier est un autre concessionnaire qui a des droits acquis sur sa chute, droits dont il ne peut être dépossédé, en principe, sans l'observation de la procédure de rachat.

L'article 5 donne aussi le niveau auquel s'effectue la restitution des eaux dans la rivière. Cette indication est souvent donnée, non pas de façon absolue, mais relativement à la position du barrage : « les eaux seront restituées à 3.500 m environ en aval du barrage » dit, par exemple le cahier des charges de Saint-Léger.

Il indique le débit maximum susceptible d'être dérivé par la prise d'eau; nous avons, à propos de la détermination de la puissance maximum, donné de suffisants développements sur cette question pour qu'il soit inutile d'y revenir ici; nous retiendrons seulement que ce débit ne dépend pas uniquement des dimensions de la prise d'eau elle-même, mais aussi des caractéristiques des ouvrages hydrauliques qui y font suite.

B. — Débit réservé. Irrigation

On désigne sous ce terme le débit que le concessionnaire doit toujours laisser dans le lit de la rivière, en aval du barrage. C'est là une question délicate, car si ce débit est trop important, l'équipement de la chute perd de son intérêt au point de vue économique, et s'il est trop faible, toute une région peut être paralysée dans son développement agricole.

Les usagers ont droit à l'indemnisation en nature pour violation des droits exercés ; mais c'est sous réserve de l'appréciation du juge qui doit concilier « le respect des droits antérieurs avec l'intérêt de l'entreprise concédée », et peut en conséquence remplacer la restitution en eau par une indemnité en argent. Dans sa décision, le juge sera en quelque sorte lié par la clause du débit réservé qui est fixé souverainement par l'Administration à l'article 5 du cahier des charges.

Le chiffre à inscrire ne doit jamais être inférieur à celui qui avait été mis à l'enquête. Le Comité consultatif a demandé, dans plusieurs cas, le relèvement du débit réservé prévu, soit dans un intérêt agricole à raison de l'importante superficie des parcelles à irriguer, soit dans un intérêt piscicole pour faciliter le frai, soit même parfois dans un intérêt touristique. Quelquefois, l'Administration se trouve cependant d'accord avec le concessionnaire pour repousser les prétentions de la commission des sites, chargée de défendre les intérêts esthétiques et touristiques des régions intéressées. Le Comité consultatif approuve aussi, dans certains cas, la suppression du débit réservé, notamment lorsque celui prévu est insignifiant et inutilisable.

Souvent, le débit réservé n'est pas fixé « *ne varietur* » ; on fixe deux valeurs, l'une qui correspond à la période normale des hautes eaux et l'autre à la période normale d'étiage (Vicdessos, Sabart, Gavarnie, Lescun, Viellaire, Luchon, ...) quelquefois trois (Pied de Borne).

Pour sauvegarder les droits des propriétaires irrigants, il peut être plus intéressant de remplacer un débit ré-

servé continu, de faible valeur, par un débit beaucoup plus important, mais intermittent, ce débit étant fourni aux moments les moins susceptibles de porter préjudice au concessionnaire, tout en étant pratiques pour les usagers. Ainsi l'article 5 du cahier de la Lyonne nous dit : « ... En outre du samedi de chaque semaine à 18 heures au lundi suivant 6 heures, il sera laissé dans la rivière un débit de 200 litres/seconde dans la limite du maximum de ladite rivière... ». Une clause analogue se retrouve dans le cahier de Rory et dans celui de la Gagne.

Par contre, le cahier de Legugnon donne au concessionnaire le droit de réduire le débit réservé, chaque jour pendant les heures de pointe.

Ce débit réservé peut, dans certains cas, atteindre des valeurs très fortes. Ainsi l'usine de Saint-Maurice, dont le débit maximum est de $5 \text{ m}^3/\text{sec.}$ doit réserver en aval du barrage un débit de 200 litres/sec., sauf du 15 avril au 15 octobre où ce débit est porté à 1.300 litres/sec. sur lesquels 1.000 litres doivent être dirigés sur le canal d'arrosage des Herbeys et « tous les travaux d'installation et de réparation du canal d'amenée de l'eau au canal des Herbeys seront à la charge du concessionnaire ». Cette clause est la reproduction d'un accord d'indemnisation pour violation de droits exercés. En principe les accords de ce genre ne figurent pas dans le cahier des charges, les contrats y relatifs étant simplement portés à la connaissance de l'ingénieur en chef.

Pour assurer pratiquement le maintien de ce débit, plusieurs dispositifs peuvent être employés : on peut soulever une vanne d'une quantité fixe quand le niveau est sensiblement constant ou lui adapter un dispositif automatique en cas de niveau très variable dans le bassin de retenue ; on peut aussi, quand il en est prévu, utiliser une échelle à poissons. L'installation d'un dispositif de contrôle du débit réservé peut être imposé au concessionnaire, à l'article 5 du cahier des charges. Cette clause se rencontre dans la plupart des cahiers rédigés ces dernières années.

C. — *Bassin de compensation*

La construction d'un barrage, surtout quand il a pour but la création d'un grand réservoir, présente un réel intérêt pour les usagers d'aval, car il va servir d'amortisseur, pour les crues légères tout au moins. Mais si l'usine hydro-électrique qui utilise l'énergie potentielle accumulée dans le réservoir est destinée à assurer un « service de pointe », c'est-à-dire à dériver en quelques heures le débit d'arrivée accumulé pendant une journée, la situation des usagers d'aval va devenir plus mauvaise qu'autrefois, surtout celle des usiniers dont l'installation fonctionne au fil de l'eau. En effet, pendant les heures de chômage de l'usine hydro-électrique, le débit pourra rester faible (débit réservé) et ne prendre de l'importance que par suite des apports des affluents d'aval du cours d'eau équipé. Au contraire, pendant les heures de marche, le débit restitué par le canal de fuite sera égal à plusieurs fois le débit moyen d'arrivée en amont, ce qui produira en aval une crue soudaine dont les effets pourront se faire sentir à une distance parfois considérable : d'où préjudices divers et procès sans fin.

C'est pour atténuer ces inconvénients qu'il est utile, dans de pareils cas, de prévoir en aval du barrage principal un barrage secondaire dont le bassin est susceptible de contenir une importante fraction du débit quotidien naturel de la rivière ; ce bassin qui se vide pendant les heures de chômage, va se remplir pendant les heures de marche. Le barrage de compensation est en quelque sorte un amortisseur pour les crues artificielles créées par le fonctionnement irrégulier de l'usine hydro-électrique. Quelquefois il est prévu au pied de ce barrage une usine dont les conditions de fonctionnement sont réglées de telle sorte que le débit restitué par son canal de fuite soit sensiblement égal au débit d'amenée du cours d'eau en amont du barrage principal (Usine de la Roche au Moine).

Pour maintenir, en aval, le débit d'amont, on peut aussi disposer, à côté des vannes alimentant les turbines, une vanne de décharge automatique qui se soulève plus ou

moins de façon à maintenir constant le niveau amont ; ce dispositif est intéressant surtout dans le cas de plusieurs usines au fil de l'eau, en cascade sur un même canal de dérivation, sans bassin de retenue à la prise d'eau ; tout arrêt partiel d'une usine n'entraîne pas d'arrêt équivalent pour les autres.

Le bassin de compensation peut être prévu dès le début ; il doit alors être mentionné à l'article 6 du cahier des charges. Si sa construction n'est qu'éventuelle, il n'y a pas lieu d'en faire mention audit article, car l'article 15, au chapitre de l'exploitation, donne à l'Administration le pouvoir de « réglementer les éclusées en obligeant, s'il y a lieu, le concessionnaire à maintenir dans le canal de fuite par un bassin de compensation ou tout autre dispositif approprié, le débit nécessaire pour sauvegarder les intérêts généraux » et, comme l'a justement estimé le comité consultatif, une telle clause risquerait, par un argument « *a contrario* » d'affaiblir les droits que l'Administration tient de l'article 15.

En résumé, l'équipement d'une chute ne doit pas entraîner d'aggravation d'irrégularité dans le régime de la rivière. C'est ce qu'exprime l'article 5 du cahier de Cize Bolozon :

« Quand le débit de l'Ain sera égal ou inférieur à 12 mètres cubes, le concessionnaire sera tenu de conserver à la rivière, en aval de l'usine, le même régime d'écoulement. Quand le débit de l'Ain sera supérieur à 12 mètres cubes, le volume d'eau à maintenir dans la rivière en aval de l'usine ne pourra pas être inférieur à 12 mètres cubes. Le concessionnaire aura toutefois la faculté d'utiliser, dans le cas de débits inférieurs à 12 mètres cubes, la marche par éclusées après accord avec les intéressés d'aval ».

D. — Circulation des poissons

Un barrage coupant le lit de la rivière en deux parties, la circulation du poisson devient pratiquement impossible, sans artifices particuliers et on court le risque de dépeupler la partie amont de certains cours d'eau.

Pour remédier à cet état de choses, il existe deux méthodes : la fourniture d'alevins ou l'établissement d'une échelle à poissons.

La première est la plus simple. La fourniture d'alevins

se fait jusqu'à concurrence d'une dépense annuelle fixée par le cahier des charges et qui dépend des conditions locales. Elle est comprise pratiquement entre 200 francs et 4.000 francs. A défaut d'accord amiable entre le concessionnaire et l'Administration pour la détermination du montant de cette indemnité, celle-ci doit être arbitrée par le Comité consultatif. Ce dernier a souvent demandé son relèvement, par exemple dans le cas où la section de rivière privée d'eau était encaissée et présentait des gouffres profonds favorables au développement des truites, ou en vue de maintenir l'harmonie entre deux usines placées dans les mêmes conditions.

D'après l'article 7 du cahier des charges, c'est le concessionnaire qui doit fournir les alevins ; l'Administration des eaux et forêts a émis le vœu que le concessionnaire au lieu de les acheter lui-même verse l'indemnité correspondante à son service local qui pourrait utiliser les crédits au mieux des intérêts généraux de la pisciculture. Le Comité consultatif a fait observer que cette procédure était possible, les sommes pouvant être versées à titre de fonds de concours si l'Administration le désire (application dans le cahier du Taurion), et a demandé qu'en tous cas l'achat des alevins soit fait en accord avec l'Administration des eaux et forêts, mesure tout à fait justifiée, cette Administration étant seule compétente en la matière. Le ministre de l'Agriculture s'est déclaré hostile au principe du versement de l'indemnité au titre de fonds de concours, car les délais de rattachement au budget d'une somme versée à ce titre étant assez longs, l'Administration des eaux et forêts devrait faire l'avance des fonds pour l'approvisionnement des alevins, ce qui pourrait la gêner, étant donné la faible importance des crédits dont elle dispose.

C'est à partir du moment où la circulation est interrompue par les travaux que l'indemnité en question est due ; il ne peut y avoir aucun doute à cet égard et le Comité consultatif a estimé qu'il était superflu de modifier le texte pour que cette clause soit spécifiée plus clairement, comme l'avait demandé le ministre de l'Agriculture.

Le second procédé qui peut être prévu pour remédier

aux inconvénients que présente un barrage en matière de circulation de poissons, c'est l'établissement d'une échelle à poissons : canal de dérivation, coupé souvent de petits bassins intermédiaires (Isles Jourdain), et présentant une pente assez douce pour que la vitesse de l'eau ne soit pas trop forte et empêche la remontée des poissons ; quelquefois, pour diminuer cette vitesse, tout en réduisant la longueur du canal, on dispose une série de chicanes placées en quinconce.

Le débit nécessaire au fonctionnement de l'échelle peut n'être imposé de façon continue que pendant une certaine période de l'année, le fonctionnement de l'échelle étant prévu de façon discontinue le reste du temps (Orthez).

Si l'on prévoit la construction d'une échelle à poissons, il n'y a pas de raisons pour demander au concessionnaire le versement d'une indemnité pour fourniture d'alevins ; l'article 7 du cahier des charges type est formel sur ce point. Cependant, dans certains cas, il peut y avoir cumul des deux prestations, lorsque l'échelle ne permet le passage que de certaines espèces, à cause par exemple de la rapidité du courant (Le cahier de Legugnon ne prévoit d'échelle que pour la remontée du saumon).

L'article 7 du cahier des charges sera donc rédigé de manière à faire apparaître soit l'annuité (Dognon, Diège, Chambon...), soit l'exécution d'une échelle (Orne, Lessure, Bétharram...), soit exceptionnellement les deux (Vicdessos, Saint-Pé, Legugnon...).

Presque toujours il est prévu, conformément au cahier type, le paiement d'une annuité et l'établissement éventuel d'une échelle avec suppression de l'indemnité à partir de la mise en service de l'échelle ; mais celle-ci, pour pouvoir être imposée par l'Administration, ne devra pas entraîner pour le concessionnaire une charge supérieure à celle des annuités.

Certains cahiers particuliers font preuve d'une grande prudence dans la désignation de ces dispositifs ; le terme échelle à poissons, qui représente une catégorie d'ouvrages assez bien définie n'est pas écrit ; nous avons relevé à titre d'exemple, le libellé suivant : « Dans le cas où

l'expérience révélerait la possibilité technique d'établir un dispositif permettant la migration du poisson, le concessionnaire pourra être tenu, sur la demande de l'Administration, d'établir et d'entretenir...» (Saint-Léger).

Quand il est prévu une échelle à poissons, c'est par cet ouvrage qu'est assuré, en général, le passage du débit réservé. Le cahier du Teich ne prévoit qu'à titre éventuel l'établissement d'une échelle à poissons, par laquelle se fera l'écoulement du débit réservé ; mais il est nettement spécifié que la construction de cette échelle n'aura pas pour effet de réduire la fourniture d'alevins ; cette clause est contraire à l'esprit et au texte du cahier type. Cette même disposition se trouve dans le cahier de Velmanya.

Dans certains cas, il faut permettre au poisson de descendre; le cahier de Legugnon, à l'article 5 prévoit certaines mesures propres à faciliter ce passage :

« Comme contrepartie de la diminution du débit maintenu
« dans la période du 1^{er} janvier au 30 avril, les vannes de communication entre la chambre d'eau et le canal de fuite seront
« ouvertes, une heure par jour pendant la même période avec
« une amplitude suffisante pour permettre la descente des tacons
« et bécards, l'heure étant choisie de façon à gêner le moins
« possible le fonctionnement de l'usine et la clientèle..... ».

S'il convient de prendre toutes mesures utiles pour éviter le dépeuplement de la zone amont des rivières aménagées, soit en permettant la migration des poissons soit en fournissant des alevins, il faut faire attention que les ouvrages de l'équipement ne soient pas un piège pour eux. Aussi est-il toujours prévu, en amont de la prise d'eau, et quelquefois aussi en amont du canal d'amenée, la mise en place d'un grillage. Celui-ci a pour utilité générale d'arrêter tous les corps flottants que le courant pourrait entraîner dans les canaux d'alimentation des turbines ; il a pour but également d'empêcher le passage des poissons ; aussi l'écartement des barreaux est-il réglementé de façon étroite ; il est fixé en principe à 3 cm ; un chiffre plus élevé plus ou faible n'est admis qu'exceptionnellement par le Comité consultatif, lorsqu'il s'agit notamment de concessions portant sur des usines déjà en fonctionnement régulier. On trouve quelquefois 2 ou 2,5

(Videssos, Piques, Doron de Beaufort), plus rarement 4 (Chardes, Jousseau), 5 (Eguzon, Vallières), ou 6 (Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon).

Parfois, il est également prévu un grillage en aval du canal de fuite pour éviter, surtout dans le cas d'usines de pointe avec canal de fuite de grande longueur, que les poissons ne remontent le cours de ce canal pendant les éclusées et ne se trouvent brusquement privés d'eau au moment de l'arrêt de l'ensemble des groupes turbo-générateurs (Ellez).

Pour assurer l'entretien des ouvrages, il peut être utile de faire la vidange des ouvrages de prise d'eau et des canaux de dérivation. Cette manœuvre peut être préjudiciable aux intérêts de la pisciculture. Aussi certains cahiers, comme ceux de la Lyonne, de la Cère, de Lescure, spécifient-ils que la vidange des biefs ne pourra être faite qu'après entente avec le service de la pêche « de façon, dit l'un d'eux, que les mesures nécessaires pour assurer le transport et la conservation des poissons puissent être prises ».

E. — *Navigation et flottage*

La circulaire ministérielle du 5 mars 1922 a donné quelques règles générales sur les adjonctions qu'il y avait lieu d'apporter aux cahiers des charges des concessions de chutes créées par des barrages établis antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation. Ces clauses, dont nous ne retiendrons pour l'instant que celle qui doit être insérée à l'article 7, ne s'appliquent intégralement que dans le cas où le barrage est utilisé par l'usinier tel qu'il existe au moment de la concession et lorsque la voie navigable n'est pas à fréquentation très réduite.

Le but recherché a été, « tout en réservant les droits de l'Etat et les intérêts de la navigation, d'assurer cependant aux industriels des garanties suffisantes pour leur permettre d'utiliser l'énergie disponible aux barrages ».

L'article 7 du cahier des charges doit, en pareil cas, contenir les prescriptions suivantes (cahiers de la Cailade, de Villechien) :

« Le concessionnaire sera tenu d'organiser des chantiers de manière à éviter, pendant l'exécution des travaux, toute gêne à l'exploitation de la voie navigable.

« Il se conformera aux instructions qui lui seront données à cet effet par les agents de l'Administration ».

Ces instructions se justifieront plus clairement lorsque nous aurons examiné les autres modifications concernant l'entretien du barrage, les redevances spéciales à payer par le concessionnaire, et les indemnités qu'il pourra réclamer éventuellement si l'Administration lui impose des sujétions qui ont pour effet de réduire la puissance de l'usine.

La circulaire envisageant les autres cas donne les instructions suivantes :

« Si l'usinier est amené, soit à surélever le barrage, soit, comme le fait s'est passé en certains cas, à en assurer une restauration ou même une réédification complète à ses frais, il est équitable d'atténuer, dans une mesure à débattre, certaines des clauses de précarité qui sont entièrement justifiées dans le cas de la simple utilisation d'un ouvrage préexistant.

« Enfin, dans le cas où la voie navigable sur laquelle l'usine s'établit est à fréquentation très réduite, ou presque nulle, il pourra être opportun de renoncer à des exigences que le trafic ne justifierait pas, et tout en réservant la possibilité de tenir compte le cas échéant d'un développement de trafic, de ne pas entraver sans raison immédiate l'utilisation actuelle du cours d'eau ».

Lorsque le concessionnaire doit construire un barrage qui servira en même temps à l'exercice de la navigation, et lorsque celle-ci est peu importante, l'Administration et le Comité consultatif acceptent que le concessionnaire soit laissé libre de choisir, sous réserve de l'approbation de ses projets par le ministre des Travaux Publics, le procédé et les installations les moins coûteuses pour assurer la continuité de la navigation. En conséquence, il ne lui est pas imposé un type d'ouvrages déterminé (cahier de Guerlédan).

L'article 7 met quelquefois à la charge du concessionnaire des travaux d'aménagement et d'entretien de la voie navigable. Ainsi, le cahier de la Bourélie impose la démolition d'un barrage, l'entretien d'une écluse et prévoit la possibilité de demander, sans qu'il soit dû d'indemnité, l'abaissement momentané du plan d'eau pour permettre la visite et la réparation des ouvrages noyés ;

le cahier d'Halsou met à la charge du concessionnaire la construction et l'entretien d'une écluse accolée au bâtiment de l'usine, d'un pertuis de navigation dans l'ouvrage de prise d'eau, de chemins de halage.

Le cahier de la Tuillière porte une clause intéressante d'application du décret de 1926 concernant le déclassement des rivières navigables, et leur maintien dans le domaine public.

« Le concessionnaire a établi, suivant les indications du service de la navigation, un quai en rivière immédiatement à l'aval du canal de Lalande pour faciliter le passage des bateaux. Ce canal ayant été rayé de la nomenclature des voies navigables par décret du 28 décembre 1926, le concessionnaire n'aura pas à maintenir cet ouvrage en état de satisfaire aux besoins de la navigation, mais seulement à effectuer les travaux d'entretien ou de suppression d'ouvrages dans la mesure nécessaire pour assurer le bon écoulement des eaux et sauvegarder les droits des tiers ».

Il est un cahier, celui du Taurion, qui fait preuve d'une grande prudence dans les prévisions possibles d'aménagement des cours d'eau. Il demande au concessionnaire d'adopter « une disposition des ouvrages de manière à permettre ultérieurement l'exécution aux frais de l'Etat, de travaux de navigation, dans le cas où le Taurion serait classé cours d'eau navigable ».

Si la rivière sert au flottage, en fait, même en dehors de tout classement, le concessionnaire est obligé de prévoir certains dispositifs pour permettre l'exercice de cette servitude, par exemple la construction d'un chemin, libre d'accès, à hauteur des dérivations.

Souvent l'article 7 prévoit l'exécution éventuelle d'une passe flottable avec plan incliné, le concessionnaire devant, en attendant, effectuer par ses propres moyens et à ses frais, le transbordement des bois flottés (Chartreuse de Vaucluse, Cize-Bolozon). Le cahier du Pollet laisse au choix du concessionnaire, soit le transbordement, soit le relevage de la vanne de retenue pour le passage des bois flottés, des travaux spéciaux pour le flottage étant envisagés à titre éventuel.

F. — *Protection des sites, de la pêche*

Nous lisons à l'avant dernier paragraphe de l'article 7 du cahier des charges :

» Le concessionnaire devra en outre indiquer les conditions « spéciales auxquelles devront satisfaire les ouvrages, notamment en ce qui concerne la protection contre les inondations, « la préservation des sites et paysages, la pêche ».

Ces conditions ne sont pas insérées dans le cahier des charges; elles doivent figurer dans le projet d'exécution. La clause ci-dessus a donc pour but d'attirer l'attention des services techniques du contrôle, à qui doivent être soumis tous les projets sur l'utilité de prévoir des dispositifs particuliers destinés à sauvegarder certains intérêts généraux tant matériels qu'esthétiques.

Quand ces dispositifs n'intéressent pas directement l'exécution des ouvrages, mention doit en être faite à l'article 7; à titre d'exemple, on peut citer la clause suivante : « De chaque côté de la conduite forcée et sur une longueur maximum de 25 mètres, et là où le terrain le permettra, il sera établi et entretenu par le concessionnaire une plantation d'arbustes dont l'essence sera désignée par les agents des eaux et forêts » (Lescun, Forges d'Abel...). De même nous trouvons dans le cahier de la Virolle, à l'article 5 cette fois, après indication du débit réservé, la clause suivante : « Toutefois, le concessionnaire sera tenu, entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de laisser couler dans la rivière, en aval de la prise d'eau, tout le débit naturel, les dimanches et jours de fête légale, entre 10 heures et 18 heures ». Une clause du même genre se trouve, mais à l'article 7, dans le cahier d'Ax-les-Thermes et dans celui d'Artigues.

Il est souvent demandé à l'article 7 que les conduites forcées soient peintes d'une couleur neutre, rappelant la tonalité des terrains avoisinants (le Teich, Velmanya, Lescure, l'Aigoual...) et que les bâtiments présentent un caractère architectural s'harmonisant avec le site (Poin-tis, Artigues...). On trouve parfois des exagérations, témoin cette clause du cahier de Pont de Brion : « L'em-

placement de l'usine sera choisi de façon que cette construction ne détruise pas le caractère pittoresque des sites... ».

Mais le Comité consultatif se conformant en cela à la lettre et à l'esprit du cahier des charges type, s'est à diverses reprises, montré hostile à des descriptions d'ouvrages dont l'insertion avait été demandée.

Nous trouvons dans certains cahiers, soit à l'article 7 (Roche au Moine), soit à l'article 8 (Vienne Supérieure) l'engagement pris par le concessionnaire d'accorder gratuitement le droit de pêche aux habitants des communes riveraines, droit limité aux nécessités de leur consommation personnelle. Par conséquent, le concessionnaire pourra, dans le cas général, refuser ce droit dans la zone concédée : le droit de pêche est un droit de riveraineté accessoire du droit plus général à l'usage de l'eau qui a été acquis par le concessionnaire.

Certaines dispositions légales ne sont possibles que grâce à un contrôle rigoureux : c'est ce qui se produit pour la pêche : celle-ci n'est pas libre, mais elle est soumise à une réglementation précise. Pour que cette réglementation ne soit pas théorique, il faut que les agents chargés de la faire respecter ne subissent aucune gêne dans l'exercice de leurs fonctions et puissent, par conséquent, avoir libre accès dans toute la zone couverte par les eaux et ses abords. Comme, d'autre part, le concessionnaire est maître chez lui, bien que son droit sur les ouvrages ne soit pas à proprement parler un droit de propriété, il peut refuser l'accès de ceux-ci à toute personne étrangère à l'usine. Pour concilier ces deux droits antagonistes, contrôle de la pêche et liberté du concessionnaire, « le concessionnaire sera tenu de laisser libre circulation sur les dépendances de la concession aux agents chargés du contrôle de la pêche » dit l'article 7 du cahier des charges.

Une situation analogue se présente pour certaines installations équipées sur les frontières, en ce qui concerne la surveillance des agents des douanes. Dans ce cas, l'article 7 comporte une clause par laquelle libre accès est donné à ces agents sur les dépendances de la conces-

sion et droit de perquisition accordé à toute heure du jour et de la nuit dans l'usine et ses dépendances sans qu'ils aient besoin de se faire assister d'un officier municipal ou d'un officier de la police judiciaire. Mais les habitations du personnel situées en dehors de l'enceinte de l'usine sont exclues de ces mesures exorbitantes du droit commun (Sabart, Gavarnie, Lacourt, Piques, Halsou).

SECTION II

Exécution des ouvrages

Le cahier des charges ne doit donner sur les ouvrages aucun détail technique d'exécution ; n'oublions pas qu'au moment de sa rédaction, l'étude technique de projet n'a pas besoin d'être poussée à fond. Mais il doit fixer la physionomie générale de l'équipement. Cette discrétion n'a pas pour but de laisser le champ libre au concessionnaire. Assimilant de façon rigoureuse la concession de chute à celle de travaux publics, le législateur et surtout l'Administration font défense au concessionnaire de chute d'eau de passer à l'exécution d'un ouvrage sans que celui-ci ait été approuvé par le service du contrôle technique des Forces hydrauliques et donnent à ce service mission de surveiller la façon dont sont menés les travaux.

A. — *Description des ouvrages principaux*

Quelquefois, l'article 6 est très laconique ; celui d'Eguzon par exemple se contente de dire :

- « Le barrage aura 60 mètres de hauteur environ en son milieu.
- « Les ouvrages de prise d'eau feront corps avec le barrage et
- « alimenteront des conduites forcées établies immédiatement à
- « l'aval de cet ouvrage.
- « L'usine sera édiflée aux environs immédiats du barrage sur
- « le territoire de la commune d'Eguzon et déversera directement
- « ses eaux dans la Creuse ».

Il est rare de trouver des descriptions aussi succinctes ; on peut citer cependant les cahiers du Dognon, de la Cère et de la Roche au Moine.

En général, les cahiers donnent des descriptions plus détaillées : longueur du barrage, dispositifs évacuateurs de crues, dispositifs de défeuillage et de désablage. Les caractéristiques des vannes sont quelquefois indiquées.

On donne les dimensions du canal d'amenée (longueur, section, pente), de la chambre de mise en charge, le nombre et les caractéristiques des conduites forcées.

Pour l'usine elle-même, tantôt on se contente d'indiquer la puissance à installer immédiatement, et, éventuellement, dans l'avenir, tantôt on fixe le nombre des groupes, leur puissance, leur type ; les dimensions de l'usine sont quelquefois données.

Il existe quelques cahiers des charges très détaillés ; celui de Peyral est intéressant à ce point de vue ; il fixe même le mode de construction du barrage avec l'indication des matériaux à utiliser et leur composition.

Ce qu'il faut donner à l'article 6, c'est la nomenclature de tous les dispositifs nécessaires pour l'exploitation rationnelle de la chute avec l'indication de la disposition d'ensemble des ouvrages, sans donner de précisions imposant une solution technique qui pourrait, par la suite être reconnue peu satisfaisante. Si, au moment de la rédaction du cahier des charges, l'étude du projet a été faite de façon complète, il sera au contraire possible de donner un tableau précis de l'installation.

La description de l'article 6 doit englober toutes les dépendances immobilières de la concession ; il faudra donc mentionner ici les maisons qui pourraient être prévues pour le personnel et tous autres dispositifs. Devront rester en dehors les installations électriques qui restent la propriété du concessionnaire.

Les règles que nous venons d'indiquer s'appliquent aux concessions de chute à aménager. Si l'acte de concession a pour effet de régulariser la situation d'une usine existante, il n'y a plus à craindre de gêne pour la réalisation technique de l'installation : dans ce cas des descriptions précises et détaillées des ouvrages peuvent être données.

B. — *Approbation des projets et responsabilité
de l'Administration*

« L'exécution de tous les ouvrages dépendant de la concession, dit le premier paragraphe de l'article 8 du cahier des charges, devra être autorisée dans les formes prévues par le décret du... ». Le décret actuellement applicable est celui du 29 décembre 1926 qui a réglementé la question de la façon suivante.

Les projets d'exécution doivent être adressés à l'ingénieur en chef des Forces hydrauliques dans le ressort duquel se trouve l'équipement. Il existe quatre postes de ce genre qui correspondent aux principales régions hydrographiques ; dans les régions où ce service n'est pas organisé, c'est l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du département intéressé qui en remplit l'office et s'il y a plusieurs départements intéressés par l'équipement, le ministre des Travaux Publics désigne (au moment de l'instruction de la demande de concession) un des ingénieurs pour suivre l'affaire d'ensemble.

Le nombre d'exemplaires à remettre doit être au moins égal à trois, l'ingénieur en chef ayant la liberté d'en réclamer un plus grand nombre, en vue d'accélérer l'instruction. L'ingénieur en chef provoque des conférences avec les services intéressés par l'exécution de l'équipement : services de la navigation, des inondations, du génie rural et même du génie militaire s'il s'agit « d'ouvrages compris dans le rayon myriamétrique d'une enceinte fortifiée et si les modifications au régime des eaux sont de nature à exercer une influence sur les inondations défensives ».

Chacun de ces services doit faire connaître son point de vue et présenter ses observations dans le délai d'un mois. Les conclusions de ces conférences sont notifiées au concessionnaire qui peut, soit y souscrire, auquel cas l'ingénieur en chef donne l'autorisation de commencer les travaux, soit refuser d'y adhérer, auquel cas le dossier est transmis au ministre des Travaux Publics, qui, après avoir pris l'avis du Comité consultatif des Forces hydrauliques, statue définitivement.

Il est un cas où, même si tous les services intéressés sont d'accord, l'approbation ministérielle est nécessaire c'est celui des ouvrages spéciaux, importants, dont mention est faite, dans cette intention, à l'article 8 : grands barrages et ouvrages régulateurs, dont le mauvais fonctionnement pourrait occasionner des désastres, non seulement dans la zone équipée, mais encore dans des régions éloignées qui, par ailleurs, ne tireraient, en compensation des risques courus, aucun profit de l'équipement de la chute.

Quelques cahiers, surtout au début de l'application de la loi (Chartreuse de Vaucluse et Cize Bolozon) prescrivaient : « devront être approuvés par le ministre des Travaux Publics les ouvrages qui intéressent le régime et l'écoulement des eaux ». Cette formule trop vague a été abandonnée, car elle pouvait donner lieu à des difficultés d'interprétation.

Dans certains cas particuliers, lorsque l'équipement présente de grandes difficultés d'exécution et répond à des conceptions nouvelles, ou encore lorsque les travaux intéressent au même degré la navigation et la captation de la force hydraulique, on impose l'accord du ministre pour tous les projets : c'est ce qui se passe pour l'usine souterraine de Brommat et pour l'usine de Kembs, première d'une série à édifier sur un canal de navigation dérivé du Rhin.

L'approbation ministérielle devra-t-elle être accordée après avis du Comité consultatif ? Ni la loi, ni le cahier type n'imposent cette consultation ; les cahiers particuliers, à l'exception d'un seul, celui de Vézins, passent également ce point sous silence. Le ministre pourra provoquer cet avis, mais rien ne l'y oblige ; s'il le provoque il ne sera pas tenu de s'y conformer.

Si le projet, après son approbation, doit subir des modifications, il faudra obtenir une nouvelle approbation administrative, sans qu'il soit nécessaire de prévoir un décret, à condition toutefois que la disposition générale prévue dans le cahier des charges soit respectée. On obtient ainsi une très grande souplesse dans l'exécution, tout en sauvegardant les intérêts généraux représentés par l'Administration.

Les projets étant approuvés par l'Administration, on peut se demander si le concessionnaire est, par là même, dégagé de toute responsabilité, celle-ci étant rejetée sur l'Administration. Ce serait contraire aux habitudes administratives : il n'a jamais été admis en droit administratif, et dans le droit des concessions en particulier, que l'approbation de l'autorité publique puisse avoir pour effet de déplacer la responsabilité. Par application de cette règle générale, le dernier paragraphe 8 du cahier des charges spécifie nettement que : « L'approbation ou le défaut d'approbation administrative n'aura pour effet ni d'engager la responsabilité de l'Administration, ni de dégager celle du concessionnaire des conséquences que pourraient avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues ou le fonctionnement des ouvrages ».

Cependant la responsabilité encourue par le concessionnaire peut être la conséquence d'une faute initiale de l'Administration, contre laquelle le concessionnaire ne pouvait pas se prémunir. Le cas s'est présenté pour une usine dont les ouvrages évacuateurs de crues avaient été dimensionnés en tenant compte des renseignements donnés par le service d'annonce des crues ; ceux-ci étaient erronés et l'expérience vint le prouver rapidement. Le concessionnaire dut modifier les ouvrages évacuateurs, dont les projets d'exécution avaient été approuvés, et engager des dépenses importantes. L'Etat était-il responsable et sous quelle forme devait-il compenser le préjudice occasionné au concessionnaire ? Le Comité consultatif a estimé qu'en droit la responsabilité de l'Etat était nulle, mais qu'il était équitable de tenir compte du préjudice subi en accordant quelques avantages financiers pour une nouvelle concession de la même société. On s'est bien gardé de donner la compensation, soit sous forme de subvention, soit sous forme de réduction de redevance appliquée à l'équipement defectueux lui-même afin de ne pas créer de précédent et de maintenir intact le principe de non responsabilité de l'Etat. Ce principe est d'ailleurs généralisé dans les concessions de travaux publics dans lesquelles on trouve toujours

une clause rejetant sur le concessionnaire la responsabilité des dommages de toute sorte qui pourraient survenir de l'existence même des ouvrages et non pas seulement de leur judicieuse disposition ou de leur bonne exécution.

Lorsque la concession aura été reprise par l'Etat, celui-ci, au point de vue responsabilité, prendra la place du concessionnaire, mais réparation ne sera pas due par l'Etat si le préjudice s'était manifesté pendant la gestion du concessionnaire.

Si les dommages causés pendant la concession à la suite d'un mauvais fonctionnement des ouvrages, dépassent les facultés d'indemnisation du concessionnaire, rupture brusque d'un grand barrage par exemple, nous estimons que l'Etat est responsable dans la limite où le concessionnaire ne pourrait plus réparer le préjudice.

Cette solution nous paraît découler du principe de l'égalité de tous devant les charges publiques et se trouver en harmonie avec la théorie du risque social qui depuis la guerre a fait d'immenses progrès dans le domaine du droit public. En se réservant le droit, au bout d'un délai fixé dans le contrat, de reprendre pour son compte les installations afin d'en assurer l'exploitation directe si bon lui semble, et en imposant au concessionnaire l'obligation de ne rien faire sans son autorisation, l'Etat se comporte comme le vrai maître de l'œuvre sur qui doit peser la responsabilité définitive du fonctionnement défectueux de l'ouvrage.

C. — *Délais de présentation des projets et d'exécution des travaux*

Le concessionnaire doit soumettre, pour approbation, à l'ingénieur en chef des forces hydrauliques, et dans certains cas au ministre des Travaux Publics, les études diverses des ouvrages à construire ; en principe, il ne peut pas passer à la réalisation sans avoir obtenu cet accord.

Cependant au début de la période de mise en application de la loi de 1919, il était fréquent de voir des péti-

tionnaires demander, en cours d'instruction, avant même d'avoir obtenu la concession, une autorisation provisoire de commencer les travaux. Ces autorisations étaient en général accordées comme étant de nature à faciliter le développement de la mise en valeur des forces hydrauliques ; le Comité consultatif avait seulement édicté quelques règles qu'il fallait appliquer en pareil cas : l'autorisation provisoire n'était donnée qu'après la visite des lieux et l'enquête, et sur des terrains appartenant au pétitionnaire, ou sur lesquels il avait acquis directement des droits de servitude ; bien entendu, les ouvrages devaient répondre aux garanties prévues dans le cahier des charges type et les décrets en vigueur ; ensuite, un cautionnement devait être versé pour réparation éventuelle des dommages qui pouvaient être causés aux tiers ; enfin, l'autorisation n'était donnée qu'après l'avis du préfet.

Devant le nombre toujours croissant de demandes, le Comité s'est ému et a émis le vœu que la procédure d'instruction soit accélérée, afin que cette procédure irrégulière soit abandonnée : quelque temps après paraissait le décret du 29 décembre 1926 qui apportait de grandes simplifications aux formalités d'instruction. Maintenant le Comité consultatif ne se prononce plus sur une demande de ce genre ; l'Administration seule peut donner son accord, sous la responsabilité de l'ingénieur en chef, ce qui a pour résultat de réduire très sensiblement les cas d'application.

Si certains concessionnaires sont pressés de terminer les travaux, d'autres peuvent avoir intérêt à en retarder l'exécution. Il est facile d'imaginer le cas d'une société qui a demandé la concession d'une chute située dans une région sur laquelle elle exerce un monopole de fait, afin d'éviter qu'une société concurrente ne vienne s'installer sur son fief. Elle peut ne pas avoir intérêt à engager immédiatement les capitaux importants nécessaires à la réalisation du projet, si l'importance des débouchés nouveaux n'est pas suffisante pour absorber la production de la nouvelle usine. Tel peut être le point de vue du concessionnaire ; tel ne saurait être celui de l'Administration

qui représente les intérêts généraux du pays et ne peut pas admettre de retard dans la mise en œuvre de cette richesse naturelle, la force hydraulique, à partir du moment où une concession a été accordée car désormais toute demande nouvelle portant sur la même chute est irrecevable.

Aussi l'article 9 du cahier des charges fixe-t-il divers délais qui devront être observés par le concessionnaire sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à la déchéance.

Un premier délai concerne la remise des projets ; il part de la date de l'acte de concession ; un second fixe le moment du commencement des travaux et un troisième l'époque de la mise en service de l'usine, ces deux derniers délais partant de la date d'approbation des projets par l'Administration. Puisqu'on demande au concessionnaire de faire toute diligence, il est naturel que l'Administration ne soit pas libre de faire attendre un temps indéterminé son approbation ou ses observations. Aussi, le décret du 29 décembre 1926 décide-t-il à l'article 22 que :

« Si le ministre n'a pas fait connaître sa réponse dans le délai de six mois ou l'ingénieur en chef dans le délai de trois mois suivant les cas, l'approbation sera réputée donnée et le concessionnaire pourra exécuter les ouvrages, à condition d'en aviser au préalable l'ingénieur en chef et sous réserve de l'application des dispositions du cahier des charges ».

Les délais fixés sont courts en principe et ils doivent être respectés, sauf, dit un alinéa de l'article 9, « le cas de force majeure dûment constaté ». Les délais de présentation des projets sont habituellement de trois mois ou six mois, quelquefois un an. Quand la concession comporte l'aménagement de plusieurs chutes, il est donné pour chacun des équipements un délai différent ; ainsi pour celle du Doron de Beaufort, les délais de présentation s'échelonnent de six mois pour la première à sept ans pour la dernière.

Pour le commencement des travaux, le cahier de Putanges contient une disposition curieuse : « Les travaux de l'usine de Putanges pourront n'être commencés qu'après la mise en service de l'usine de Saint Philbert.

Ils seront commencés au plus tard quand la production de celle-ci sera les 90 0/0 de la production réelle, la production réelle, étant fixée aux $\frac{3}{4}$ de la production normale ».

Quelquefois, un délai supplémentaire est prévu sous certaines conditions : « En cas de construction, dit le cahier de la Cère, sur concession spéciale, d'un barrage régulateur entrepris dans le délai de 5 ans et terminé 4 ans plus tard, le délai de présentation des projets de la seconde usine serait augmenté de 5 ans ».

Enfin, il arrive que la prorogation soit d'une durée indéterminée, comme dans le cas de la Vienne supérieure : « Toutefois la présentation des projets relatifs au barrage de Vinzannet et à l'usine de Chammet pourra être différée pour une exécution ultérieure en 2^e étape ». Mais il ne faut pas que cette prorogation ait pour effet indirect d'augmenter la durée de la concession au delà du maximum permis par le législateur ; la clause est complétée en ce sens : « étant entendu que les délais d'exécution de cette 2^{ème} étape n'interviendront pas dans la détermination du point de départ de la durée de la concession et ne motiveront pas une augmentation de durée ».

Il ne faut pas croire que l'Administration se montre intransigeante. Le Comité a admis de longs délais d'exécution, soit en raison de la difficulté des travaux, soit pour tenir compte au concessionnaire des études approfondies qu'il a faites et qui l'ont conduit à diviser la chute unique primitivement envisagée en deux parties, dont il serait peu équitable de lui accorder seulement la première.

La prolongation des délais est impitoyablement refusée par le Comité consultatif lorsqu'elle correspond à une inaction injustifiée de la part du concessionnaire. Au contraire, si la non observation des délais imposés est due à l'existence de difficultés indépendantes du fait du concessionnaire, conditions économiques générales mauvaises par exemple, il accepte de proroger les délais fixés ; mais en principe il maintient la date prévue pour l'expiration de la concession.

Ce même article 9 prescrit, à son avant dernier paragraphe : « Le projet de tout ouvrage imposé ultérieure-

ment par l'Administration au concessionnaire en exécution du présent cahier des charges, devra être présenté dans le délai de six mois de l'invitation qui lui en sera faite, sauf dérogation justifiée par l'importance du travail, et réalisé le plus promptement possible dans le délai fixé ». Ce sera le cas, par exemple, de la modification des ouvrages évacuateurs de crues, lorsque ceux qui ont été construits se révèlent insuffisants, ou de l'exécution d'un bassin de compensation.

*D. — Exécution et entretien des ouvrages :
achat du matériel*

« Les ouvrages, les machines et l'outillage, lisons-nous à l'article 10, établis en vertu de la présente concession seront exécutés en matériaux de bonne qualité mis en œuvre suivant les règles de l'art et entretenus en parfait état par les soins du concessionnaire et à ses frais.

« Les réparations des ouvrages resteront soumises au contrôle de l'Administration qui pourra, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire ».

Il n'y a rien de particulier à signaler au sujet de ces clauses; nous y trouvons une nouvelle marque de subordination du concessionnaire à l'égard de l'Administration.

Le concessionnaire peut être responsable de l'entretien et de l'exploitation d'un barrage construit par l'Etat en vue de l'alimentation d'un grand canal de dérivation le long duquel seront édifiées plusieurs usines et pour la construction duquel il eut été anormal de faire supporter à l'usine d'amont seule la charge d'établissement (Kembs).

Deux cahiers, ceux de la Bourélie et de la Caillade, qui s'appliquent à des usines utilisant la force motrice disponible sur des barrages établis en vue de la navigation, indiquent à l'article 10 une répartition des dépenses entre l'Etat et le concessionnaire pour les frais d'entretien des ouvrages communs. Prenons par exemple l'équipement de la Caillade :

« Seront à la charge exclusive du concessionnaire, les frais d'entretien des ouvrages concédés (usines et dépendances, canal d'amenée...); Seront à la charge exclusive de l'Etat ceux des ouvrages servant exclusivement au service de la navigation

« (écluse et accessoires) ; Seront à la charge des deux parties
« ceux des ouvrages qui servent à la fois à l'équipement hydro-
« électrique et à la navigation (barrage et annexes) ; les travaux
« d'entretien et de réparation de ces ouvrages seront exécutés
« par l'Etat, mais les frais en seront répartis dans la proportion
« de 40 0/0 pour le concessionnaire et 60 0/0 pour l'Etat, cette
« répartition étant remplacée pour le concessionnaire par un
« forfait de 1.500 francs par an, revisable au bout de cinq ans au
« moins sur la base des frais engagés au cours de la période écou-
« lée. En cas d'augmentation ou de diminution de la force mo-
« trice concédée, la répartition prévue sera revisable de plein
« droit ».

Les clauses d'entretien seraient mieux placées au chapitre III sur l'exploitation.

Il est une question de principe importante qu'il convient d'analyser maintenant ; elle concerne l'achat du matériel. L'article 8 donne sur ce point une certaine liberté au concessionnaire, puisque les machines et l'outillage pourront être acquis sans autorisation préalable.

Ils peuvent être remplacés sans qu'il en résulte de troubles dans le fonctionnement de l'équipement ; ils doivent même l'être périodiquement pour tenir compte de l'usure à laquelle ils sont soumis. On compte en général dans l'industrie 20 ans pour le remplacement des machines et 10 ans pour celui de l'appareillage ; ce remplacement permet en outre de profiter des progrès de la science et de la technique industrielle et l'on peut dire qu'il est, dans la plupart des cas, plus avantageux de changer le matériel, par conséquent d'engager de nouveaux frais, plutôt que de conserver l'ancien, car le capital ainsi absorbé est rapidement amorti par l'emploi d'appareils à meilleur rendement, ou à entretien moins onéreux, ou à exploitation plus facile nécessitant un personnel moins important. Ici l'intérêt de concessionnaire est tangible ; en choisissant un matériel de bonne qualité, il travaille uniquement pour lui puisque le matériel installé au début de l'exploitation sera toujours à remplacer avant l'expiration de la concession ; il n'aura donc pas tendance à limiter les frais de premier établissement.

Le matériel en service au terme de la concession, tout au moins dans sa partie hydraulique, reviendra gratuitement à l'Etat. On comprend que l'Administration

n'accorde la liberté au concessionnaire que sous certaines conditions : Il faut que le matériel soit fourni par des sociétés ou constructeurs français et soit fabriqué en France. Pour qu'on puisse l'approvisionner à l'étranger, il faut l'accord du ministre des Travaux Publics et, en principe, il n'est dérogé à la règle que pour trois motifs : délai de livraison, prix et qualité, auxquels le matériel français ne pourrait pas satisfaire.

Cette restriction nous paraît fort naturelle pour les appareils et machines qui doivent faire retour gratuit à l'Etat car, nous l'avons déjà dit, le concessionnaire n'est alors que le préposé de l'Etat ; les biens en question n'appartiennent pas au concessionnaire, mais font partie du domaine éminent de l'Etat ; l'équipement des chutes d'eau présentant, aux yeux du législateur, un intérêt spécifiquement national, il est normal que l'on ne soit pas tributaire de l'étranger pour le matériel, à cause des difficultés possibles de réapprovisionnement.

Mais, et nous sommes alors en désaccord avec la règle de l'article 8, cette restriction à la liberté du concessionnaire s'applique aussi à l'achat du matériel électrique ; celui-ci cependant ne fait pas partie des éléments de la concession. Il est vrai qu'il peut, si l'Etat le désire, être racheté par lui au moment de la reprise des installations ; mais le concessionnaire n'en demeure pas moins le propriétaire incontestable et incontesté jusqu'à cette époque ; la reprise que l'Administration peut imposer joue le même rôle qu'une expropriation en matière immobilière.

E. — *Surveillance des travaux ; récolement des ouvrages ; bornage*

Après l'approbation des projets, l'Administration doit surveiller l'exécution des ouvrages et leur entretien en cours d'exploitation. Dans ce but, le cahier des charges à l'article 47, prévoit le versement par le concessionnaire d'une somme forfaitaire annuelle destinée à couvrir les frais du contrôle ; le montant de ces frais est plus élevé pour la période de construction que pour la période d'ex-

exploitation, ce qui se comprend. Le forfait, pendant l'exploitation, correspond à une redevance annuelle de l'ordre de 0, 25 fr. par kw installé et, pendant la construction, à un chiffre de 2 à 5 fois plus fort suivant l'importance des ouvrages à construire. Ces redevances sont versées non pas directement à l'Administration chargée d'assurer le contrôle, mais au Trésor et la recette correspondante n'est pas spécialisée. Il en résulte que les crédits votés pour le contrôle sont toujours inférieurs aux sommes versées par les industriels et qu'il est pratiquement impossible à l'Administration de recruter des surveillants pour les grands chantiers, faute de crédits suffisants permettant de leur accorder un traitement acceptable.

Aussi, lorsqu'une surveillance continue est reconnue nécessaire, l'article 10 renferme-t-il la clause complémentaire suivante, non prévue dans le cahier type :

« En raison de l'importance du barrage et de l'intérêt que
« présente, pour la sécurité publique, la bonne exécution de
« cet ouvrage, l'Administration se réserve d'organiser sur le
« chantier, pendant la construction, une surveillance spéciale
« à laquelle le concessionnaire contribuera par le paiement
« d'une somme annuelle de 10.000 francs, qui sera versée sui-
« vant l'invitation de l'ingénieur en chef dans la caisse départe-
« mentale au titre des dépenses d'intérêt général à la charge des
« tiers. Le concessionnaire sera en outre tenu de fournir un local
« convenable pour le logement du surveillant ».

Cette clause se trouve dans les cahiers de Puyvalador, Pinet, Sabart, et avec une contribution portée à 15.000 francs dans ceux de Bonne Inférieure, Rophemel, Pont de Brion, Vintrou, Pied de Borne; le cahier de Castillon prévoit une contribution de 45.000 francs, trois chantiers devant être surveillés à la même époque.

Les travaux terminés, il est procédé à leur récolement. Cette opération, qui se fait à la date fixée par l'ingénieur en chef en présence des intéressés et des représentants des services locaux, a pour but de vérifier la conformité des travaux exécutés avec les dispositions autorisées. S'il y a conformité, procès-verbal en est dressé en trois exemplaires, pour le ministre des Travaux Publics, le préfet et le concessionnaire, avec éventuellement un exemplaire supplémentaire pour le ministre de l'Agric-

culture s'il s'agit d'une rivière non domaniale. S'il n'y a pas conformité, procès verbal en est transmis au ministre des Travaux Publics qui statue sur les mesures à prendre, éventuellement en accord avec le ministre de l'Agriculture.

La mise en service de l'usine doit être autorisée par un arrêté préfectoral (article 9 du cahier des charges); c'est la raison qui justifie l'envoi au préfet d'un exemplaire du procès-verbal de récolement des travaux. En cas de non conformité, il ne saurait y avoir d'arrêté préfectoral tant que le ministre n'a pas tranché le différend qui existe entre l'Administration et le concessionnaire ; si le ministre n'impose pas de modification aux ouvrages, il est évident que l'arrêté du préfet deviendra inutile en présence du décret ministériel ; si par contre des travaux sont ordonnés et exécutés, on retombera dans le cas normal.

Pour terminer cette période de mise en route, il existe une formalité prévue à l'article 11 du cahier des charges : le bornage. Celui-ci doit être effectué dans l'année qui suit la mise en service de l'usine ; il a pour objet de fixer les dépendances immobilières de la concession, afin d'éviter plus tard des discussions avec les propriétaires voisins ; aussi ces derniers sont-ils appelés à participer à cette opération qui fait l'objet d'un procès-verbal dressé sous la direction de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, représentant de l'Administration, et dont les résultats sont mentionnés sur un plan qui est en principe à l'échelle de 1/10.000. On trouve cependant un certain nombre de cahiers prévoyant un plan au 1/2.500, notamment Eguzon, Gavarnie, Bonne Inférieure, Pont de Brion, etc..., ou au 1/2.000 comme Taurion, Pinet, Bioge, etc... ; un cahier, celui d'Orthez, demande l'établissement d'un plan au 1/500.

Il est prévu au même article 11 que toute adjonction ou toute suppression, en cours d'exploitation, d'une partie de biens immeubles devra faire l'objet d'un bornage complémentaire.

CHAPITRE IV

Clauses diverses

A. — *Rétablissement des communications*

Les travaux sont terminés ; ils ont été acceptés par l'Administration ; le préfet a donné l'autorisation de mise en service de l'usine.

Le concessionnaire va pouvoir supprimer ses chantiers et régler les indemnités d'occupation, tant de la propriété privée que du domaine public, à l'exception toutefois du domaine public fluvial sur lequel il a pu s'installer sans avoir à payer de redevance spéciale.

L'article 12 du cahier des charges lui impose alors une série de prestations en nature à la place d'indemnités pour dommages entraînés par la construction ou même l'existence des ouvrages de la concession.

La première série de prestations concerne le rétablissement des communications qui ont pu être interceptées pendant la période des travaux d'aménagement de la chute. Ainsi le concessionnaire aura pu, avec l'autorisation administrative, faire sur une route, dont une partie du tracé le gênait, une dérivation provisoire qu'il s'agit après la mise en service de l'usine, de supprimer pour revenir au tracé primitif ou tout au moins à un tracé s'en rapprochant le plus possible. Ces travaux devront être faits, dit l'article 12 « suivant les dispositions approuvées par l'Administration compétente » et comme il s'agit de biens du domaine public, les prérogatives accordées au concessionnaire pour procéder à ce rétablissement seront celles des concessionnaires de travaux publics. Il n'y a là aucune hésitation possible, quelle que soit l'opinion que l'on se fasse de la nature de la concession de chute d'eau, car ces travaux sont tout à fait indépendants de ceux effectués pour l'équipement de la chute et ils pourraient aussi bien être exécutés par un autre entrepreneur payé

avec le montant des indemnités versées par le concessionnaire en représentation du préjudice causé au domaine public.

Ces prestations en nature peuvent s'appliquer également aux travaux de protection et de réfection nécessités, non plus par les dispositions provisoires qu'il a fallu prendre au cours de l'aménagement de la chute, mais en raison du nouvel état stabilisé. Des lignes de transport d'énergie devront être déplacées, lorsque les supports seront atteints par les remous (usine de la Jourdanie). Le concessionnaire de chute pour ce travail aura les mêmes droits que le concessionnaire de distribution intéressé dont il prendra simplement la place.

Des voies de communication devront être déplacées ; la dépense qui peut en résulter peut être considérable dans le cas de grands barrages réservoirs. Aussi arrive-t-il (réservoir de Lelex) que le rétablissement par les soins du concessionnaire et à ses frais soit remplacé par une contribution forfaitaire.

Certains ouvrages atteints par le remous dû à la surélévation du niveau naturel des eaux devront être renforcés ; ce sera le cas des piles et culées d'un pont, du mur de soutènement d'un chemin :

« Le concessionnaire, dit le cahier de Roquesteron, mais à l'article 7, sera tenu de surélever à 50 centimètres au-dessus du niveau le plus haut des eaux..... et sur toute l'étendue du remous, le perré de la digue qui protège le chemin de fer de Nice à Digne, et de l'entretenir à ses frais, sur toute sa hauteur, dans toute la partie surélevée ».

Les travaux de ce genre sont en général prévus à l'article 12 (usine de Breil)

On peut même imposer au concessionnaire le déplacement ou le relèvement d'un pont suspendu, si cette mesure est nécessaire (usine du Pinet).

« La passerelle et le gué existant actuellement à Serans, dit le cahier de Putanges, devront être remplacés par un pont dont les dispositions seront arrêtées d'accord avec le service vicinal ».

« Au cas où, dit le cahier de Peyral, pour l'écoulement d'une crue de 90 mètres cubes, la revanche entre le niveau surélevé du Vioulou et l'intrados des voûtes du pont en maçonnerie de Galat... ne serait pas égale à 80 centimètres au moins... le

« concessionnaire sera tenu de procéder à ses frais à sa reconstruction totale et à l'aménagement des accès sur les deux rives.
« La largeur entre parapets sera de 2' m. 50. Toutefois, si le
« Conseil général juge utile d'élargir ce pont pour obtenir une
« chaussée à deux voies charretières ou de le déplacer pour
« améliorer ses abords, le département devra participer à la
« réfection dans la mesure correspondant aux dépenses supplémentaires ».

Cette dernière disposition est très heureuse, car elle permet d'améliorer éventuellement l'état de choses existant sans imposer au concessionnaire de charges supplémentaires.

Dans le cas où l'Administration avait en projet certains travaux, l'établissement d'un pont par exemple, dont l'exécution sera rendue plus onéreuse par suite de l'équipement de la chute, on peut demander au concessionnaire le versement d'une indemnité « représentant l'augmentation des dépenses de construction due à la surélévation du plan d'eau » (article 48 du cahier du Taurion) ; comme le préjudice est ici indirect et éventuel, il ne devrait pas, d'après les règles générales du droit administratif sur les travaux publics, donner lieu à réparation; aussi la clause en question a-t-elle été insérée non pas à l'article 12, mais à l'article 48 qui donne les conditions particulières de la concession.

Les travaux prescrits ne doivent pas entraîner pour le concessionnaire une dépense qui soit hors de proportion avec les avantages qui en résulteront pour les collectivités ; c'est ainsi qu'on ne pourrait pas lui demander la construction d'une passerelle importante pour remplacer un gué desservant quelques propriétés riveraines ; la seule obligation qui pourrait être mise à sa charge serait la participation aux frais d'établissement d'un petit bac (cahiers de la Jourdanie, de Record). Il y a une sorte d'équilibre à rechercher pour sauvegarder les intérêts généraux sans pour cela imposer des sacrifices trop importants au concessionnaire. Le cahier de Vallières dit par exemple : « Dans le cas où une installation, pour franchir la retenue, bac ou passerelle, serait effectuée par les communes riveraines, la société s'engage à participer aux dépenses jusqu'à concurrence de 5.000 francs ».

Il est parfois difficile, sinon impossible, de déterminer à l'avance les travaux qu'il y aura lieu d'effectuer pour protéger certains ouvrages existants, particulièrement importants, tels que ceux concernant une route nationale (concession de la Pique Supérieure) ou l'infrastructure d'une ligne de chemin de fer (usine de Bétharram, de Breil) ; dès le début, certains travaux peuvent être prévus ; mais une clause du cahier des charges peut spécifier que l'exécution de ceux-ci ne saurait dégager le concessionnaire de toute obligation si l'expérience montrait qu'ils ne sont pas suffisants.

Des dispositions de ce genre sont quelquefois insérées, non pas à l'article 12, mais à l'article 48, quand les travaux, tout en étant mis à la charge du concessionnaire, doivent être exécutés par les compagnies intéressées « après accord du ministre, le concessionnaire entendu » (usines de Saint Pé et de Pied de Borne) ; le concessionnaire doit payer non seulement « les frais de modification ou de consolidation » mais encore « les frais d'entretien des nouveaux ouvrages et l'augmentation des frais d'entretien des anciens ouvrages ».

Si la consolidation de la voie ferrée est inutile, à condition que les travaux d'aménagement soient exécutés avec soin, l'article 48 prévoit l'exécution de ces travaux sous la surveillance de la compagnie à laquelle le concessionnaire devra rembourser les frais de surveillance (usine d'Asasp).

L'article 7 (à la place de l'article 12) du cahier de Roquesteron prévoit certaines dispositions intéressant la défense nationale :

« Le concessionnaire sera tenu d'établir et d'entretenir à ses frais un dispositif de mine dans le barrage de Manda sur le Var et un autre... en des points et suivant des dispositions à fixer d'accord avec le service compétent ».

Certains cahiers, comme ceux des usines des Piques et de Luchon, dont certaines dépendances sont établies sur des forêts domaniales ont, insérée à l'article 12, une clause de responsabilité spéciale, tendant à laisser de façon permanente à la charge du concessionnaire la répa-

ration des dommages que l'exécution de l'équipement pourrait occasionner indirectement :

« La société concessionnaire aura éventuellement à sa charge
« la réparation de tous dégâts et dommages qui seront causés,
« tant à la route nationale qu'aux prairies particulières et aux
« sentiers forestiers, du fait des entraînements de pierrailles
« provenant de déblais jetés et abandonnés sur les pentes dans la
« forêt domaniale ».

B. — *Rétablissement de l'écoulement des eaux*

Une seconde série de prestations en nature s'applique aux travaux à entreprendre pour « rétablir et assurer le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par les travaux ».

Tout d'abord, l'alimentation en eau potable des communes riveraines peut être réduite par les travaux. « Les concessionnaires, doivent rétablir à leurs frais cette alimentation, tant comme quantité, que comme qualité des eaux actuellement utilisées », dit le cahier de Pébernat, et celui d'Orthez précise que « les travaux de rétablissement devront être terminés avant l'aveuglement des sources actuelles ».

Divers cahiers s'occupent de l'abreuvement des bestiaux qui peut être rendu plus difficile : ainsi, on lit dans le cahier de Lassoula-Tramezaygues :

« Le concessionnaire sera tenu d'établir, entretenir à ses frais
« et assurer l'alimentation en eau dans les vallées de Clarabide
« et de Lapes des abreuvoirs nécessaires pour parer aux incon-
« vénients qui seront la conséquence au point de vue pastoral
« du faible débit laissé dans ces cours d'eau en aval du barrage ».

Enfin, souvent l'article 13 prévoit l'établissement, aux frais du concessionnaire, de rampes d'accès permettant au bétail de s'abreuver « sans danger quel que soit le niveau de la retenue » dit le cahier d'Eguzon.

Le concessionnaire devra faire reprendre à la rivière son cours naturel lorsque sa déviation aura été nécessaire pendant la période de construction, notamment pour permettre l'édification du barrage : cette obligation n'en est pas une réalité, car les travaux effectués n'auraient aucune raison d'être sans ce rétablissement.

Les eaux déviées peuvent cependant ne présenter aucun intérêt au point de vue énergie ; le concessionnaire aurait donc tendance à ne pas effectuer les travaux utiles pour leur faire reprendre leur ancien lit ; l'article 12 lui en fait une obligation (usine de Lau Balagnas pour le ruisseau d'Arcizans). Mais les ouvrages, tels qu'ils se présentent dans leur situation définitive peuvent s'opposer à ce retour ; le cours des eaux restera modifié. Dans ce cas, le concessionnaire devra exécuter les travaux nécessaires pour faciliter, en causant le minimum de préjudice, l'écoulement des eaux à travers les fonds voisins. Il devra verser en outre aux propriétaires de ces fonds une indemnité pour l'établissement ou l'aggravation de la servitude d'écoulement.

La situation inverse se présentera plus fréquemment : les riverains d'aval avaient aménagé des prises d'eau en vue de l'irrigation, et le lit de la rivière est asséché. Nous savons que le concessionnaire, dans un cas de ce genre, doit, sauf exception, opérer la restitution en nature, et qu'il dispose à cet effet des servitudes d'aqueduc et d'appui.

C'est l'application de ce principe que l'article 12 du cahier des charges présente en ces termes :

« Dans le cas où les ouvrages de la concession feraient obstacle à ce que les canaux ou rigoles d'arrosage s'alimentent
« comme par le passé, il pourra notamment être tenu de réta-
« blir leur alimentation au moyen d'eaux prises dans ses propres
« canalisations ».

Cela suppose que les nouvelles prises d'eau se feront dans le bassin réservoir ou le long d'un canal d'amenée à ciel ouvert, et, en général, pour atteindre les propriétés bénéficiaires, il faudra utiliser les servitudes d'aqueduc.

Mais souvent, pour ne pas dire toujours, il est réservé un débit minimum en aval du barrage, pour les besoins de l'irrigation. Seulement, pour que cette eau soit utilisable il faut apporter au lit de la rivière certaines modifications, créer, par exemple, des bassins collecteurs élevant le niveau de l'eau de façon que les ouvrages de prise d'eau soient alimentés dans les mêmes conditions qu'autrefois, et pour cet aménagement, le concessionnaire pourra, à

l'encontre des riverains, invoquer la servitude d'appui. Le concessionnaire aura donc souvent le choix entre l'aménagement du lit pour l'alimentation directe des anciennes prises d'eau et la création de nouvelles prises en amont du barrage ou dans le canal d'amenée, avec application de servitudes d'aqueduc sur les fonds intermédiaires.

Dans le cas où l'alimentation se ferait au moyen d'eaux prises dans les canalisations du concessionnaire, le débit réservé en aval du barrage pourra par une disposition expresse de l'article 12 être diminué de la quantité ainsi transportée (usine de Sabart). Certains cahiers spécifient explicitement que l'eau qui peut être prélevée dans le réservoir ou dans le canal d'amenée pour l'alimentation de canaux d'arrosage n'entre pas en ligne de compte pour la détermination du débit réservé mentionné à l'article 5 (Lestelle, Chapitre...). Les cahiers de Pointis, Gentille Saint-Sernin, Camon et Rondeau en particulier fixent de façon très détaillée les conditions d'alimentation des canaux d'arrosage, et le cahier de Lau-Balagnas prévoit au même article 12 l'établissement d'un canal de dérivation pour l'alimentation de ces canaux.

Les propriétaires des fonds intermédiaires pourraient s'opposer à l'application des servitudes d'aqueduc en démontrant que le concessionnaire peut, sans difficultés et sans dépenses exagérées, aménager le lit en aval du barrage.

Enfin, la présence de bassins et de canaux peut provoquer des infiltrations d'eau nuisibles aux parties basses du territoire. L'article 12 dans son dernier paragraphe impose au concessionnaire l'obligation d'effectuer tous les travaux qui seraient reconnus nécessaires par l'Administration pour porter remède aux infiltrations provenant des canalisations. Est-ce à dire que le concessionnaire n'est pas responsable de celles qui proviendraient du bassin de retenue ? Certainement pas ; mais il faut dans ce dernier cas appliquer les règles du droit commun. La raison de cette différence de traitement, dans le principe, s'explique sans difficulté : d'un côté il y a faute directe du concessionnaire qui a creusé

les canaux ; il aurait dû prendre dans son travail toutes les précautions nécessaires et faire en particulier des revêtements suffisants dans les parties perméables pour éviter les infiltrations. Au contraire, le bassin de retenue n'a pas été créé de toutes pièces par la main de l'homme ; celui-ci s'est contenté de fermer par un barrage une extrémité de ce bassin ; dans ce dernier cas, le préjudice est encore dû à l'existence de l'équipement, mais la faute du concessionnaire est moins grave parce que indirecte.

Il n'en doit pas moins la réparation et il faut appliquer ici la clause déjà citée du même article 12 du cahier des charges : « Il sera tenu d'assurer à ses frais le libre écoulement des eaux naturelles ou artificielles dont le cours serait détourné ou modifié par ses travaux », ce qui revient à lui donner le droit d'imposer des servitudes de passage sur les fonds situés en contrebas, moyennant le paiement d'une indemnité aux propriétaires lésés.

Si les infiltrations étaient considérables, l'Administration pourrait, en vertu de son pouvoir de réglementation générale défini à l'article 9 de la loi de 1898 sur le régime des eaux, imposer au concessionnaire, soit des travaux de défense, soit l'abaissement du niveau de retenue ; une disposition de ce genre doit être exceptionnelle.

Certains cahiers complètent les prescriptions générales du cahier type en prescrivant des mesures spéciales ; celui de l'Orne indique :

« En ce qui concerne les eaux d'infiltration des terrains occupés par la voie ferrée, leur évacuation sera assurée au moyen de conduites placées de distance en distance, noyées dans le radier du canal et aboutissant dans le lit de l'Orne.

« Le concessionnaire devra effectuer tous travaux d'assainissement, fossés ou drainages, reconnus nécessaires pour éviter aux terrains avoisinants toute dépréciation provenant de l'élévation de l'eau de la rivière ».

« Il devra également, dit le cahier d'Halsou, prendre les dispositions qui seraient reconnues nécessaires par l'Administration pour empêcher que les infiltrations d'eau qui proviendraient de ses canalisations nuisent aux parties basses du territoire, et notamment construire et entretenir à ses frais des aqueducs passant sous le canal d'aménée et déversant dans la Nive les eaux de ruissellement et d'égouttement des terrains situés sur la rive droite du canal dont le nombre et l'emplacement seront arrêtés d'accord avec les services compétents ».

C. — Reconstitution de la production agricole

Le riverain dont les terrains sont submergés reçoit une indemnité qui tient compte du préjudice dû à la privation de jouissance de son fonds ; il peut même exiger l'acquisition en pleine propriété de ces terrains par le concessionnaire car la servitude d'occupation ne peut être imposée que pendant la durée des travaux. Les intérêts particuliers sont donc sauvegardés.

Mais il faut compter maintenant avec les intérêts généraux qui vont, du fait de la suppression d'une zone cultivable, subir un préjudice certain mais assez difficile à chiffrer.

Un premier point est acquis : il n'y a lieu à réparation que si le préjudice est très important, c'est-à-dire si les surfaces noyées sont très grandes et affectent, soit des terres cultivables, soit des forêts ; d'où l'application de la clause de l'article 13 du cahier des charges dans le cas seulement de grands barrages réservoirs.

Un second point est à retenir : l'indemnité qui peut être versée au titre de la reconstitution de la production agricole se superpose à celle déjà acquise aux divers riverains pour privation de jouissance de leurs fonds.

Nous avons dit qu'il y avait lieu à indemnité ; le terme est impropre, car l'article 13 parle simplement de contribution à la reconstitution de la production agricole. De fait cette contribution peut consister, soit en une subvention globale, soit en une subvention périodique pendant un temps déterminé, soit même en réserves d'énergie. Les bénéficiaires de cette contribution seront les organismes administratifs chargés de la protection agricole et représentés par le service du génie rural qui fera la répartition des subventions.

Comme il s'agit de la sauvegarde d'intérêts généraux, il n'est pas nécessaire que les améliorations soient apportées dans le voisinage immédiat de la zone submergée ; en application de ce principe, le Comité consultatif dans un cas d'espèce (Chambon) a demandé que la subvention serve au reboisement, non pas seulement de la zone en

amont du barrage, mais de tout le bassin du cours d'eau intéressé.

En général, la subvention concerne les travaux de drainage et d'assainissement entrepris par les Associations syndicales de propriétaires.

Quand les travaux n'ont pas intercepté de voies de communication, gués par exemple, il ne peut être question à l'article 12 de prévoir des dispositifs de remplacement, tels que des bacs ; il peut cependant en être prévu, mais au titre de l'article 13 (Taurion).

Quelquefois, il est prévu une contribution pour l'établissement de réseaux de distribution d'énergie dans les communes intéressées directement par le remous et éventuellement les communes avoisinantes (Cize Bolozon, l'Isles Jourdain, la Roche au Moine, Vienne Supérieure). De telles dispositions se trouvent également insérées à l'article 48 (la Virolle, Vézins, Jousseau).

On peut aussi imposer au concessionnaire la construction éventuelle d'une ligne de distribution locale (Taurion, la Glane, Chezery, Vienne Supérieure). Le concessionnaire pour cet établissement profitera en général des servitudes de l'article 12 de la loi de 1906 au titre de l'électrification rurale. Parfois le cahier des charges fait correspondre à la construction d'une ligne de distribution une réduction du montant de la redevance proportionnelle (Dognon).

Le cahier de la Lyonne enregistre l'engagement du concessionnaire de demander une concession communale de distribution d'énergie et fixe les tarifs auxquels l'énergie sera livrée aux usagers, avec ristourne aux communes sur les recettes effectuées.

Dans tous les cas, l'article 13 fixe le maximum des dépenses qui pourront être imposées au concessionnaire en application des dispositions prévues et la contribution ne sera effective qu'autant que les aménagements indiqués seront réalisés, quelquefois dans une limite de temps assez courte.

D. — *Participation financière de l'Etat*

L'article 7 de la loi de 1919 prévoit la possibilité pour l'Etat d'allouer « une contribution, sous forme d'avance ou de subvention, aux concessionnaires d'entreprises dont l'objet principal est la fourniture de l'énergie à des services publics ou intéressant la défense nationale, ainsi qu'à ceux qui prennent à leur charge des travaux d'aménagement susceptibles d'améliorer de façon notable les conditions d'utilisation agricole du cours d'eau et de régulariser son régime ». Comme on le voit, il est peu de concessionnaires qui ne puissent demander et obtenir, dans la mesure où les crédits le permettent, le concours financier de l'Etat.

En application de cette clause, l'article 10 de la loi demande que le cahier des charges détermine :

« d) Lorsque l'Etat contribuera sous forme d'avance, le montant des obligations qui pourront lui être attribuées en proportion de sa contribution.

« e) Lorsque l'Etat contribuera sous forme de subvention, le montant des actions ordinaires qui pourront lui être attribuées en proportion de sa contribution.

« f) Lorsque l'Etat souscrira une partie du capital social, le montant des actions privilégiées qui lui seront remises en représentation de sa participation.

« g) Dans tous les cas où l'Etat contribuera financièrement à l'entreprise, le nombre des représentants au Conseil d'administration qu'il pourra exiger ».

Il faut aussi signaler que l'Etat peut être intéressé financièrement au succès de l'entreprise sans contribuer aux dépenses par l'attribution « d'actions d'apport entièrement libérées, en quantités variables, notamment selon la classification du cours d'eau dont dépend la chute concédée, la puissance et la destination de l'usine ».

Un décret d'Administration publique du 18 octobre 1923 a fixé les conditions de la représentation de l'Etat dans les sociétés auxquelles il contribue financièrement sous forme d'avance ou de subvention. L'article 1^{er} de ce décret précise que ces conditions devront être fixées, d'une part dans le cahier des charges et d'autre part dans les statuts de la société concessionnaire qui devront à cet

effet être soumis pour vérification au visa du ministre des Travaux Publics.

L'Etat actionnaire doit être représenté aux assemblées par un délégué qui n'est pas tenu d'être personnellement propriétaire d'actions et le nombre de voix dont il dispose est fixé d'après le nombre d'actions qu'il possède, et conformément aux lois sur les sociétés et aux dispositions statutaires.

L'Etat actionnaire doit être représenté au conseil d'administration par un nombre de délégués proportionnel au rapport du montant nominal de ses actions au capital social et, dans tous les cas, par un au moins ; ces représentants ne sont pas tenus d'être personnellement propriétaires d'actions et leur nomination n'est pas soumise à l'approbation de l'assemblée générale. Ces particularités mises à part, il n'est pas dérogé aux lois sur les sociétés.

L'Etat obligataire est représenté par un commissaire du gouvernement tenu d'assister aux séances de l'assemblée générale et du conseil d'administration au cours desquelles il a le droit de présenter avec inscription au procès-verbal des observations sur les mesures qui lui paraissent intéresser l'Etat en tant que créancier ; en outre, il possède les mêmes droits de contrôle que les commissaires aux comptes.

En principe, les clauses « concernant la participation financière de l'Etat, s'il y a lieu, dans les travaux d'aménagement » doivent figurer à l'article 48 du cahier des charges. Un seul cahier, celui de Guerlédan, donne en détail les conditions de cette participation : subventions diverses, attribution d'actions de priorité en contrepartie d'une fraction des subventions, partage des bénéfices, réserves extraordinaires, représentation de l'Etat au conseil d'administration. Mais en général il est passé une convention spéciale entre l'Etat et le concessionnaire mettant au point les conditions de cette participation et le Comité consultatif a émis l'opinion qu'il suffisait que l'article 48 se réfère à la convention financière « sans qu'il ait à en reproduire tous les termes ». C'est ce que font les cahiers de l'Aber Wrach, Diouris, Puyvalador.

E. — *Cautionnement*

L'article 57 du cahier des charges spécifie qu'avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire devra, a dû serait-il plus logique de lire, verser un cautionnement.

« Le cautionnement est destiné à garantir la bonne exécution et l'entretien des ouvrages ». Ce souci de la part de l'Administration de se faire donner dès le début des moyens de coercition effectifs pour combattre le mauvais vouloir possible du concessionnaire aux injonctions du service du contrôle technique se trouve dans tous les marchés de travaux publics. Nous trouvons donc ici une assimilation non déguisée entre les travaux d'un concessionnaire de chute et les travaux publics, et cette assimilation n'a pas été une création arbitraire de l'Administration ; on la retrouve dans l'esprit du législateur de 1919, au 16^o de l'article 10 de la loi.

Le cahier des charges, pour les conditions d'application de cette garantie, renvoie aux lois et règlements publiés sur cette question en matière de travaux publics. Dans ces conditions, il faut dire que le cautionnement constitué pour l'Administration est un gage, mais ne saurait être considéré comme une sorte de dédit auquel l'adjudicataire pourrait recourir pour se soustraire aux obligations de son contrat ; nous verrons qu'il est prévu en pareil cas une sanction spéciale, la déchéance, dont nous examinerons plus loin les modalités d'application.

Le cautionnement étant un gage, les dispositions des articles 2275 et suivants du Code civil lui sont applicables ; l'Etat aura donc un droit de préférence par rapport aux autres créanciers du concessionnaire, même si ceux-ci sont des ouvriers ou des fournisseurs.

En principe, le cautionnement doit être versé en argent ; son montant est fixé à une fraction comprise suivant les cas entre le trentième et le deux centième du montant des frais prévus pour les travaux.

Le dépôt doit être fait, soit directement à la caisse des dépôts et consignations, soit pour le compte de cette

caisse, à la trésorerie générale ou à une recette des finances départementale. Mais, de même qu'en matière de travaux publics, le cautionnement en argent peut être remplacé par l'engagement d'une caution. « Au cautionnement, dit l'article 57 du cahier des charges, peut être substituée, avec l'agrément de l'Administration, une garantie bancaire ». Signalons, pour mémoire, que l'établissement financier caution doit avoir un nantissement en dépôt à la caisse des dépôts et consignations d'une valeur au moins égale au 1/10 des cautionnements garantis et qu'il est pourvu d'un carnet de contrôle sur lequel sont mentionnées les diverses opérations susceptibles d'influer sur sa capacité de cautionnement, celle-ci étant déterminée par le nantissement déposé. Ce carnet de contrôle est donc transmis à l'ingénieur en chef accompagné d'une déclaration sur timbre, dans laquelle il indique le montant du cautionnement.

Exceptionnellement, le cautionnement est parfois supprimé : « En raison de l'importance des installations existantes, dit le cahier du Moulin de Beaufort, et du fait que le concessionnaire est une commune, il est dispensé du cautionnement ». Il en est de même pour le cahier d'Etables, qui porte sur des aménagements nouveaux concédés à une régie communale. La qualité du concessionnaire et les moyens d'action ordinaires de l'Administration à son encontre ont paru suffisants.

La moitié, et quelquefois le tiers (Isles Jourdain, Chardès), du cautionnement versé avant l'octroi de la concession est remboursé après le récolement des travaux. Il en résulte que si les travaux sont déjà effectués au moment de l'octroi de la concession, l'article 57 du cahier des charges devra être modifié dans sa rédaction de façon à ne faire apparaître que le cautionnement définitif, celui qui est maintenu pendant toute la durée de la concession comme garantie du bon entretien des ouvrages (Piques, Luzenac, Luchon, Tuilière, Legugnon).

Si l'Administration se trouve dans l'obligation de faire un prélèvement sur le cautionnement, le concessionnaire devra, quinze jours après la mise en demeure qui lui en sera faite, le compléter à nouveau. Nous ver-

rons plus loin quelles sanctions pourraient lui être appliquées s'il n'obéissait pas à cette injonction.

Le montant des cautionnements demandés jusqu'à ce jour varie depuis 1.500.000 francs (Roquesteron) à 800 francs (la Frasnée). Les forts cautionnements concernent en général des concessions intéressant plusieurs équipements. Le remboursement partiel du cautionnement peut alors se faire soit par fractions égales à l'achèvement de chacune des usines (Pied de Borne) soit en une seule fois à l'achèvement d'un groupe d'usines (Roquesteron).

La concession de Breil présente une particularité originale : le cautionnement est fixé à 1.060.000 francs, dont 1.000.000 « destiné spécialement à garantir l'exécution des ouvrages prévus à l'article 6 pour l'écoulement des crues ». Cette somme doit être remboursée complètement après l'exécution de ces ouvrages. Elle sert de garantie à la diligence du concessionnaire : « Au cas où ces travaux, dit l'article 57 de ce cahier, n'auraient pas été commencés dans un délai de trois mois à dater de l'approbation du projet, poursuivis avec diligence et achevés dans le délai d'un an, il sera procédé d'office à leur exécution aux frais de la société, étant entendu que les dépenses y afférentes seront prélevées sur ladite somme de 1.000.000 ». Les 60.000 francs restant sont soumis à la réglementation générale.

F. — *Frais d'enregistrement. Loi du 11 Juillet 1928*

L'article 61 et dernier du cahier des charges fait supporter par le concessionnaire « les frais de timbre et d'enregistrement du cahier des charges et des conventions auxquelles il est annexé ».

En outre, le Comité consultatif a fait préciser à diverses reprises, au même article 61, que les frais de publication de ces divers documents au Journal officiel seront également à la charge du concessionnaire.

En ce qui concerne les frais d'enregistrement, il y a eu pendant longtemps un certain flottement dans le choix des règles de détermination de ces frais. Quelquefois,

assez rarement il est vrai, on appliquait un droit fixe. Mais le plus souvent, l'Administration de l'enregistrement appliquait d'une part un droit de 1,2 % sur le montant de la dépense prévue pour les travaux, taux en vigueur pour les marchés de travaux publics, auxquels étaient donc assimilés les travaux d'équipement de la chute, et d'autre part un droit de 0,7 % sur le montant cumulé des redevances dues par le concessionnaire, taux en vigueur pour les baux immobiliers.

Il en résultait une aggravation très importante des charges que devaient supporter certains équipements et la chambre syndicale des forces hydrauliques n'a pas cessé de protester contre l'application de ces taux élevés qui gênaient l'essor de l'aménagement des forces hydrauliques. Le troisième congrès de la houille blanche, en 1925 émit également un vœu demandant, au point de vue frais d'enregistrement, l'assimilation des concessions de chute d'eau avec les concessions de chemins de fer, qui sont bien des concessions de travaux publics, mais jouissant d'un traitement de faveur puisque les conventions qui les créent et les cahiers des charges qui les régissent sont soumis au seul droit fixe d'enregistrement. Le résultat de cette campagne fut le dépôt et le vote rapide de la loi du 11 juillet 1928 qui prescrit dans son article 1^{er} que les concessions de forces hydrauliques ainsi que les cahiers des charges annexés seront enregistrés au droit fixe de 22 francs 50.

Le droit de timbre n'a pas été touché par le législateur de 1928 car il est de nature différente de celle du droit d'enregistrement ; tandis que le premier est un droit sur un écrit « devant et pouvant faire titre », le second est un droit sur un fait juridique ; son taux est d'ailleurs minime.

Puisque nous parlons de la loi de juillet 1928, il est intéressant de signaler une autre prescription de cette loi.

Nous avons vu que le concessionnaire avait la jouissance de servitudes d'occupation sur les terrains nécessaires à l'aménagement de la chute ; nous avons vu également que, si son entreprise était déclarée d'utilité publique, il pouvait utiliser la procédure de l'expropriation.

Avant 1928, au point de vue fiscal, les deux procédés n'avaient pas le même intérêt ; en effet, tandis que tous les actes relatifs à la procédure d'expropriation sont, en vertu de la loi de 1841, visés pour timbre et enregistrés gratis, toutes les conventions se rapportant à l'exercice des droits exceptionnels conférés par le législateur de 1919 au concessionnaire devaient supporter des droits d'enregistrement parfois élevés. Cette différence de traitement avait quelque chose de choquant car un même fait matériel, l'occupation d'une parcelle de terre par exemple, pouvait être réalisé par l'un ou l'autre des procédés en question. L'article 2 de la loi du 8 juillet 1928 a étendu aux actes passés en application des servitudes légales de l'article 4 de la loi de 1919 la gratuité fiscale de règle pour les actes touchant à l'expropriation.

Enfin, une troisième règle a été posée par cette loi de 1928, assujettissant au seul droit fixe de 22 francs 50 la cession des droits du concessionnaire à un tiers ; il n'y avait pas en effet de raison de traiter plus mal qu'un concessionnaire, le cessionnaire de ses droits.

G. — *Election de domicile*

Le concessionnaire doit faire élection de domicile dans la région où les travaux sont effectués (article 60 du cahier des charges). Ceux-ci terminés, l'élection de domicile peut être reportée au siège social de l'entreprise.

Si cette élection de domicile n'est pas faite, toute notification ou signification sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture du département correspondant.

C'est au préfet que le concessionnaire doit faire connaître le lieu de son domicile.

DEUXIÈME PARTIE

Exploitation de la concession

CHAPITRE V

Rapports du concessionnaire avec l'Administration

Pendant la construction des ouvrages, le concessionnaire est étroitement surveillé par l'Administration. L'usine une fois mise en route, un relâchement de la surveillance paraîtrait naturel, toutes les précautions préventives ayant été prises en vue du bon fonctionnement de l'équipement. Il est certain que le concessionnaire aura maintenant moins d'occasions de discuter avec le service du contrôle ; mais celui-ci conserve un droit de regard sur la façon dont sont entretenus et se comportent les ouvrages et dont est menée l'exploitation ; il doit de plus surveiller la bonne exécution des engagements pris par le concessionnaire. Ce sont là divers points que nous allons préciser, laissant toutefois de côté, pour le moment, les questions qui se réfèrent aux obligations fiscales et financières du concessionnaire.

SECTION I

La sauvegarde des intérêts généraux

A. — *Règlements administratifs*

En donnant une concession de chute d'eau, l'Etat n'a pas aliéné son droit de réglementation, même si celui-ci vient à porter atteinte, par voie de conséquence

directe ou indirecte, aux droits de jouissance du concessionnaire. C'est ce qu'exprime l'article 14 du cahier des charges :

« Le concessionnaire sera tenu de se conformer aux règlements existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne la police des eaux, la navigation et le flottage, la défense nationale, la protection contre les inondations, la salubrité publique, l'alimentation des populations riveraines, l'irrigation, la conservation et la libre circulation des poissons, la protection des sites et paysages ».

Les divers cahiers particuliers reproduisent, sans modification, le texte de l'article 14 du cahier type. On peut cependant signaler comme exceptions le cahier du Doron de Beaufort et celui de Viclaire, qui prévoient dès ce moment là la participation du concessionnaire à l'organisation et au fonctionnement d'un service d'annonce des crues et dans ce but la construction éventuelle d'une ligne téléphonique reliant les diverses usines et prises d'eau et le raccord de cette ligne au réseau spécial d'annonce des crues.

Le concessionnaire ne pourra donc s'opposer à l'application des nouveaux règlements administratifs qui viendraient à être publiés, en cours d'exploitation. Reste à savoir s'il doit être indemnisé du préjudice qu'il va subir de ce fait. La loi de 1919 n'a pas donné de solution à cette question ; pour la trancher, il faut donc nous reporter aux règles générales de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux.

Nous trouvons à l'article 14 de cette loi, au titre des cours d'eau non domaniaux, la prescription suivante :

« Les permissions (on sait qu'il ne pouvait à cette époque là être question de concessions) peuvent être révoquées ou modifiées sans indemnité, soit dans l'intérêt de la salubrité publique, soit pour prévenir ou faire cesser les inondations, soit enfin dans le cas de la réglementation générale prévue par l'article 9 (réglementation faite par décret et tâchant de concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété et aux droits et usages antérieurement établis). Dans tous les autres cas, elles ne peuvent être révoquées ou modifiées que moyennant indemnité ».

Pour les cours d'eau domaniaux, nous lisons à l'article 45 de la loi de 1898 :

« Les prises d'eau et autres établissements créés sur les cours d'eau navigables ou flottables, même avec autorisation, peuvent toujours être modifiés ou supprimés. Une indemnité n'est due que lorsque les prises d'eau ou établissements dont la suppression est ordonnée ont une existence légale ».

Avant 1919, la situation se présentait donc de la façon suivante :

Tout usinier devait, quel que soit le classement de la rivière sur laquelle était placé son équipement, supporter toute modification et éventuellement toute suppression demandée par l'Administration.

Si l'équipement intéressait une rivière non domaniale, le propriétaire de l'usine avait droit à une indemnité sauf dans les trois hypothèses de : danger d'inondation, salubrité publique, réglementation générale.

Au contraire, sur les rivières domaniales, il n'avait, dans aucun cas, droit à indemnité.

Enfin, les usines fondées en titre, comme l'a exposé M. Mestre, devaient obéir, quelle que soit la nature du cours d'eau sur lequel elles étaient édifiées, aux règles applicables aux usines ordinaires équipées avant 1919 sur les rivières non domaniales.

Passons maintenant à la réglementation actuelle.

L'usine concédée occupe au point de vue juridique une situation intermédiaire entre celles des deux types qu'on rencontrait avant 1919, toute distinction due à la nature du cours d'eau étant, depuis 1919, supprimée en ce qui concerne le régime des forces hydrauliques ; par conséquent, la solution applicable devra être uniforme. Le concessionnaire n'a pas, comme l'usinier d'avant 1919 établi sur une rivière non navigable ni flottable, un droit de propriété sur ses installations, bien que certaines dispositions de la nouvelle loi paraissent appuyer cette thèse ; d'autre part, le droit dont il jouit sur la chute n'est pas révocable « ad nutum » comme l'était celui du permissionnaire établi sur un cours d'eau navigable ou flottable.

En principe, le concessionnaire doit donc être indemnisé du préjudice qu'il subit à la suite de l'application d'un nouveau règlement administratif. Il ne sera pas dû d'indemnité si l'on se trouve dans une des trois hypo-

thèses de l'article 14 de la loi de 1898 : danger d'inondation, salubrité publique, réglementation générale du cours d'eau. De plus, il existe, à la charge du concessionnaire, certaines obligations non indemnisables, spécifiées au chapitre III du cahier des charges, qui sont à ajouter à celles de l'article 14 de la loi de 1898 ; nous allons les examiner.

B. — *Obligations particulières.*

L'article 15 du cahier des charges s'occupe de l'écoulement des eaux :

« L'Administration se réserve expressément le droit de régler les éclusées de l'usine en obligeant, s'il y a lieu, le concessionnaire à maintenir dans le canal de fuite par un bassin de compensation ou par tous les autres dispositifs appropriés, le débit nécessaire pour sauvegarder les intérêts généraux et au besoin un débit égal à celui qui arrive à la prise d'eau, sans qu'il puisse y faire opposition ou prétendre à une indemnité de ce chef ».

Le bassin de compensation a pu être prévu dès l'octroi de la concession et se trouve alors mentionné à l'article 6 donnant la description des ouvrages principaux (Pont de Brion, Rory); dans ce cas, l'article 15 doit être modifié car il ne prévoit la construction d'un bassin de ce genre qu'à titre simplement éventuel.

Parfois, l'article 15 indique la capacité minimum que devra avoir ce bassin de compensation, en fixe l'emplacement et précise les délais de présentation des projets, de commencement et d'achèvement des travaux, comptés à partir de l'invitation faite par l'Administration de construire cet ouvrage (cahier de la Llau).

Certains cahiers, comme celui de Vézins, signalent que le bassin de compensation, s'il est réalisé, fera partie des dépendances immobilières de la concession, ce qui est bien évident.

Il n'est question ici que de la réglementation du débit en aval du canal de fuite ; en effet, le débit à réserver en aval du barrage est explicitement prévu à l'article 5 donnant les caractéristiques de la prise d'eau, et l'Administration ne saurait modifier ce débit en cours

d'exploitation sans indemniser le concessionnaire pour le préjudice résultant de la suppression de l'énergie correspondante.

Quand la concession porte, non pas sur l'équipement d'une usine hydro-électrique, mais sur la création d'un réservoir sans usine adjacente, le libellé de l'article 15, prévu au cahier type ne saurait, de toute évidence, être maintenu sans modification. Ainsi l'article 15 du cahier de Puyvalador régleme la manœuvre des vannes en vue des besoins agricoles et fixe les débits qui devront être évacués pendant les différentes périodes d'arrosage.

L'article 15 du cahier type est généralement reproduit sans modification ni addition. Il existe toutefois quelques exceptions à cette règle. Tantôt, comme dans le cahier de la Vienne Supérieure, il est prévu la rédaction par le concessionnaire d'une consigne d'exploitation réglementant l'utilisation des réserves d'eau ; tantôt l'Administration précise cette consigne, en particulier, en vue de l'évacuation des crues.

« « Dès que les eaux dépassent le niveau légal de la retenue, le concessionnaire sera tenu d'ouvrir les vannes de décharge pour maintenir les eaux à ce niveau, disent les cahiers de Saint-Point et Remoray et d'Orthez. Faute par lui d'exécuter en même temps utile les manœuvres nécessaires à l'écoulement des crues, les agents de la navigation pourront y procéder eux-mêmes d'office, et ce sans préjudice des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée, à raison des pertes et dommages résultant de ce refus ou de cette négligence ».

Même si l'Administration ne faisait pas application de l'article 15, les riverains d'aval qui auraient à se plaindre de l'irrégularité du débit de la rivière due au fonctionnement de l'usine pourraient actionner le concessionnaire en réparation du préjudice qui leur est causé et provoquer un règlement d'eau judiciaire. C'est pour éviter une cascade de procès de ce genre que l'Administration s'est réservé le droit de réglementer les éclusées de l'usine et de contraindre le concessionnaire à créer tous les dispositifs nécessaires pour que l'équipement concédé n'apporte aucun trouble dans le régime naturel de la rivière en aval du canal de fuite. Il serait contraire à l'intérêt général que la création d'ouvrages en un point

déterminé d'un cours d'eau soit une source de troubles dans son régime hydraulique d'aval ; en fait, le plus souvent, à la création de grands barrages de régularisation correspondra une amélioration de ce régime ; aux perturbations naturelles, il ne faut pas alors substituer des troubles artificiels dus à l'irrégularité des éclusées d'une usine de pointe ; cela seul justifie les mesures prévues à l'article 15 du cahier des charges.

Se trouve-t-on en présence d'une des hypothèses de l'article 14 de la loi de 1898 : la réglementation générale du cours d'eau ? Il n'en est rien, car la réglementation générale suppose la parution d'un décret rendu en Conseil d'Etat après enquête ; au contraire, il suffira ici d'une décision de l'Administration active sans qu'il soit besoin de demander l'avis du Conseil d'Etat ni de faire d'enquête préliminaire.

A l'article 16 du cahier des charges, qui n'existe que dans certains cas particuliers, il est question de la sauvegarde des intérêts généraux et plus spécialement de l'exercice de la navigation et du flottage.

Il y a d'abord les intérêts touristiques : mesures à adopter pour sauvegarder le caractère pittoresque des lieux intéressés par l'installation. Ainsi le cahier de l'Ellez, seul d'ailleurs à traiter de ces intérêts, prévoit dans ce but : « a) Construction du barrage en pierres rustiques... d) construction des bâtiments de l'usine dans le style des moulins bretons... ». De telles prescriptions seraient mieux à leur place à l'article 7.

Il arrive que l'article 16 contiennent des clauses de réserves : « Le concessionnaire, dit le cahier de Saint-Maurice, devra laisser prendre à ses canaux gratuitement, sur l'invitation de l'Administration, l'eau nécessaire à l'alimentation, aussi bien des anciens canaux d'arrosage que des nouveaux, à raison de deux litres par hectare arrosé... ». Une telle clause devrait plutôt figurer à l'article 21 ou à l'article 50 du cahier des charges.

De même la clause du cahier de Tuilière : « Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de retenue, le conces-

sionnaire sera tenu de manœuvrer les vannes de décharge pour ramener les eaux à ce niveau », inscrite à l'article 16, serait mieux à sa place à l'article 15.

Sur les rivières dont les apports solides sont importants, l'édification d'un barrage peut, si certaines mesures ne sont pas prises, entraîner l'exhaussement du lit et provoquer des dommages aux fonds riverains. Déjà, d'après les règles générales sur le régime des eaux, les riverains sont tenus (articles 18 à 25 de la loi de 1898) de participer aux travaux de curage « nécessaires pour rétablir un cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles ». La présence du barrage va rendre plus nécessaires ces travaux et, comme de juste, ce sera le concessionnaire qui devra les exécuter. C'est en vertu de ses pouvoirs de police que l'Administration peut imposer le maintien du lit de la rivière libre de dépôts, en amont de la retenue, et faire insérer, dans ce but, une clause spéciale à l'article 16. Tantôt le procédé d'élimination des dépôts est mentionné : ouverture des vannes ou dragage (Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Kembs, Jousseau), tantôt toute liberté est laissée au concessionnaire (Castillon, Bonne Inférieure, Pont de Brion, Roquesteron...). L'article 16 du cahier du Chambon demande que les apports solides dans le bassin de compensation soient mis « en dépôt sur des terrains appartenant à la société concessionnaire ou qu'elle expropriera, en dehors des digues limitant le lit de la Romanche ».

Le flottage fait en général l'objet de la clause suivante : « Le concessionnaire sera tenu d'assurer parses soins le passage des bois flottés lorsqu'il en sera requis par les floteurs. Il pourra procéder à la dislocation des radeaux, à charge par lui de les reconstituer en aval du barrage » (Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Le Pollet).

Lorsque la concession porte sur une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation et utilisé par le concessionnaire sans modifications, la clause suivante, donnée dans la circulaire du 5 mars 1922, réserve les droits de l'Etat et les intérêts de la navigation.

« L'entretien et la manœuvre du barrage seront assurés
« exclusivement par le personnel de la navigation, de manière à
« satisfaire à tout instant et par priorité les besoins de la navigation, de l'écoulement des eaux, des glaces et des corps flottants.

« Le niveau de la retenue ne devant, en aucun cas, descendre
« au-dessous de la cote normale de navigation, le concessionnaire sera tenu, s'il est nécessaire, de procéder à la fermeture partielle ou totale des ouvrages de prise d'eau. En cas de refus, retard ou négligence de sa part, il y sera pourvu d'office et à ses frais par les agents de l'Administration ».

Cette clause se trouve sans modification dans le cahier de la Caillade ; celui de Villechien est plus catégorique : « Il est expressément interdit au concessionnaire de s'immiscer en rien dans les manœuvres relatives à la navigation... ». Au contraire, le cahier de Mauzac met l'entretien et la manœuvre du barrage pour les besoins de la navigation, à la charge du concessionnaire qui, dans ces conditions, sera « entièrement responsable des conséquences que pourrait entraîner le mauvais fonctionnement ou la manœuvre de ce barrage ».

Ces dispositions sont complétées, à l'article 48, laissé en blanc dans le cahier type pour l'insertion des « conditions particulières de la concession », de la façon suivante :

« Par le seul fait de l'acceptation de la concession, le concessionnaire sera réputé s'être rendu compte de l'état des ouvrages de la retenue, ainsi que des sujétions auxquelles il restera soumis.

« Il est entendu que ladite concession ne pourra, en aucun cas, augmenter les charges ni aggraver les responsabilités que l'exploitation, l'entretien ou l'usage de la voie navigable imposent actuellement, soit au budget de l'Etat, en ce qui concerne l'exécution des travaux de toute nature, soit à la batellerie et aux usagers en ce qui concerne les accidents qu'ils peuvent causer à des ouvrages autres que ceux qui auraient été établis dans l'intérêt exclusif du concessionnaire.

« L'Administration des travaux publics restera seul juge de la consistance, de l'opportunité et des méthodes d'exécution des travaux à entreprendre dans l'intérêt de la navigation et de l'écoulement des eaux, soit aux ouvrages de navigation, soit dans le chenal, et pourra notamment modifier les cotes d'eau, prescrire des chômages, et même supprimer les ouvrages de retenue ».

Cette clause qui a été arrêtée, d'accord avec le Comité consultatif, par le Conseil général des Ponts et Chaussées, et publiée dans la circulaire ministérielle du 5 mars

1922, se trouve reproduite dans les cahiers de la Bourélie, Mauzac, La Caillade, Villechien.

Quelquefois, la rédaction est plus laconique :

« Si, à quelque époque que ce soit, dit le cahier de la Tuilière, dans l'intérêt de la navigation ou de l'agriculture, l'Administration des travaux publics reconnaît nécessaire de prendre des dispositions qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages à lui concédés par la présente concession, le concessionnaire ne pourra jamais prétendre ... ».

Ainsi, lorsqu'une concession est accordée sur une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation, la situation du concessionnaire sera précaire ; l'Administration, à la seule condition d'invoquer l'intérêt de la navigation, a le pouvoir discrétionnaire de réduire ses droits de façon, soit permanente, soit temporaire. Mais le préjudice qui en résultera pour le concessionnaire sera en partie compensé par des réductions de redevances et de réserves ; s'il est trop élevé, le rachat pourra être demandé à toute époque. Ces dispositions font l'objet des articles 48 *bis* pour les réductions permanentes et 48 *ter* pour les réductions temporaires.

L'article 48 contient parfois une réglementation très détaillée du fonctionnement de certains ouvrages : c'est le cas du cahier de Lassoula-Tramezaygues en ce qui concerne l'utilisation des réserves d'eau, agricoles et industrielles du lac de Caillaouas. Nous verrons que les réglementations de ce genre se trouvent en général insérées à l'article 21 ou même font l'objet de conventions indépendantes auxquelles renvoie le cahier des charges.

Le renvoi à des conventions particulières se rencontre souvent à l'article 48 ; clauses financières, accords pour la sauvegarde des intérêts du domaine privé (usines des Piques, de Luchon, de l'Aigoual pour les forêts domaniales) ; mais tous les accords ne doivent pas figurer ici ; en particulier ceux qui concernent l'utilisation des réserves et l'indemnisation des riverains doivent être mentionnés à l'article 23.

L'article 17 n'appelle aucune remarque particulière ; contentons-nous de le citer : « Les eaux empruntées

seront rendues à la rivière pures, salubres et à une température voisine de celle du bief alimentaire ». Quand il s'agit d'une usine hydro-électrique, on ne voit pas trop l'utilité d'une telle prescription, qui se trouve toujours réalisée en fait.

C. — *Participation aux ententes*

Il est fréquent de voir plusieurs personnes mettre en commun divers moyens en vue d'un résultat qui doit bénéficier à toutes, résultat que chacune d'elles n'aurait pu atteindre isolément. C'est le cas des propriétaires dont les fonds sont susceptibles d'importantes plus-values, à condition d'effectuer sur eux certains travaux, tels que le drainage. Il existe trois sortes d'associations syndicales de propriétaires qui peuvent être créées dans ce but : les associations libres, autorisées et forcées.

Les premières ne présentent aucune particularité et supposent l'unanimité d'accord entre les intéressés.

Pour les secondes, qui jouissent de certaines prérogatives administratives, assimilation de leurs travaux à des travaux publics au point de vue de l'exercice de diverses servitudes par exemple, il suffit qu'une majorité de propriétaires intéressés à l'exécution des travaux, demande la formation de l'association pour que la minorité soit obligée de suivre le mouvement ; bien entendu ces associations ne peuvent se former que pour certains objets nettement définis par le législateur.

Enfin, la dernière catégorie peut être créée sans l'accord d'aucun des intéressés et, de plus, nul ne peut échapper à ses obligations en délaissant ses biens ; mais l'Administration ne peut imposer une association de ce genre que dans certains cas, en nombre restreint.

Nous nous trouvons ici devant une association forcée, malgré le terme anodin d'entente dont s'est servi le législateur de 1919. Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'article 28 de la loi au paragraphe 12 :

« Des règlements d'administration publique fixeront
« notamment.....

« 12° La forme et le fonctionnement des ententes que

l'Administration pourra imposer, sous sa direction et, le cas échéant, avec son concours financier, aux divers concessionnaires ou permissionnaires établis sur les cours d'eau d'une même vallée ou d'un même bassin.

a) Pour l'exécution des travaux d'intérêt collectif, tels que lignes de jonction des diverses usines, lignes de transport dans les départements voisins, aménagement des réserves d'eau pour régulariser le régime de la rivière, enlèvement des graviers et des apports, etc...

b) Pour l'exploitation des installations ainsi faites, le tout en vue de l'échange, de la répartition, du transport et de la meilleure utilisation de l'énergie.

c) Pour la fourniture aux agglomérations rurales de la quantité d'eau nécessaire à leur alimentation ».

t

L'objet de ces ententes est nettement différent de celui des associations même forcées dont il est parlé plus haut ; dans le cas des associations, les travaux doivent toujours profiter à leurs membres, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient avantageux à exécuter, d'où la division de ces associations en trois catégories ; dans le cas des ententes de la loi de 1919, il suffit de se reporter au texte de la loi pour constater qu'en principe le bénéfice direct retiré par le concessionnaire sera nul parce qu'il est en dehors de sa zone d'activité ; cela ne veut pas dire évidemment qu'il n'en retirera pas, après coup, certains avantages ; en participant, par exemple, à la création d'un réseau de distribution, il s'assure par là même des débouchés pour l'énergie de son usine de production ; mais il est hors de doute que le fait d'exécuter des travaux pour l'alimentation en eau d'agglomérations rurales ne saurait lui rapporter d'autre bénéfice qu'un bénéfice moral de reconnaissance des habitants qui n'en deviendront pas pour cela de meilleurs clients. Cependant, on peut imaginer, et il existe des ententes faites dans l'intérêt principal des concessionnaires : régularisation du cours de la Romanche par la construction du grand barrage du Chambon.

Les concessionnaires ne doivent pas supporter en principe tous les frais de premier établissement et tous ceux d'entretien ; la formation de l'entente est subordonnée à la participation aux frais des bénéficiaires de l'entente ; et comme il s'agit de travaux d'intérêt collectif, souvent l'Etat apportera son concours financier. En résumé, le but cherché par le législateur de 1919 a

été, en contrepartie des avantages par lui conférés au concessionnaire en lui accordant le droit d'exploiter une richesse nationale, de l'obliger à participer à la création d'un outillage régional en groupant dans ce but tous les concessionnaires de la région. On comprend dès lors l'assimilation de ces ententes avec les associations forcées. Les derniers paragraphes de l'article 28 de la loi de 1919 donnent quelques précisions sur leur mode de fonctionnement :

« Les ententes devront toujours être administrées par un conseil composé, d'une part de représentants de l'Etat et des collectivités riveraines désignées par l'autorité concédante, et, d'autre part, d'un nombre égal de représentants nommés par les divers concessionnaires ou permissionnaires de la vallée ou du bassin.

« Le président sera désigné par l'autorité concédante parmi les représentants de l'Etat : sa voix sera prépondérante en cas de partage égal de voix ».

Ainsi qu'on peut le remarquer, afin d'éviter toute obstruction de la part des membres représentants des concessionnaires qui ont intérêt à voir réduire leurs obligations, la majorité des voix est donnée aux représentants de l'Etat et des collectivités publiques.

Nous ne nous étendrons pas sur le fonctionnement de ces organismes dans lesquels le concessionnaire n'est souvent appelé à siéger que pour enregistrer les décisions de l'Administration. La charge qui est ainsi imposée au concessionnaire ne doit pas dépasser certaines limites raisonnables et il faut lui reconnaître le droit d'interjeter appel devant le Conseil d'Etat des décisions prises par le comité. Il y a là toute une série de problèmes qu'il serait fort intéressant d'examiner, mais qui nous éloigneraient trop du sujet de notre étude.

Signalons seulement que le règlement d'administration publique qui devait fixer le mode de fonctionnement de ces ententes n'est pas encore paru.

La rédaction habituellement admise pour l'article 18 du cahier des charges est, suivant le vœu du Comité consultatif des forces hydrauliques :

« Le concessionnaire sera tenu de participer dans les conditions qui seront fixées par les règlements d'administration

« publique à intervenir, aux ententes que l'Administration
 « pourra imposer en exécution de l'article 28, § 12, de la loi du
 « 15 octobre 1919 ».

Quand certains travaux d'utilité collective sont prévus dès l'époque de la rédaction du cahier des charges, il est ajouté au texte cité ci-dessus une clause particulière donnant les conditions spéciales suivant lesquelles l'entente pourra être imposée (Aber Wrach, Diouris, la Virolle, Castillon.....). « Il est en particulier spécifié, dit par exemple le cahier de la Diège, qu'une telle entente pourra être imposée en vue d'une meilleure utilisation de l'énergie totale de la Diège entre l'usine concédée et celle de la Bessette qui est située immédiatement en amont, le présent concessionnaire se réservant d'ailleurs de discuter les conditions techniques du couplage des deux usines ».

Quelquefois, la région intéressée pour l'application de cette clause est mentionnée sous la forme suivante : « Pour l'exécution des travaux intéressant la vallée de ou le bassin de ».

Le cahier de Kembs prévoit la possibilité de rachat de la concession à n'importe quelle époque à défaut d'accord du concessionnaire avec les autres intéressés.

D. — *Pénalités en cas d'infraction aux obligations ci-dessus*

Toute obligation, pour être efficace, doit être accompagnée d'une pénalité en cas d'infraction.

Pour les diverses obligations que nous venons d'examiner et qui sont mentionnées au chapitre III, articles 14 à 18 inclus du cahier des charges, il est prévu à l'article 56, en cas de manquement, une amende fixée en principe à 20 francs par jour, jusqu'à ce que l'infraction ait cessé.

Comme exception, on ne peut guère citer que les cahiers de la Bourelie et la Caillade (amende de 5 francs), de Villechien (amende de 10 francs), de Kembs (amende de 50 francs). Le cahier du Record prévoit une majoration de pénalité pour les articles 15 et 16 (100 francs). Cette amende s'applique également en cas de manquement aux

obligations des articles 1 et 7 : objet principal de l'entreprise et dispositions spéciales pour la sauvegarde des intérêts généraux. Le cahier d'Artigues porte la pénalité à 1.000 francs pour l'article 7, et celui d'Asasp à 100 fr.

La plupart des cahiers prévoient cette pénalité pour le débit réservé de l'article 5, bien que le cahier type n'en fasse pas mention ; elle est quelquefois augmentée et portée à 100 francs (Asasp), 130 francs (Bétherram, Saint-Pé) et même 500 francs (Legugnon).

Nous trouvons parfois cette même pénalité pour certaines prescriptions de l'article 12, rétablissement des communications et de l'écoulement des eaux (Record), quelquefois avec majoration de taux (100 francs pour Lau-Balagnas).

C'est là un premier échelon ; le second c'est la déchéance qui sera, comme nous le verrons plus loin, presque toujours applicable.

Bien entendu, si la résistance du concessionnaire cause un préjudice à des tiers, réparation leur sera due ; à l'amende se superposent alors des dommages-intérêts.

Exceptionnellement la sanction peut être le rachat quel que soit le délai écoulé depuis l'achèvement des travaux ; pour être applicable, elle doit être prévue dans le cahier des charges de façon nette ; il faut reconnaître que cette sanction est beaucoup plus douce que la déchéance, car elle permet au concessionnaire de récupérer, toujours, au moins le capital qu'il a engagé (Kembs pour l'article 18).

E. — *Autres concessions de l'Etat*

L'article 50 du cahier des charges réserve à l'autorité concédante la liberté d'accorder sur la rivière équipée d'autres concessions ou autorisations, sans que le concessionnaire puisse élever de protestations.

Il n'y a pas lieu de s'occuper de ce qui se passera en aval, à moins que les bénéficiaires de ces décisions administratives ne viennent gêner, par une surélévation du niveau des eaux, l'exploitation du concessionnaire déjà installé ; dans ce cas, ce dernier a le droit de se retourner

contre l'intrus et d'appeler l'Etat en garantie pour faire cesser le préjudice qui résulte pour lui de la mise en service de la nouvelle installation.

Cependant l'article 48 du cahier de Kembs donne à l'Etat le droit de concéder, en aval du canal de fuite une nouvelle retenue, même s'il est, de ce fait, porté atteinte aux droits du concessionnaire d'amont ; le mode d'indemnisation est d'ailleurs fixé dans le cahier des charges : si la réduction de hauteur de chute est inférieure à 25 cm, diminution proportionnelle de la redevance domaniale, des frais de contrôle et de la taxe de statistique ; si elle est supérieure à 25 cm., compensation en énergie ou à défaut indemnité en argent ; enfin, le rachat peut être demandé si la réduction de puissance normale dépasse 10 %.

Une usine hydro-électrique qui renvoie à la rivière tout le débit qu'elle a dérivé, en amont de la prise d'eau du concessionnaire d'aval, est peu gênante pour lui, surtout si l'Administration lui impose le maintien du même débit à l'aval qu'à l'amont par un des procédés déjà mentionnés. Mais il y aura au contraire préjudice si l'Administration autorise les riverains ou collectivités administratives à détourner une partie du cours en vue des besoins de l'irrigation ou de l'alimentation des centres habités. Il serait cependant inadmissible que l'autorité concédante ne puisse pas toucher à la rivière en amont de l'équipement concédé sous prétexte que son intervention va entraîner pour le concessionnaire une gêne d'exploitation ; les intérêts généraux du pays doivent passer avant l'intérêt particulier du concessionnaire ; mais celui-ci ne doit pas voir l'économie de son contrat bouleversée par la seule volonté de son cocontractant. Il y a donc une sorte d'équilibre à trouver. C'est pourquoi l'article 50 réserve à l'Etat le droit d'octroyer d'autres concessions ou autorisations dans des conditions bien déterminées, toute aggravation devant entraîner une réparation au profit du concessionnaire.

Les deux premiers paragraphes de cet article 50 ne s'appliquent qu'aux rivières domaniales :

« L'Etat se réserve de donner sur l..... et ses affluents faisant
« partie du domaine public, toutes les concessions et autorisa-

« tions prévues par la loi du 8 avril 1898 et toutes les autres
« concessions et autorisations qu'il jugera utiles pourvu qu'il
« n'en résulte aucun dommage pour le concessionnaire.

« Les prises d'eau autorisées ou concédées en amont de
« ne pourront en aucun cas être considérées comme entraînant
« pour le concessionnaire un dommage à condition que l'eau soit
« rendue à la rivière en amont de ».

Tels qu'il sont rédigés, ces deux alinéas ne présentent pas beaucoup d'intérêt car il est bien évident que le concessionnaire ne saurait élever de réclamation contre une nouvelle concession ou autorisation de l'Etat qui ne lui occasionnerait aucun dommage, et cela pas plus sur les rivières non domaniales que sur les autres.

Le dernier paragraphe de l'article 50, qui est applicable aux cours d'eau de toutes catégories, présente plus d'intérêt :

« L'Etat se réserve de pratiquer, concéder ou autoriser sur
« la rivière, à l'amont de la prise d'eau concédée et jusqu'à
« concurrence d'un total de litres par seconde, toutes déri-
« vations en vue de l'irrigation, de l'alimentation des centres
« habités ou d'un service public, sans que le concessionnaire
« puisse élever aucune réclamation à ce sujet ».

Il y aura ici dommage pour le concessionnaire à cause de la réduction possible du débit d'amenée à l'amont de la prise d'eau de l'équipement. Mais, comme l'a très justement fait observer le ministre de l'Agriculture, s'il s'agit de fixer, depuis la source, le débit à réserver en vue des besoins généraux envisagés, on court le risque, dans la crainte de sacrifier des intérêts légitimes, d'adopter un chiffre trop élevé lorsque l'équipement est concédé sur le cours inférieur de la rivière, et partant de gêner le développement de l'aménagement des forces hydrauliques. Il a proposé de stipuler qu'en amont d'un certain point, assez distant de la prise d'eau, la liberté de l'Etat sera complète et qu'entre le point ainsi fixé et la prise d'eau les dérivations, en vue de l'arrosage, de l'alimentation des centres habités ou d'un service public, ne pourront pas dépasser un certain débit total, tout dépassement donnant lieu à une réduction des redevances et éventuellement au droit de réclamer le rachat de la concession. Cette proposition a été adoptée par le Comité consultatif, en vue de la modification du texte de cet article

à intervenir lors de la révision du cahier des charges type. Si la dérivation n'a pas pour effet de réduire la puissance disponible (le concessionnaire ne dérivant qu'une faible partie du débit d'aménée), il n'y a pas préjudice et, partant, pas de droit à indemnité.

Il serait équitable de spécifier que, même en dehors de la zone réglementée, l'Administration n'aura pas le droit d'octroyer des concessions de forces hydrauliques, dont la mise en œuvre causerait un préjudice certain au concessionnaire d'aval, en permettant par exemple au concessionnaire d'amont de déverser dans un autre bassin les eaux dérivées du bassin fluvial qui alimente les deux équipements ; il y aurait alors violation par l'Etat du contrat passé par lui avec le premier concessionnaire, sans que cette violation puisse se justifier par le besoin de sauvegarder l'intérêt général, un nouveau concessionnaire, aux yeux de l'autorité concédante, ne devant pas, quelle que soit la destination de l'énergie produite, être privilégié par rapport à un concessionnaire ancien, l'un et l'autre étant des metteurs en œuvre d'une même richesse naturelle.

Est-ce à dire que l'Administration sera liée pendant toute la durée de la première concession ? Certainement pas, car il y a la procédure de rachat qui peut être appliquée au bout d'un certain délai à l'équipement inférieur, sans parler, bien entendu, des nouveaux accords qui peuvent être librement consentis par le concessionnaire d'aval.

Le débit qui peut être ainsi prélevé varie suivant les équipements depuis quelques litres (2 pour la Frasnée, 5 pour Rory) jusqu'à plus d'un mètre cube (1,5 pour Bétharram et Saint Pé, 2 pour Orthez, 5 pour Rondeau). Dans la majorité des cas, les chiffres inscrits oscillent entre 300 et 50 l. Certaines restrictions peuvent être imposées pour ces prélèvements : ils ne pourront avoir lieu qu'à certaines époques (Gavarnie) ; ils seront différents suivant la période de l'année envisagée (Luzières, Record) ; ils ne seront gratuits que dans certaines limites (pour Mauzac il est prévu 1.000 l/sec, mais si le débit dérivé dépasse 500 litres « le concessionnaire aura droit à une réduction de la redevance fixe, au prorata de la

diminution de la quantité d'énergie annuellement disponible qui résulterait du débit des dérivations au delà de 500 litres » ; clause identique pour Tuilière). Le cahier du Gros Moulin prévoit un débit de 300 l/sec en vue de l'irrigation et de l'alimentation des centres habités ou d'un service public ; mais de plus il prescrit que le concessionnaire devra subir « sans aucun droit à indemnité, les prélèvements d'eau faits dans la rivière de Coney par le service de la navigation pour les besoins de l'alimentation du canal de l'Est », clause dont il faut rapprocher la suivante, prévue à l'article 48 de ce cahier : « D'autre part, pour faciliter les travaux d'entretien et de réparation du canal de l'Est, elle s'engage à abaisser le plan d'eau de sa retenue jusqu'à la cote 247,80, à toute réquisition de l'Administration et sans qu'il lui soit dû de ce fait aucune indemnité ».

Deux cahiers, ceux de la Bonne Inférieure et du Rondeau, présentent une formule plus nuancée : un certain débit pourra être prélevé sans compensation d'aucune sorte ; tout prélèvement régulier fait au delà de cette limite donnera le droit au concessionnaire de demander la révision de la redevance proportionnelle ; si le prélèvement a pour effet de diminuer de plus de 10 % la puissance normale brute concédée, l'Etat pourra être tenu, sur la demande du concessionnaire, de racheter la concession. Dans le cas général, le concessionnaire pourra s'opposer à tout prélèvement qui dépasserait la limite fixée au cahier des charges ; l'Etat n'aura qu'une ressource : racheter la concession, mais il devra attendre que ce rachat soit possible.

Le cahier de Mousquères, à l'article 48, réserve le droit à l'Administration de concéder des aménagements hydrauliques dans la région du « lac d'Oo et autres bassins captés à la même altitude » sans que le concessionnaire puisse y faire opposition ou réclamer d'indemnité, sauf en ce qui concerne « la diminution de puissance de l'ancienne usine autorisée de la Picadère englobée dans la présente concession ».

La concession de Barraqué, dit aussi l'article 48, pourra être englobée à toute époque dans une concession

nouvelle, plus conforme au plan d'aménagement général du cours d'eau après rachat ou, à défaut, indemnisation conforme à l'article 6 de la loi de 1919.

Enfin, le concessionnaire du Rondeau devra laisser le concessionnaire éventuel d'aval utiliser ses ouvrages de fuite et au besoin les modifier à condition qu'il n'en résulte pour lui aucune diminution de ses droits ni aggravation de ses charges (article 48).

L'article 50 ne doit, en aucune façon, avoir pour effet de restreindre les droits sur l'usage de l'eau que les riverains tiennent du Code civil et de la loi de 1898, droits qui peuvent être exercés directement, sans intervention de l'Etat.

SECTION II

Réserves en eau et en force

Le chapitre V du cahier des charges impose au concessionnaire l'obligation de mettre à la disposition des services publics ou collectivités d'utilité générale, des réserves en eau ou en force, dans des conditions privilégiées. Pour la mise en œuvre de ces réserves, le législateur a décidé, au 6^o de l'article 10 de la loi, que des travaux pourraient être imposés au concessionnaire, ce qui différencie ces prestations, en principe tout au moins, des prestations de l'article 50 étudiées ci-dessus. Une caractéristique essentielle des réserves est donnée par leur limitation ; elles ne peuvent en effet jamais être supérieures au chiffre inscrit dans le cahier des charges. On peut les considérer comme le paiement d'une dette de reconnaissance du concessionnaire envers la collectivité pour le privilège qui lui est accordé d'exploiter la richesses naturelle de la chute, dette dont il peut lui être fait remise tout au moins partielle. Comme l'a dit M. Berthélemy, les réserves sont des redevances en nature.

Le cahier des charges distingue trois catégories de réserves ; d'une part, les réserves en eau, prévues à l'article 21 ; d'autre part, les réserves en force en faveur des services publics et autres groupements d'utilité générale spécifiées à l'article 22 ; enfin les réserves en force de

l'article 24 à céder aux conseils généraux pour être consommées dans les départements riverains de la chute considérée. Nous laisserons pour l'instant de côté la question des tarifs applicables aux réserves ; ce point sera précisé après l'examen du tarif **maximum**.

Pour déterminer le chiffre des réserves, les ingénieurs en chef du contrôle des distributions d'énergie et du service de l'aménagement agricole des eaux sont chargés, au cours de l'instruction de la demande de concession, d'évaluer les besoins des collectivités et de les classer en tenant compte de leur importance, de leur urgence et de la probabilité de leur réalisation. Des propositions motivées sont adressées à l'ingénieur en chef des forces hydrauliques qui fera les propositions définitives en faisant état de la probabilité de la création d'autres concessions dans le voisinage « de manière à ne pas frapper la première d'une façon excessive, mais à répartir équitablement, d'après les probabilités d'utilisation, la charge totale des réserves correspondant à l'ensemble des besoins ».

Les projets de répartition qui permettent de fixer les chiffres inscrits aux articles 21, 22 et 24 ne lient l'Etat en aucune façon ; celui-ci restera maître de la répartition. Celle-ci est notifiée, après la parution du décret de concession, aux divers services, forces hydrauliques, distributions d'énergie, aménagement agricole des eaux, qui en avisent le concessionnaire et les intéressés. Réquisition ne peut d'ailleurs être faite par les bénéficiaires qu'à l'époque où ils sont en mesure de prendre effectivement livraison de la part qui leur est proposée. Toute liberté est laissée au ministre qui n'est pas lié par la répartition prévue par lui.

Des accords peuvent intervenir entre le concessionnaire et diverses collectivités susceptibles de bénéficier des réserves. Si ces accords ont été conclus après la signature du décret de concession, ils n'engagent que le concessionnaire. Mais s'ils ont été conclus avant, ils doivent être insérés à l'article 23 du cahier des charges, et, dans ce cas, l'Administration est liée, dans la mesure correspondante, pour l'affectation des réserves.

Ce même article 23 doit également contenir mention

des accords intervenus avant l'octroi de la concession entre les concessionnaires et les riverains pour réparation en nature des droits exercés ou non.

Si nous examinons les différents cahiers particuliers parus jusqu'à ce jour, nous constatons que beaucoup d'entre eux portent à l'article 23 la mention : « néant ». Certains précisent : « Le concessionnaire déclare expressément sous sa responsabilité qu'il n'existe aucune convention, aucun accord passés par lui ou ses auteurs et pouvant être enregistrés aux termes de l'article 10, paragraphe 6 de la loi du 16 octobre 1919 » (Taurion, Viorolle, la Cère, Villechien, Jousseau, Vienne Supérieure)

En général, les cahiers ne font qu'indiquer les dates des accords passés avec les divers intéressés, soit sans indication de la nature des accords (Cize Bolozon, Diège, Bancairon....), soit le plus souvent en donnant cette indication ; l'article 23 du cahier de Lescun indique par exemple : « Accords avec les communes de : Etsaut (17 septembre 1917) : Eclairage public.... ». Quelquefois l'accord est reproduit en entier (Borne, Vaufrey, Peyral, la Perrière....) et porte même la clause de subrogation en faveur de l'Etat, en cas de rachat, de déchéance, ou à l'expiration de la concession (Velmanya).

A. — *Réserves en eau*

Les bénéficiaires de ces réserves sont les services publics de l'Etat, des départements et des communes, les établissements publics, les associations syndicales autorisées, les groupements agricoles d'utilité générale. Nous avons déjà trouvé cette énumération de personnes morales lorsque nous avons examiné les limites de puissance qui rendaient un équipement concessible ou non, à l'exception toutefois des groupements agricoles d'utilité générale « qui seront spécifiés dans un règlement d'administration publique ». Parmi ces groupements on peut citer en particulier les associations syndicales libres de propriétaires.

Quelle différence peut-il y avoir entre les réserves en eau spécifiées à l'article 21 du cahier des charges et les

restitutions d'eau pour privation de droits exercés dont il est parlé à l'article 4 de ce cahier ? Une très importante de principe, fondée sur la nature de ces droits : l'un est la contrepartie d'un préjudice imposé ; l'autre correspond à un don gratuit, le concessionnaire n'ayant reçu aucune prestation de la part des collectivités qui peuvent être déclarées bénéficiaires de ces réserves.

Pour être efficaces, les réserves en eau doivent, tout comme les restitutions d'eau, pouvoir profiter des servitudes d'appui et d'aqueduc.

Dans la pratique, les réserves en eau sont toujours fournies gratuitement ; aussi, comme contrepartie, laisse-t-on à la charge des bénéficiaires les frais d'établissement et d'entretien de la prise d'eau. Il arrive cependant que les travaux soient à la charge du concessionnaire (Bétharram, Lestelle). Le cahier de Sabart pour la réserve d'eau potable partage les frais d'établissement entre les parties : seront à la charge du concessionnaire les travaux d'amenée jusqu'au centre du village ; les travaux d'épuration, de distribution et d'entretien de la canalisation restent à la charge de la commune. Le cahier de Pied de Borne laisse à la charge des usagers l'établissement et l'entretien des prises d'eau, en confiant toutefois l'exécution des travaux au concessionnaire qui aura droit au remboursement de ses dépenses réelles avec majoration de 10 % pour frais généraux.

Ces réserves étant en général destinées à des usages agricoles, elles ne sont souvent exigibles que pendant une certaine période de l'année, et il est toujours fixé le nombre maximum de prises et le débit minimum à prélever sur chaque prise. Le débit prévu est compris entre 20 et 100 l/sec dans la plupart des cas ; par exception, le cahier de Tuilière fixe une valeur variable, 1/25 du débit utilisable aux différents états du cours d'eau, et le cahier du Pollet fait dépendre le débit réservé du débit dérivé, suivant une formule plus souple :

« Le débit à mettre à la disposition des arrosants pour les irrigations aux six têtes de vannes prévues sur le parcours du canal, sera de 2 m³ sec quand le débit dérivé dans le canal sera supérieur à 65 m³ sec ; il sera égal en 1/100 du débit dérivé quand celui-ci sera compris entre 65 et 15 m³ ; enfin

« toute livraison d'eau pour arrosage sera supprimée quand le débit dérivé dans le canal sera inférieur à 15 m³ sec ».

Quelquefois le débit réservé est important, quand il est destiné à l'alimentation d'un grand canal d'arrosage en projet : 1 m³/sec dans les cahiers de Roquesteron et de Lestelle ; le cahier de Roquesteron prévoit de plus, en attendant la réalisation du projet du canal, le transport possible de ce débit dans le canal d'amenée général de l'usine avec prélèvements par pompage, l'établissement et l'entretien de ces prises d'eau étant à la charge des usagers.

Le cahier de Castillon présente la réserve en eau sous une forme un peu différente des autres cahiers : «... Une tranche d'eau de 30 millions de m³ du réservoir de Castillon sera affectée à l'agriculture.... ». Suit une consigne très précise sur le mode d'utilisation de cette réserve et sur les prescriptions concernant la limitation du débit pendant les périodes de remplissage du réservoir et l'utilisation exceptionnelle par les usines de la réserve agricole pendant l'étiage d'hiver. Une disposition analogue est inscrite, mais à l'article 48, dans le cahier de Lassoula Tramezaygues.

A l'exception du cahier du Doron de Beaufort qui prescrit : « Si dans un délai de dix ans à dater de l'achèvement de l'usine de Villard sur Doron, la réserve ci-dessus n'a pas été utilisée, elle sera annulée et ne pourra plus être réclamée au concessionnaire », nul cahier ne prévoit de prescription pour les réserves non utilisées. Elles pourront donc être réclamées à toute époque jusqu'à l'expiration de la concession.

Enfin, il arrive que les réserves en eau de l'article 21 se confondent avec le débit réservé en aval du barrage de l'article 5 ; ainsi les cahiers des Piques, de Carcanet, d'Escouloubre, contiennent la clause : « le débit minimum à maintenir dans la rivière en aval du barrage en exécution de l'article 5 sera diminué du débit ainsi transporté » Dans un cas de ce genre, il n'y a pas à proprement parler de réserves, et la clause correspondante serait mieux à sa place à l'article 5.

Afin de supprimer toute incertitude certains cahiers

comme ceux de Camon et de Lestelle, précisent que le débit prévu à l'article 21 est indépendant des débits prévus soit à l'article 5, soit à l'article 12 ; une telle précision est à notre avis superflue. Mais le cahier des charges gagnerait en clarté si tous les prélèvements prévus étaient rassemblés sous un même article.

B. — *Réserves en force*

Si les réserves en eau sont peu souvent utilisées, les réserves en force sont presque toujours prévues. En mettant bien entendu à part les concessions de bassins réservoirs sans usine adjacente, pour lesquels ces réserves n'auraient aucun sens, nous ne trouvons d'exception que dans les cahiers de : Moulin de Beaufort, la Saulce, la Pique, Lescure, Etables, Luzenac, Hêches, la Caillade, la Roche au Moine, Tuilière. Dans certains cas, il s'agit d'usines passant sous le nouveau régime sans modification de puissance (Moulin de Beaufort) ou d'usines provisoires installées pendant l'exécution d'équipements importants (la Saulce), ou encore d'usines alimentant exclusivement les bénéficiaires possibles de réserves (Etables).

Une circulaire ministérielle du 4 octobre 1923 a précisé les conditions de fixation, de répartition et de mise en œuvre de ces réserves.

On en distingue deux types différents par leur définition, leur objet et leur mode d'attribution ; dans un cas on tient compte du caractère d'utilité générale du service bénéficiaire et dans l'autre on ne s'occupe que du lieu d'emploi de l'énergie.

Réserves au profit des services publics et des entreprises agricoles d'utilité générale :

Il y a d'abord les réserves du paragraphe 6 de l'article 10 de la loi de 1919, mentionnées à l'article 22 du cahier des charges, qui permettent « de réserver aux services qui ont pour but de satisfaire aux besoins du public ou de développer la production agricole, les quantités d'énergie nécessaires à leur fonctionnement ».

C'est donc le caractère d'utilité générale qui est pris en considération pour choisir les bénéficiaires de ces réserves, qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux des réserves en eau : services publics nationaux, départementaux et communaux qui comprennent notamment les distributions d'énergie concédées ou exploitées en régie, les établissements publics, les associations syndicales autorisées et les groupements agricoles d'utilité générale.

Nulle condition spéciale n'est imposée à ces services ou groupements pour pouvoir être attributaires de ces réserves, en particulier en ce qui concerne la zone d'action. Cependant la faculté d'y prétendre sera conditionnée par la possibilité pratique de venir chercher l'énergie aux bornes de l'usine.

L'article 22 distingue en général les réserves au profit des services publics des réserves au profit des entreprises agricoles d'utilité générale et cela à juste titre, car, ainsi que nous le verrons plus loin, les tarifs applicables à ces deux catégories sont différents. Cependant on trouve, surtout au début de la période d'application de la loi, quelques cahiers qui ne font pas cette séparation ; on peut citer ceux de : Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Eguzon, Taurion, Diège, Mauzac, Brommat, Isles Jourdain, Cère, Jousseau, Vienne Supérieure.

Le législateur, à l'article 10 de la loi — l'Administration le rappelle dans le cahier des charges — a prescrit que « la totalité des réserves en force prévues (article 22 et article 24 du cahier des charges) ne pourra priver l'usine de plus du quart de l'énergie dont elle dispose aux divers états du cours d'eau ».

Dans cette limitation, il ne faut pas tenir compte des réserves en eau de l'article 21. Nous ne voyons pas les motifs qui ont pu inciter le législateur à les laisser de côté, car enlever de l'eau du bassin réservoir ou du canal d'amenée revient à enlever de l'énergie à la chute ; et nous trouvons fort équitable la clause insérée dans le cahier de la Cure, clause qui n'a d'ailleurs jamais été reproduite par la suite : « Dans le calcul de la puissance précitée réservée pour les services agricoles, on tiendra compte, s'il a lieu, de l'énergie qui sera livrée sous forme

d'eau à prendre dans les remous des barrages et dans les canaux d'amenée ». On ne peut pas justifier cette anomalie par une soi-disant difficulté pratique de comparer les réserves en eau et les réserves en force ; la formule très compréhensible reproduite ci-dessus démontre le contraire. Du moment que l'on a voulu fixer un maximum pour les réserves, afin de ne pas grever trop lourdement les exploitations de chute, il eut fallu faire entrer dans le décompte toute l'énergie réservée, tant potentielle que transformée.

Le cahier des charges, dans la rédaction de l'article 22, parle non pas d'énergie, mais de « puissance disponible aux différents états du cours d'eau » ; la formule est très heureuse, car elle fixe les conditions de livraison.

La puissance réservée sera déterminée en fonction du débit journalier susceptible d'être absorbé par les turbines. Aussi sera-t-il intéressant, pour les grosses installations fonctionnant par écluses, avec un petit nombre de groupes, de prévoir des groupes moins puissants qui tourneront en permanence, et assureront l'alimentation des services auxiliaires de l'usine et des réserves, car il ne saurait être question d'imposer aux réserves les heures d'utilisation prévues pour l'objet principal de l'entreprise.

En pratique, le contrat qui interviendra pour définir les conditions de la fourniture des réserves indiquera la puissance par un nombre concret de kilowatts. Si l'énergie de la chute n'est pas régularisée, des contestations pourront surgir sur l'application de la clause du maximum réservé aux différents états du cours d'eau. Pour éviter ces difficultés, le Comité consultatif recommande d'exprimer la puissance réservée par un chiffre constant de kilowatts quel que soit l'état du cours d'eau ; ce mode de fixation est d'ailleurs prévu dans le cahier type ; il est seul employé depuis plusieurs années. Le dernier cahier qui fixe la puissance réservée d'après la puissance disponible est celui de Vallières qui date du début de 1928. Avant cette date, le nombre de cahiers qui avaient adopté le même mode de fixation était d'ailleurs restreint : la Frasnée, Dampjoux et la Lyonne en 1926 ;

Ellez et Mauzac en 1925 ; Orne et Putanges en 1924 ; Guerlédan, Doron de Beaufort et Saint-Léger en 1923 ; Eguzon et Bourélie en 1922 ; la Cure en 1921.

Par conséquent, à l'heure actuelle, en règle générale, la puissance réservée est exprimée forfaitairement en kilowatts et sauf exceptions (Escouloubre, Vienne Supérieure, Jousseau...), il est indiqué deux chiffres, l'un concernant les services publics autres que les entreprises agricoles d'utilité générale, et l'autre concernant ces entreprises agricoles ; très souvent l'indication des chiffres est accompagnée de la mention « quel que soit l'état des eaux ». Deux cahiers, ceux de l'Isles Jourdain et de Jousseau, ont adopté une formule intermédiaire : « La puissance totale instantanée.... sera au maximum de 200 kw lorsque le débit moyen journalier naturel (Q) de la Vienne est égal ou supérieur à 55 m^3 , et de $200 \cdot Q/55$ lorsque Q est inférieur à 55 ». Le cahier de Vézins reproduit une formule du même genre, en fixant de plus un minimum. Cette formule n'est au fond qu'une application de celle qui a été condamnée par le Comité consultatif ; on y a simplement ajouté la clause restrictive d'un maximum, et en plus, dans un cas particulier, la clause restrictive d'un minimum.

Lorsque le régime du cours d'eau est très variable, fixer le montant des réserves à un chiffre constant, revient à imposer à l'exploitant une gêne qui, insignifiante à l'époque des hautes eaux, peut prendre une importance notable en période d'étiage ; si l'on veut éviter cette sujétion, il faudra alors réduire l'importance des réserves, ce qui peut être contraire aux intérêts de la collectivité. On pourrait donc songer à fixer non pas une valeur permanente, mais diverses valeurs applicables aux différentes époques. C'est ce qui a été fait dans le cahier de la Perrière : « a) pour les services publics... 200 kw du 1^{er} octobre au 31 mai ; 400 kw du 31 mai au 1^{er} octobre ; b) pour les entreprises agricoles d'utilité générale 150 kw ». Le Comité consultatif s'étant montré hostile à cette façon d'opérer, l'emploi de cette formule n'a pas été généralisé ; c'est, à notre avis, regrettable.

Certains cahiers, tels que ceux de Cize Bolozon,

Diège, Brommat, fixent en plus du maximum de puissance réservée, le maximum de consommation annuelle correspondante ; nous trouvons ainsi pour Brommat une utilisation de 3.000 heures, pour la Diège de 4.000 heures et pour Cize Bolozon près de 6.000 heures. Ce dernier chiffre, qui dépasse les coefficients d'utilisation normaux, s'explique par la clause suivante :

« Pour permettre l'électrification des lignes de montagne des tramways de l'Ain, la puissance instantanée totale disponible (300 kw) pour l'ensemble des services spécifiés au premier paragraphe pourra atteindre en pointe 700 kw sans toutefois que la consommation annuelle totale d'énergie empruntée en conformité du présent article dépasse 1.700.000 kilowatts-heure ».

Quelquefois, une catégorie d'usagers est exclue du bénéfice des réserves : soit les services agricoles (Peyral), soit les services publics (Barraqué, la Gagne, Gaillac) suivant la destination prévue pour l'énergie.

Quand un équipement déjà en fonctionnement passe sous le régime de la concession, le montant des réserves ou plus exactement le maximum légal ne doit être calculé que sur la puissance nouvellement aménagée.

En valeur absolue, l'énergie réservée varie dans de très grandes limites : le cahier de Barraqué ne prévoit que 10 kw, celui d'Halsou 15 kw. Par contre, nous trouvons 1.500 kw dans les cahiers de Brommat et de Kembs et 1.900 dans celui de Viclaire.

La fraction réservée aux entreprises agricoles est en général plus forte que celle prévue en faveur des services publics, souvent dans le rapport de 2 à 1. Des différences plus sensibles se rencontrent parfois : ainsi le cahier de Roquesteron prévoit 100 pour les services publics et 1200 pour les entreprises agricoles, ces chiffres devenant dans le cahier de Gavarnie respectivement 30 et 230. La situation inverse se rencontre cependant : ainsi le cahier de Viclaire attribue 1700 aux services publics et 200 aux entreprises agricoles.

En plus de l'énergie réservée aux entreprises agricoles, quelques cahiers (Orthez, Pointis, Gentille, Camon) mettent à la disposition d'entreprises de ce genre, une puissance supplémentaire pour pompes, avec

certaines restrictions d'utilisation, du genre de celle-ci : « Du 1^{er} avril au 30 septembre, mais seulement entre 22 heures et 7 heures ». Le cahier de Pied de Borne, dans le même but, met à disposition une puissance gratuite jusqu'à concurrence d'une consommation annuelle déterminée.

La concession peut prévoir l'équipement de plusieurs usines. La répartition des réserves entre ces diverses usines peut ne pas être prévue (Isles Jourdain-Chardes); la puissance réservée peut, comme pour la Bonne Inférieure ou l'Hydro-Electrique du Midi, être « mise à disposition des services publics au fur et à mesure de la mise en service de chaque usine, proportionnellement aux puissances normales disponibles figurant à l'article 1^{er} », ou être répartie explicitement à l'article 22 (Cahiers de Chézery, de la Cère et de Pied de Borne) abstraction faite de toute règle de proportionnalité dans la répartition.

Le cahier de la Cère présente une clause de réserves fort originale : « La puissance instantanée... sera au maximum de 500 kw, quel que soit l'état du cours d'eau et même si la puissance disponible descendait exceptionnellement en dessous de 2.000 kw, tout en restant supérieure à 500 kw ». Il est fort heureux que l'on n'ait pas obligé le concessionnaire à livrer plus qu'il ne peut transformer. Ce cahier est intéressant à un autre point de vue; il contient, comme d'ailleurs les cahiers du Taurion et de Brommat, une clause de révision du maximum des réserves en force « dans le cas où des réservoirs seraient établis en amont, soit par des tiers, soit par le concessionnaire lui-même »; la puissance réservée serait alors majorée de 7,5, 20 ou 10 kw suivant les cas, par million de mètres cubes d'eau emmagasiné dans ces réservoirs. Le cahier de l'Aigoual se contente, dans cette même hypothèse, de prévoir la révision du montant des réserves sans donner de précisions. Un autre cahier, celui de Dognon, prévoit également la majoration du quantum des réserves en cours d'exploitation pour un motif pour le moins inattendu : « Il est entendu que ce chiffre de 75 kw serait doublé au cas où ces 75 kw seraient, dans les dix pre-

mières années à compter de l'achèvement des travaux, utilisés en totalité ». Puisqu'il existe une clause de péremption au bout de dix ans, il eut été plus simple de fixer dès le début la puissance à 150 kw, quitte à modifier le pourcentage de réduction de l'énergie non utilisée au bout de ces dix ans. Le cahier de Brommat présente une clause analogue : « Ces 1.500 kw pourront être doublés, par décision du ministre des travaux publics, prise avant la fin de la cinquième année ».

Les réserves ne seront pas, dans la majorité des cas, utilisées en totalité dès la mise en route de l'usine génératrice. Il serait contraire aux intérêts de la collectivité d'obliger le concessionnaire à ne jamais toucher à l'énergie correspondante ; les besoins escomptés peuvent ne jamais se présenter ou tout au moins ne survenir qu'au bout d'un long délai. Deux questions se posent alors ; l'article 22, à très juste titre, les a nettement distinguées.

Tout d'abord, afin de permettre au concessionnaire de tirer profit des réserves non réquisitionnées, l'article 22 lui accorde un délai de préavis, d'autant plus long qu'on s'éloignera davantage de la date de mise en route de l'usine. Pendant les deux premières années, « les demandes des services publics ou des associations devront être satisfaites par le concessionnaire, quinze jours après qu'elles auront été notifiées par le ministre des Travaux Publics », Nulle gêne n'en résultera pour le concessionnaire, car les débouchés ne seront pas, en général, suffisants, dès cette époque, pour absorber l'intégralité de la production. Mais les débouchés peuvent se multiplier rapidement ; il ne faut pas que l'exploitant ne puisse pas satisfaire aux demandes s'il a à sa disposition de l'énergie inutilisée et dont il ne prévoit même pas l'époque d'utilisation. Aussi le délai de préavis pour l'énergie réservée, au bout de la deuxième année, est porté de quinze jours à six mois, et à un an au bout de la dixième année, car la présomption de non réalisation des besoins escomptés au moment de l'enquête deviendra de plus en plus forte.

Le concessionnaire pourra donc au bout de deux ans consentir des contrats de fourniture ordinaires sur l'énergie réservée non réclamée ; mais ils devront être d'une

durée limitée, six mois au début, un an ensuite, avec éventuellement clause de renouvellement par tacite reconduction.

Les délais de quinze jours, six mois, un an, fixés par le cahier type sont habituellement adoptés. Il y a cependant des exceptions ; nous en trouvons dans les cahiers de Brommat, Isles Jourdain et Jousseau qui ont remplacé les délais du cahier type par des délais de six mois, un an et deux ans. Cette modification est intéressante dans le cas des réserves importantes (Brommat) car plus la durée des contrats pourra être longue, plus les conditions de placement seront avantageuses, surtout à l'égard des gros consommateurs.

Un contrat de six mois ou d'un an, même renouvelable sous certaines conditions peut faire hésiter un usager qui entend s'assurer pendant une longue période une fourniture régulière d'énergie ; le concessionnaire devra donc consentir des tarifs assez faibles pour tenir compte du risque de précarité. D'autre part, tout besoin, qui ne s'est pas manifesté dans un certain délai, prend un caractère de plus en plus aléatoire. Ainsi se trouve justifiée la réduction progressive de l'énergie réservée non utilisée, mesure prévue à l'article 22 du cahier des charges.

La réduction ne peut pas être totale ; il est un minimum irréductible. Comme il a été fixé deux valeurs de réserves à l'article 22 pour les deux catégories de collectivités, services publics d'une part, groupements agricoles d'autre part, il faudra de même fixer deux minima. C'est surtout pour la seconde catégorie que l'existence d'un minimum irréductible est intéressante, car c'est en matière d'utilisation agricole que les besoins peuvent être les plus longs à se manifester ; aussi le Comité consultatif demande-t-il parfois le relèvement du minimum proposé pour tenir compte de la lenteur avec laquelle se développe l'électrification rurale.

Quelquefois, toutes les réserves de l'article 22 sont prévues à titre irréductible : Borne, Barraqué, la Perrière, Halsou, Saint-Maurice, Escouloubre ; la puissance ainsi réservée varie, suivant les cas, de 10 à 450 kw.

Souvent la puissance réservée en faveur des entre-

prises agricoles est seule maintenue intégralement : Bertrand, Lacourt, Gouffre Bernard, la Llau, la Trave, Carcanet, Forges d'Abel, Aigoual, Arnousse, Soeix, Rondeau. Pour cette catégorie de réserves le minimum irréductible n'est d'ailleurs jamais inférieur au tiers de la puissance initialement réservée.

Jamais la puissance réservée en faveur des services publics n'est maintenue seule intégralement ; parfois il n'est pas prévu de minimum irréductible : Ellez, Arnousse, Lassoula, Albiès, Allemont, le Chapitre. En général, dès que la puissance réservée à l'origine dépasse 100 kw, le coefficient de réduction est supérieur à 5.

Il est prévu quatre échelons de réduction, un tous les cinq ans :

Pendant les cinq premières années, maintien des réserves ;
A l'expiration de la cinquième année, suppression de la moitié de l'énergie non utilisée à cette époque ;

A l'expiration de la dixième année, suppression des deux tiers de l'énergie non utilisée à cette époque ;

A l'expiration de la quinzième année, suppression des trois quarts de l'énergie non utilisée à cette époque.

Si pendant quinze ans nulle demande d'énergie n'a été formulée au titre des réserves, au delà de ce délai ne seront immobilisés que les $4/100^e$ environ de l'énergie initialement prévue ; c'est à cause de la faible importance de ce chiffre, qu'on prévoit un minimum irréductible d'un taux plus élevé. Le cahier de ViClaire présente sur ce point une erreur de rédaction ; le minimum irréductible fixé pour les services publics est inférieur au minimum obtenu par la seule application des clauses de péremption.

Quand les réserves sont fixées dès le début à titre irréductible, il n'est pas prévu de clauses de péremption. Dans tous les autres cas les prescriptions du cahier type sont observées ; comme exceptions on ne peut guère citer que le cahier de Dognon, qui a supprimé le premier échelon, et celui de Kembs, qui a supprimé le dernier.

Réserves au profit des départements.

Il est une seconde catégorie de réserves dont la circulaire du 4 octobre 1923 précise en ces termes l'utilité : « Par les réserves du paragraphe 7 de l'article 10, la loi a voulu fixer dans les départements riverains de la chute, pour y être utilisée sur place, une partie de l'énergie produite qui risquerait sans cela d'être exportée en totalité plus ou moins loin du lieu d'origine, au détriment de l'économie régionale ».

Ces réserves doivent être mises à la disposition des conseils généraux pour être rétrocédées par eux aux usagers. On s'est demandé si les services publics départementaux peuvent participer à la répartition de ces réserves, étant donné qu'il est prévu des réserves affectées spécialement aux services publics. La circulaire ministérielle du 4 octobre 1923 a précisé qu'il n'y avait aucun inconvénient à cette pratique, bien que le but du législateur ait été de faciliter le développement des petites forces motrices à domicile. Par contre, le Comité consultatif, à qui cette question avait été posée dans un cas particulier, a refusé d'examiner la question de principe. D'après nous, cette rétrocession devrait être interdite, car la tentation serait trop grande pour les conseils généraux de favoriser les services publics au détriment de l'industrie régionale ; le résultat serait contraire aux vues du législateur.

Le recensement des besoins pendant l'instruction de la demande de concession se fait suivant la procédure déjà exposée ; il serait anormal que certains services publics puissent faire l'objet de deux attributions à deux titres différents, d'une part, à cause de leur caractère d'utilité publique, et, d'autre part, à cause de leur situation géographique.

Comme pour les réserves de l'article 22, le chiffre à inscrire à l'article 24 doit être déterminé par les besoins du département et non pas par le désir d'utiliser le maximum de 25 % prévu par la loi car ce n'est pas là « un droit dont les intéressés peuvent se prévaloir pour en réclamer l'inscription d'office au cahier des charges ».

Le Comité consultatif a eu maintes fois l'occasion de rappeler ce principe pour repousser les demandes des conseils généraux. Par conséquent, lorsque le concessionnaire doit utiliser dans le département la majeure partie de son énergie, les réserves départementales pourront être supprimées, l'économie régionale n'étant point lésée ; elles pourront cependant être maintenues en partie, afin de faire profiter la petite industrie locale des tarifs spéciaux consentis pour ces réserves.

Pour leur mise en œuvre, deux moyens sont possibles : ou bien livraison directe par le concessionnaire de l'énergie aux rétrocessionnaires désignés par le conseil général ; ou bien contrat de fourniture unique au conseil général qui fera lui-même la répartition entre les bénéficiaires. Dans tous les cas, il faut adresser au service du contrôle copie des contrats de fourniture et de rétrocession qui seront passés.

Pour les raisons déjà exposées, il serait contraire à l'économie nationale d'immobiliser les réserves qui ne trouveraient pas d'utilisation rapide. Aussi existe-t-il, comme pour les réserves aux services publics, une réglementation concernant les délais de préavis et le maintien des réserves disponibles.

« L'énergie réservée sera tenue à la disposition du Conseil général dans chaque état du cours d'eau pendant à compter de la date fixée pour l'achèvement des travaux, sans préavis pendant les six premiers mois et moyennant un préavis d'un an au delà de cette période de six mois, et jusqu'à l'expiration de la année.

« A la fin de la année, le concessionnaire reprendra sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction égale à kw qui restera à toute époque, et moyennant un préavis d'un an, à la disposition du département ».

Il est curieux de constater une légère différence de rédaction entre les articles 22 et 24 ; tandis que ce dernier prend comme origine des temps « la date fixée pour l'achèvement des travaux » l'autre ne s'occupe que du temps qui s'est écoulé « à compter de l'achèvement des travaux ». Ces deux origines seront souvent différentes.

Il eut été cependant bien simple de prendre comme origine la date du procès-verbal de récolement des tra-

vaux qui fixe le début de l'exploitation de l'usine ; on eut ainsi évité l'anomalie possible d'un conseil général demandant la livraison de son énergie réservée alors que le concessionnaire n'a pas reçu l'autorisation de mettre en route ses groupes.

Il y a donc une période de six mois pendant laquelle nul préavis ne sera nécessaire ou plus exactement, par analogie avec l'article 22, pendant laquelle un préavis de quinze jours sera suffisant.

Ces réserves ne sont maintenues intégralement à la disposition des bénéficiaires que pendant un délai assez réduit, prévu, dans le cahier type, au plus égal à cinq ans. Cependant nous avons relevé des délais plus longs dans certains cas particuliers : sans limitation pour Saint-Maurice et l'Aigoual, dix ans pour la Bourélie, huit ans pour Dognon. La majorité des cahiers adopte le délai de cinq ans ; toutefois quelques cahiers prévoient un délai plus faible : quatre ans pour Dampjoux et Chambon, trois ans pour une dizaine, parmi lesquels on peut citer Cize Bozon, Gavarnie, Vallières, et même deux ans pour Aber Wrach, Ellez et Castillon.

A l'expiration de ce délai, le concessionnaire reprend sa liberté pour les quantités non utilisées, à l'exception toutefois d'une fraction qui reste à toute époque, et moyennant un préavis d'un an, à la disposition du département ; c'est le minimum irréductible analogue à celui signalé à l'article 22. Seul le cahier d'Arthez d'Asson n'en prévoit pas.

Comme pour les réserves de l'article 22, il est possible de définir les réserves départementales en fonction de la puissance disponible. Une quinzaine de cahiers ont adopté cette formule, notamment ceux d'Eguzon, Doron de Beaufort, Mauzac, Dampjoux. Mais depuis celui de Vallières, la fixation des réserves est toujours faite en kilowatts, « quel que soit l'état des eaux ». Divers cahiers prévoient deux valeurs, applicables, l'une en période de hautes eaux, l'autre en période d'étiage (Pébernat, Diège, Brommat, Mousquères, le Pollet).

Le cahier de la Diège prévoit la majoration du montant de ces réserves « sans pouvoir l'être de plus de 300 % »

si l'objet principal de l'entreprise cessait d'être l'emploi de la majorité de l'énergie dans le département de la Corrèze » ; celui de Brommat fixe un maximum pour la consommation annuelle correspondant à une utilisation d'environ 4.000 heures, et celui de l'Aigoual prévoit une révision lorsque l'énergie sera régularisée par la création d'un bassin réservoir.

En valeur absolue, les réserves départementales vont depuis 5 kw (l'Aigoual) jusqu'à 2.500 kw (Brommat) ; en général, elles oscillent entre 100 kw et 500 kw, et le minimum irréductible va de 5 kw à 200 kw (Breil), le rapport de réduction le plus généralement admis étant celui de 5 pour atteindre 20 exceptionnellement (Brommat).

Quand plusieurs départements sont intéressés par l'équipement il est prévu des réserves spéciales pour chacun d'eux (Pied de Borne). Lorsque la concession comprend plusieurs usines, tantôt la répartition est prévue explicitement entre elles à l'article 24 (Pied de Borne) tantôt il est spécifié qu'elle se fera proportionnellement à la puissance des usines (Roquesteron), tantôt même il est précisé (Gentille Saint Sernin) que toute la puissance réservée sera exigible « dès la mise en service de la première usine ».

Le cahier de Brommat renferme une clause intéressante à signaler, dont la légalité est très contestable : la possibilité pour le département riverain qui n'aurait pas utilisé son droit dans le délai de cinq ans, de rétrocéder à des départements riverains le montant des réserves non utilisées, étant entendu que ces départements auront un délai très court pour accepter les offres qui leur seront faites dans ces conditions.

Il eut été plus conforme à l'esprit de la loi de poser le principe d'une révision dans le cas où, comme en l'espèce, des travaux de régularisation seraient entrepris en amont de la chute concédée sur les départements en question.

Livraison des réserves. Pénalités :

Le législateur, à l'article 10, prévoit la possibilité d'imposer au concessionnaire des travaux pour l'utilisation

des réserves au profit des services publics et groupements agricoles, mais non au profit des départements.

Jusqu'à ce jour, nul cahier des charges, sauf une exception, ne contient à l'article 22, d'indications de ce genre.

Pour la mise en œuvre de ces réserves, deux procédés sont possibles : ou bien construire une ligne spéciale de transport, ou bien utiliser les lignes existantes ou à créer dans la même région.

Le concessionnaire peut être obligé, soit de construire cette ligne spéciale, pour le compte du bénéficiaire, soit de prévoir le transit sur ses propres lignes, quand il en possède, de l'énergie réservée, en tenant compte, pour la livraison, des pertes en ligne correspondantes.

Le cahier de la Perrière donne une application de cette formule à l'article 22 :

« L'énergie sera livrée, au choix des parties prenantes, en totalité ou en partie, soit à l'usine génératrice, soit à l'usine de Château Feuillet, soit sur la ligne reliant ces deux usines, au prix spécifié à l'article 25, énergie mesurée au départ de l'usine génératrice »

L'article 24 de ce cahier contient d'ailleurs une clause identique.

D'une manière générale, il ne semble pas qu'il soit dans les vues de l'Administration d'imposer aux concessionnaires de lignes de transport l'obligation de réserver une fraction de la capacité de leurs lignes en faveur des bénéficiaires de réserves ; le Comité consultatif en a donné l'explication suivante :

« D'une part, les grandes artères électriques sont des travaux entièrement créés qui ne comportent aucune aliénation d'une richesse naturelle sur laquelle un département traversé par exemple puisse prétendre à un droit quelconque ; d'autre part, les conditions techniques d'établissement des grandes artères de transport ne leur permettent pas en général de distribuer directement, dans des conditions économiques acceptables, l'énergie nécessaire aux besoins ruraux ».

Nous ne saurions nous déclarer d'accord sur le premier principe invoqué par l'argumentation reproduite ci-dessus. Il est certain qu'une ligne de transport ne met pas en œuvre une richesse naturelle ; mais elle en détruit une, l'esthétique des contrées traversées par les lignes avec

leurs pylônes et leurs câbles suspendus aux chaînes d'isolateurs.

De plus, pourquoi ne pourrait-on pas imposer aux concessionnaires de transport de force une servitude de transit, qui ne serait que la contrepartie des servitudes exorbitantes du droit commun qui leur sont reconnues par l'article 12 de la loi de 1906 sur les propriétés privées ?

La chose ne serait toutefois guère possible dans le cas d'un réseau existant ; il suffit de se reporter à l'article 3 des cahiers des charges des divers types de concessions de distribution : il est parlé de la possibilité et non de l'obligation pour le concessionnaire d'utiliser ses lignes, dans un but autre que celui prévu à l'article 1^{er}.

Le second argument est beaucoup plus sérieux : il serait irrationnel, sur un transport de grande capacité, de prévoir des dérivations peu importantes pour deux raisons bien distinctes. Tout d'abord, la tension à laquelle s'effectue le transport est d'autant plus élevée que la puissance à transporter et la longueur de la ligne sont plus grandes ; il existe pour chaque cas une tension économique : or, un poste de dérivation est d'un prix d'autant plus élevé que la tension d'alimentation est plus forte. Ensuite, toute dérivation constitue un point faible et vulnérable qui risque d'apporter des perturbations dans le fonctionnement du réseau. Il convient donc de ne pas multiplier les postes de transformation et surtout de ne pas en installer de puissance trop réduite par rapport à la capacité du réseau.

Toute infraction aux obligations imposées au concessionnaire aux articles 22 et 24 doit être suivie de sanction. L'infraction possible est le retard ou le défaut de livraison. L'article 56 du cahier des charges prévoit « sous réserve de la déchéance qui pourrait être encourue et s'il y a lieu des dommages-intérêts envers les tiers intéressés », l'application d'amendes dont le taux est fixé par kw et par jour de puissance non livrée.

Cette amende est d'ailleurs applicable « en cas d'interruption générale ou partielle non justifiée du service », dont les infractions aux articles 22 et 24 ne constituent

que des cas particuliers. Le taux presque toujours appliqué est celui de un franc. On ne peut guère citer comme exceptions, que les cahiers de Mauzac et la Caillade (0 fr. 50) et de Kembs (0 fr. 25).

Cette clause est supprimée toutes les fois qu'il n'y a pas livraison d'énergie, même éventuelle : concessions de bassins réservoirs, équipements alimentant exclusivement les établissements du concessionnaire et auxquels nulle réserve n'est imposée : Luzenac, Hèches, Tuilière. Le cahier de Peyral prévoit cette amende pour les infractions aux clauses de l'article 23 ; celui-ci n'est d'ailleurs que la transcription d'un accord passé par le concessionnaire avec le conseil général pour l'utilisation de réserves départementales.

Cas particulier d'une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation :

L'Administration peut imposer, nous l'avons vu toutes modifications qu'il lui plaira, à la consistance des ouvrages, ce qui pourra entraîner une réduction, soit permanente, soit temporaire de la puissance normale de l'usine. Il doit être tenu compte du préjudice subi par le concessionnaire ; la circulaire du 5 mars 1922 a prévu l'indemnisation sur les bases suivantes :

Article 48 *bis*. — Réduction permanente de la puissance normale :

Un premier échelon de réduction de puissance (15 0/0 pour la Bourléie, la Caillade, Villemur, 10 0/0 pour Villechien, 5 0/0 pour Mauzac, Tuilière) entraîne une réduction proportionnelle de la redevance fixe de l'article 43 ; un second échelon allant jusqu'à 30 0/0 (Villemur) va réduire proportionnellement le montant des réserves en force des articles 22 et 24 ; un troisième échelon atteignant parfois 50 0/0 (la Caillade) exonère complètement des réserves et réduit la redevance fixe à un taux minime, allant parfois jusqu'à zéro (Villechien) ; au delà de cette limite, le concessionnaire peut demander le rachat (20 0/0 pour Mauzac, Villechien, Tuilière, 30 0/0 pour Villemur, 40 0/0 pour la Bourléie, 50 0/0 pour la Caillade).

Article 48 *ter*. — Réduction temporaire de la puissance normale :

Mêmes règles que ci-dessus, sous réserve des modifications suivantes :

Pas de réduction proportionnelle de la redevance fixe et remplacement du rachat par une révision des clauses de la concession si le pourcentage limite de réduction, ci-dessus prévu, est maintenu pendant un certain délai, deux ans en général ; quelquefois ce pourcentage limite est réduit avec augmentation

du délai normal (35 0/0 et cinq ans pour la Caillade, 10 0/0 et trois ans pour Villechien). Cette révision est également possible dès que la réduction de puissance atteint un pourcentage fixé à une valeur supérieure à la précédente.

Sur quel chiffre portera la réduction des réserves ? Sur celui effectivement utilisé, sur celui utilisable ou sur celui inscrit dans le cahier des charges ? La solution la plus équitable conduit à retenir le chiffre utilisable à l'époque de l'application de la clause ; cette interprétation est conforme au texte de la circulaire ministérielle : « réduction correspondante des réserves... fixées aux articles 22 et 24 » ; or, les articles 22 et 24 fixent non seulement une quotité, mais aussi une réduction progressive de cette quotité en cas de non utilisation dans certains délais ; interpréter de façon restrictive le texte de la circulaire reviendrait à relever indirectement les services bénéficiaires de la déchéance pour non utilisation des réserves, et à rendre dans certains cas illusoire l'indemnisation du concessionnaire. A notre avis, la péremption partielle des réserves non utilisées constitue un droit acquis pour le concessionnaire qui peut l'opposer aux tiers et à l'autorité concédante. Il faudra donc admettre que le minimum dit irréductible pourra cependant être réduit dans le cas particulier qui nous occupe.

SECTION III

Surveillance de l'exploitation

Le concessionnaire de chute exploite une richesse naturelle faisant partie du domaine éminent de l'Etat ; il doit, en fin de concession, remettre à l'autorité concédante ses installations en bon état de fonctionnement pour permettre la continuation de l'exploitation ; il doit même, à une époque quelconque, pouvoir lui transmettre ses installations en bon ordre de marche, en application de la clause de rachat. Il est donc normal que l'Administration soit chargée de surveiller, pendant toute la durée de la concession, la façon dont l'exploitation est conduite afin d'empêcher tout abus, de réprimer toute négligence et de faire prendre toutes mesures utiles en vue du bon fonctionnement de l'installation.

A. — *Contrôle technique*

Cette surveillance s'exerce par l'intermédiaire du service de contrôle technique.

Ce service est assuré, nous dit l'article 47 du cahier des charges, par les fonctionnaires de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de ce service de contrôle qui s'exerce en cours de construction des ouvrages et joue pendant cette période un rôle très important, car rien ne peut être entrepris sans son approbation. En cours d'exploitation son rôle devient plus effacé, moins actif, par la force même des choses.

Pour connaître ses attributions, il suffit de se reporter au texte même de l'article 47 :

« Le personnel de contrôle aura constamment libre accès
 « aux divers ouvrages et dans les bâtiments dépendant de
 « la concession. Il pourra prendre connaissance de tous les
 « états, graphiques, tableaux et documents tenus par le conces-
 « sionnaire pour la vérification des débits, puissances, mesures
 « de rendement et quantité d'énergie utilisée dans l'usine géné-
 « ratrice ainsi que les prix et conditions de vente de l'énergie aux
 « divers acheteurs ou abonnés ».

L'article 7 donne au service du contrôle mission d'approuver les projets de réparations aux ouvrages et, au besoin « après une mise en demeure restée sans effet,, d'y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire ».

La seule ressource de ce dernier, s'il conteste l'utilité des travaux imposés, est de porter une réclamation devant le ministre des Travaux publics qui statuera après avoir pris l'avis du Comité consultatif des forces hydrauliques.

En dehors des renseignements qui pourront lui être demandés, le concessionnaire devra de lui-même fournir chaque année, des états résumant les résultats de l'exploitation et, comme le dit l'article 47 du cahier des charges, « faisant ressortir notamment que cette exploitation se poursuit conformément à l'objet principal de la concession, tel qu'il est défini à l'article 1^{er} du cahier des charges ». Cette dernière obligation est sanctionnée par une amende fixée à l'article 56 à x francs par jour de retard.

Le taux normalement admis est de 5 francs. Cependant on trouve quelques cahiers avec des taux plus élevés (25 francs Kembs ; 10 francs la Cure, Mauzac, Tuilière) ou plus faibles (3 francs la Caillade, 2 francs Villechien ; 1 franc Orne, la Frasnée).

Les frais de contrôle sont à la charge du concessionnaire. Pour les couvrir, il devra verser chaque année une somme fixée à l'article 47 du cahier des charges. Le comité consultatif a admis le taux de 0 fr. 30 par kilowatt de puissance normale brute, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la loi et se trouve explicitée à l'article 1^{er} du cahier des charges. Il existe toutefois des taux assez différents : 0 fr. 15 dans le cahier de la Cure, 0 fr. 425 dans celui d'Eguzon, 0 fr. 20 dans celui de l'Ellez, par exemple. Sauf exceptions très rares (Cure, Putanges, Ellez) le montant de ces frais est indiqué en francs et le chiffre est toujours arrondi. Cependant le cahier de Villechien fixe 55 fr. 20, valeur qui résulte de l'application du taux de 0 fr. 30 à la puissance normale brute, non pas totale, car une puissance de 46 kw fondée en titre existait au moment de la concession, mais du supplément concédé, 184 kw ; on ne s'explique pas pourquoi la puissance fondée en titre a été exonérée puisque la partie de l'équipement ayant une existence légale est englobée dans la concession.

Les chiffres que l'on peut relever varient depuis 50 francs (Moulin de Beaufort) jusqu'à 18.500 (Kembs) et même 20.000 (Brommat).

Si la concession s'applique à un équipement existant, un seul chiffre, celui se rapportant à la période d'exploitation, doit figurer à l'article 47. Dans le cas général, on trouvera un second chiffre se rapportant aux frais de contrôle pendant la période de construction ; le taux en est plus élevé ; souvent on se contente de prendre le double, quelquefois le coefficient passe à quatre (Eguzon), ceci sans préjudice des versements spéciaux qui ont pu être imposés au concessionnaire pour le paiement d'un surveillant permanent lorsque les travaux présentent une importance particulière.

Les cahiers d'Isles Jourdain et de Jousseau indiquent un forfait valable pour toute la durée des travaux, et payable à la mise en marche de l'usine.

En général, si la concession comporte l'aménagement de plusieurs chutes, le tarif de la période de construction s'applique jusqu'à la mise en route du dernier équipement ; cependant le cahier de Chézery a prévu un palier intermédiaire.

B. — *Réglementation du chômage de l'usine*

Afin d'assurer efficacement la surveillance du matériel et des ouvrages, en vue des travaux d'entretien, il faut avoir la libre disposition de visite des organes intéressés. Pour vérifier l'état d'un groupe turbo-générateur, il suffit de fermer la vanne d'alimentation du distributeur de la turbine et de séparer, par l'ouverture du disjoncteur et des sectionneurs, l'alternateur des barres générales de l'usine ; le groupe sera isolé tant à l'amont qu'à l'aval. Cette opération peut se faire sans difficulté pendant la marche de l'usine qui fonctionnera donc simplement avec un groupe de moins.

Mais il est des révisions qui demanderont un arrêt complet de l'installation, par exemple du côté électrique toute modification apportée sur les barres générales de l'usine et du côté hydraulique la visite complète des ouvrages de prise d'eau ou de l'état du parement amont du barrage. Pendant tout ce temps l'usine sera ce qu'on appelle en chômage.

Il est absolument indispensable de procéder périodiquement à ces révisions d'ensemble afin de déceler les défauts qui pourraient se produire et d'y porter remède avant qu'il ne soit trop tard.

Les consommateurs n'ont pas le droit de s'opposer à ces arrêts conformes à l'intérêt général. Mais pour éviter tout arbitraire, l'article 29 du cahier des charges fixe le nombre de jours de chômage laissés chaque année à la disposition du concessionnaire. Ce nombre est en général de 20. On trouve parfois des chiffres différents : Dognon 65, Vallières 30, Breil et Villechien 26, Bioge 25,

Kembs 10. Le cahier de Villemur prévoit également un chômage de dix jours, mais cette période s'ajoute « à la période de chômage annuel du canal de la Neste » ; les vingt-six jours prévus pour Villechien comprennent « les jours de chômage fixés par l'Administration sur la rivière de la Sarthe ; toutefois, si la durée du chômage ainsi fixée excédait quatorze jours, le nombre des arrêts autorisés pour l'usine serait augmenté de telle sorte que le concessionnaire disposât encore au moins d'un jour d'arrêt par mois ».

Les usagers n'ont, pour ces arrêts prévus au cahier des charges, aucun droit à une indemnité ou à une réduction de tarifs ; en contractant, ils étaient prévenus de l'existence de cette clause et ne peuvent se plaindre d'un préjudice prévu au contrat et dont il a été tenu compte pour la fixation des tarifs. Afin de sauvegarder ces intérêts particuliers, il est spécifié à l'article 29 que les jours de chômage devront en principe être fixés les dimanches et jours fériés (sauf dans le cahier de Dognon : « Les arrêts auront lieu en principe l'été et à l'époque où les jours sont les plus longs ») d'accord avec le service du contrôle ; il est indiqué également que les dates de chômage doivent être portées à la connaissance du public autant que possible un mois à l'avance. Le délai de préavis d'un mois est quelquefois réduit à huit jours (Moulin de Beaufort, Bancairon). Quatre cahiers, ceux d'Eguzon, de l'Isles Jourdain, de Jousseau et de la Roche au Moine, ont adopté une formule mixte plus souple : « les arrêts seront fixés..... un mois à l'avance pour les arrêts devant dépasser 48 heures et huit jours à l'avance pour les autres arrêts » ; nous souhaiterions la voir généraliser.

Certains services publics ne peuvent subir d'arrêt sans qu'il en résulte des perturbations graves dans la vie économique du pays ; ce sont les transports. Dans le cas où le concessionnaire alimenterait des services publics de ce genre, l'article 29 du cahier des charges lui fait une obligation de « prendre à ses frais toutes dispositions en son pouvoir pour que, pendant ces suspensions, ces services publics continuent à fonctionner ». Le conces-

sionnaire devra donc alimenter les services en question par d'autres sources d'énergie, et, dans ce but, dériver sur les lignes d'alimentation correspondantes le courant d'autres centrales hydrauliques ou thermiques qu'il pourrait posséder, au besoin en obtenant de la part des usagers normalement alimentés par ces centrales une réduction volontaire de la puissance à laquelle ils ont droit d'après leurs contrats ; sinon, il devra s'entendre avec les réseaux voisins pour la fourniture de la puissance nécessaire au fonctionnement de ces services pendant les périodes de chômages.

L'Administration doit pouvoir imposer au futur concessionnaire, lorsque l'équipement a pour but l'alimentation de services publics essentiels, la construction d'usines de secours, en général thermiques, lorsque l'interconnexion avec des réseaux de distribution alimentés par d'autres centres de production se révèle difficilement réalisable.

Indépendamment des jours de chômage normalement prévus au cahier des charges, d'autres arrêts peuvent se produire, soit volontairement, soit à la suite d'un cas de force majeure.

Le service du contrôle doit toujours être tenu au courant. Il doit donner les autorisations nécessaires pour l'arrêt volontaire ou constater le bien fondé de la force majeure invoquée pour justifier l'arrêt brusque de l'installation. Les arrêts volontaires, en dehors de ceux prévus à l'article 29, sont, ou bien demandés par le concessionnaire, ou bien imposés par l'Administration pour des travaux urgents de réparation et d'entretien ; les arrêts brusques correspondront eux aussi la plupart du temps à des travaux de remise en état. En général, ces arrêts seront d'assez longue durée et porteront préjudice aux consommateurs. Le concessionnaire supportera lui-même un préjudice à cause des dépenses qu'il va être obligé d'engager pour les travaux et par suite de l'absence de recettes au cours de cette période ; l'Administration a pensé qu'il était équitable de le soustraire à toute demande d'indemnité de la part des usagers, car leurs intérêts sont suffisamment sauvegardés par le

pouvoir qu'elle s'est réservé de contrôler ces arrêts et de ne les autoriser ou maintenir que s'ils sont justifiés dans l'intérêt général. Il y a là une application de la théorie du risque social qui prend chaque jour une extension plus grande. Toutefois, les usagers qui ont passé un contrat pour achats d'énergie à forfait auront droit à une réduction proportionnelle des sommes dues.

Quand la concession porte sur des bassins réservoirs ou sur des équipements alimentant exclusivement des entreprises appartenant au concessionnaire et dispensés de fournir des réserves en force (Luzenac, Hèches, Tui-lière), l'article 29 n'a pas de raison d'être ; on le supprime.

Une certaine catégorie d'équipements, les usines marémotrices, en l'état actuel de la technique, ont une marche discontinue. On prévoit, dans ce cas, la création, soit d'une usine thermique, soit d'une usine hydraulique suréquipée, qui fonctionnera en parallèle avec l'usine marémotrice : un exemple de cette combinaison nous est donné par l'usine marémotrice de l'Aber Wrach et l'usine hydraulique de Diouris.

Afin de permettre la mise au point de la technique de l'utilisation des marées, l'article 48 du cahier de l'Aber Wrach précise que « le concessionnaire sera tenu de réserver une portion appropriée de l'usine pour l'essai des appareils dont l'Administration pourra juger l'étude intéressante » et l'article correspondant de Diouris impose au concessionnaire l'obligation « pour l'exécution des programmes et aménagements intéressant la meilleure utilisation des ressources naturelles et notamment de l'énergie des marées... d'établir une liaison avec des stations de production ou des réseaux de transport ou de distribution d'énergie électrique s'établissant dans la région ».

C. — Jugement des contestations

« Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'Administration, dit l'article 59, au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges, seront jugées par le Conseil de préfecture du département du siège de l'usine ».

L'Administration a donc assimilé, dès le début, la concession de chute à la concession de travaux publics, car c'est seulement en matière de travaux publics que le Conseil de préfecture a compétence générale, la juridiction administrative de droit commun étant le Conseil d'Etat.

Les tribunaux sont arrivés à la même conclusion et la doctrine, après avoir longtemps hésité, donne en général la même solution.

Les travaux du concessionnaire de chute étant des travaux publics, les règles de compétence générale peuvent être résumées de la façon suivante :

Entre l'Administration et le concessionnaire, compétence appartiendra au Conseil de préfecture, quelle que soit la nature de la contestation.

Dans les rapports avec les tiers, il faut, au contraire, faire les distinctions suivantes :

Si un dommage est causé par un tiers aux ouvrages, ce sont les tribunaux judiciaires qui devront fixer le montant de la réparation à moins que l'infraction ne constitue une contravention de grande voirie, auquel cas compétence appartiendra au Conseil de préfecture.

A l'inverse, le dommage peut être causé à un tiers par le concessionnaire, Si le dommage est dû à la construction des ouvrages, compétence est donnée au Conseil de préfecture ; s'il est dû à l'exploitation, le litige doit être porté devant les tribunaux judiciaires. Par exemple, le Conseil de préfecture aura à déterminer le dommage entraîné par l'insuffisance de dispositifs évacuateurs de crues, tandis que la fixation du dommage entraîné par l'irrégularité des éclusées de l'usine sera de l'attribution du tribunal civil.

S'il s'agit d'accidents aux personnes, le cas où la victime est un préposé du concessionnaire mis à part, compétence doit être donnée à la jurisprudence administrative, en l'état actuel de la jurisprudence. Il serait cependant logique de faire ici la distinction donnée pour les dommages aux biens.

Ces règles générales ne sont, en aucune manière, incompatibles avec les règles particulières insérées aux

articles 4 et 6 de la loi, qui constituent seulement des exceptions.

L'article 59 stipule, au paragraphe second, que « les litiges dans lesquels l'Etat serait engagé par l'application de la présente convention, peuvent être soumis à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre III du Code de procédure civile, ou suivant toute autre procédure qui serait légalement instituée ».

Jusqu'en 1906 l'Administration ne pouvait pas compromettre ; à cette époque, une loi admit l'arbitrage en matière de travaux publics et de fournitures ; il y a donc là une nouvelle preuve de la tendance qui portait l'Administration à assimiler les travaux d'équipement des chutes d'eau à des travaux publics. Si l'on se reporte au texte de la loi du 17 avril 1906, on voit qu'« en ce qui concerne l'Etat, il ne pourra être procédé à l'arbitrage qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil des ministres et contresigné par le ministre compétent et le ministre des finances ».

Il n'est pas simple de compromettre en matière administrative. Comme l'a justement fait observer M. Berthélemy, cette disposition de la loi de 1906 présente de graves symptômes d'incohérence, en particulier en ce qui concerne l'appel des sentences arbitrales qui, d'après le Code de procédure, auquel renvoie la loi de 1906, doit être porté, soit devant le tribunal civil, soit devant la Cour d'appel, alors qu'il s'agit ici de litiges dont compétence normale appartient au Conseil de préfecture ou au Conseil d'Etat.

Rappelons pour terminer qu'une clause compromissoire ne pourrait pas être inscrite dans le cahier des charges, car une telle clause n'est valable qu'en matière commerciale et seulement depuis la loi du 31 décembre 1925.

D. — *Clauses diverses. Dérivation à l'étranger Emplois réservés. Agents assermentés*

Nous allons assembler ici quelques articles qui appellent peu d'observations.

L'article 30 prohibe la dérivation à l'étranger de l'énergie provenant de l'équipement de chutes d'eau ; c'est l'application de l'article 27 de la loi de 1919. Cette mesure se justifie sans peine : l'aménagement des forces hydrauliques a été facilité pour remédier à l'insuffisance de production de nos houillères et, partant, pour diminuer le chiffre de nos importations de charbon.

Cette règle ne saurait être immuable et il ne faut pas oublier que l'énergie hydraulique dans les grands réseaux de transport et d'interconnexion ne se différencie pas de l'énergie thermique. Prohiber de façon absolue l'exportation de l'énergie hydraulique reviendrait à prohiber également l'exportation de l'énergie thermique. Aussi est-il prévu des dérogations accordées pour une durée de vingt ans au maximum, d'ailleurs renouvelables, par décret en Conseil d'Etat, contresigné par le ministre des Travaux publics et celui des Affaires étrangères.

L'article 30 du cahier type figure sans modification dans divers cahiers particuliers, exception faite de ceux concernant des bassins réservoirs et quelques usines (Hèches, Vézins). Il pourrait être supprimé chaque fois que l'objet exclusif de l'entreprise est l'alimentation directe d'usines appartenant au concessionnaire.

L'article 51 fait une obligation au concessionnaire de réserver un certain nombre d'emplois aux anciens militaires, à leurs veuves et à leurs orphelins, remplissant les conditions prévues par diverses lois et règlements. A cet effet, il doit se conformer aux dispositions résumées dans un tableau fixant, pour chaque type d'emploi, d'une part les catégories de blessures ou d'infirmités qui sont compatibles, d'autre part les aptitudes professionnelles nécessaires, et enfin la proportion des emplois ainsi réservés.

Le cahier des charges type ne faisait mention à l'article 51 que des blessés de guerre, mais des lois de janvier 1923 et juillet 1924 ont, comme l'exprime la circulaire ministérielle du 22 avril 1926, « assuré aux invalides, aux veuves et aux orphelins de guerre d'une part, et aux anciens militaires remplissant certaines conditions de

durée de service d'autre part, des emplois non seulement dans les services de l'Etat, mais également dans les entreprises industrielles ou commerciales qui obtiendront à l'avenir une concession, un monopole ou une subvention de l'Etat, du département ou de la commune ».

Le résultat a donc été d'augmenter pour les concessions de forces hydrauliques, comme pour les autres du reste, le nombre des postulants possibles aux emplois réservés.

Depuis 1928, l'article 51 est complété par la clause suivante concernant le statut du personnel :

« Dans un délai de six mois, à partir de la mise en service
« des usines, le concessionnaire devra, après consultation du
« personnel de l'entreprise, soumettre à l'approbation de l'autorité concédante le projet de statut applicable à ce personnel dans les conditions prévues par la loi du 28 juillet 1928,
« pour être annexé au cahier des charges de la concession, après
« avoir été approuvé dans la forme prescrite pour les avenants à
« ce cahier des charges ».

Certains cahiers précisent en plus :

« Ce statut devra régler les questions suivantes : conditions
« de titularisation et de licenciement, mode de détermination
« des salaires, avantages en nature, allocations familiales,
« congés annuels, assistance en cas de maladie, retraites, application des mesures disciplinaires, règlement amiable des différends collectifs ».

Très rares sont les cahiers qui n'ont pas prévu à l'article 51 la clause du statut du personnel ; on ne peut guère citer que ceux d'Ax-les-Thermes, Chambon, Albiès, la Gagne, Chapitre.

Le concessionnaire, en vue de la surveillance et de la police des ouvrages et de leurs dépendances, peut faire assermenter des agents qui, au préalable, devront être agréés par l'Administration après avis de l'Ingénieur en chef des forces hydrauliques. Cette faculté est mentionnée à l'article 58 du cahier des charges.

L'intérêt de cette disposition est de décharger les services généraux de la police administrative en cédant à des agents particuliers les pouvoirs nécessaires pour assurer de façon effective dans le domaine concédé le respect des lois et règlements en vigueur.

CHAPITRE VI

Rapports du concessionnaire avec les usagers

En demandant la concession d'une chute, le postulant a eu pour but, soit l'utilisation de l'énergie dans des installations lui appartenant, soit la vente de tout ou partie de cette énergie.

S'il est établi que le concessionnaire ne fera pas de vente d'énergie pendant la durée de la concession, soit parce qu'il absorbera tout le courant produit, exception faite des réserves qui pourront lui être imposées, dans une usine (Borne, Saint-Léger, Luzenac...) ou dans un réseau de distribution (la Bourélie, la Caillade, Tuilière...) lui appartenant, soit parce qu'il s'agit d'un réservoir sans usine adjacente (Saint-Point et Remoray, Puyvalador, Chambon...), il n'y aura pas lieu de conserver le chapitre IV du cahier des charges qui traite des rapports du concessionnaire avec les usagers.

Au contraire, si l'énergie, en partie tout au moins, doit à un moment quelconque de la concession pouvoir faire l'objet d'une vente, il faut indiquer aux articles 19 et 20 les conditions auxquelles pourra se faire cette livraison.

Le concessionnaire ne pourra pas vendre l'énergie au-dessus d'un certain tarif inscrit au cahier des charges et il devra satisfaire, dans la mesure de ses disponibilités, aux demandes de fourniture du public ; mais il aura un droit de surveillance sur les installations des abonnés, afin de prévenir les troubles qu'une disposition défectueuse pourrait entraîner dans l'exploitation.

Nous trouvons ici une différence capitale entre les concessions de chute et les concessions de mines. Nous savons en effet que le concessionnaire de mines est libre de vendre les produits de son exploitation à qui il veut et aux conditions qu'il lui plaît de demander. Au contraire,

il y a rapprochement très net avec les concessions de distributions d'énergie qui sont des concessions de travaux publics. Les règles imposées aux exploitants de chute sont cependant moins strictes que celles imposées aux distributeurs d'énergie. Aussi dirons-nous que les concessionnaires de distribution gèrent un service public et les concessionnaires de chute un service d'utilité générale.

SECTION I

Tarif maximum

Le concessionnaire ne peut pas vendre son énergie un prix plus élevé que celui fixé à l'article 19 du cahier des charges, prix maximum établi suivant certaines règles qui ont été définies dans la circulaire ministérielle du 24 juillet 1921. Mais il n'est pas tenu de consentir les mêmes conditions aux divers usagers. Pour les réserves, des rabais, plus ou moins élevés, suivant la catégorie, lui sont imposés dans le cahier des charges.

A. — *Détermination du tarif maximum*

Le tarif maximum est basé sur le prix de revient. Ce prix de revient se déduit du montant annuel des charges de toute nature que l'entreprise doit couvrir et de la capacité de production de l'usine.

Fixation des charges annuelles de l'entreprise :

L'élément le plus important dépend du compte de premier établissement, sur lequel doivent être inscrites, conformément au tableau annexé à la circulaire de 1921 les dépenses suivantes :

- Achat, volontaire ou forcé, des terrains ;
- Construction des ouvrages fixes, sans omettre l'outillage et les installations des chantiers ;
- Achat du matériel hydraulique ;
- Achat des génératrices électriques ;
- Achat de l'appareillage électrique nécessaire pour l'exploitation de l'usine jusqu'aux barres générales sur lesquelles viendront se brancher les départs.

Peut-on inscrire dans ce tableau les dépenses de premier établissement des postes de transformation qui peuvent être prévus par le concessionnaire ? La question est délicate : d'une part, l'article 27 dit que les branchements se feront à la tension des alternateurs ou du poste de transformation et, d'autre part, que les frais de branchement seront à la charge des usagers.

Or, suivant les cas, un usager aura avantage à se brancher sur les barres à moyenne tension ou sur les barres à haute tension. En principe, il paraîtrait donc équitable de faire la séparation des deux hypothèses. Le premier cahier, celui de la Cure fait cette distinction ; elle n'a jamais été prévue depuis cette époque. En fait, il ne faut pas perdre de vue que le tarif maximum n'est pas un tarif obligatoire ; dans ces conditions, il est inutile de compliquer les choses et il faut admettre que les postes de transformation prévus pourront figurer au compte de premier établissement.

A ces immobilisations, il faut ajouter :

Frais d'études et de constitution de la société : enregistrement qui, depuis la loi de juillet 1928, ne comporte qu'un droit fixe de 22 fr. 50, honoraires du notaire qui doit certifier la souscription de tout le capital social et le versement du minimum imposé par la loi, frais de convocation et autres entraînés par la réunion des assemblées constitutives.

Frais d'émission des actions et des obligations, tels que : impression des titres, commission aux banquiers chargés du placement, mais sans qu'il puisse être tenu compte, de la prime de remboursement, c'est-à-dire de la différence entre le taux de remboursement et le taux de versement sur les obligations.

Intérêts intercalaires du capital depuis son immobilisation jusqu'au terme des travaux tel qu'il est défini au cahier des charges.

Le total de ces différents chapitres représente le capital d'investissement.

Si la société s'est constituée en vue de plusieurs objets : équipement d'une chute et installation d'une usine d'électrométallurgie par exemple, il ne faudra tenir compte dans le décompte des frais de constitution de la société que de la fraction qui correspond au capital ci-dessus défini.

Ce compte de premier établissement étant arrêté, nous pouvons entreprendre la détermination des charges

annuelles ; celles-ci doivent être résumées sur un tableau conforme au modèle annexé à la circulaire du 1^{er} août 1921.

1^o Charges financières :

En premier lieu, il faut rémunérer le capital. Sans faire de distinction entre les actions et les obligations, on table sur un intérêt supérieur de 2 0/0 (de deux points dit le cahier des charges à l'article 45 *bis* sur la révision de la redevance proportionnelle) au taux du revenu donné par la rente française comportant l'intérêt nominal le plus élevé, d'après le cours moyen de cette rente pendant l'exercice écoulé.

Les dépendances de la concession devant faire retour gratuit à l'Etat à l'expiration du terme inscrit à l'article 31, il faut prévoir l'amortissement pendant la durée de la concession des capitaux engagés en adoptant les mêmes taux que ci-dessus. On obtient ainsi une évaluation forfaitaire qui peut être différente des charges réelles, suivant le crédit dont jouira la société concessionnaire au moment des émissions.

Pour compléter les charges du capital, il faut ajouter les impôts pris en charge par la société, en tant que société commerciale, abstraction faite du genre d'exploitation dont elle s'occupe : impôt sur le revenu, impôt de timbre, taxe de transmission, etc... ; la circulaire de 1921 estime que le montant de ces divers impôts est d'environ 1,5 0/0 du capital immobilisé ; ce coefficient doit être majoré pour tenir compte de l'aggravation des charges fiscales survenues depuis 1921.

2^o Dépenses d'exploitation :

Nous avons d'abord les frais généraux : d'une part, frais de direction et frais de service, c'est-à-dire rémunérations tant des organes de direction du siège d'exploitation que du siège social et dépenses d'ordre général, telles que loyers, frais de représentation, frais de bureau ; d'autre part, assurances de toute nature, redevances à payer à l'autorité concédante, impôts divers autres que ceux intéressant le capital.

Viennent ensuite les salaires du personnel, les matières consommables chiffrées d'après le nombre de kwh produits, ce qui est assez arbitraire ; il faut y comprendre l'énergie nécessaire pour l'alimentation des services intérieurs de l'usine.

Après, nous avons les frais d'entretien et de réparations évalués en 0/0 du capital correspondant aux diverses installations : ouvrages de génie civil, conduites forcées et vannes, turbines, alternateurs, appareillage et postes de transformation ; il faut aussi y comprendre les lignes que le concessionnaire pourrait être appelé à construire pour alimenter en énergie les bénéficiaires de droits exercés.

Enfin, un dernier chapitre fixe les frais de renouvellement du matériel hydraulique, des machines électriques, de l'appareillage et des postes. Il n'est pas question ici de chiffrer les frais de remplacement des pièces sujettes à usure, roues des turbines, paliers des alternateurs, etc... Il s'agit de remplacer le matériel par unités complètes, ce qui n'est plus une question d'entretien.

Les chiffres qui seront inscrits dans les deux tableaux ne correspondront qu'à des estimations, car le pétitionnaire les aura déterminés d'après les devis estimatifs. Nous verrons plus loin que des rectifications périodiques seront apportées pour tenir compte des charges réelles imposées à la concession.

Evaluation de la capacité de production de l'usine :

C'est aussi en se basant sur des évaluations que l'on déterminera la capacité de production de l'usine. Cette capacité est tributaire de deux facteurs : l'un échappera toujours à l'action du concessionnaire : c'est l'énergie potentielle disponible qui dépend du débit d'amenée, fonction lui-même du régime hydrographique du bassin ; l'autre, l'énergie consommée, dépend des débouchés que le concessionnaire aura su, par son activité commerciale, découvrir et, au besoin, faire naître.

En pratique, sauf rares exceptions, le concessionnaire sera obligé de laisser passer directement à l'aval du barrage une partie du débit de la rivière, soit au moment des fortes crues, soit au moment des heures creuses, dans le cas où il n'existerait pas de bassin de capacité suffisante pour mettre en réserve l'énergie potentielle en excédent.

Suivant les installations prévues et le genre de clientèle à servir, le coefficient de réduction par lequel il faudra multiplier l'énergie potentielle disponible en année moyenne, pour avoir l'énergie réellement transformée pourra varier dans de très grandes proportions. La circulaire du 1^{er} août 1921 dit à ce sujet :

« Ce coefficient de réduction paraît devoir être pris égal à 50 0/0 dans le cas le plus défavorable, c'est-à-dire dans celui d'une usine non régularisée (par conséquent sans bassin de grande capacité pour alimenter la prise d'eau) et dépourvue de bassin de compensation. Au contraire, il pourra s'abaisser à 25 0/0 si l'usine est pourvue de bassin de compensation et en jonction avec un réseau ayant une grande capacité d'absorption. La valeur de ce coefficient devra être appréciée dans chaque cas d'espèce ».

La production normale, ainsi définie, sera très rarement atteinte au début de l'exploitation ; ce n'est qu'ex-

ceptionnellement qu'il se trouvera, à la mise en route de l'usine, des débouchés suffisants pour l'absorber. Il faudra donc, pour la première détermination, affecter la production normale d'un coefficient de réduction complémentaire, qui sera choisi égal à la moyenne des coefficients prévus à la mise en route et à l'époque de la première révision.

Pour avoir le prix de revient réel moyen du kwh, il suffira de faire le rapport du total des charges annuelles de l'entreprise par la production moyenne de l'usine escomptée pendant la première période d'exploitation.

Détermination du tarif maximum :

Il faut que le producteur puisse différencier ses tarifs suivant les conditions d'utilisation, en favorisant les clients qui prennent de l'énergie pendant les heures normalement creuses afin d'augmenter son coefficient d'utilisation ; il faut aussi qu'il tienne compte des facilités plus ou moins grandes de placement de cette énergie.

Le prix de revient ci-dessus défini ne peut donc pas servir de tarif maximum ; il faut lui faire subir une majoration très délicate à déterminer ; si elle est insuffisante, elle enlève toute souplesse à l'exploitation commerciale et si elle est trop forte, le but cherché par l'autorité concédante de sauvegarder les intérêts du public n'est pas atteint.

La circulaire de 1921 donne comme inconvénient d'une majoration trop importante, le caractère illusoire qui en résulterait pour les réductions en faveur des services publics, celles-ci étant fonction du tarif maximum : il n'y a là aucun inconvénient car il suffira de prévoir une réduction plus importante.

Le grand régulateur sera donné par le tarif maximum applicable à l'énergie thermique produite dans la région, nous dirons même susceptible d'être produite.

La circulaire du 1^{er} août 1921 prévoit que le tarif maximum sera obtenu en majorant de 50 à 60 % le prix de revient.

B. — *Application du tarif maximum*

Un tarif maximum a dû être proposé par le futur concessionnaire avant la mise à l'enquête de la demande. Une jurisprudence invariable du Comité consultatif et du Conseil d'Etat refuse la fixation dans le cahier des charges d'un tarif supérieur à celui qui a été mis à l'enquête.

Quelques règles complémentaires ont été précisées par le Comité, règles qu'il est intéressant de rappeler :

Dans le cas où la concession comporte plusieurs chutes et où l'énergie est livrée par ces équipements à un même réseau, il convient de fixer un tarif maximum uniforme, bien que le prix de revient soit différent.

Lorsqu'une usine, soit autorisée, soit fondée en titre, passe sous le régime de la concession, le tarif maximum doit s'appliquer à toute la production de l'usine, toute distinction entre les deux sortes d'énergie étant impossible. Mais il est toujours entendu que les contrats en cours, au moment du changement de régime, ne seront pas soumis à ce tarif maximum.

La circulaire du 1^{er} août 1921 a recommandé, conformément à la rédaction du cahier type, de donner au tarif maximum une forme binôme : prime fixe annuelle par kilowatt de puissance souscrite, et redevance proportionnelle par kilowatt-heure livré. On peut cependant citer quelques concessions qui n'ont pas prévu de prime fixe : Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Taurion, Dognon, la Glane ; mais il s'agit d'usines qui n'ont pas pour objet principal la vente de l'énergie au public. Le cahier de Kembs, à côté du tarif binôme porte un tarif forfaitaire correspondant, d'après le tarif binôme, à une utilisation de 2.500 heures.

Quelquefois le tarif maximum est accompagné d'une clause, non prévue au cahier type, de minimum de consommation, 2.500 heures lorsque la plus importante partie du courant doit être livrée à des entreprises de distribution (Putanges, Ellez, Brommat, La Cère, Kembs, Vézins, Castillon, le Pollet), taux abaissé parfois à

2.000 heures (Eguzon, Taurion, Dognon, Moulin de Beaufort, Isles Jourdain, Virolle, la Glane, Jousseau, Roche au Moine) et même descendant à 1.800 heures (Chézery, Vienne Supérieure).

En principe, la répartition des deux primes doit se faire en prenant pour la prime fixe la moitié de la recette assurée par le minimum de consommation que l'on veut garantir.

L'examen des divers cahiers de charges particuliers nous montre que la prime fixe est de l'ordre de 200 francs. Exception faite pour la concession marémotrice de l'Aber Wrach qui présente un caractère un peu particulier, on ne peut guère citer comme cahiers dont la prime fixe dépasse 250 que ceux de : la Llau, Etables, Gentille, Bonne Inférieure, Rophemel, Lassoula, Pont de Brion, Arthez d'Asson, Roquesteron... le plus grand nombre se plaçant parmi les derniers parus, Le maximum est détenu par Roquesteron avec 450 et le minimum par Mauzac avec 80, ces deux valeurs étant d'ailleurs isolées.

La redevance proportionnelle oscille entre 0,07 (Mauzac) et 0,30 (Vésins), le taux le plus souvent adopté se rapprochant de 0,15. Le rapport : prime fixe-redevance proportionnelle varie de 1.000 à 2.000.

Tarif de dépassement :

Lorsqu'un usager consomme une puissance plus élevée que la puissance souscrite, il peut gêner l'exploitation du concessionnaire qui ne sera plus à même de satisfaire tous ses clients, étant limité par la puissance de son installation. Même si la puissance moyenne reste dans les limites contractuelles, tout dépassement momentané peut créer des perturbations préjudiciables au fonctionnement des autres installations (brusques chutes de tension par exemple).

Aussi est-il quelquefois prévu à l'article 19 du cahier des charges une sorte de pénalisation sous forme d'un tarif de dépassement spécial s'appliquant à la puissance consommée au delà du maximum souscrit ; mais ce tarif doit être précisé à l'enquête ; il consistera en une majoration, soit de la prime fixe, en principe de 50 % (la Jour-

danie, Vézins, Villechien), soit plus rarement de la redevance proportionnelle (doublée dans le cahier de Gavarnie), soit exceptionnellement des deux (Pied de Borne, majoration de 50 %). Ces majorations de tarif sont souvent complétées par une limitation de la puissance de dépassement; la limite généralement admise est de 20 % (Mauzac, Bancairon, Vézins, Pied de Borne).

Ajustement du tarif en fonction de l'index économique :

Les concessions de distribution d'énergie sont aussi prévues avec tarif maximum; les cahiers types de ces concessions prévoient un ajustement du tarif en fonction de l'index économique fixé périodiquement par le ministre des Travaux Publics, d'après le prix des houilles et de la main-d'œuvre dans la région intéressée.

Certains concessionnaires de chute d'eau ont demandé l'inscription à l'article 19 d'une clause de réajustement en fonction de cet index économique. Le Comité consultatif pendant longtemps, a refusé de donner son accord à des clauses de ce genre. Mais il a évolué et il a approuvé le vœu émis au 3^e Congrès de la Houille Blanche ainsi conçu :

« Considérant que les dépenses d'exploitation et d'entretien
« des entreprises hydro-électriques, quoique relativement
« faibles par rapport aux charges financières, ne sont cependant
« pas négligeables et qu'elles augmentent avec l'élévation des
« prix des salaires ;

« Considérant qu'il serait indispensable pour intéresser les
« capitalistes français aux entreprises nationales de permettre
« aux dividendes de suivre à peu près le niveau des prix et aux
« revenus des obligations d'être garantis contre les fluctuations
« de la valeur de la monnaie :

« Considérant que l'introduction de l'index économique élec-
« trique ou de tout autre variable suivant les fluctuations de la
« situation économique, dans les tarifs maxima des concessions
« et dans les formules de révision de ces tarifs, permettrait
« dans une certaine mesure d'encourager les entreprises hydro-
« électricques et celles de transport d'énergie ».

Il s'agit donc d'assouplir la formule de révision à date fixe par une formule complémentaire basée sur les oscillations de la situation économique et entrant en jeu dès que ces oscillations dépassent une certaine amplitude. Comme on le voit ci-dessus, la formule de l'index économique électrique établi pour l'énergie d'origine ther-

mique, est proposée dans le cas d'usines hydrauliques, uniquement pour maintenir un parallèle étroit entre les deux catégories d'énergie et parce qu'elle suit la fluctuation de la situation économique générale du pays.

Etant donné la stabilisation de la situation économique, cette formule de variation n'a pas été encore appliquée (sauf dans le cahier de la Cure) et risque de ne pas l'être de sitôt.

Tarification de l'énergie réactive :

Les appareils d'utilisation d'énergie électrique transforment l'énergie active, résultat de la transformation de l'énergie potentielle hydraulique, en une énergie d'une autre nature, mécanique, thermique, chimique, etc...

En outre, certaines catégories de matériel, comme les moteurs asynchrones, ont besoin d'une énergie non transformable pour l'admantation de leurs circuits; cette énergie est sensiblement constante, quelle que soit la charge des moteurs; c'est l'énergie réactive. Elle peut être créée sur place, ou au contraire on peut la demander à l'usine productrice. Les alternateurs de la centrale sont généralement dimensionnés pour pouvoir fournir ces deux qualités d'énergie dans un rapport géométrique déterminé qui porte le nom de facteur de puissance, et qu'on choisit en principe égal à 0,8, car ce chiffre correspond au facteur d'une installation rationnelle d'utilisation, bien surveillée et sans dispositifs spéciaux. Le fonctionnement d'un alternateur, comme celui d'une ligne de transport, est conditionné par des questions d'échauffement; l'échauffement est fonction de la puissance totale débitée; par conséquent, plus nous demanderons d'énergie réactive, moins nous pourrons livrer d'énergie active, et plus le rendement des groupes diminuera. Les producteurs ont donc intérêt à pouvoir marcher avec un facteur de puissance aussi voisin que possible de l'unité.

Le circulaire du 1^{er} août 1921 a admis la possibilité de prévoir une majoration des tarifs dans le cas où le facteur de puissance descendrait au-dessous de 0,8. Beaucoup de cahiers contiennent une clause de réajustement dans ce but; ceux qui n'en prévoient pas devien-

nent rares. Le facteur de puissance de référence est pris égal à 0,8 ; cependant le cahier de Rory a admis 0,707 et ceux de Bioge et de Vallières 0,9.

On insérerait, surtout au début, une formule de réserve prévoyant que la tarification de l'énergie réactive serait faite suivant un barème à fixer par le ministre des Travaux Publics, après avis du Comité consultatif. De plus en plus, on fixe à l'article 19 la formule de majoration, qui est habituellement la suivante : majoration de un pour cent par centième de diminution du facteur de puissance au-dessous de 0,8. Le cahier de Bioge qui pénalise de un pour cent au-dessous de 0,9 bonifie de un demi pour cent au-dessus de cette valeur ; cette clause est intéressante et gagnerait à être généralisée. Dans le cahier de Vallières, la pénalité est portée à deux pour cent. Le cahier de Pinet prévoit deux échelons, un pour cent par centième de 0,8 à 0,7, et deux pour cent au-dessous.

Le coefficient de majoration est quelquefois donné sous une forme un peu différente : rapport du facteur de puissance type au facteur de puissance réel.

Le facteur de correction ne porte que sur la redevance proportionnelle ; le cahier de Breil l'applique aussi à la prime fixe.

Tarification de l'énergie de nuit :

Parfois l'article 19 prévoit une réduction du tarif maximum pour l'énergie de nuit (30 % entre 23 heures et 4 heures dans les cahiers de Viclaire, Vézins, Villechien et Allemont).

Tarifs applicables aux usagers :

Le concessionnaire n'est pas obligé d'appliquer les mêmes tarifs à deux usagers différents, même si les conditions d'utilisation et l'importance des fournitures sont identiques pour les deux.

C'est là un des points importants qui séparent les concessions de chute des concessions de distribution publique et les rapprochent des concessions de distribution aux services publics. Peut-on en donner une justification ? Sans aucun doute si l'on songe que l'usiner est un four-

nisser en gros dont les clients seront en général des concessionnaires de distribution, bien armés pour défendre leurs intérêts, et susceptibles dans la plupart des cas de chercher ailleurs des conditions plus favorables, tandis que les clients des distributeurs seront pratiquement toujours obligés de subir les prétentions de ceux-ci dans l'impossibilité où ils seront de trouver d'autres fournisseurs dans leur zone.

A cet effet, l'article 11 des cahiers des charges types de distribution publique d'énergie électrique contient la stipulation suivante :

« Si le concessionnaire abaisse pour certains abonnés le prix de vente de l'énergie à basse tension, avec ou sans conditions, au-dessous des limites fixées par le tarif maximum prévu ci-dessus, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions tous les abonnés placés dans les mêmes conditions de puissance, d'horaire, d'utilisation, de consommation, de durée d'abonnement ».

C. — *Tarifs applicables aux réserves*

Le concessionnaire de chute doit réserver, jusqu'à concurrence du maximum d'un quart, une partie de la production en faveur de diverses collectivités. Un tarif de faveur, auquel devront être livrées les réserves, est imposé au concessionnaire dans le cahier des charges.

Il n'est pas prévu de taux uniforme pour les différentes catégories.

Dans le cas où le chapitre IV est supprimé par suite de la destination privée de la production de l'usine, il convient de chiffrer explicitement les tarifs applicables aux réserves, puisqu'il n'est pas possible de se référer à un tarif maximum (cahiers de la Bourélie, Borne, Saint-Léger, Biard).

A l'article 25 sont fixées les réductions sur les tarifs maxima applicables aux deux catégories de l'article 22.

Services publics :

D'après la circulaire du 19 août 1921, le taux applicable aux réserves destinées aux services publics autres que les entreprises agricoles d'utilité générale doit être

fixé égal au prix de revient réel, celui qui, majoré de 50 à 60 %, donne le tarif maximum inscrit à l'article 19 ; dans ces conditions, le pourcentage de réduction devrait être compris entre 33 et 37,5 %. Le Comité consultatif a eu l'occasion à diverses reprises de rappeler que les règles de détermination du prix de revient réel n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir une grande rigueur et qu'il était par conséquent illusoire de choisir des coefficients de réduction non arrondis ; en pratique, le coefficient inscrit à l'article 25 pour cette catégorie de réserves doit être, soit 35, soit 40 %.

Cependant, pour ne citer que les derniers, les cahiers de Chézery, Luzières, Bioge, Rory, Sabart, la Jourdanie, prévoient 32, 33, 36 ou 37 ; ces exceptions, il faut le reconnaître, deviennent de plus en plus rares.

Il ne faudrait cependant pas croire que le taux de réduction est toujours supérieur à 30 ; les cahiers de Pied de Borne et d'Allemont, récemment parus, ont adopté le taux de 30, qui se retrouve dans ceux de Jousseau, Mauzac, Doron de Beaufort et Eguzon. On trouve aussi le coefficient 20 dans les cahiers de Breil, Villechine, Vézins, Kembs, l'Isles Jourdain, Taurion, et dans certains cas particuliers (usine marémotrice de l'Aber Wrach et son usine de régularisation de Diouris), le taux de réduction a été abaissé jusqu'à 10.

Au lieu d'appliquer un coefficient de réduction sur le tarif maximum, l'article 25 des cahiers de Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Guerlédan, la Lyonne, Vielaide, Virolle, Velmanya, la Cère, la Glane, Saint-Maurice, Castillon, le Pollet, donnent explicitement le tarif en prévoyant, tantôt à la fois prime fixe et redevance proportionnelle, et tantôt redevance proportionnelle seule.

Entreprises agricoles :

Pour les entreprises agricoles d'utilité générale, d'après la circulaire de 1921, le tarif doit correspondre au prix de revient normal, celui qui sera obtenu lorsque l'usine sera arrivée à sa période de développement complet. Il est donc plus logique, comme le ministre de l'Agriculture l'a demandé, et comme l'a approuvé le Comité consultatif,

d'insérer à l'article 25 le taux de vente au lieu du coefficient de réduction sur le tarif maximum.

Dans la pratique, le tarif applicable aux entreprises agricoles d'utilité générale est toujours inscrit sous la forme d'une simple redevance proportionnelle sans prime fixe et, bien entendu, sans minimum de consommation garanti, ce qui serait une façon détournée de rétablir cette prime. Quelques cahiers cependant ont adopté le coefficient de réduction sur le tarif maximum : Eguzon, Doron de Beaufort, Taurion, Dognon, Aber Wrach, Diouris, Diège, Mauzac, Brommat, Isles Jourdain, Kembs, Villechien, Jousseau. Mais, à l'exception du cahier de Mauzac (qui prévoit deux taux distincts 30 et 40) et celui de Doron de Beaufort (qui n'impose pas aux collectivités agricoles de minimum de consommation) tous ces cahiers imposent à toutes les réserves de l'article 22, quel qu'en soit le bénéficiaire, les mêmes tarifs et les mêmes conditions d'utilisation.

Le taux de redevance proportionnelle prévu pour les réserves agricoles est le plus souvent inférieur à la partie correspondante du tarif maximum. Comme exceptions, on ne peut citer que : la Frasnée, Rory, Asasp, Luzières et la Gagne ; en général le rabais est de l'ordre de 25 % et peut atteindre, même dépasser 50 % : ainsi le cahier de Villemur prévoit 0,22 pour la redevance proportionnelle de l'article 19 (indépendamment de la prime fixe) et 0,10 pour le tarif applicable aux collectivités agricoles (sans prime fixe).

On voit par là le désir très net de favoriser le développement de l'électrification rurale, afin d'empêcher l'exode des ruraux vers la ville en rendant moins pénible la vie à la campagne et plus faciles les travaux des champs.

Quand des réserves sont prévues pour l'irrigation, avec conditions spéciales d'utilisation, des tarifs encore plus favorables peuvent être consentis (Orthez, Pébernât). Il en est de même parfois en faveur de quelques bénéficiaires que l'on veut particulièrement avantager ; ainsi le cahier de Dognon, qui prévoit à l'article 19 une redevance proportionnelle de 0,225 sans prime fixe, et en faveur des réserves une réduction de 35 %, soit un taux de

0,146, mais avec un minimum de consommation garanti de 1.200 heures (au lieu de 2.000 dans le cas général), consent pour les groupements agricoles et les réseaux ruraux de la Corrèze, un tarif de 0,13 sans minimum de consommation, ni limitation de facteur de puissance. Nous trouvons une disposition analogue dans le cahier de Mauzac. La suppression de la pénalisation pour mauvais facteur de puissance se rencontre fréquemment pour les réserves agricoles (Biard, Virolle, Cère, la Glane, Vienne Supérieure); le cahier de la Perrière, au contraire, stipule nettement l'application, même dans ce cas, de la clause de réajustement pour facteur de puissance inférieur à 0,8.

Sauf prescriptions contraires inscrites dans le cahier des charges, il faut appliquer aux réserves de l'article 22 les clauses de minimum de puissance à souscrire et de minimum de consommation garanti qui pourraient être prévues à l'article 19.

Réserves départementales :

Cette remarque est également valable en ce qui concerne les réserves départementales. Celles-ci, destinées à sauvegarder les intérêts économiques régionaux, et en particulier la petite industrie locale, ne doivent pas être cédées à des tarifs trop favorables, car les bénéficiaires sont des usagers ordinaires. Mais il serait inopportun de laisser le concessionnaire libre de débattre les conditions de fourniture de l'énergie avec les rétrocessionnaires des conseils généraux, car il lui serait facile bien souvent d'échapper, au moins pour partie, aux prescriptions de l'article 24 du cahier des charges, en demandant l'application du tarif maximum.

Ainsi se justifie la règle inscrite dans la circulaire du 1^{er} août 1921 qui demande que le tarif applicable soit compris entre le tarif maximum et le prix de revient réel ; elle préconise la moyenne arithmétique de ces deux chiffres, ce qui revient à appliquer un coefficient de réduction au tarif maximum de l'article 19, d'environ 20 %.

Les conseils généraux, qui sont les intermédiaires forcés entre le concessionnaire et les usagers des réserves

départementales, demandent souvent que le tarif applicable à ces réserves corresponde au prix de revient réel ; le Comité consultatif a toujours donné un avis défavorable à ces prétentions, comme contraires aux prescriptions de la circulaire du 1^{er} août 1921. Le chiffre généralement admis est 20 %. On trouve cependant, surtout dans les premiers cahiers, des taux de réduction plus faibles : Allemont, Jousseau, Vallières, Vézins, Rory, la Jourdanie, Viclaire, Bétharram... Sauf dans les cahiers de l'Orne et de Vaufrey d'une part, de Diouris et Aber Wrach d'autre part, qui prévoyaient respectivement 10 et 5 %, le taux ne descend pas au-dessous de 15. Les cahiers de la Lyonne, Dampjoux, Castillon et le Pollet précisent le tarif qui comporte une réduction, soit sur la redevance proportionnelle seule, soit également sur la prime fixe. Quelques cahiers prévoient, en plus, une diminution du nombre d'heures de consommation garanti, adoptant soit le même chiffre que pour les réserves de l'article 22 (Dognon), soit un chiffre plus élevé (Brommat). Si rien n'est spécifié, il faut appliquer les règles générales.

Si le conseil général use de la faculté qui lui est reconnue par la circulaire du 4 octobre 1923 de passer, au nom du département le contrat d'achat des réserves départementales, il doit, dans les contrats de rétrocession aux usagers, ne pas enfreindre les prescriptions du cahier des charges, notamment l'article 19 relatif au tarif maximum ; aussi la circulaire de 1923 prescrit-elle aux conseils généraux de donner copie au service du contrôle de ces contrats de rétrocession.

Nous avons déjà dit que cette possibilité pour le département de se transformer en distributeur d'énergie nous paraissait incompatible avec l'esprit de la loi de 1919, car l'économie régionale ne tirerait pas grand avantage du maintien de ces réserves, si le tarif appliqué devait s'approcher fortement du tarif maximum ; d'autre part, le conseil général aurait tendance à céder l'énergie dont il pourrait disposer à des services publics départementaux, ce qui est peu conforme, nous l'avons vu, à l'esprit de la loi, bien que la circulaire ministérielle

d'octobre 1923 ait soin de donner explicitement une solution contraire. C'est d'ailleurs parce que nous n'admettons pas la possibilité d'affecter les réserves départementales à des services publics que nous refusons au conseil général la possibilité de jouer le rôle d'entrepreneur de distribution.

D. — *Révision du tarif maximum*

Le tarif maximum a été fixé d'après des estimations.

Or, les prévisions de dépenses ont pu être dépassées ; le cas est même assez fréquent.

Cette erreur d'appréciation peut être réparée, quand on connaît le montant réel des dépenses effectuées pour la mise en œuvre de l'équipement. Bien que le cahier des charges type n'ait pas prévu de réajustement à cette époque-là, le Comité consultatif a été d'avis qu'une révision s'impose dès la mise en service de l'usine afin de laisser au concessionnaire une marge suffisante pour différencier les tarifs. Cette solution est logique ; il ne faut pas faire supporter au concessionnaire les conséquences des incidents qui ont pu se produire pendant la construction et dont certains étaient imprévisibles, survenance par exemple d'une crue exceptionnelle qui a emporté les ouvrages en construction.

Certains incidents toutefois auraient pu être souvent évités par une étude plus approfondie du projet ; dans ce cas, il semble que les usagers éventuels ne devraient pas supporter les conséquences de l'incurie du pétitionnaire. Cette solution serait bien compliquée ; elle serait d'autre part de nature à décourager les initiatives, et surtout elle détournerait les capitalistes de ce genre d'entreprises. L'Administration, en présence d'un projet mal étudié, aurait dû imposer au pétitionnaire un complément d'étude, l'obliger par exemple à exécuter des sondages pour se rendre compte de la nature profonde des terrains sur lesquels va s'édifier le barrage. En somme, dans un cas de ce genre, sa responsabilité est moralement engagée, ce qui réduit théoriquement celle du concessionnaire. Mais l'article 8 du cahier des charges l'exonère de toute

responsabilité. Il est difficile d'autre part si l'on veut faciliter le développement des forces hydrauliques, de laisser à la charge des capitaux investis un aléa redoutable. Il ne reste donc plus que l'usager ; c'est lui qui devra subir les effets de l'imprévoyance du concessionnaire et du défaut de surveillance du contrôle.

Ces explications étant données, on trouve dans la plupart des cahiers des charges particuliers une clause permettant la révision du tarif maximum dans l'année qui suivra la mise en service de l'usine (dans les 6 mois, dit même le cahier de Viclaire). Cette révision n'aura pas lieu obligatoirement ; il faudra qu'elle soit demandée par le concessionnaire ou par l'Administration. Il peut arriver en effet, mais ce sera exceptionnel, que les crédits prévus pour l'exécution des travaux n'aient pas été entièrement absorbés. Si le cas se présentait et si l'économie réalisée était sensible, l'Administration devrait prendre l'initiative de cette révision, car elle a la garde des intérêts généraux de la collectivité et, à ce titre, doit la faire profiter des avantages retirés de la bonne utilisation de la chute.

Cette révision, au début de l'exploitation, n'est pas prévue dans le cahier type. Par contre, l'article 19 prévoit une révision périodique tous les dix ans, révision qui peut être demandée par le concessionnaire ou par l'Administration suivant que la variation correspond à une hausse ou à une baisse ; comme nous l'avons dit ci-dessus, l'Administration agit en qualité de représentant de la collectivité des usagers soit actuels, soit futurs. Un usager pourrait-il prendre l'initiative de cette demande, en cas de silence de l'Administration ? Il ne le semble pas ; tout ce que pourrait faire l'usager, c'est d'adresser une pétition à l'Administration, sans recours possible contre l'inertie de celle-ci, car la révision n'est pas une obligation, mais une simple faculté. Il n'y aurait donc lieu d'envisager que le recours gracieux, c'est-à-dire le recours hiérarchique au ministre, l'autorité compétente pour demander la révision étant l'ingénieur en chef des forces hydrauliques, autorité à laquelle devrait être adressée la pétition des usagers.

Ces révisions périodiques ont pour but l'ajustement des deux facteurs constitutifs du prix de revient, afin de déterminer celui-ci de façon aussi précise que possible, compte tenu des résultats antérieurs d'exploitation.

Prenons le premier de ces facteurs, le total des charges annuelles de l'entreprise, qui comprennent la rémunération du capital et les dépenses d'exploitation. Si des travaux complémentaires ont été effectués, il faudra prévoir l'amortissement des dépenses correspondantes en quinze ans, conformément aux règles que nous retrouverons quand nous étudierons les conditions du rachat.

Pour l'évaluation des dépenses d'exploitation, deux méthodes peuvent être suivies : ou bien s'en tenir à la moyenne des résultats des exercices de la période qui prend fin ou tout au moins à la moyenne de ceux du dernier exercice ; ou bien extrapoler les résultats précédemment obtenus. La première méthode est plus sûre et donne lieu à moins d'arbitraire puisqu'elle est basée sur des faits et non sur des estimations ; la seconde paraît plus équitable, mais d'une application plus difficile ; aussi n'hésitons-nous pas à nous rallier à la première.

La capacité de production de l'usine doit être déterminée d'après les mêmes règles. Normalement l'utilisation de la chute doit s'améliorer avec le temps, par suite de la création de débouchés nouveaux.

Cette façon d'opérer sera donc favorable au concessionnaire, car elle fera état du prix de revient réel au moment de la révision et non du prix de revient moyen escompté pendant la période qui va s'ouvrir. Au moment de la rédaction du cahier des charges et même à l'époque de la première révision, dans l'année qui suit la mise en service de l'usine, cette méthode est inapplicable.

La circulaire ministérielle du 1^{er} août 1921 demande, comme nous venons de l'expliquer, le remplacement de l'utilisation escomptée par l'utilisation réelle, jusqu'à ce que, ajoute-t-elle, l'on arrive à l'utilisation normale. Or, cette utilisation normale n'apparaît en aucun point du cahier des charges ; on trouve bien l'indication de la puissance moyenne, mais le coefficient de réduction

normal à appliquer n'est mentionné nulle part. Aussi la prescription suivante de la circulaire du 1^{er} août 1921 restera-t-elle dans la pratique lettre morte : « Au delà (de l'utilisation normale), et si le coefficient d'utilisation s'améliore encore, on pourra n'en plus tenir compte dans les révisions ultérieures et laisser cette amélioration bénéficier uniquement au concessionnaire ».

Tout ce que l'on peut admettre, c'est l'acceptation, par l'Administration, de la demande du concessionnaire désirant qu'il ne soit pas fait état, au moment d'une des révisions, du coefficient d'utilisation réel, étant données les conditions d'établissement de l'équipement et les difficultés rencontrées pour la création de débouchés nouveaux ; on se trouve alors en face d'une sorte de prime de bonne gestion accordée à un exploitant qui a su tirer, de la richesse naturelle à lui confiée, un parti plus intéressant que ne l'eut fait un gestionnaire normal, ce qu'en droit civil on nommerait un « bon père de famille ».

Revenons à la révision des charges du capital. Nous savons que l'intérêt et l'amortissement du capital doivent être calculés d'après l'intérêt de la rente au taux nominal le plus élevé, pendant l'exercice écoulé. Il y aura donc lieu, à chaque révision, de refaire l'évaluation forfaitaire en prenant la valeur actuelle du cours de la rente ou plus exactement la moyenne de ce cours pendant l'année qui précède la révision.

Les charges du capital ne varient pas ; elles sont déterminées par les conditions mêmes de l'émission. Par conséquent, si le cours de la rente est supérieur non pas, comme le dit la circulaire, à ce qu'il était au moment de l'émission, mais au taux de l'émission elle-même, compte tenu des primes éventuelles de remboursement, « le concessionnaire bénéficiera d'une marge supplémentaire pour l'établissement du tarif maximum, marge dont il peut profiter pour améliorer sa situation financière. Si au contraire le cours de la rente a baissé, cette marge sera diminuée, à moins que, ajoute la circulaire, le concessionnaire fasse la preuve qu'il n'a pu réaliser en temps voulu les amortissements ou faire les conversions nécessaires pour adapter ses charges réelles à la situa-

tion économique générale ». Il a pu en effet se trouver dans l'impossibilité d'opérer ce réajustement, parce que des déficits d'exploitation se sont manifestés ou parce qu'une clause lui interdisait pendant un certain temps le remboursement de sa dette obligataire. Dans ce cas, le concessionnaire pourra remplacer l'évaluation forfaitaire par la détermination de ses charges réelles dûment justifiées, ce qui l'obligera à laisser l'Administration s'immiscer dans sa comptabilité intérieure. « La méthode forfaitaire, fait observer la circulaire du 1^{er} août 1921, a pour principal résultat de placer les différentes industries dans une situation comparable, quel que soit le coût de l'argent à l'époque où elles ont construit leurs installations ». On a ainsi une méthode de comparaison simple de la valeur économique des différentes chutes qui sont équipées.

Les révisions peuvent se faire, dit le cahier des charges type, tous les dix ans ; nous avons vu qu'en outre les cahiers des charges particuliers prévoient une révision au moment de la mise en service de l'usine ; il y a certains cahiers qui envisagent de plus une révision possible entre la première et la dixième année lorsque le régime de fonctionnement de l'installation doit, au bout d'un certain temps, être modifié, par exemple usine hydro-électrique sur rivière devant fonctionner en parallèle avec usine à marées projetée dans la même région (Diouris, Ellez).

Quand plusieurs usines font partie de la même concession, la révision des tarifs s'opérera à la même époque pour l'ensemble, car le tarif sera le même pour toutes. Il en est de même lorsque deux usines, faisant l'objet de deux concessions différentes, sont liées étroitement au point de vue fonctionnement (Eguzon et la Roche au Moine).

SECTION II

Le concessionnaire et les usagers

Si le but de l'entreprise est la vente, en partie tout au moins, de l'énergie produite, le concessionnaire doit

obéir à une réglementation spéciale qui rappelle celle qui est imposée aux concessionnaires de distribution.

Nous signalerons les rapports et les différences de principe qui séparent les deux réglementations l'une de l'autre et nous pourrons constater que les deux types de concessions en question sont sensiblement de même nature.

L'analogie existe même pour les concessions de chute a but uniquement privé, mais c'est avec les concessions de transport d'énergie.

A. — *Obligation de fournir l'énergie*

« Le concessionnaire, dit l'article 20 du cahier des charges, sera tenu de fournir l'énergie demandée dans la limite de la puissance dont il disposera aux différents états du cours d'eau.... »

L'étendue de cette obligation est définie par le but de l'entreprise tel qu'il ressort de l'examen de l'article 1^{er} du cahier des charges.

Si la demande provenait d'usagers manifestement en dehors des catégories prévues, le concessionnaire pourrait refuser toute livraison de courant. Pourrait-il bénévolement l'accorder ? Il ne le semble pas, tout au moins de façon définitive. Ce serait en effet aller à l'encontre des buts de l'entreprise et le concessionnaire ne peut pas en cours d'exploitation modifier ce but de sa seule autorité. Il lui est toutefois possible, mais à titre précaire, de livrer l'énergie disponible à qui bon lui semble, à condition de se réserver la liberté de rompre le contrat dans le délai qui lui est imparti par l'Administration pour satisfaire aux demandes régulières qui lui sont adressées, c'est-à-dire normalement un mois.

Cette obligation de fournir le courant, que nous trouvons chez les concessionnaires de distribution d'énergie rapproche la concession de chute d'une concession de service public, pas tout à fait cependant, car les buts de la concession de chute peuvent être limités, non seulement comme genre d'utilisation (éclairage, force ou tous usages), mais aussi comme catégories de bénéficiaires possibles.

B. — *A quelles conditions peut se faire
la livraison d'énergie*

Minimum de puissance à souscrire :

L'article 19 du cahier type fixe un minimum de puissance à souscrire par les usagers, en contrepartie de l'obligation du concessionnaire de fournir le courant à ceux qui lui en font la demande. Les exploitants de chute sont des fournisseurs d'énergie en gros ; leurs clients doivent venir prendre livraison aux bornes de l'usine ; il serait donc irrationnel de multiplier les départs de faible importance dont la présence pourrait gêner l'installation ultérieure de départs importants. Rares sont les cahiers qui ne prévoient pas ce minimum (Dognon, Putanges, Vallières). Sa valeur est, bien entendu, fonction de l'importance de la chute ; on trouve de 10 (Ellez, Barraqué...) à 500 kw (Doron de Beaufort, la Lyonne, Kembs...).

Cette clause de minimum n'est presque jamais applicable aux services publics ; quelques cahiers toutefois ne font aucune exception (Eguzon, Ellez, Viclaire, Isles Jourdain, Jousseau, Roche au Moine...) ; certains ajoutent aux services publics les entreprises agricoles d'utilité générale qui paraissent les plus intéressantes à favoriser (Vaufrey, Orne, Gavarnie, Dampjoux, la Perrière) ; d'autres se contentent de réduire le taux normal en faveur de quelques bénéficiaires (Doron de Beaufort, Taurion, Mauzac, Cère, la Glane, Vienne Supérieure)

La tendance s'accroît depuis quelques années de ne pas exonérer d'une façon générale les services publics de l'application de cette clause, mais de la supprimer seulement en vue de l'utilisation des réserves ; c'est à notre avis, la formule la meilleure, car elle sauvegarde les intérêts de la collectivité en donnant des facilités pour la mise en œuvre de l'énergie réservée.

La clause de minimum de puissance à souscrire se retrouve à l'article 13 des cahiers des charges des distributions d'énergie pour le courant haute tension. Pour le courant basse tension, il est prévu au contraire un maxi-

mum, ce qui met à la charge de l'usager l'équipement du poste de transformation abaisseur dès que la puissance souscrite atteint une certaine valeur, et une note fait remarquer judicieusement que la limitation en haute tension doit être inférieure à la limitation en basse tension. Cette limitation basse tension n'aurait pas de raison d'être pour les concessions de chute.

Minimum d'utilisation :

Les cahiers des charges des concessions de distribution prévoient à l'article 11 qui définit le tarif maximum, la possibilité de fixation d'un minimum d'utilisation.

Le cahier type des concessions de chute ne contient pas de clause semblable ; cependant, elle sera souvent inscrite dans les cahiers particuliers. Les chiffres admis sont 1.800 heures (Vienne Supérieure, Chézery) ; 2.000 heures (Roche au Moine, Jousseau, Virolle...) ou 2.500 heures (le Pollet, Castillon, Vézins...). Quelquefois, le minimum d'utilisation est présenté sous la forme d'un minimum de recette (Viclaire, Guerlédan, Eguzon). Ce minimum d'utilisation se justifie par la nécessité de couvrir les frais fixes de l'exploitation.

Comme le fait observer la circulaire ministérielle du 17 janvier 1928 sur les cahiers types des concessions de distribution : « Une tarification binôme, dont l'élément puissance suffirait à couvrir les charges fixes de la distribution, tandis que l'élément énergie ne correspondrait qu'au prix de revient partiel du kwh, ne devrait comprendre aucun minimum d'utilisation ». Dans le cas d'une usine hydraulique les charges fixes sont de beaucoup les plus importantes ; les charges proportionnelles à la production sont des plus réduites, l'énergie de la chute se renouvelant gratuitement. Le réseau de distribution peut, au contraire, être alimenté par des usines thermiques qui ont des frais d'installation relativement faibles, mais ont par contre des frais d'exploitation importants, le prix du combustible entrant, pour une large part, dans le prix de revient global de l'énergie produite.

Durée minimum d'abonnement :

L'usager doit donc en principe souscrire une puissance supérieure à un minimum déterminé et garantir souvent une certaine durée d'utilisation.

Il faut, de plus, qu'il contracte un abonnement pour une période au moins égale à un minimum fixé à l'article 20 du cahier des charges. Le chiffre habituellement admis est de cinq ans ; comme exceptions, on ne peut signaler que les cahiers de Bioge qui ne prévoit rien, de la Saulce qui impose la durée de la concession (celle-ci étant très réduite, six ans), ceux de Bertrand, Gavarnie, la Lyonne, Lescure, Allemont, qui prévoient trois ans, ceux d'Orthez, le Teich, Ellez, la Frasnée, Etables, Castillon, Aigoual, Chézery, la Gagne qui fixent dix ans, et le cahier de Vaufrey qui porte ce minimum à vingt ans. Moyennant ces divers engagements, le concessionnaire doit fournir l'énergie dans le délai d'un mois à partir de la demande.

Nous retrouvons ces clauses dans les cahiers des charges des distributions d'énergie.

Livraisons importantes. Clauses spéciales :

Le cahier des charges type prévoit à l'article 20 des dispositions spéciales pour les fournitures importantes d'énergie : « Lorsque la puissance demandée excédera... kw, le concessionnaire pourra exiger que le demandeur lui garantisse pendant N années, une recette brute annuelle de X francs par kw demandé ». Cette formule ne fait pas double emploi avec la clause du minimum d'utilisation, quand elle est prévue à l'article 19, ni avec la clause fixant une durée minimum d'abonnement. En fait, la puissance inscrite dans cette clause est, en général, prévue égale au double de la puissance minimum à souscrire. Mais il existe de nombreux cahiers pour lesquels ces valeurs sont les mêmes ; la clause revient alors à fixer un minimum d'utilisation sous forme d'une recette garantie.

Pour durée d'application de la clause, on prend, soit la durée minimum d'abonnement, soit la durée du contrat lui-même ; c'est cette dernière forme qui tend très

nettement à prévaloir et c'est naturel ; nous trouvons cependant dans quelques cahiers, qui fixent explicitement la durée d'application, un chiffre tantôt supérieur (Orne, Aber Wrach, Diouris, la Lyonne, Rory, Allemont), tantôt inférieur (Dampjoux, la Frasnée, Etables, Saint-Maurice) au minimum du précédent paragraphe.

Souvent, pour une puissance souscrite importante, on demandera une augmentation de la durée normale d'utilisation. C'est ainsi que le cahier d'Eguzon prévoit un minimum à souscrire de 50 kw et un minimum de recette de 600 francs par kw ; si la puissance souscrite excède 150 kw, la recette garantie doit être de 800 francs. La plupart du temps cette clause est complétée par une disposition annexe la supprimant à l'égard des services publics ou parfois simplement en vue de l'utilisation des réserves.

Certains cahiers : Taurion, Guerlédan, Dognon, Diège, Moulin de Beaufort, Brommat, Isles Jourdain, Virolle, Cère, Kembs, la Glane, Jousseau, Chézery, Vienne supérieure, ne renferment pas de clause de ce genre.

Conditions de livraison :

Les demandes doivent être satisfaites dans la mesure des disponibilités, cela est évident. Si le concessionnaire a passé un contrat de vente avec des usagers ne faisant pas partie des bénéficiaires prévus à l'article 1^{er} du cahier des charges, ces derniers peuvent demander la résiliation de ce contrat lorsque leur demande ne peut pas être satisfaite, par suite du manque de disponibilité. Mais si les usagers en question font partie des catégories bénéficiaires, un nouveau demandeur ne saurait se plaindre que certains usagers n'ont pas souscrit la puissance minimum ou n'ont pas contracté un abonnement d'une durée minimum, car ces minima ont été prévus en faveur du concessionnaire ; il est donc libre d'y déroger et personne n'a le droit de s'en plaindre.

Si les disponibilités ne sont pas suffisantes pour satisfaire aux demandes « il y sera fait droit, dit l'article 20 du cahier des charges, dans l'ordre de leur inscription sur un registre spécial tenu à cet effet ».

Le délai d'un mois prévu pour la livraison de l'énergie demandée suppose que celle-ci est disponible et que la livraison peut se faire sans difficultés. Si, au contraire, elle doit entraîner des travaux complémentaires, le délai d'un mois est prolongé du temps nécessaire à l'exécution des travaux. Ce sera le cas d'une installation dont tous les groupes générateurs n'ont pas été installés dès le début parce que les débouchés prévus à l'origine étaient réduits, ou encore celui d'une usine dont le poste de transformation était insuffisant.

Dans la pratique, tout nouveau départ nécessitera l'exécution de travaux, ne fut-ce que pour la mise en place de l'appareillage de disjonction et de sectionnement nécessaire.

C. — *Privilèges en faveur des services publics.*

« Pour permettre au service du contrôle, dit l'article 22 du cahier des charges, de se rendre compte des disponibilités de puissance de l'usine, le concessionnaire devra remettre, à la fin de chaque trimestre, à l'ingénieur du contrôle, la liste des contrats par lui consentis ainsi que la puissance à réserver pour leur exécution aux divers états du cours d'eau. Le concessionnaire devra d'ailleurs prévenir l'ingénieur du contrôle un mois d'avance toutes les fois qu'il voudra affecter une partie de l'énergie à alimenter des distributions d'énergie ou toutes autres entreprises qu'il exploiterait directement ».

Ces dispositions ont été prévues pour permettre l'exercice du privilège des services publics et autres collectivités bénéficiaires de réserves, sur l'énergie disponible n'ayant fait l'objet ni d'un contrat ni d'une notification dans le délai indiqué.

Ces livraisons ne se font pas au titre des réserves ; les tarifs applicables sont à débattre librement avec le concessionnaire.

Ce privilège nous paraît sujet à critique. Si la demande du service public ou collectivité privilégiée peut être satisfaite immédiatement, il n'y a pas de difficultés. Mais cette demande peut être formulée à un moment où

d'autres demandes sont en souffrance et ont dû prendre rang ; puisqu'il y a privilège, la demande du service public doit passer avant celles qui sont en attente. Il y a là abus de la part de l'Administration et les usagers lésés pourraient faire annuler tout contrat qui, intervenant dans ces conditions, leur porterait préjudice. Rien en effet dans les textes législatifs ne permet de donner une justification à des prétentions de ce genre.

On pourra dire, et c'est exact, que le cahier des charges, élément du contrat de concession, présente un caractère réglementaire, autrement dit, contient des clauses qui sont opposables aux usagers, bien que ceux-ci n'aient pas été parties à la rédaction de ce cahier ; mais le caractère réglementaire doit s'appliquer seulement aux clauses qui intéressent la bonne marche du service. Or, le privilège dont il est question ici n'intéresse nullement la bonne marche de l'exploitation de l'usine hydro-électrique.

Les services publics et autres collectivités d'utilité générale reçoivent de la loi certains avantages bien marqués, les réserves : l'Administration a outrepassé ses droits en favorisant les services publics au détriment des usagers.

En accordant des privilèges aux services publics, le cahier des charges a englobé tous les services pouvant faire partie des catégories susceptibles d'être gratifiées de réserves, qu'ils aient ou non obtenu celles-ci. La pensée, à laquelle a obéi le rédacteur du cahier type, a été d'atténuer la clause de déchéance des réserves non utilisées lorsque les besoins des services intéressés se sont révélés au delà du délai imparti pour la réclamation de ces réserves, ce qui concerne surtout les entreprises agricoles d'utilité générale dont le développement est en général très lent.

En acceptant de donner à toutes ces entreprises, une priorité de service de fourniture, on accepte par là même d'avoir éventuellement des clients ne rentrant pas dans la formule de l'article 1^{er} du cahier des charges ; une usine de pointe pourra-t-elle être obligée d'alimenter comme clients ordinaires des réseaux ruraux dont l'ali-

mentation devra se faire de façon continue ? Le privilège de priorité devra-t-il se doubler d'un privilège d'affectation ?

Si les buts de l'entreprise sont l'alimentation de réseaux ruraux, une manufacture de l'Etat pourra-t-elle invoquer le privilège de l'article 22 ?

Comme on le voit le problème est complexe et la solution ne paraît pas devoir être conforme aux clauses insérées dans le cahier type.

Tout ce que nous venons de dire intéresse le fond du débat. En pratique, ces demandes privilégiées doivent passer par le service du contrôle qui jouera le rôle de régulateur et d'arbitre.

D. — *Branchements et canalisations ; surveillance des installations*

Ils sont à la charge des abonnés ; mais si ces branchements doivent se faire à l'intérieur de l'usine ou de ses dépendances, cas normal, le concessionnaire pourra demander que les travaux soient exécutés par ses soins, les frais étant naturellement à la charge de l'usager. Il en est de même pour les frais d'entretien.

Ces dispositions sont rappelées à l'article 27 du cahier des charges et nous en trouvons d'analogues dans les cahiers des charges des distributions d'énergie, aggravées dans ce cas de l'obligation pour les concessionnaires de faire les branchements chez les abonnés si ceux-ci le lui demandent.

D'autre part, le concessionnaire a un droit de regard dans les installations de l'usager. Il peut refuser la livraison du courant tant que les dispositions qu'il a imposées n'ont pas été prises par l'usager.

Ces mesures sont arrêtées d'accord avec l'ingénieur en chef chargé du contrôle des distributions d'énergie. On voit apparaître maintenant, à côté du service des Forces hydrauliques, le service des Distributions d'énergie. Dans bien des cas, ces deux services seront fusionnés sous la direction de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du département sur le territoire duquel se trouve l'équipe-

ment. Mais il peut arriver que ces deux services soient indépendants et ne soient ni l'un ni l'autre confondus avec le service du contrôle technique dont parle l'article 47 du cahier des charges qui sera chargé du « contrôle de la construction et de l'exploitation de tous les ouvrages dépendant de la concession » et qui sera assuré « par les fonctionnaires de l'Administration des Ponts et Chaussées chargés de ce service ».

Quant aux autorités compétentes pour trancher les litiges entre le concessionnaire et les divers services administratifs techniques, il faut distinguer, d'une part le Comité consultatif des Forces hydrauliques, et d'autre part le Comité d'électricité créé par la loi de 1906 concernant les distributions d'énergie. En cas de recours hiérarchique, c'est toujours le ministre des Travaux publics qui décide, mais après avoir pris l'avis du Comité des Forces hydrauliques ou du Comité d'électricité, suivant la nature du litige à trancher. La limite de compétence de ces deux comités peut, semble-t-il, se définir de la façon suivante : d'un côté, questions qui intéressent la production jusqu'aux barres des génératrices ; de l'autre, questions se rattachant à la transformation et à l'utilisation de l'énergie produite.

Revenons aux mesures qui peuvent être imposées aux usagers par le concessionnaire. Elles se rapportent à deux ordres d'idées. Tout d'abord, il ne faut pas que l'usager trouble le fonctionnement de l'exploitation, soit à cause de défauts d'isolement qui peuvent provoquer des déclanchements généraux intempestifs, soit à cause du fonctionnement propre de ses installations qui peuvent être mal conçues et dont la marche peut entraîner des perturbations chez les autres usagers : par exemple, la mise en marche de moteurs en court-circuit de grande puissance peut amener des chutes de tension sur les divers réseaux alimentés par la centrale hydraulique qui peuvent être incompatibles avec le bon fonctionnement des autres installations.

Une autre préoccupation a été le désir d'empêcher l'usage illicite du courant. Le rédacteur du cahier des charges s'est attaché avant tout à copier les règles appli-

cables aux concessions de distribution. Dans ce dernier cas, il est possible aux consommateurs de frauder le concessionnaire, soit en n'employant pas l'énergie à l'usage pour lequel elle est vendue, soit en détournant le courant avant son passage dans les compteurs ou en faussant les indications des instruments enregistreurs. Ces fraudes sont possibles, sinon faciles, et il est naturel que les cahiers des charges des distributions d'énergie les aient prévues à l'article 19.

Ici rien d'analogue : un seul tarif maximum parce qu'il s'agit de vente en gros et non pas de détail ; impossibilité de frauder car l'énergie est livrable non pas chez l'utilisateur, mais dans l'usine même, aux bornes des génératrices ou des transformateurs, et par conséquent les appareils enregistreurs et les compteurs seront placés sous la surveillance directe du concessionnaire.

Cette dernière préoccupation nous paraît donc tout à fait superflue. Mais il n'en reste pas moins celle relative aux troubles de l'exploitation qui, elle, est très réelle et justifie l'application des règles sévères édictées par l'article 28 du cahier des charges.

« Le concessionnaire aura le droit à cet effet de vérifier à toute époque les installations de chaque acheteur. Si les installations sont reconnues défectueuses, il pourra se refuser à continuer la fourniture du courant. En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de danger et de trouble dans le fonctionnement général de l'usine, il sera statué par l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique, sauf recours au ministre des travaux publics, qui décidera après avis du Comité d'électricité ».

Le concessionnaire peut livrer son énergie à des réseaux de distribution. Il est logique que le droit de contrôle reconnu au concessionnaire ne se borne pas aux installations du réseau lui-même ; il faut lui reconnaître le droit de contrôle sur les installations des abonnés eux-mêmes qui seront le plus souvent la cause directe de tous les troubles apportés dans l'exploitation.

Mais alors les consommateurs seront soumis à un double contrôle : celui du distributeur auquel ils sont liés par un cahier des charges, et celui du producteur qui est pour eux un tiers et dont ils peuvent refuser l'inter-

vention. La seule chose que puisse faire le concessionnaire de chute dans un cas de ce genre, c'est d'obliger le concessionnaire de distribution à exercer son droit de contrôle et à y assister avec comme sanction, en cas de refus du distributeur, la rupture du contrat et, éventuellement, des dommages-intérêts.

Une clause que l'on trouve à la fin de l'article 28 et qui est la reproduction de la clause insérée à l'article 19 du cahier des charges des distributions d'énergie stipule : « En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défauts des installations qui ne seront pas de son fait ».

Les responsabilités qui sont envisagées ici s'appliquent aux rapports du concessionnaire avec les autres usagers.

En principe, le concessionnaire est responsable des conséquences des troubles survenant sur son réseau ; il ne peut s'exonérer de cette responsabilité qu'en prouvant que le trouble est dû au fait d'un usager dont l'installation est défectueuse, ce qui suppose tout d'abord que cette installation n'a pas été équipée par lui. Il ne faut pas d'autre part que, des troubles similaires s'étant déjà produits dans cette même installation, on puisse reprocher au concessionnaire de ne pas avoir fait modifier, d'accord avec le service du contrôle, les parties défectueuses de l'installation incriminée.

Si le concessionnaire ne peut pas faire la preuve positive, autrement dit s'il se contente de prouver qu'il ne saurait être en faute, il n'est pas exonéré de sa responsabilité. Nous sommes ici dans la situation classique de l'article 1384 opposé à l'article 1382 : présomption de faute qui ne peut être détruite que par la preuve de la faute d'un tiers ; la preuve sera à la charge du concessionnaire.

E. — Modifications dans les rapports contractuels entre concessionnaire et usagers

En cours d'exploitation, il peut survenir divers événements qui modifient l'équilibre des contrats passés par le concessionnaire avec les acheteurs d'énergie.

La première rupture d'équilibre peut être due à la modification du tarif maximum. Les contrats en cours au moment d'une révision doivent-ils subir une modification correspondant à celle apportée au tarif maximum ? Si une clause du contrat prévoit le cas, soit pour en tenir compte, ou au contraire n'en pas faire état, pas de difficultés ; c'est la volonté des parties qui fait loi ; ni le concessionnaire, ni l'usager n'auront le droit de réclamer la révision du contrat.

Cependant, il faut faire une restriction : même en présence d'une clause expresse dispensant les parties de tenir compte, pour la durée du contrat, des modifications apportées au tarif maximum, il faut reconnaître à l'usager, qui, après une révision de ce tarif maximum, se verrait appliquer un tarif supérieur à celui-ci, le droit de demander la réduction de son tarif particulier. Autrement dit, les tarifs ne peuvent rester immuables que dans la mesure où ils ne violent pas la clause du tarif maximum. Et peu importe que le tarif particulier ait été, au moment de son établissement, dans les limites admises ; on ne peut pas invoquer pour son maintien l'article 1134 du Code civil, ni la théorie des droits acquis, car on se heurte à une prescription d'ordre public, à laquelle il ne saurait être dérogé sous aucun prétexte.

Il faut admettre, dans ces conditions, que d'autres que l'usager peuvent demander la réduction du tarif particulier comme violant la clause du tarif maximum ; en particulier, le service du contrôle pourrait demander la réduction d'office.

Le concessionnaire doit transmettre au contrôle la liste des nouveaux contrats qu'il a passés, dans le but de le tenir au courant des disponibilités d'énergie aux différents états du cours d'eau, afin que l'ingénieur en chef puisse exercer, en connaissance de cause, le privilège de fourniture en faveur des services publics ; comme le concessionnaire n'est pas obligé de maintenir l'égalité de traitement entre les divers usagers, les clauses financières des contrats n'ont pas à être communiquées. Mais l'article 47 du cahier des charges donne au service du contrôle le droit de prendre connaissance des «... prix et con-

ditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés ». Il pourra ainsi vérifier si les prescriptions relatives au tarif maximum ont bien été observées, et imposer, en conséquence, les modifications nécessaires pour maintenir le respect de cette règle.

Le cahier des charges ne prévoit aucune sanction en cas de violation de la règle du tarif maximum ; il serait juste de prévoir l'application d'une pénalité au profit de l'autorité concédante. Il ne saurait être question bien entendu d'allouer des dommages-intérêts à l'usager lésé, car ce dernier aurait dû agir lui-même en prenant connaissance, comme il en a le droit, des résultats des révisions de ce tarif.

Supposons maintenant que le contrat soit muet sur l'éventualité de la modification du tarif maximum. Si le tarif appliqué est donné en fonction de ce tarif maximum, il est évident que toute révision entraînera une modification proportionnelle du tarif particulier. Mais le tarif peut, et ce sera le plus souvent le cas, être chiffré explicitement. Qu'advient-il si le tarif maximum subit une révision ? L'usager, en cas d'abaissement, ou le concessionnaire, en cas de relèvement, pourra-t-il demander une révision de son contrat ? Le problème est délicat. Il se pose depuis longtemps pour les distributeurs d'énergie et comme il s'agit alors d'un service public, il a été résolu par l'affirmative, car les cas examinés se réfèrent tous à un relèvement de tarifs et il importait d'assurer avant tout la continuité du service public concédé. Certains auteurs, tout en approuvant cette jurisprudence, estiment que les relèvements ne peuvent être imposés aux abonnés que si leurs « contrats contiennent au moins une allusion au cahier des charges », cette allusion fût-elle implicite.

La concession de chute n'est pas une concession de service public. Nous estimons que, le fût-elle, il faudrait en principe maintenir les clauses financières du contrat sans changement. Deux cas limites doivent être réservés. D'une part, si le tarif appliqué devient supérieur au tarif maximum, il y a lieu de le ramener à la valeur correspondante. D'autre part, si le relèvement du tarif maximum est très important par suite de la survenance de

conditions économiques nettement défavorables, le concessionnaire pourra demander à l'autorité judiciaire, à défaut d'entente avec les intéressés, d'imposer des relèvements de tarifs. La règle suivante pourrait être admise sans difficultés : il y aura lieu de réviser les tarifs particuliers lorsque le tarif maximum en vigueur à l'époque de leur rédaction correspondra tout au plus au prix de revient actuel.

Il est un principe que nous nous refusons d'adopter, celui signalé plus haut : la révision du tarif particulier ne pourrait se faire que si le contrat se réfère, de façon nette, au cahier des charges, au moins dans ses dispositions qui peuvent être considérées comme impératives ou d'ordre public. Il faut admettre que les usagers sont censés ne pas ignorer les clauses du contrat de concession et les modifications successives qui ont pu y être apportées.

Une autre question concerne la responsabilité du concessionnaire à l'égard des usagers en cas de mauvais fonctionnement du service.

Nous venons de voir que le concessionnaire était exonéré de toute responsabilité si le trouble était dû aux défauts d'installations qui ne seraient pas de son fait, la charge de la preuve lui incombant.

L'article 29 du cahier des charges, que nous avons eu déjà l'occasion d'analyser, traite des conditions spéciales de service, arrêts de livraison, prévus et imprévus, volontaires ou non, Nous avons exposé le point de vue des rapports avec l'Administration. Il faut régler maintenant les rapports avec les usagers.

Le cahier des charges prévoit la possibilité pour le concessionnaire de faire chômer son usine pendant un certain nombre de jours chaque année, en général une vingtaine, afin de procéder aux révisions et aux réparations ; la fixation des jours de chômage est arrêtée d'accord avec le service du contrôle et en principe on doit choisir les dimanches et jours fériés.

D'autres chômages peuvent se produire, soit imposés par le service du contrôle ou demandés par le concessionnaire, en vue de l'exécution de travaux de réfection

importants, soit survenant par suite d'un cas de force majeure (cause extérieure à l'installation, ou cause intérieure à celle-ci, telle que crue exceptionnelle ayant emporté certains ouvrages hydrauliques, sécheresse exceptionnelle ayant réduit les débits de façon imprévisible et contre laquelle nul remède ne peut être appliqué). Le résultat tangible pour l'usager est l'absence de fourniture.

Exception faite des jours de chômage prévus au cahier des charges, et dont il doit avoir été tenu compte dans l'établissement des contrats particuliers, il convient d'accorder pour les autres arrêts de l'usine une compensation. Cette compensation sera variable suivant que l'arrêt est dû à un cas de force majeure ou au contraire à la faute du concessionnaire.

Dans le premier cas, seul réglé par l'article 29 du cahier des charges, il n'a pas lieu de prévoir d'indemnités au profit des usagers lésés ; la seule obligation, mise à la charge du concessionnaire, est, s'il a établi un contrat à forfait, la réduction de celui-ci proportionnellement à la durée de l'arrêt ; si le tarif comprend prime fixe et redevance proportionnelle, la prime fixe restera due et la redevance proportionnelle ne jouera pas puisqu'il n'y aura pas consommation. Cependant le trouble peut être d'une très longue durée, barrage emporté par une crue, ce qui entraîne un arrêt de plusieurs mois dans le fonctionnement de l'équipement. Bien que le cahier des charges ne prévoit pas d'hypothèse de ce genre, il serait inique que l'usager subisse un préjudice double, la privation d'énergie et l'obligation de payer la prime fixe. L'usager a le droit de faire résilier son contrat, en application des principes généraux du droit, article 1184 du Code civil.

Si l'arrêt est dû à la faute du concessionnaire, l'usager peut demander en outre des dommages-intérêts pour le préjudice subi.

En application de l'article 1384 du Code civil, la preuve doit être à la charge du concessionnaire ; il ne pourra rejeter la responsabilité qu'en faisant la preuve d'une cause étrangère ou d'un cas de force majeure. Il ne semble pas qu'il soit interdit au concessionnaire de stipuler dans

les contrats particuliers une clause de renversement de la preuve, autrement dit l'obligation pour l'usager qui veut demander des dommages-intérêts de prouver que l'arrêt de la fourniture est dû à la faute du concessionnaire. De toute façon, la clause de résiliation est toujours sous-entendue ; elle ne peut pas être supprimée par une clause expresse, d'une façon générale ; on peut seulement en limiter la sphère d'application.

F. — *Jugement des contestations*

La solution des litiges pouvant intervenir entre le concessionnaire et les usagers appartient en principe à la juridiction civile. Il faut rappeler que, même dans les concessions de service public, c'est aux tribunaux de droit commun qu'il appartient de trancher les difficultés pouvant naître au sujet des tarifs ; ceux-ci sont assimilés aux contributions indirectes et tout procès relatif à ces contributions est de la compétence de la juridiction civile.

Il en sera ainsi de toute contestation qui pourrait s'élever, non seulement sur les termes mêmes du contrat particulier passé par le concessionnaire qui, n'étant jamais un contrat administratif, ne saurait en aucune façon être interprété par la juridiction administrative, mais aussi des contestations qui pourraient surgir sur l'application du tarif maximum et sur la répercussion que les révisions de ce tarif maximum pourraient avoir sur les tarifs particuliers.

Si la solution du litige est liée à une clause obscure du cahier des charges, le tribunal civil devra surseoir à statuer jusqu'au moment où la juridiction administrative aura rendu un jugement d'interprétation. Cependant l'interprétation pourra être demandée, avec l'accord des parties, à l'Administration active, en l'espèce au service du contrôle avec recours possible au ministre qui, pour répondre, devra demander l'avis du Comité des forces hydrauliques ou du Comité d'électricité suivant les cas soumis à son jugement.

CHAPITRE VII

La concession au point de vue financier et fiscal

Les installations hydro-électriques sont très lourdement chargées d'impôts et de taxes de toute nature. M. Thierry, dans son rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, en 1925, a montré que la part qui était perçue par l'Etat s'élevait à plus du tiers du prix de revient.

Certaines de ces charges grèvent la société concessionnaire dans les mêmes conditions que toute autre société industrielle ; nous n'aurons pas à nous y arrêter. Mais il en est qui sont particulières aux concessions de chutes ; de celles-là nous aurons à nous entretenir plus longuement.

SECTION I

Charges générales des entreprises hydro-électriques

L'article 53 met à la charge du concessionnaire le paiement de tous les impôts d'Etat, départementaux ou communaux « y compris les impôts relatifs aux immeubles de la concession ».

Par l'insertion de cette clause, l'Administration a tenu à préciser que les immeubles de la concession n'étaient pas la propriété du concessionnaire, sans quoi il eut été inutile de l'écrire.

Ce rappel de la nature des droits du concessionnaire n'était pas superflu, car l'article précédent reconnaissant au concessionnaire le droit de consentir hypothèque, pourrait faire supposer qu'il a sur les biens immobiliers de la concession un droit de propriété tout au moins temporaire.

Au point de vue fiscal, l'entreprise hydro-électrique va donc être considérée comme une entreprise industrielle et commerciale ordinaire ayant, fictivement tout au

moins, la propriété de tous les biens nécessaires à l'exploitation de la chute.

L'article 53 du cahier des charges, pour supprimer l'éventualité d'une double imposition prescrit que l'établissement d'un impôt spécial sur la production rendrait caducs les accords contractuels sur les redevances, quels que soient les avantages ou les inconvénients qui pourraient en résulter pour le concessionnaire, et sans que celui-ci puisse en tirer argument pour échapper à ses obligations.

L'établissement d'impôts à la place de redevances correspondrait, sans aucun doute, à une aggravation des charges de la concession ; si le concessionnaire était tenu de respecter lui-même, à l'égard des usagers, les clauses de son tarif maximum, il subirait de ce fait un préjudice.

Afin d'éviter tout déséquilibre dans l'économie du contrat, le Comité a demandé que l'article 53 du cahier type soit complété par l'alinéa suivant :

« Au cas où des impôts nouveaux relatifs à la production ou à la vente, aux bornes de l'usine, de l'énergie électrique, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent (remplacement de la redevance par un impôt) frapperaient le concessionnaire, ce dernier se réserve le droit de demander une augmentation du tarif maximum. Il sera statué sur cette demande comme en matière de révision des tarifs ».

C'est la mise en application de la théorie dite de l'imprévision. On ne saurait trop louer l'Administration d'avoir prévu cette clause, car elle donne tous apaisements au concessionnaire en cas d'aggravation des charges du fait de l'autorité concédante. Elle permet de ne pas attendre la révision décennale du tarif maximum.

Nous ne comprenons pas toutefois la restriction prévue en ce qui concerne le remplacement de la redevance par un impôt ; il devrait être tenu compte de la différence entre le montant de l'impôt nouveau et la valeur de la redevance ancienne.

Les charges générales concernent d'abord les charges du capital : droit de timbre sur les titres, droit de transmission, impôt sur le revenu et, ensuite, les charges d'exploitation : taxe sur le chiffre d'affaires, impôt sur les

bénéfices commerciaux, patentes, contribution foncière, taxes vicinales, assurances sociales, etc...

Nous ne pouvons pas donner ici de développements sur ce sujet, fort intéressant pour une étude économique des équipements de chutes, mais sans rapport direct avec l'objet de notre étude, qui est d'analyser les caractères spéciaux de ces concessions.

SECTION II

Charges particulières aux concessions de chutes

L'Etat, en accordant une concession, a donné au concessionnaire la jouissance et l'usage d'un bien de son domaine éminent. Nous avons déjà vu que l'opération faite par l'Etat, expropriation de la force motrice des cours d'eau, ne lui demandait aucun sacrifice car l'indemnisation des expropriés se faisait au moment de l'octroi de concession par les soins du concessionnaire.

Il est assez délicat, dans ces conditions, de trouver une justification à certaines redevances que doit payer l'exploitant. Celles-ci ne peuvent pas être considérées comme une sorte de loyer sur les biens immobiliers de la concession, car, s'ils font partie, dès leur création, du domaine éminent de l'Etat, ils ont été exécutés aux frais du concessionnaire.

Mais la force motrice ne pourrait pas être acquise avec autant de facilité sans le secours de l'Etat, et c'est grâce aux pouvoirs de souveraineté mis par l'Etat à la disposition du concessionnaire que celui-ci peut acquérir, sans sacrifices exagérés, les biens nécessaires à l'exploitation de la chute d'eau. La redevance est le paiement du service rendu par l'Etat.

Signalons pour mémoire les frais du contrôle technique qui constituent une charge spéciale aux concessions de chute.

A. — *Redevance fixe*

Sur les cours d'eau non domaniaux, le concessionnaire doit verser aux riverains des indemnités pour compenser

l'éviction des droits non exercés de ces riverains sur l'énergie.

Sur les rivières domaniales, le droit à l'énergie, comme les autres droits de riveraineté, appartient à l'Etat. La redevance fixe sera l'équivalent de l'indemnisation pour droits non exercés.

Le nombre d'usines concédées payant une redevance fixe est relativement faible, environ 25 % ; beaucoup d'entre elles ont fait l'objet de concessions récentes.

« Le concessionnaire sera tenu de verser à l'Etat, dans la « caisse du receveur des domaines de la situation de l'usine, « pendant toute la durée de la concession, une redevance fixe « annuelle de francs. Elle sera payable d'avance, par trimestre, à partir de la date du procès-verbal de récolement, au « plus tard à partir de l'expiration du délai fixé par l'article 9 « pour l'achèvement des travaux » (Article 43 du cahier type).

Une circulaire ministérielle du 16 octobre 1922 a donné des directives fort précises pour la fixation des redevances.

En ce qui concerne les redevances fixes, dont le montant annuel est égal en principe à un chiffre variant entre 25 et 50 centimes par kw de puissance normale brute, telle qu'elle est indiquée à l'article 1^{er} du cahier des charges, nous lisons :

« Le chiffre inférieur sera pris lorsque la chute sera peu avantageuse, coûteuse d'installation et d'exploitation et que les « réserves atteindront le maximum légal (25 0/0 de la puissance), « le chiffre supérieur lorsqu'il s'agira au contraire d'une chute « facile, de rendement favorable et que les réserves seront faibles « ou nulles. Entre ces deux extrêmes, on prendra des chiffres « intermédiaires en tenant compte aussi équitablement que « possible des circonstances de l'affaire, de façon que cette « redevance fixe, augmentée de la valeur des réserves ou des « autres avantages consentis à l'Etat, représente autant que « possible la rente que pourrait raisonnablement exiger le « propriétaire riverain pour location de ses droits à l'usage de « l'eau, s'il s'agissait d'un cours d'eau non domanial ».

En fait, les cahiers de Tuilière, Villemur et Legugnon comportent des taux beaucoup plus importants, de l'ordre de 1 franc.

Quand diverses usines doivent être équipées dans des conditions analogues, et dans les mêmes parages, il faut adopter la même redevance fixe par kw de puissance

brute : c'est ce qui se passe pour les usines de Pointis, Gentille, Camon et Lestelle pour lesquelles la redevance a été fixée à 0 fr. 40.

La circulaire conseille de comparer la redevance fixe, à laquelle on ajoute les avantages consentis à l'Etat, principalement sous forme de réserves, avec les indemnités pour droits non exercés. Ces dernières indemnités sont comprises, en principe, entre 5 et 30 francs par kw de puissance brute, ce qui correspond à une rente comprise entre 0 fr. 25 et 1 fr. 50 pour un amortissement de 5 % pendant 75 ans ; et le concessionnaire installé sur un cours d'eau non domanial peut être, lui aussi, obligé de fournir des réserves atteignant le quart de sa production. Le concessionnaire installé sur une rivière domaniale aura des charges spéciales pour conserver à la rivière équipée son caractère de navigabilité ou de flottabilité. A l'indemnité pour droits non exercés, il ne faut donc comparer que la redevance fixe augmentée des charges spéciales, abstraction faite des réserves.

Sur les canaux ou sur les rivières canalisées, il faut avant toute chose maintenir le trafic ; d'où existence de toute une série de sujétions « qui auront pour effet de diminuer notablement, et quelquefois dans une très forte mesure, la valeur commerciale de l'énergie produite ». Pour tenir compte de ces diverses sujétions, la circulaire du 16 octobre 1922 prescrit de réduire la redevance fixe, déterminée comme s'il s'agissait d'une rivière non canalisée, d'une fraction pouvant atteindre les trois quarts du chiffre normal, ce qui donne dans le cas extrême une valeur de 0 fr. 06 environ par kw de puissance normale brute.

Quand la concession est accordée sur une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation, le concessionnaire tire profit de ces ouvrages de retenue ; il est normal qu'il contribue aux frais d'entretien de ces ouvrages utilisés en commun avec le service de la navigation ; en vue d'apporter une simplification à la procédure antérieurement utilisée, procédure qui obligeait l'Administration à faire paraître un décret rendu en application de l'article 34 de la loi

du 16 septembre 1807, la circulaire ministérielle du 5 mars 1922 prescrit d'insérer dans l'article 43 du cahier des charges la part qui incombera au concessionnaire dans les frais d'entretien. A cet effet, l'article 43 débuttera par l'alinéa suivant :

« Par application de l'article 34 de la loi du 16 septembre 1807
 « le concessionnaire versera chaque année et d'avance dans les
 « caisses de l'Etat, comme fonds de concours pour l'entretien
 « des ouvrages de la retenue, les sommes ci-après : ».

La contribution, au lieu d'être forfaitaire, peut être proportionnelle à l'importance des dépenses réellement effectuées chaque année ; il y aura lieu dans ce cas de modifier le libellé reproduit ci-dessus. Un seul cahier, celui de Mauzac, fait application de cette clause : « Par application de l'article 34 de la loi du 16 septembre 1807, le concessionnaire restera chargé, exclusivement à ses frais, de l'entretien de tous les ouvrages constituant la retenue de Mauzac ».

La création d'une concession sur une rivière déjà équipée pour la navigation, ne doit en aucun cas être une cause d'augmentation des charges de la voie navigable et l'Administration des Travaux publics reste toujours libre d'imposer toutes modifications et toutes suppressions qu'il lui plait dans l'intérêt de la navigation et de l'écoulement des eaux.

De ce fait, la puissance normale de l'usine peut subir une réduction, soit permanente, soit temporaire.

Si la réduction est permanente, l'article 48 *bis* prescrit que la redevance fixe d'occupation du domaine de l'article 43 sera réduite dans la même proportion, sans compter l'application d'autres compensations déjà mentionnées.

Si la réduction est temporaire, la réduction proportionnelle de la redevance fixe ne s'appliquera qu'à partir d'un certain pourcentage : « Si la diminution de puissance est supérieure à ..., dit l'article 48 *ter*, les redevances et réserves seront réduites... ».

Sur la demande du Ministre des finances, il est inséré à la fin de l'article 43 une clause imposant la révision de la redevance fixe « au cours de la onzième année qui

suivra la date de l'achèvement des travaux et ensuite tous les cinq ans ». Cette clause se trouve pour la première fois dans le cahier de Pointis. Elle est complétée par la disposition suivante : « En cas de retard dans le paiement, la redevance échue portera intérêt conformément aux dispositions de l'article 55 ».

La clause de révision est en contradiction formelle avec les termes de la circulaire du 16 octobre 1922 qui assimilait le taux de cette redevance à la rente correspondant au capital versé sur une rivière non domaniale aux différents riverains pour privation des droits non exercés. Elle est cependant intéressante à conserver, mais il faudrait préciser les règles suivant lesquelles pourra s'opérer la révision.

B. — *Redevance proportionnelle au nombre de kwh produits*

La redevance proportionnelle est applicable à toutes les usines concédées, qu'elles soient installées sur un cours d'eau domanial ou non. Cette redevance est une participation de l'autorité concédante aux bénéfices résultant de l'exploitation ; ce caractère apparaîtra nettement dans l'étude des conditions de révision de cette redevance ; mais ce n'est pas seulement une participation, comme dans le cas où l'Etat a reçu la qualité d'actionnaire, car cette redevance ne peut pas descendre au-dessous d'une certaine somme et elle est fixée pour chaque période d'après les résultats d'exploitation de la période antérieure. L'Etat créancier des redevances tient un rôle intermédiaire entre l'Etat actionnaire et l'Etat obligataire. Cette redevance est basée sur l'énergie produite par l'usine et non pas sur la puissance brute de la chute.

La circulaire du 16 octobre 1922 donne les règles de détermination pratique de cette redevance, qui est inscrite à l'article 44 du cahier des charges. Le cahier type prévoyait une formule linéaire à trois coefficients de la forme :

$$R = aN + bN' + cN'',$$

la somme $N + N' + N''$ représentant l'énergie produite chaque année, N jusqu'à concurrence d'un nombre déterminé de kwh et N'' à partir d'un nombre de kwh également déterminé à l'article 44.

Cette formule à trois coefficients n'a pas été souvent appliquée ; on la rencontre dans les cahiers de Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, la Bourélie, Gouffre Bernard, Viclaire, Rory ; elle a été inscrite pour la dernière fois dans le cahier de Bancairon et paraît, conformément aux avis du Comité consultatif, définitivement abandonnée.

Quelques cahiers ne prévoient qu'une formule monôme, de la forme $R = aN$: Doron de Beaufort, Moulin de Beaufort, Barraqué, la Frasnée, Luzenac, la Caillade, Villechien, Luzières, Gros Moulin, Arnousse, Villemur, Legugnon.

Dans la pratique, on adopte une formule binôme : $R = aN + bN'$, et on prend comme première tranche N « la portion sensiblement permanente de la production de l'usine (en général 40 à 50 0/0 de l'énergie totale annuelle) » ; la seconde tranche N' comprend le surplus de la production. Le coefficient « b » est pris égal à la moitié du coefficient « a » (exceptions principales : Aber Wrach, Diouris, Soeix, où $a = 3$, $b = 1$) et le coefficient « a » est choisi d'autant plus élevé que les frais d'établissement de la chute sont relativement plus faibles. La circulaire du 16 octobre 1922 donne d'ailleurs des règles très précises pour le choix de ce coefficient qui variera entre 0,04 et 0,07 centime suivant que le kw installé de puissance normale disponible sera supérieur à 5.000 ou inférieur à 2.500 francs.

Pour établir la formule de la redevance, il faudra donc se baser sur le compte de premier établissement qui aura servi à la détermination du prix de revient, et partant du tarif maximum, d'une part, et, d'autre part sur la puissance normale disponible, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er} du cahier des charges ; la circulaire du 16 octobre 1922 confirme ce point de vue et ajoute que, dans l'année de mise en service de l'usine, on pourra ajuster le taux de la redevance comme le tarif maximum

pour tenir compte des frais de premier établissement qui ont été réellement engagés par le concessionnaire.

Cette clause de première révision se trouve tout d'abord dans le cahier de l'Ellez ; ensuite vint le cahier de Dampjoux qui précise : « Le taux de la redevance pourra être réajusté après la révision du tableau annexé à la circulaire du 24 juillet 1921, à laquelle il sera procédé dans l'année qui suivra la mise en service de l'usine, en substituant les dépenses réellement faites aux estimations du début ». Après, nous devons attendre le cahier de Saint-Maurice, puis celui de Jousseau qui est très affirmatif : « Les coefficients de la formule ci-dessus seront, dans l'année... », de même que le cahier de la Vienne Supérieure, dernier à prévoir l'application de cette clause.

Les taux de redevance fixés dans la circulaire du 16 octobre 1922 ne sont pas impératifs ; parfois l'Administration accepte des chiffres inférieurs en vue d'encourager l'aménagement des chutes particulièrement onéreuses à établir ou difficiles à exploiter (Doron de Beaufort, Guerlédan, Aber Wrach, Diouris, Kembs), réduction applicable tout au moins au cours de la première période qui s'écoule jusqu'à la première révision (Escouloubre). Le cahier de Luzières prescrit : « Dès que la production annuelle de l'usine aura atteint 60 millions de kwh, la formule provisoire sera abandonnée et le montant de la redevance sera déterminé par la formule... ».

Pour les usines en service, passant sous le nouveau régime de la concession, la fraction qui peut être attribuée aux réserves doit correspondre à l'augmentation de puissance, la puissance déjà installée, au moment du changement de régime, en étant exonérée. Pour les redevances, il doit en être de même par analogie ; et c'est pour arriver à un résultat de ce genre qu'on applique alors un coefficient de réduction aux taux qui devraient être normalement appliqués. Cependant différents cahiers, les plus nombreux, s'appliquant à cette catégorie d'équipements, ont adopté la méthode de l'exonération partielle : « ... formule, dit celui d'Orthez dans laquelle N représente le nombre de kwh, au delà de

600.000 jusqu'à concurrence de 1.800.000, N' le nombre de kwh produits au delà de 1.800.000 ». Il en est de même dans les cahiers de la Trave, Halsou, forges d'Abel, Pointis, Hèches, Villechien, Luzières, Legugnon, Gaillac.

S'il est prévu la création en amont d'ouvrages régulateurs devant faire varier la puissance normale disponible, une clause spéciale de l'article 44 prévoit la modification de la production permanente, de l'usine, à laquelle correspond le coefficient N en fonction de l'importance de la régularisation (Brommat : « Dans le cas visé au 2^e alinéa de l'article 22, le point de passage N fixé ci-dessus à 100 millions de kwh sera augmenté de un million par million de mètres cubes d'emmagasinement saisonnier exécuté en amont, ladite augmentation étant entièrement indépendante des redevances qui seront perçues sur les kwh des usines éventuellement établies pour utiliser les chutes correspondant à ces réservoirs »).

Le cahier des charges de Gentille a, le premier, inscrit à la suite de la formule de redevance proportionnelle une clause de minimum de perception forfaitaire : « La redevance proportionnelle ne pourra en aucun cas descendre au-dessous de 5.800 francs ». Depuis cette époque et sauf quelques exceptions au début (Asasp, Bonne Inférieure, Tuilière, Aigoual, Gros Moulin, Saint-Pé, Chézery) cette clause est maintenant toujours prévue. Le minimum forfaitaire correspond en général à la production des deux tiers de la tranche permanente N. Quand une concession englobe plusieurs équipements, cette tranche permanente est donnée pour l'ensemble de la concession ; le cahier de Gentille le précise bien : « N représente 15.700.000, chiffre forfaitaire qu'il y ait une ou deux usines en service ». Dans ces conditions, nous ne comprenons pas pourquoi le cahier de Pied de Borne prévoit un minimum indépendant par usine ; la seule application possible de cette clause, à notre sens, ne pourra se faire que dans la période transitoire, lorsque une, puis deux usines seront en fonctionnement régulier, les autres étant encore en cours de construction, disposition fort équitable mais qu'il eût fallu exprimer de façon moins ambiguë.

Une question s'est posée au comité consultatif et a reçu une solution que nous ne saurions admettre. L'énergie destinée à indemniser en nature certains droits exercés dont l'équipement a dépossédé les titulaires doit-elle payer la redevance proportionnelle ? « Tout en reconnaissant que, si la restitution était faite sous forme d'eau, elle échapperait à toute redevance, le Comité a estimé que, lorsqu'elle avait lieu sous forme d'énergie, la redevance proportionnelle devait être appliquée ». Nous n'acceptons pas cette solution qui n'a pas pour but d'éviter des difficultés d'application pratique. En effet, des contrats fixent l'importance de ces restitutions ; il n'y a aucune difficulté à retrancher du chiffre total de production la consommation de ces usagers sans qu'on puisse dépasser le chiffre prévu pour la restitution en nature des droits exercés.

La redevance fixe est payable, dit l'article 43 du cahier type, d'avance par trimestre et exigible à partir de la date du procès-verbal de récolement, ou au plus tard à partir de l'expiration du délai fixé par l'article 9 pour l'achèvement des travaux. Les règles de perception de la redevance proportionnelle n'étaient pas précisées dans le cahier type. Depuis la concession de l'Isles Jourdain, sauf quelques exceptions dans les premiers cahiers qui ont paru à la suite, la clause suivante est ajoutée à l'article 44 du cahier type : « Cette redevance sera payable en une seule fois dans les trois mois qui suivront la date de la notification, faite au concessionnaire par la voie administrative, du montant des sommes exigibles d'après les résultats de la dernière période annuelle d'exploitation ». Et, comme pour la redevance de l'article 43 : « En cas de retard dans le paiement, la redevance échue portera intérêts à partir de l'expiration du délai de trois mois, conformément aux dispositions de l'article 55 ci-après ».

L'article 44 du cahier de la Roche au Moine, dont la concession appartient à la société concessionnaire d'Eguzon, donne à l'Union Hydro-Electrique le droit, pour le calcul de la redevance d'Eguzon (participation aux bénéfices) de considérer la redevance proportion-

nelle et la taxe de statistique de la Roche au Moine comme des charges obligatoires de cette société et de les déduire des produits de l'exploitation de l'exercice correspondant ; le cahier de la Roche au Moine prévoit pour toute la durée de la concession une redevance proportionnelle à la production. Il eut été sans doute trop simple d'adopter pour la Roche au Moine le même mode de révision que pour Eguzon !

« Les appareils destinés à l'enregistrement des quantités d'énergie, dit l'article 44, seront fournis par le concessionnaire, agréés et vérifiés par l'Administration. Ils seront soumis à la surveillance des agents du contrôle qui auront le droit de procéder à toute époque aux vérifications qu'ils jugeront nécessaires et d'exiger les réparations et, le cas échéant, le remplacement des appareils défectueux ». Cette clause est suffisamment explicite pour ne pas appeler de commentaires.

Sur les canaux et rivières canalisées, le concessionnaire profite de travaux effectués par l'Etat ; la circulaire du 16 octobre 1922 prescrit qu'il faut tenir compte de ces avantages pour majorer la redevance proportionnelle. Il faudra donc chiffrer le bénéfice retiré par le concessionnaire de l'existence de ces travaux et la part à verser à l'Etat sera le revenu à 6 0/0 de ce bénéfice, dont il faudra cependant défalquer les frais d'entretien des ouvrages en question qui, conformément à la loi de 1807, sont mis à la charge de l'usinier.

Le facteur à ajouter à la redevance proportionnelle telle qu'elle serait fixée sur une rivière non canalisée sera donc obtenu en divisant cette différence par la production annuelle estimée de l'usine (la Caillade).

C. — *Révision de la redevance proportionnelle.* *Comptabilité fiscale*

Le dernier alinéa de l'article 44 comporte la clause de révision périodique, d'abord au cours de la onzième année qui suivra la date de l'achèvement des travaux, et ensuite tous les cinq ans ; les modes d'application de

cette révision font l'objet des articles 45, 45 *bis* et 45 *ter* entre lesquels chaque cahier des charges particulier doit faire un choix.

Les articles 45 et 45 *bis* sont applicables aux sociétés régies par la loi de 1867, sociétés anonymes ou sociétés en commandite par actions ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique. L'article 45 *ter* correspond au cas où la société concessionnaire n'est pas régie par la loi de 1867, ou au cas où la concession n'a pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique.

Par conséquent, le mode de révision à adopter n'est pas laissé à l'arbitraire des parties contractantes : il faut appliquer, suivant les cas, l'article 45 (avec l'article 45 *bis* en variante) ou l'article 45 *ter*. La circulaire du 16 octobre 1922 qui a donné les méthodes d'application des règles de révision, rappelle que « sous une apparente diversité, les articles 45, 45 *bis* et 45 *ter* tendent au même but qui est de calculer la somme à partager avec l'Etat, par une série d'opérations identiques : évaluation de la recette brute dont on déduit les dépenses d'exploitation et les charges financières ».

Dans ce but, des comptes, de présentation conforme au modèle défini par la circulaire de 1922, doivent être établis dès le début du fonctionnement de la concession, sauf le cas d'application de l'article 45 *bis* où ils ne sont nécessaires qu'à partir de la première révision, c'est-à-dire de la onzième année, les résultats antérieurs d'exploitation n'ayant pas besoin d'être connus.

Ces comptes, qui vont constituer la comptabilité fiscale, qui sera complètement indépendante de la comptabilité sociale, sont au nombre de trois :

1° En premier lieu, nous avons le « compte d'établissement » qui comprendra à l'actif les mêmes rubriques que le tableau correspondant de la circulaire du 24 juillet 1921, mais avec une présentation plus rationnelle.

La première rubrique comporte les frais improductifs :

Frais d'études et de constitution de la société ;
Frais d'émission, commissions aux banques ;
Intérêts intercalaires.

Ces mêmes éléments dans le tableau de 1921 étaient classés sous le titre de frais généraux et intérêts intercalaires.

Dans ce tableau étaient rassemblés sous le titre général de travaux et installations, différents chapitres qui sont, dans le cas présent, séparés sous deux rubriques, suivant qu'il s'agit de biens devant faire retour gratuit à l'Etat où, au contraire, devant rester la propriété privée du concessionnaire.

La seconde rubrique, sous le titre de concession, comprend :

Les terrains.

Les ouvrages fixes :

a) Barrages ;

b) Ouvrages d'amenée et de fuite ;

c) Conduites forcées et vannes ;

d) Bâtiments.

Le matériel hydraulique.

Dans les bâtiments, il ne faut pas comprendre ceux qui renferment le matériel électrique d'appareillage et le poste de transformation.

La troisième rubrique, sous le titre de domaine privé, comprend :

Les machines génératrices ;

L'appareillage électrique ;

L'outillage et le mobilier.

Nous y ajouterons certains bâtiments.

Il existe dans ce tableau une rubrique, non prévue dans le tableau de 1921, dénommée fonds de roulement, celui-ci devant être pris égal au tiers des dépenses annuelles.

Au passif de ce compte, on doit inscrire, pour un total égal, le capital susceptible de rémunération, en distinguant les actions des obligations (si l'on a prévu l'application des formules de révision des articles 45 ou 45 bis) et dans chaque catégorie il faut séparer les titres amortis de ceux qui ne le sont pas encore.

Il semble *a priori* que ce compte doive être établi une fois pour toutes, après la mise en service de l'usine.

Cependant il pourra en cours d'exploitation subir des modifications dans deux hypothèses.

La première concerne le renouvellement des ouvrages

ou du matériel hors d'usage. La colonne de gauche du compte comprendra une rubrique supplémentaire pour ordre, dénommée « fonds de renouvellement » dans laquelle seront inscrits les prélèvements annuels prévus à cet effet. Lorsqu'il sera procédé à un renouvellement, ce fonds sera diminué du montant des dépenses effectuées déduction faite du produit de la vente du matériel remplacé,

Cette rubrique représente, en valeur, la moins-value en nature des biens sujets à renouvellement, de façon à maintenir constante l'égalité entre le poste passif : capital, et le poste actif : frais d'établissement.

D'autre part, lorsque des travaux complémentaires seront entrepris, les frais engagés seront imputés sur le compte « Réserve pour extension » alimenté par un prélèvement annuel au plus égal à la moitié du solde du compte d'exploitation, prélèvement qui cessera lorsqu'il aura atteint, y compris la réserve légale, 20 0/0 du compte de premier établissement.

Réserve légale et réserve pour extension de l'entreprise seront inscrites au passif et, comme le veut la circulaire, nous assimilerons ces réserves au capital non amorti ayant droit à rémunération avant tout partage de bénéfices. La fraction de ce compte qui sera absorbée par l'exécution de travaux complémentaires, devra faire l'objet d'un compte à part, de façon qu'on puisse reconstituer le compte de réserve utilisé.

2° Le second compte est le « compte d'exploitation » qui, dit la circulaire du 16 octobre 1922, sera unique pour toutes les usines ayant fait l'objet d'une même concession, c'est-à-dire d'un cahier des charges unique.

Au crédit, seront portées les recettes d'exploitation, établies de la façon suivante :

Si la société a pour objet principal la vente de l'énergie au public, soit directement aux bornes de départ de l'usine, soit indirectement par l'intermédiaire d'un réseau de distribution lui appartenant ou non, l'examen des contrats passés avec la clientèle permettra de dégager le chiffre de la recette brute, en déduisant éventuellement les frais de transport, de distribution et le bénéfice correspondant à cette branche d'exploitation.

Il est recommandé, par la circulaire, au service du contrôle, en cas d'entente entre le concessionnaire et l'usager pour fixer un prix de vente minoré, d'utiliser tous les moyens dont l'Administration dispose pour rétablir le prix exact de vente ; ainsi le prix de vente de l'énergie à un distributeur pourra être déduit des tarifs appliqués à sa clientèle par ce distributeur.

Si la société vend au public plus de la moitié de l'énergie produite, la portion consommée dans les installations privées du concessionnaire ou de ses filiales sera comptée au même tarif que l'énergie vendue au public.

Si la société a pour objet principal l'utilisation sur place du courant ou si elle consomme plus de la moitié de la production, le prix de vente ne peut être qu'un prix virtuel. Il n'y aura pas lieu à révision de la redevance ; le taux de départ prévu à l'article 44 sera maintenu pour les années suivantes. Une circulaire du 31 janvier 1927 est venue modifier sur ce point la circulaire du 16 octobre 1922; elle a été provoquée par les critiques soulevées, au moment de la chute de notre monnaie, à propos de la stabilisation des redevances pendant toute la durée de la concession. La section des travaux publics du Conseil d'Etat s'est d'ailleurs prononcée pour le rétablissement d'une clause de révision dans le cas où la circulaire de 1922 n'en prévoyait pas.

D'après la circulaire de 1927, l'électricité est devenue à l'heure actuelle un article de consommation assez courante pour qu'on puisse, sans arbitraire excessif, déterminer sa valeur d'après la région, les moyens de production et les conditions d'utilisation. Elle prescrit donc au service du contrôle de procéder aux révisions des redevances en se basant sur le prix de vente normal de l'énergie dans les mêmes conditions d'utilisation lorsqu'il sera impossible de déterminer exactement les recettes brutes d'exploitation.

Au débit du compte d'exploitation figureront les mêmes rubriques que celles que nous avons trouvées au chapitre II du tableau des charges annuelles établi en vue de la révision du tarif maximum :

a) Frais généraux comprenant les frais de direction, assurances, impositions diverses ;

b) Salaires ;

c) Matières consommables ;

d) Frais d'entretien et de réparation ;

e) Frais de renouvellement.

On prévoit pour les frais d'entretien un forfait, de l'ordre de 1 à 2 0/0 du capital correspondant, dans le compte de premier établissement, à chaque catégorie de matériel ; de même, pour les frais de renouvellement, on adopte aussi un taux forfaitaire égal à :

3,3 0/0 pour le matériel hydraulique fixe (conduites forcées et vannes).

6,6 0/0 pour les groupes turbo-générateurs ;

10 0/0 pour l'appareillage électrique,

ce qui suppose pour ces différentes catégories le renouvellement respectivement au bout de 30, 15 et 10 ans.

Il ne saurait être question d'inscrire, comme on serait tenté de le faire puisqu'il s'agit d'établir un compte d'après les résultats d'exploitation, les dépenses réellement engagées chaque année pour l'entretien et surtout le renouvellement, car cette méthode conduirait à des résultats trop variables d'une année à l'autre, sans compensation possible entre les exercices retenus pour le calcul de la révision de la redevance, les périodicités pour le renouvellement et les révisions étant différentes. En réalité, les chiffres inscrits aux rubriques d'entretien et de renouvellement sont la représentation des sommes mises chaque année au compte des fonds de renouvellement.

3^o Le dernier compte de la comptabilité fiscale porte le nom de « compte de partage des bénéfices ».

Au crédit, il faut inscrire le solde du compte d'exploitation.

Au débit, on porte d'abord les charges financières, c'est-à-dire l'intérêt, l'amortissement et les impôts du capital inscrit au passif du compte de premier établissement.

Ainsi qu'il a été déjà indiqué, et comme il est rappelé aux articles 45, 45 *bis* et 45 *ter*, le taux de l'intérêt réservé sera déterminé en ajoutant 2 0/0 au taux du

revenu donné par la rente perpétuelle française comportant l'intérêt nominal le plus élevé, d'après le cours moyen de cette rente pendant l'exercice écoulé. L'intérêt ainsi réservé sera cumulatif. Si le bénéfice lui est inférieur pendant certaines années, la différence sera reportée aux années subséquentes en addition à l'intérêt réservé afférent à ces années, de telle sorte que le produit net à partager n'apparaisse que lorsque tout l'arriéré aura été comblé sans intérêt de retard.

En plus, devront être inscrites au débit la réserve légale et la réserve pour extension de l'entreprise qui doit être au plus égale à la moitié du solde de ce compte de partage des bénéfices, sans qu'elle puisse dépasser, y compris la réserve légale, 20 0/0 du capital figurant au compte de premier établissement. Par conséquent, les rubriques des réserves disparaîtront du compte de partage des bénéfices dès que le plafond de 20 0/0 sera atteint. C'est d'après le solde du compte de partage de bénéfices que doit être fixée la part de l'Etat. Ce solde est désigné sous le nom de bénéfice net.

Voyons maintenant comment s'effectuera la révision dans chacun des trois cas prévus :

A l'article 45 qui suppose une société par actions ayant pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique, il est prévu que « le taux nouveau sera calculé de manière que, en l'appliquant au nombre moyen annuel de kwh produits pendant les années qui auront précédé la date fixée pour chaque révision, la redevance proportionnelle représente 0/0 du bénéfice moyen net réalisé pendant ces années antérieures ». Le pourcentage admis est en général fixé à 10 0/0. Font exception les cahiers de : la Cure (5 0/0), la Bourlie (20 0/0), Gavarnie (15 0/0), Kembs (25 0/0), Etables (2 0/0), Vézins (15 0/0), la Caillade (15 0/0), Villechien (7,5 0/0). Dans cette solution chaque période est tributaire non pas des résultats d'exploitation actuels, mais des résultats de la période antérieure.

L'article 45 *ter*, applicable à une société non régie par la loi de 1867 ou n'ayant pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique,

et mis en œuvre d'une façon plus ou moins heureuse dans les cahiers de : Chartreuse de Vaucluse, Borne, Pébernat, Saint-Léger, Vaufrey, Doron de Beaufort, Dognon, la Lyonne, Dampjoux, la Pique, le Gros Moulin, Vienne Supérieure, nous donne les mêmes règles de principe.

Les différences sont peu sensibles et surtout peu compréhensibles : ainsi l'amortissement des capitaux investis est prévu à l'article 45 ter effectué en 50 années sans que la durée d'amortissement puisse toutefois dépasser le terme de la concession, alors que l'article 45 prévoit l'amortissement pendant le temps qui sépare l'époque du versement de l'expiration de la concession. La formule de l'article 45 nous paraît la seule rationnelle et nous estimons qu'elle devrait être appliquée dans tous les cas. Si nous prenons les cahiers particuliers, nous constatons cependant que la plupart adoptent, à l'article 45, la formule de l'article 45 ter sur la durée d'amortissement, et non pas celle prévue au cahier type. Nous citerons comme étant conformes au cahier type une vingtaine de cahiers particuliers, parmi lesquels ceux de Pied de Borne, Lestelle, Rondeau, Camon.... Certains cahiers sont muets sur la durée de l'amortissement ; il faut alors appliquer la clause du cahier type : Roquesteron, Arthez d'Asson, Orne.

Les travaux complémentaires exécutés en cours d'exploitation doivent être amortis uniformément en quinze ans ; cette solution est imposée par les conditions de rachat prévues à l'article 38.

Les deux formules du cahier type diffèrent aussi sur la méthode de détermination des recettes brutes d'exploitation : l'article 45 ne dit rien ; l'article 45 ter spécifie que ces recettes pourront être basées « soit sur le prix de vente réel de l'énergie produite, si ce prix apparaît dans les comptes de l'entreprise, soit, dans le cas contraire, sur le prix de vente normal de la région pour une même utilisation et les mêmes conditions de livraison », ce qui revient à dire qu'on pourra toujours, dans le second cas, fixer un chiffre de recettes brutes, alors que la chose ne sera pas toujours possible dans le premier, ce qui rendra impossible toute révision du taux des redevances. Cette

façon de voir, qui avait été confirmée par la circulaire du 16 octobre 1922, a été sous la pression des événements, infirmée par la suite dans la circulaire du 31 janvier 1927. A l'heure actuelle cette différence est donc supprimée. D'ailleurs la plupart des cahiers adoptant la clause de l'article 45 ont prévu, même avant 1927, cette réserve qui figure, dans le cahier type, à l'article 45 ter seulement.

Enfin, l'article 45 du cahier type laisse suspendue sur la tête du concessionnaire la menace du rachat, avec indemnité basée sur le bénéfice net déclaré ; pareille menace n'est point incluse à l'article 45 ter, sans doute parce que l'Administration a la possibilité d'appliquer à l'énergie produite, non pas le prix de vente apparent, mais un prix de vente normal moyen, si le prix de vente réel n'apparaît pas nettement dans les comptes de l'entreprise, ou s'il y apparaît sujet à caution ; cette possibilité n'est pas prévue au cahier des charges, mais elle est prise en considération dans la circulaire du 16 octobre 1922. D'ailleurs, il y a peut-être plus de cahiers dans lesquels cette clause de rachat est supprimée à l'article 45 que de cahiers où cette clause du cahier type a été maintenue. En pratique les différences de principe ci-dessus relatées sont donc très atténuées. Les articles 45 et 45 ter pourraient être fusionnés sans inconvénient, surtout en conservant la comptabilité fiscale.

Le taux de la redevance, disent les articles 45 et 45 ter ne pourra pas descendre au-dessous d'une certaine valeur fixée par la circulaire du 16 octobre 1922 à 75 % du taux applicable pendant la première période décennale.

Dans le cas où l'article 44 prévoit, à côté de la formule proportionnelle, un minimum forfaitaire, faut-il appliquer la réduction prévue à l'article 45 à la formule et au forfait, ou au contraire le forfait de l'article 44 est-il intangible ? Le cahier d'Escouloubre supprime toute incertitude sur ce point : « Le montant de la redevance proportionnelle ne pourra en aucun cas descendre au-dessous de $3/4$ R, R étant calculé par celle des formules de l'article 44 en vigueur à l'époque de la révision (formule provisoire, applicable tant que les travaux prévus n'auront pas été complètement exécutés, et ensuite formule

définitive plus rigoureuse) ; il sera au moins de 1.950 fr. par an, ce qui correspond aux $\frac{3}{4}$ du minimum prévu à l'article 44 : 2.600 ». Les cahiers de Rondeau, Allemont, Villemur, le Pollet, Albiès, Roquesteron, Vienne Supérieure, Arthez d'Asson, Artigues, Pont de Brion, Lassoula, Arnousse, Chambon, Roche au Moine, portent simplement la clause : « Le taux de la redevance proportionnelle ne pourra en aucun cas descendre au dessous des $\frac{3}{4}$ de la redevance calculée par la formule de l'article 44 ». Cette réduction doit-elle porter sur le minimum inscrit à l'article 44 ? Nous répondrons oui sans hésiter, car le minimum forfaitaire est déduit de l'application de la formule générale suivant une règle bien définie ; cette règle doit subsister quand la formule générale se modifie. Il n'en serait autrement que si l'article 45 ou l'article 45 ter le spécifiait ; la précision du cahier d'Escouloubre nous paraît donc superflue.

Une volonté contraire de la part de l'Administration peut se manifester, soit explicitement en rappelant en francs le minimum forfaitaire, comme dans le cahier de Camon, soit plus simplement en ne se référant pas à l'article 44, mais en donnant les coefficients limites de la formule générale, comme dans le cahier de Pied de Borne : « La redevance proportionnelle ne pourra en aucun cas descendre au-dessous de la somme résultant de l'application de la formule : où N et N' ont la même signification qu'à l'article 44 ». Il semble à première vue, que le fait de passer sous silence le minimum forfaitaire doive être interprété comme équivalent à sa suppression ; ce serait une erreur car l'article 45 ne supprime pas l'article 44 ; il le modifie simplement dans certaines de ses dispositions ; celles qui n'ont pas été modifiées doivent subsister telles quelles. Il était donc inutile, comme l'a fait le cahier de Camon, de donner une nouvelle formule limite de redevance et de rappeler en même temps le minimum forfaitaire de l'article 44. C'est l'interprétation qu'il faut donner aux cahiers de la Gagne, Vintrou, Ax les Thermes et Luchon.

D'une manière générale, l'article 45 ou l'article 45 ter fixent le minimum, soit en fonction de la formule de l'ar-

ticle 44 : « le taux de la redevance proportionnelle ne pourra en aucun cas descendre au dessous des trois quarts de celui fixé à l'article 44 », soit en donnant la nouvelle formule, soit en indiquant une valeur forfaitaire pour ce minimum.

Quelquefois, le taux prévu à l'article 44 constitue un minimum (Villechien, la Caillade, Kembs, Taurion Dognon, Saint-Léger). Il arrive aussi que le coefficient de réduction soit supérieur aux trois quarts généralement prévus et atteigne un demi (Tuillière, Orne, Vaufrey).

La formule de l'article 44 est dans quelques cas simplifiée et de binôme ou trinôme devient monôme (Vézins, Etables, Dampjoux, Borne), ce qui revient à diminuer le taux sur la première tranche et à l'augmenter sur la tranche suivante, par exemple en passant de $6 N + 3 N'$ à $4 (N + N')$.

Il arrive que le tarif de l'article 44 soit un tarif de valeur et que la formule de l'article 45 ou 45 ter soit moins avantageuse pour le concessionnaire (Rory, Gouffre Bernard, Doron de Beaufort).

Certains cahiers à l'article 44 suppriment l'éventualité d'une révision (Aber Wrach, Diouris, la Saulce, la Frasnée).

Enfin, divers cahiers (Orthez, Moulin de Beaufort, la Trave, Halsou, forges d'Abel, Luzenac, Luzières, Scëix, Legugnon et Gaillac), renferment à l'article 44 la clause de révision suivante : « La redevance sera révisée au cours de la onzième année qui suivra la date de l'achèvement des travaux et ensuite tous les cinq ans, en tenant compte tant des variations de la valeur du kwh dans la région que des conditions particulières d'exploitation de l'usine ». L'article 45 ou équivalent, traitant des conditions de la révision est supprimé.

Cette omission est volontaire : les usines dont il est question ici sont des usines déjà en fonctionnement, passant sous le régime de la concession ; une partie de leur puissance reste, au moins temporairement, la propriété de l'usinier, et doit être exonérée de toute redevance. Dans ces conditions, il eut été difficile de faire, sans modifications, l'application d'une des formules de

révision du cahier type. D'où leur suppression et le lacunisme de la clause qui est inscrite à l'article 44.

L'article 45 bis s'applique dans les mêmes conditions que l'article 45 dont il constitue une simple variante. Au lieu de fixer le taux de la redevance d'après les résultats de l'exploitation pendant la période antérieure à la révision, il fait participer directement l'Etat aux bénéfices de l'exploitation sans s'occuper de l'importance de la production en énergie de l'usine ; en somme, dans cette hypothèse, l'Etat peut être considéré comme possesseur de parts de fondateur ; nous ne disons pas, à dessein, comme actionnaire, car il ne doit pas participer, même indirectement, en qualité de créancier de redevances, à la gestion de la société.

« La redevance à verser à l'Etat, dit l'article 45 bis, sera calculée chaque année d'après l'importance du surplus du dividende par rapport aux sommes dont les actions sont libérées et non amorties ».

Complétant les règles données dans le cahier type par les précisions contenues dans la circulaire du 16 octobre 1922, nous pouvons dire qu'en principe la répartition se fera de la façon suivante. Désignons par « C » le capital libéré et non amorti et par « S » le solde du compte de partage des bénéfices :

Si S est inférieur ou au plus égal à 10 0/0 de C, la part de l'Etat sera de 10 0/0 de S.

Si S est compris entre 10 et 50 0/0 de C, la part de l'Etat sera de 10 0/0 de S sur la première tranche définie ci-dessus et de 25 0/0 sur la tranche qui dépasse 10 0/0 de C.

Si S est supérieur à 50 0/0 de C, la part de l'Etat sera de 10 0/0 pour la première tranche, de 25 0/0 pour la seconde et de 50 0/0 pour la tranche qui dépasse 50 0/0 de C.

Cette modalité de révision se rencontre assez rarement ; on ne peut citer que les cahiers d'Eguzon, Guerlédan, Putanges, Diège, Viclaire, Brommat, Bonne Inférieure, Rophemel, dont deux ont adopté des coefficients de répartition, un peu différents de ceux ci-dessus indiqués : Putanges (10-20-30), Viclaire (5-20-50).

Ici aussi il est prévu un minimum de perception, fixé par la circulaire du 16 octobre 1922 à 75 0/0 de la recette correspondant au taux inscrit à l'article 44. Cette règle

est appliquée dans les cahiers de Guerlédan, Bonne Inférieure et Rophemel ; le cahier de Putanges ne modifie pas la formule de l'article 44. Il faudra donc pour chaque exercice effectuer deux calculs de redevances : celui de l'article 45 bis avec les superbénéfices et celui de l'article 44 basé sur la production. Les autres cahiers ont simplifié le travail en fixant un minimum forfaitaire, minimum parfois fort élevé et basé sur une production supérieure à la tranche permanente N prévue à l'article 44 ; c'est notamment le cas de Brommat.

Comme dans le cas d'application des articles 45 et 45 ter, l'intérêt réservé au capital est cumulatif, c'est-à-dire que, si au cours d'un exercice les recettes d'exploitation ne permettent pas d'assurer au capital l'intérêt prévu, la différence sera reportée aux années suivantes, en addition à l'intérêt réservé afférent à ces années.

Il semblerait équitable de faire la même opération, mais en sens inverse pour la redevance quand la clause du minimum aura dû jouer. Cette compensation des redevances n'étant pas explicitement prévue, il semble difficile de l'imposer. Elle aurait cependant l'avantage de rappeler les règles plus équitables des articles 45 et 45 ter qui déterminent les nouveaux coefficients d'après la moyenne des résultats de la période antérieure, c'est-à-dire du superbénéfice moyen.

L'article 45 bis ne s'applique qu'aux sociétés par actions, car ce sont les seules qui permettent à l'Administration d'avoir un droit de contrôle sur la comptabilité sociale ; on suppose en outre que ces sociétés ont pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine hydraulique, car il serait, sinon impossible, du moins bien souvent difficile de répartir entre les différentes branches de l'exploitation les bénéfices afférents à chacune de ces branches.

Il semble alors inutile de dresser une comptabilité fiscale indépendante de la comptabilité sociale, et cela d'autant plus que, « en fin de concession ou lors de la liquidation de la société pour quelque cause que ce soit, l'actif net, restant après le paiement des charges sociales, sera tout d'abord affecté au remboursement des actions

non encore amorties et au paiement des sommes nécessaires pour compléter l'intérêt cumulatif afférent aux années antérieures. Le surplus, constituant un bénéfice complémentaire pour le concessionnaire, sera considéré comme provenant de bénéfices complémentaires égaux pour tous les exercices, et partagé comme il est indiqué au paragraphe précédent ».

La clause de partage de l'actif, à la liquidation de la société, est la condamnation du minimum de perception garanti ; si la société, au lieu de distribuer tous les bénéfices, en a mis une partie en réserve, entraînant l'application de la clause du minimum garanti, la société devra verser deux fois la redevance sur les mêmes bénéfices.

M. L'Huillier admet, en se basant sur les discussions parlementaires, que la répartition des bénéfices doit porter aussi bien sur ceux qui sont effectivement distribués que sur ceux qui sont mis de côté en sus des « réserves légales et pour extension de l'entreprise » ; comme l'indique cet auteur, cela revient à frapper deux fois les bénéfices placés ainsi en réserve spéciale : au moment de leur réalisation et au moment de leur distribution. L'autorité de M. Perrier, rapporteur de la loi, et les travaux préparatoires de la commission ne nous paraissent pas devoir être pris en considération, la disposition légale ayant par elle-même un sens très clair : « ... les conditions dans lesquelles l'Etat viendra au partage de l'actif net ... ces conditions devant être déterminées de telle façon que la part ainsi attribuée à l'Etat soit, autant que possible, équivalente à l'ensemble des sommes qui lui eussent été annuellement versées si les bénéfices disponibles avaient été intégralement distribués » (art. 10, 8° b de la loi de 1919). En conséquence, nous déclarons illégale la disposition de l'article 45 bis ci-dessus rapportée.

Il ne saurait être question ici de révisions périodiques, puisque la redevance est une participation aux super-bénéfices réalisés par l'entreprise ; de plus, on ne voit pas pourquoi il faudrait attendre la onzième année pour appliquer ce régime qui pourrait sans difficulté être prévu dès le début de l'exploitation.

Il n'est pas prévu de rachat sur les bases des résultats d'exploitation comme dans le cas de l'article 45, car si le concessionnaire a réussi à dissimuler une partie du bénéfice actuel, celui-ci se retrouvera à l'expiration de la société et l'Etat prendra à ce moment-là sa part proportionnelle.

L'Etat est intéressé à ce que la société n'ait pas un capital trop important à rémunérer ; aussi la détermination du capital social initial doit-elle être soumise à l'approbation ministérielle ; l'article 45 bis le prévoit expressément ; il ajoute : « La société aura le droit d'augmenter son capital jusqu'à concurrence du double de son montant initial. Au delà de cette limite, le capital ne pourra être augmenté sans autorisation ; l'autorisation sera considérée comme accordée si un refus n'est pas notifié au concessionnaire dans le délai de deux mois à dater de la demande ».

Ce qui précède tend à prouver que le capital à rémunérer au compte de partage des bénéfices n'est pas le même que le capital inscrit au passif du compte de premier établissement

Ces modalités diverses pour la révision de la redevance proportionnelle nous paraissent d'une application bien confuse ; il serait souhaitable que l'Administration simplifie les règles de révision et n'adopte qu'une seule modalité basée sur les règles de comptabilité fiscale données dans la circulaire du 16 octobre 1922, sans qu'il y ait lieu de s'inquiéter de la nature de la société concessionnaire, ni du capital auquel elle est constituée, ni de l'activité qu'elle peut déployer en dehors de l'exploitation de la chute.

D. — *Révision exceptionnelle de la redevance proportionnelle*

Le cahier des charges, en dehors des révisions périodiques, tous les cinq ans à partir de la onzième année, prévoit à l'article 46 la possibilité de réviser le taux de la redevance proportionnelle « dans le cas où, par suite de

travaux ordonnés, concédés ou autorisés par l'Administration, notamment de ceux qui auraient pour effet de régulariser le débit de la rivière, l'usine qui fait l'objet de la présente concession recevrait une augmentation de valeur ».

Cette augmentation de valeur peut se produire de deux façons différentes. D'un côté la régularisation peut avoir pour effet d'augmenter la puissance normale de l'usine et, d'un autre côté, elle peut permettre au concessionnaire d'obtenir des conditions de prix plus avantageuses pour la livraison de l'énergie.

L'article 46 fait application de la règle bien connue en droit civil de l'enrichissement sans cause, dont l'équivalent en droit public est la règle de l'égalité de tous devant les charges publiques, règle en vertu de laquelle ceux qui jouissent d'un privilège en doivent récompense à la collectivité.

L'article 46 est dérivé directement de l'article 20 de la loi du 16 octobre 1919 :

« Les propriétaires d'usines et de terrains qui auraient profité
« directement des améliorations de régime des cours d'eau résultant
« tant de l'exécution de travaux par l'Etat, les départements,
« les communes ou leurs concessionnaires, à l'exception des
« arrosants qui avaient des droits antérieurs à la présente loi,
« pourront être tenus de payer des indemnités de plus-value qui
« seront réglées par le Conseil de préfecture, sauf recours au
« Conseil d'Etat ».

Cette règle qui vise les améliorations apportées par les concessionnaires de chute dans la jouissance des riverains d'aval est applicable à tous les bénéficiaires, quel que soit leur titre, fussent-ils eux-mêmes des concessionnaires. L'article 46 du cahier des charges n'est que la mise en application de cette règle.

L'indemnité de plus-value affecte ici la forme d'une majoration de la redevance proportionnelle, modalité prévue à l'article 20 de la loi : « Le décret peut décider que les indemnités seront payables par annuités, en tenant compte, chaque année, de l'utilisation effective du supplément d'eau ou de force motrice résultant des travaux ».

Qui décidera de la révision exceptionnelle de la rede-

vance ? L'article 20 de la loi de 1919 nous donne encore la solution : « Les actions en indemnités de plus-value ne peuvent être exercées qu'en vertu d'une autorisation préalable accordée par décret rendu en Conseil d'Etat ». Il faudra donc, avant toute demande de l'Administration, qu'un décret en Conseil d'Etat ait été rendu à la suite de l'exécution des travaux, cause de la plus-value dont profite l'équipement. Ce même décret désigne une commission arbitrale composée de neuf membres : « trois désignés par le ministre des Travaux Publics, trois par le concessionnaire (de la chute) et trois par l'unanimité des six membres déjà désignés ; faute par ceux-ci de s'entendre dans le mois de la notification à eux faite de leur nomination, le choix des trois derniers membres, ou parmi eux de ceux qui n'auraient pas été désignés par l'unanimité des six premiers, est fait par le premier président et les présidents réunis de la cour d'appel, dans le ressort de laquelle se trouve le département ou la commune intéressée ». Cette règle est la reproduction de la fin de l'article 38 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local, à laquelle l'article 46 de notre cahier des charges se réfère. Cette commission, chargée de fixer le chiffre de la nouvelle redevance, doit tenir, dit l'article 46 « un compte équitable de l'augmentation de valeur dont bénéficie l'usine ».

Nous estimons que le rôle de cette commission est comparable à celui d'un jury d'expropriation, et par conséquent que la décision de cette commission est seulement susceptible de recours devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir ou incompétence. Il ne faut pas penser à attribuer le jugement de ce recours à la Cour de Cassation, comme pourrait le faire supposer la nomination éventuelle de trois experts sur neuf par la juridiction civile, car il s'agit de régler la modification des rapports entre le concessionnaire et l'Etat après l'exécution, soit de travaux publics, soit de travaux d'intérêt général. Il n'est pas question ici de conflit sur la propriété. Il faut donc, en l'absence de toute disposition formelle de la loi, appliquer les règles générales de compétence. Dans le fait de faire désigner par la juridiction civile les trois derniers

experts, à défaut d'unanimité chez les six autres, il ne faut voir qu'un vestige de la croyance, d'ailleurs justifiée au début, qui existait au sujet de la dépendance, à l'égard de l'Administration active, de la juridiction administrative.

Quand la concession s'applique à un réservoir sans usine immédiatement adjacente, l'article 46 du cahier des charges type n'a pas de raison d'être et il y a lieu de le supprimer.

E. — *Taxe de statistique*

La taxe de statistique « frappe sans exception toutes les usines hydro-électriques, quels que soient le cours d'eau sur lequel elles sont situées, leur puissance, la date de leur mise en exploitation, ou leur régime administratif » ; en un mot, elle est due aussi bien par les usines concédées que par les usines fondées en titre. La loi de 1919, dans divers articles concernant les différentes catégories d'usines, fixe uniformément le taux de cette taxe à 0 fr. 05 par kw de puissance normale.

Cette taxe, malgré sa forme fiscale, « n'a pas pour objet de créer des ressources au Trésor ; son but essentiel est de permettre de dresser et de tenir constamment à jour l'inventaire de nos forces hydrauliques. Elle doit donc frapper non pas la production, mais le moyen de production ».

Selon le Comité consultatif, elle doit donc être perçue, en cas de chômage ou même d'abandon de l'usine « tant que l'acte administratif qui a autorisé l'établissement de la chute n'a pas été rapporté ».

Le montant de cette taxe doit correspondre en principe au chiffre de la puissance normale brute inscrite à l'article 1^{er} du cahier des charges. « Toutefois, dit l'instruction ministérielle du 22 février 1921, dans le cas où le relevé des appareils enregistreurs de débit ou de courant, installés en usine, ferait paraître un excédent de la puissance moyenne utilisée sur la puissance normale nominale inscrite au cahier des charges, c'est le chiffre du débit moyen annuel, réellement dérivé qui

servirait de base à la perception ». Par analogie, il convient d'apporter une modification semblable au chiffre du cahier des charges, lorsque la puissance normale brute a été surestimée à l'article 1^{er} de ce cahier. Cette disposition fort logique doit jouer sur un certain nombre d'années de manière à prendre une moyenne qui sera alors substituée au chiffre de l'article 1^{er} du cahier des charges.

Le montant de cette taxe est fixé à l'article 54 du cahier des charges en valeur absolue. Au début, elle était exigible chaque année. Afin d'éviter des paperasses inutiles, non en rapport avec les sommes perçues, la circulaire du 16 octobre 1922 prescrivit que, pour les usines de moins de 20 kw, le recouvrement serait fait tous les cinq ans.

La circulaire du 28 septembre 1925 a généralisé la disposition de 1922 qui sera applicable, quelle que soit la puissance de l'usine. Le deuxième alinéa de l'article 54 du cahier type a été modifié en conséquence.

La taxe de statistique sera « exigible à partir de la date du procès-verbal (de récolement) ou au plus tard à partir du délai fixé à l'article 9 pour l'achèvement des travaux ». Comme il s'agit d'un recensement des forces hydrauliques, le point de départ est le 1^{er} janvier qui suivra l'une des deux dates relatées ci-dessus.

Etant donné les termes très explicites de l'article 54, il ne paraît pas possible, même si l'achèvement des travaux est retardé par suite d'un cas de force majeure reconnu et accepté par l'Administration, de retarder d'autant le paiement de la taxe de statistique ; c'est là une erreur ; la taxe ne devrait être perçue qu'autant que le concessionnaire a reçu l'autorisation de mettre l'usine en service ; de cette façon seulement le but cherché par le législateur est atteint : recenser les forces hydrauliques pouvant être exploitées normalement.

Pour le recouvrement, l'article 54 précise : « Elle (la taxe de statistique) sera versée au Trésor tous les cinq ans, dans le délai d'un mois à dater de la notification faite au concessionnaire du montant des sommes exigibles, conformément à un état arrêté par le ministre ou

par le préfet délégué à cet effet et formant titre de perception ».

D'après la circulaire du 22 février 1921, le concessionnaire devrait donner son accord sur le montant de la taxe ; plus logiquement, la circulaire du 28 septembre 1925 rappelle que cette taxe est exigible, en dehors de tout élément contractuel et par suite que les titres de perception ne devront être envoyés à l'acquiescement de l'usinier que lorsqu'ils comporteront modification des titres antérieurs, c'est à dire lorsque la puissance normale brute de l'équipement sera modifiée.

F. — *Recouvrement des taxes et redevances*

« Le recouvrement des taxes et redevances au profit de l'Etat' »
 « dit l'article 55 du cahier des charges, sera opéré d'après les »
 « règles en vigueur pour le recouvrement des produits et revenus »
 « domaniaux. »

« Les privilèges établis pour le recouvrement des contribu- »
 « tions directes par la loi du 12 novembre 1908 au profit du »
 « Trésor public s'étendent aux taxes susvisées ». »

Sur la demande de l'Administration des Finances, il est ajouté, depuis 1927 environ, au texte du cahier type. la clause suivante :

« En cas de non paiement dans les conditions fixées par »
 « l'article 44 (éventuellement 43) ci-dessus, les sommes échues »
 « atteignant 2.000 francs au minimum, porteront intérêt de »
 « plein droit, au taux des avances de la Banque de France, sans »
 « qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quel- »
 « conque et quelle que soit la cause du retard. »

« Les fractions de mois seront négligées pour le calcul de »
 « ces intérêts ». »

G. — *Contrôle financier*

« Le concessionnaire sera tenu, dit l'article 47, à toute »
 « époque, de communiquer à l'ingénieur en chef la comptabilité »
 « de l'exploitation de la concession, ainsi que tous les documents »
 « que celui-ci jugerait nécessaires pour en vérifier l'exactitude, »
 « ainsi que les comptes des autres entreprises du concession- »
 « naire dans la mesure où elles auront, à ce point de vue, une »
 « connexité quelconque avec l'exploitation de la présente con- »
 « cession. Dans cette vérification, l'ingénieur en chef pourra se »
 « faire assister de fonctionnaires appartenant à l'administra- »
 « tion des finances. »

« Le concessionnaire sera, en outre, tenu de se soumettre à »
 « toutes les vérifications auxquelles le ministre des Finances »
 « jugerait utile de faire procéder par ses propres agents d'autre »
 « part ». »

APPENDICE

Hypothèque des droits résultant du contrat de concession

L'article 21 de la loi du 16 octobre 1919 reconnaît au concessionnaire le pouvoir d'hypothéquer les droits résultant du contrat de concession, comme il reconnaît d'ailleurs au permissionnaire le pouvoir d'hypothéquer les droits résultant de l'arrêté d'autorisation.

Une remarque s'impose aussitôt à l'esprit.

Le droit d'hypothèque suppose le droit de propriété. On ne peut pas, en droit civil, hypothéquer le bien appartenant à autrui, et seuls les immeubles qui sont dans le commerce peuvent être hypothéqués. Celui dont le droit de propriété est affecté d'un terme résolutoire peut hypothéquer son droit tel quel ; mais l'hypothèque est soumise à la même cause d'extinction que le droit de propriété. Ces règles appliquées au régime de la concession conduiraient à faire admettre la solution suivante : le concessionnaire est propriétaire des biens immobiliers de la concession, propriétaire à terme pour préciser, et le droit des créanciers hypothécaires, à l'expiration de la concession, sera anéanti et remplacé éventuellement par un droit de préférence sur le prix qui pourra être dû au concessionnaire sur les améliorations apportées éventuellement aux immeubles au cours des dernières années ; nous disons sur les améliorations et non pas sur l'immeuble lui-même, car celui-ci fait retour gratuit à l'Etat en fin de concession. De plus, le créancier pourra saisir l'immeuble hypothéqué, en quelques mains qu'il se trouve avant la fin de la concession.

Or, dès l'origine de la concession, la propriété des immeubles appartient à l'autorité concédante ; le droit du concessionnaire sur ces immeubles est un droit réel non susceptible d'être saisi, car le choix du concessionnaire est fait *intuitu personæ* et il ne peut être question

d'imposer à l'Etat un autre détenteur de ces droits. Il faudrait, ou bien que le concessionnaire acquiesce à la saisie, et nous tombons dans l'hypothèse de la cession, ou bien que le créancier demande l'autorisation de l'Administration pour saisir, et l'adjudication n'est prévue que dans la procédure de la déchéance, inapplicable en l'espèce. Aussi nous aboutissons à ce paradoxe : le concessionnaire a le droit de consentir une hypothèque sur les droits réels concernant les biens immobiliers de la concession, mais le créancier n'a pas le droit de les saisir, car le concessionnaire n'en a pas la libre disposition.

Nous n'avons pas affaire à une véritable hypothèque, au sens civil du terme, mais à un privilège de nature assez différente ; le gage qu'elle représente, par sa nature même, va en diminuant progressivement de valeur pour tomber à zéro à l'expiration de la concession et ce gage ne peut être réalisé que dans le cas où le droit réel du concessionnaire est remplacé par un droit de créance (cession ou rachat de la concession), sans que cette réalisation puisse être provoquée par le créancier.

On peut dire que l'hypothèque du concessionnaire est un droit de créance sur l'indemnité éventuelle et aléatoire que pourra percevoir le concessionnaire lorsqu'il cessera son exploitation.

Un problème tout à fait analogue se présente à propos du domaine privé des collectivités publiques ; la jurisprudence admet que les biens de ce domaine peuvent faire l'objet d'une hypothèque, bien que le créancier ne puisse pas en poursuivre la saisie, ce qui réduit singulièrement les droits du créancier puisqu'il doit attendre que la collectivité publique à qui appartient l'immeuble hypothéqué veuille bien l'aliéner.

L'hypothèque administrative, dont nous avons ici un exemple entre dans la catégorie générale des droits réels administratifs. Ces droits sont opposables à tous, sauf aux collectivités de droit public ; un exemple nous est donné par la servitude de vue que peut avoir un particulier sur une voie publique, servitude qui lui permet d'agir contre toute personne qui, sur la voie publique,

nuirait à l'exercice de sa servitude, mais non pas contre l'Administration qui, dans un but d'intérêt général, viendrait à déclasser cette partie du domaine, un jardin public par exemple, et le vendrait à des particuliers qui seraient alors libres d'édifier sur cet emplacement toutes constructions qu'il leur plairait sans que les anciens riverains puissent s'opposer à cette construction.

L'article 52 du cahier des charges prescrit : « Tous projets de contrats relatifs aux hypothèques dont pourraient être l'objet les droits de la présente concession devront être notifiés pour avis au ministre des Travaux publics ».

Ce ne sont pas les contrats de constitution d'hypothèque qui doivent être communiqués à l'Administration, mais les projets de ces contrats. On ne voit pas bien l'utilité de ces notifications car il n'est nulle part prévu que le concessionnaire devra se conformer à l'avis du ministre ; dans ces conditions, il semble que la notification des contrats eux-mêmes eût suffi ; cette dernière communication se justifie au contraire très bien, l'Administration ayant le droit de contrôler financièrement l'entreprise.

Le sort du créancier hypothécaire n'est pas très brillant, puisqu'il ne peut pas saisir les droits réels hypothéqués pour les mettre en adjudication et son gage, qui est le prix de cession ou de rachat de la concession, n'a de valeur que si l'exploitation du débiteur cesse avant l'expiration du terme contractuel prévu, l'indemnité de reprise étant d'autant plus petite que l'on se rapprochera de la fin pour aboutir à zéro à ce moment-là ; c'est un gage à forme évanouissante.

TROISIÈME PARTIE

Fin de la concession

CHAPITRE VIII

Fin de la concession avant son terme contractuel

Durée de la concession.

L'article 31 du cahier des charges type indique la durée de la concession en ces termes :

« La présente concession prendra fin le 31 décembre de la.....
« année comptée à partir de la date fixée par le présent cahier
« des charges pour l'achèvement des travaux ».

La loi de 1919 a limité cette durée à 75 ans, avec cependant possibilité de renouvellement à l'expiration du terme contractuel.

Le chiffre de 75 ans est un maximum, qui ne doit pas être systématiquement adopté. Le comité consultatif avait tout d'abord demandé que la durée soit déterminée d'après l'importance du prix de revient de l'installation et par suite des facilités plus ou moins grandes d'amortissement du capital engagé, et d'après les possibilités d'utilisation de l'énergie et l'intérêt que l'entreprise présente pour la collectivité. C'est l'autorité concédante qui doit apprécier les motifs pouvant justifier la valeur à adopter pour la durée de la concession ; cette justification était régulièrement demandée par la section des Travaux publics du Conseil d'Etat chargée d'établir le projet de décret d'homologation de la convention et du cahier des charges ; aussi est-elle maintenant spontanément présentée par le Comité consultatif,

Dans la pratique, il est d'avis que la durée de 75 ans doit être considérée comme normale pour la majorité des concessions, car l'octroi de concessions aussi longues que possible ne peut que favoriser l'aménagement des chutes d'eau, but poursuivi par le législateur de 1919.

De ce fait, plus des deux tiers des concessions ont été accordées pour la durée maximum de 75 ans.

Une concession, celle de la Saulce, a été accordée pour une durée exceptionnellement réduite, 6 ans : il s'agissait d'une usine provisoire destinée à faire face à des engagements de fourniture d'énergie pendant l'exécution des travaux nécessaires à l'aménagement d'importants équipements ; d'ailleurs, les règles habituelles étaient à cette occasion profondément modifiées : suppression des réserves, des révisions de tarifs et de redevances, exclusion du matériel hydraulique des dépendances immobilières de la concession.

Plusieurs concessions sont prévues pour 70 ans (Diège, Mauzac, Gouffre Bernard, La Llau, Dampjoux, Hèches, Saint-Cricq), quelques-unes pour 65 ans (Sabart, la Frasnée, Trein d'Hutsou), ou 60 ans (Velmanya, Pointis, Saint-Pé, Arnousse, Villemur), ou même 50 ans (Orne, Aigual, la Gagne) et exceptionnellement 30 ans (Barraqué).

Les usines autorisées avant 1919 doivent faire retour à l'Etat 75 ans après le vote de la loi de 1919, c'est-à-dire le 16 octobre 1994 ; ces usines peuvent, en cours d'exploitation, passer sous le nouveau régime de la concession ; le cahier des charges peut adopter, soit ce terme du 16 octobre 1994 (la Lyonne, Rory, Luzenac, Villechien, Soeix, Albiès, Allemont, Gaillac), soit un terme différent (Orthez, Moulin de Beaufort, la Trave, Halsou, Mousquères, forges d'Abel, Luzières).

Le point de départ de la concession, tel qu'il est défini au paragraphe 1^{er} de l'article 31, n'a pas paru déterminé avec une précision suffisante aux yeux de certains : une concession dont les travaux doivent être achevés le 15 septembre 1931 doit-elle avoir sa première année à l'échéance du 31 décembre 1931 ou du 31 décembre 1932 ? « La présente concession prendra fin le 31 dé-

cembre de la année comptée à partir de la date » dit l'article 31. Ce texte nous paraît cependant bien clair : la première année comptée à partir de la date de terminaison des travaux sera échue le 15 septembre 1932 ; le 31 décembre de cette année-là est le 31 décembre 1931 ; au point de vue grammatical, il ne saurait y avoir d'hésitation. Mais il est certain que le désir du rédacteur du cahier des chargés a été que le 31 décembre de la première année soit le 31 décembre 1932, autrement dit que le délai soit franc, et qu'il ne soit pas tenu compte de la période à courir entre la date d'achèvement des travaux et la fin de l'année correspondante.

Le comité consultatif, saisi de la question, l'a tranchée dans le sens rationnel et non pas grammatical ; le ministre des Travaux publics a confirmé cette interprétation dans une décision du 2 juillet 1926.

Pour éviter une remise en question de cette interprétation, il serait beaucoup plus simple de donner explicitement la date d'expiration de la concession, comme le font certains cahiers (les Piques, Isles Jourdain, Jousseau, Luchon, Tuilière, Legugnon).

Quelques cahiers font dépendre la date d'expiration de la concession de la date d'échéance d'une concession de nature différente : la Caillade : « Le syndicat des communes concessionnaires ayant une durée de 75 ans à dater de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1922 qui l'a autorisé, la présente concession prendra fin le 18 janvier 1997 » ; Neste de Louron « La présente concession prendra fin à la même date que la concession du groupe industriel de Lannemezan » ; Gros Moulin : « La présente concession prendra fin en même temps que la concession du réseau alimenté par l'usine du Gros Moulin et au plus tard le 31 décembre 1969 ». Lorsqu'une usine est déjà concédée et qu'ultérieurement une usine secondaire dépendant de la première, ou un barrage de régularisation de l'usine primitive est concédé, il est prévu pour cette seconde concession le même terme que pour la concession principale (Asasp et Lescun, Roche au Moine et Eguzon, Escouloubre et Carcanet).

Le point de départ de la concession est donné, dans le cahier type, par la date prévue pour l'achèvement des travaux. Cependant l'article 31 admet que ce point de départ sera reculé d'une période égale au retard apporté dans l'exécution des travaux, si ce retard est dû à des causes de force majeure reconnues et acceptées par l'Administration ; la prolongation n'aura pas lieu de plein droit ; elle devra être demandée par le concessionnaire et elle sera accordée par le ministre des Travaux publics qui appréciera souverainement le supplément de délai qu'il y aura lieu de consentir.

Cette clause de prolongation possible du délai n'a pas de raison d'être dans diverses hypothèses : la date d'expiration de la concession est donnée explicitement ; il est fixé explicitement un point de départ limite pour le délai (« ... pour l'achèvement des travaux, indique le cahier de la Diège, et au plus tard à partir du 1^{er} janvier 1930 »), ou bien on prend comme point de départ la date du décret de concession (Moulin de Beaufort, Barroqué, la Trave, Hèches) ; alors, on la supprime. Elle est cependant parfois maintenue ; le cahier de Mauzac par exemple nous dit² : « ... pour l'achèvement total des travaux et au plus tard le 31 décembre 1930. Toutefois, si par suite de retards d'exécution..... » ; il faut voir dans cette disposition une limitation des pouvoirs d'appréciation du ministre.

Quand une concession comporte plusieurs équipements, le point de départ du délai peut être fixé, soit à l'achèvement de l'ensemble des travaux, soit au contraire à l'achèvement d'une usine déterminée (Halsou, Saint-Maurice, Bonne Inférieure, Chézery, Vienne Supérieure, Roquesteron, Pied de Borne).

Avant de voir ce qui se passera au terme contractuel de la concession, il nous faut examiner certaines causes qui vont mettre fin à l'activité du concessionnaire avant cette date, fin volontaire ou forcée, soit que le concessionnaire désire céder ses droits à un autre, soit que l'autorité concédante use de la faculté de rachat, soit enfin que

le concessionnaire par sa mauvaise gestion oblige l'autorité concédante à prononcer sa déchéance.

SECTION I

Cession de la concession

Avant 1919 l'exploitant d'une usine placée sur une rivière non domaniale pouvait, suivant les règles du droit commun, aliéner tout ou partie de ses installations ; l'autorité publique n'avait pas à intervenir. Son droit d'aliénation était une des conséquences de son droit de propriété.

Avec le nouveau régime, ces règles ne peuvent pas subsister sans modifications ; le concessionnaire exploite un bien du domaine éminent de l'Etat, la force hydraulique, et les ouvrages utilisés dans ce but appartiennent dès leur création à ce domaine. D'autre part, le contrat de concession est fait *intuitu personæ*. Dans ces conditions, il est normal que le concessionnaire ne puisse pas avoir la libre disposition de ses droits. Mais il serait contraire aux intérêts de la collectivité qu'il ne puisse pas, dans le cas où il ne se sentirait pas de force à poursuivre sa tâche, céder sa place à quelqu'un de mieux armé.

Aussi l'article 49 du cahier des charges donne-t-il au concessionnaire le pouvoir de céder, partiellement ou en totalité, les droits qu'il a reçus de l'autorité concédante, à la condition d'y être autorisé par décret délibéré en Conseil d'Etat, toute infraction à cette règle pouvant entraîner la déchéance du concessionnaire.

Cet article est la mise en application de l'article 12 de la loi du 16 octobre 1919.

La cession peut se produire au moment de l'octroi de la concession quand l'usine concédée a déjà fait l'objet d'un contrat administratif. Ainsi le cahier de la Bourélie, à l'article 48 *quater*, indique :

« La présente concession contient cession, extension et transformation en une concession d'utilité publique de la concession précédemment accordée par deux décrets présidentiels en date du 24 septembre 1914 à..... aux droits de la-

« quelle la Société se trouve substituée par acte de cession
« retenu par les 10 et 23 novembre 1917. En conséquence,
« les deux décrets précédents sont abrogés ».

Si le concessionnaire est un individu, la cession, dans un certain délai, à une société anonyme à créer, peut lui être imposée par l'acte même de concession (art. 11 de la loi).

La cession pourra être proposée avant la mise en service de l'usine par le concessionnaire, quand il rencontrera de grandes difficultés dans l'exécution des travaux et ne se sentira plus en mesure de pouvoir faire face aux dépenses supplémentaires correspondantes.

Enfin, la cession pourra se faire en cours d'exploitation. Ce sera le cas d'une société concessionnaire utilisant la production de l'équipement dans des usines privées, usines d'électrochimie par exemple qui, à la suite de découvertes nouvelles, ne peuvent soutenir efficacement la concurrence ; l'énergie de la chute deviendra disponible ; elle pourra être utilisée pour alimenter des réseaux de distribution. Si les actionnaires, convoqués en assemblée générale extraordinaire, n'acceptent pas le changement de l'objet de l'entreprise, il faudra trouver une autre société susceptible de prendre à son compte l'exploitation de l'équipement. Si, au contraire, l'assemblée générale accepte ce changement, la même société continuera l'exploitation de l'équipement ; mais il sera nécessaire d'obtenir, sur le changement de l'objet principal de la concession, l'accord du Conseil d'Etat, accord qui devra se manifester par un décret.

D'une manière générale, chaque fois qu'il doit être apporté aux prescriptions du cahier des charges des modifications de principe, le Conseil d'Etat doit intervenir. Laissant de côté l'hypothèse du changement de l'objet principal de l'entreprise pour ne retenir que celle du changement de concessionnaire, examinons les raisons qui justifient l'intervention de la Haute Assemblée. Cette intervention tient à la nature du contrat de concession qui est fait *intuitu personæ*. On ne saurait imposer à l'Administration un concessionnaire qui ne lui

plairait pas. Elle n'a pas à donner les raisons de son refus. Il ne faut pas perdre de vue que la concession porte sur un bien de son domaine, public ou privé peu importe ; il est légitime par conséquent qu'elle conserve la liberté la plus absolue pour le choix de celui à qui sera confiée l'exploitation de ce bien. Et lorsque celui qui aura été désigné viendra dire qu'il compte résilier son contrat et offrira un tiers pour prendre sa place, on comprend que l'Etat se réserve le droit d'accepter ou non celui qui lui sera présenté.

La liberté ainsi reconnue à l'Administration rappelle celle du propriétaire d'un immeuble qui, ayant passé avec un locataire un bail renfermant la clause que cession de ce bail ne pourra avoir lieu qu'avec son approbation, peut refuser tout cessionnaire sans donner de motif.

Cependant une jurisprudence nouvelle refuse au propriétaire le droit de disposer discrétionnairement de cette prérogative, car, dit-on, le droit de cession n'est alors que théorique et la clause n'a aucune valeur juridique, étant soumise à une condition purement potestative ; par conséquent, le propriétaire ne peut refuser le cessionnaire du bail qu'en démontrant l'inaptitude de ce dernier à remplir les conditions de ce bail. Il n'en serait pas de même, il faut bien le souligner, si le bail ne contenait aucune clause parlant de cession possible, ou si une clause interdisait la cession du bail pendant toute la durée du contrat. Peut-on étendre cette jurisprudence au droit des concessions ? Autrement dit, l'Administration doit-elle simplement vérifier que le cessionnaire éventuel satisfait aux conditions imposées par la loi de 1919 sur la nationalité et présente les garanties financières et techniques suffisantes pour mener à bien la réalisation et l'exploitation de la concession, et, dans l'affirmative, lui est-il impossible de le refuser ? Nous pensons qu'il faut reconnaître à l'autorité concédante le droit de refuser dans tous les cas, même lorsque le cessionnaire présenté offre toutes les garanties requises, ce qui revient à dire que l'article 12 de la loi de 1919 et l'article 49 du cahier des charges ne donnent pas la liberté au concessionnaire de céder ses droits, mais fixent, au cas où le concessionnaire et l'Ad-

ministration seraient d'accord pour opérer cette cession, la procédure qu'il y aura lieu de suivre.

La cession des droits peut s'analyser comme une double opération : la reprise de ces droits par l'autorité concédante et leur cession à la partie présentée par le concessionnaire primitif, ces deux opérations étant simultanées ou plus exactement se succédant sans interruption.

Dans ces conditions, on comprend la nécessité pour cette cession d'un décret en Conseil d'Etat, puisque ladite cession n'est au fond, dans sa seconde phase, que l'octroi d'une concession nouvelle par l'Etat.

Le même décret va régler les modifications qui devront être apportées au cahier des charges primitif ; ces modifications pourront porter, en général, sur l'article 60 qui fixe l'élection de domicile, parfois sur l'article 1^{er} en ce qui concerne l'objet principal de l'entreprise quand celui-ci sera modifié (nous avons donné ci-dessus un exemple de cette modification), éventuellement sur les articles 9 et 31 relatifs au délai d'exécution des travaux.

On s'est demandé si les clauses particulières du cahier des charges primitif devaient être maintenues. Quand ces clauses n'intéressent pas le concessionnaire primitif, à titre privatif, il n'y a pas de doute, il faut les maintenir. Si, au contraire, elles favorisaient le concessionnaire primitif, il semble que le privilège n'ait plus de raison d'être ; cependant le Comité consultatif a estimé, dans un cas d'espèce, qu'il convenait de maintenir la réserve par priorité, au profit de la première société, d'une fraction de l'énergie de la chute pour les besoins de son industrie.

On pourrait dire que la question ne présente pas un grand intérêt car le concessionnaire primitif peut toujours mettre comme condition à la cession le maintien de son privilège sous forme d'un contrat ; mais cette solution, parfaitement valable, ne présente pas la même sécurité que la clause insérée dans le cahier des charges primitif. En effet, en cas de rachat de la concession par l'autorité concédante, celle-ci est tenue d'exécuter les contrats de fourniture de courant pour la durée stipulée dans chacun

d'eux ; le concessionnaire primitif devra donc contracter pour toute la durée de la concession, ce qui peut être gênant si ses besoins en énergie viennent à diminuer ou s'il trouve par ailleurs des conditions plus avantageuses. Au contraire, cette déchéance ou cette sujétion lui seront évitées si le rachat se fait pendant son exploitation ; l'article 40 du cahier des charges prévoit formellement cette hypothèse.

Quoi qu'il en soit, les privilèges prévus en faveur du concessionnaire primitif ne doivent pas être maintenus pour cette simple raison que, la cession ne lui étant pas imposée, rien ne l'empêche de conserver son privilège en continuant son exploitation.

Jusqu'ici nous nous sommes placé dans l'hypothèse de cession non dissimulée de la concession. Comme le concessionnaire est, dans la plupart des cas, une société anonyme, il peut arriver que la cession soit dissimulée, pour échapper au contrôle de l'Administration. Rien n'empêche, dans le droit des sociétés, la libre négociation des titres ; dans ces conditions, les membres dirigeants d'une société financière quelconque peuvent, par le procédé des achats en Bourse, acquérir la majeure partie des actions, obtenir la majorité dans le Conseil d'administration et avoir la direction effective de la société concessionnaire de la chute. Mais les actions des deux sociétés ne sauraient, en aucune façon, être confondues ; leur sort est distinct et les unes peuvent tomber à une faible valeur sans que les autres soient touchées, théoriquement tout au moins.

S'il y avait au contraire cession de la concession d'une société à l'autre, cela reviendrait à dire que les capitaux de l'une et de l'autre sont réunis dans un même ensemble ; par conséquent, les différentes affaires gérées par ladite société seraient liées de façon rigide au point de vue boursier, la concession de chute pouvant être considérée comme l'affaire de rapport destinée à faire vivre d'autres affaires d'intérêt médiocre. C'est pour cela que l'Administration doit, dans ce dernier cas, vérifier que la société nouvelle a toutes les capacités financières requises pour mener à bien la gestion de l'entreprise de chute d'eau.

Ceci dit, le cessionnaire succède au concessionnaire primitif dans toutes ses obligations comme dans tous ses droits.

Sauf disposition contraire prévue au contrat de cession, le passif restera à la charge du cédant. Que faudra-t-il décider si le cédant a consenti une hypothèque sur les immeubles de la concession ? Nous mettons à part celle qui aurait été donnée sur un bien immobilier non compris dans ceux qui doivent faire retour gratuit à l'Etat en fin de concession, car c'est alors le droit commun qui s'applique.

Faut-il admettre que le créancier, non payé à l'échéance par son débiteur, peut faire opposition sur le prix payé au cessionnaire à l'occasion d'une nouvelle cession ou à l'époque du rachat ? Nous admettons volontiers cette interprétation, étant entendu que le rachat de la concession entraînera obligatoirement extinction de l'hypothèque.

Afin de faciliter les emprunts hypothécaires pour les concessionnaires de chutes, nous proposons de reconnaître au créancier le droit de réclamer sa créance, même si le terme n'en est pas échu, au moment où le bien hypothéqué sortira des mains de son débiteur. Cette règle de la déchéance du terme n'est utilisée légalement que dans le droit des faillites, mais pour d'autres motifs.

Pour compléter cette disposition, il faudrait que l'Administration, à qui ont été communiqués tous les projets de contrats d'hypothèque, fasse connaître au créancier le projet de cession ou de rachat, et au cessionnaire l'existence de ces hypothèques.

Une question intéressante se pose à propos des cessions de concession de chute, celle relative aux droits fiscaux à payer. Nous avons dit que la cession pouvait s'analyser en un rachat et un octroi de concession simultanés. Retenant le deuxième terme de cette opération, nous dirons qu'il y aura d'abord lieu à paiement d'un droit fixe d'enregistrement (loi de juillet 1928). D'autre part, il faudra payer les droits afférents à la mutation du capital représentant la valeur de la concession ; pour cela il faudra appliquer les règles du droit commun.

A l'égard de la société annexante, nous sommes en présence d'un apport en nature, s'il est créé de nouvelles actions qui seront données en paiement de l'apport de la concession, ou au contraire d'un achat pour la partie du prix qui ne sera pas compensée par la création d'actions nouvelles.

A l'égard de la société cédante, il y a dans tous les cas vente de tout ou partie de l'actif suivant que l'exploitation cédée constituait la totalité ou une fraction seulement de l'activité sociale.

Toute cession devant être approuvée, l'Administration se réserve le droit de s'opposer à l'attribution au concessionnaire primitif d'avantages excessifs.

On craint sans doute que le nouveau concessionnaire ayant accepté des prix soit conduit à réduire les frais d'exploitation au détriment de la bonne conservation des ouvrages. Mais le service du contrôle technique a été créé pour veiller au bon entretien de l'installation. On pourrait aussi redouter que, les charges financières étant fortement augmentées, il n'en résulte une majoration sensible du prix de revient et partant du tarif maximum : d'où préjudice pour la collectivité. A cette objection, on peut répondre que la comptabilité fiscale, qui sert à la détermination du prix de revient, n'est pas forcément comparable à la comptabilité sociale. La comptabilité fiscale du concessionnaire primitif devrait, sans discontinuité, être poursuivie par le nouveau concessionnaire.

Il est un argument toutefois, qui justifie, de la part de l'Administration, le droit de surveillance sur le prix de cession : la concession ayant été donnée pour assurer la marche d'un service d'utilité générale, il serait contraire au but poursuivi que des manœuvres de spéculation puissent se livrer sur les transmissions. La cession de la concession étant réglementée, il est normal que cette réglementation porte sur l'ensemble des clauses.

C'est un peu le même problème qui se pose au sujet des cessions d'offices ministériels ; on sait que le prix de cession doit être accepté par l'autorité publique.

Nous arrêterons là l'examen des problèmes qui peuvent

se présenter à propos des cessions de concessions. Le sujet est trop vaste pour qu'il puisse être traité ici ; les aperçus donnés suffisent à montrer son ampleur.

SECTION II

Rachat de la concession

La cession, mode volontaire de la part du concessionnaire de se retirer de la concession qu'il avait sollicitée, se produit souvent avant l'achèvement des travaux, avant la mise en service de l'usine.

Le rachat, mode volontaire de la part de l'Etat de mettre fin à la concession avant son terme normal, ne peut pas être imposé avant un certain délai, suffisant pour que le concessionnaire ait pu obtenir de l'équipement un rendement normal.

« A toute époque, dit l'article 38 du cahier des charges, à « partir de la^e année, qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'Etat aura le droit de racheter la concession. Le rachat produira effet à partir du 1^{er} janvier de l'année « suivant celle au cours de laquelle il aura été prononcé ».

A. — *Nature du rachat*

Le rachat est une des caractéristiques essentielles de la concession de travaux publics ; il ne saurait en être question dans la concession de mines. Cette différence tient à la nature essentiellement opposée de ces deux types de contrats. La concession de travaux publics a pour but la gestion d'un service public ; la concession de mines intéresse l'exploitation d'un bien du domaine privé de l'Etat. Tandis que, dans un cas, il importe que l'autorité concédante puisse reprendre la direction du service public, dont il a confié la gestion temporaire à un tiers, dans l'autre cas il est indifférent que le domaine privé soit exploité par une personne étrangère à l'Administration.

Rien n'empêche, dira-t-on, de prévoir dans un contrat de droit privé une clause de rachat ; c'est entendu ; mais le rachat n'est pas de la nature intime de ce genre de contrat. Le rachat étant de la nature de la concession de

travaux publics, il n'est pas nécessaire de le prévoir explicitement ; cette clause doit être sous-entendue ; en pratique, elle figure toujours dans les cahiers des charges des concessions de service public. En l'absence d'une clause spéciale, l'application de cette procédure ne pourrait cependant se faire qu'avec l'intervention du législateur. Celui-ci, au contraire, ne pourrait pas, en ce qui concerne le domaine privé, appliquer à *posteriori* une clause de rachat à un contrat qui ne la renfermerait pas.

L'application de la clause de rachat se fera sur la demande de l'Administration, sans que le Conseil d'Etat ait à intervenir. Il suffira que notification en soit faite par le préfet, représentant local du gouvernement, pour que la procédure soit ouverte.

En principe le rachat devrait pouvoir être imposé à n'importe quelle époque si nous assimilons l'exploitation de la chute à un service public. Mais, même pour les concessions de ce type, comme les concessions de distribution d'énergie, il est toujours prévu un délai pendant lequel la clause de rachat ne pourra pas jouer. On a voulu, en procédant ainsi, ne pas décourager les initiatives privées en assurant pendant un minimum de temps une stabilité complète au contrat.

Cette période de stabilité est comprise suivant les cas entre cinq et vingt-cinq ans. Cette très grande marge se justifie par la nécessité de laisser le temps aux divers équipements d'atteindre la période de pleine utilisation, dont l'échéance normale dépend des possibilités d'expansion économique. Il ne faut pas que le concessionnaire ait la certitude qu'avant même d'obtenir le rendement normal de son installation il sera susceptible d'être obligé de céder la place, car il hésitera devant le travail à accomplir et l'incertitude de la récompense de son effort. Il reçoit bien dans tous les cas une indemnité, mais celle-ci sera d'autant plus forte que les résultats d'exploitation seront meilleurs et il faut lui laisser le temps d'obtenir de bons résultats.

En pratique la possibilité du rachat est prévue à partir de la vingt-cinquième année qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux ; et quand l'article 31 fait

partir les délais de la date du décret de concession, l'article 38 utilise la même origine (Barraqué, la Trave...).

Les exceptions sont assez rares : le cahier de Hêches prévoit quarante ans, dépassant les limites imposées par le législateur à l'article 10, ce qui fait douter de la validité de cette clause.

Quelques cahiers prévoient la vingtième année (Gavarrie, Barraqué, Brommat, Luzières, Arnousse) ; un la quinzième (Ellez) ; deux la dixième (Castillon, la Gagne) et un la cinquième (la Cure). Les cahiers de l'Isles Jourdain, Jousseau et Luchon fixent la date explicitement ; ceux de l'Aber Wrach, Diouris et Neste de Louron renvoient à des conventions spéciales passées entre l'Etat et le concessionnaire. Enfin, le cahier de la Roche au Moine adopte le délai d'Eguzon et celui de Record le délai de Luzières : il s'agit de concessions étroitement liées au point de vue de l'exploitation et au point de vue financier.

B. — *Indemnité de rachat*

Le rachat va interrompre l'exploitation du concessionnaire avant l'expiration de la concession. L'exploitant n'aura pas eu le temps d'opérer tous les amortissements nécessaires, ceux-ci devant, en principe, être répartis sur toute la durée de la concession. D'autre part, le concessionnaire retirait de l'exploitation de la chute un bénéfice, dont il va être privé, sans qu'il y ait faute de sa part. On peut même dire que, plus les résultats seront favorables, plus il aura par conséquent fait preuve d'activité, plus il risquera de voir invoquer la clause de rachat, la tentation étant évidemment plus forte pour l'autorité concédante de reprendre une exploitation prospère qu'une exploitation qui végète.

L'indemnité de rachat comprendra donc deux éléments : d'abord le remboursement du capital non amorti, et ensuite le versement d'une annuité représentant le bénéfice dont sera privé désormais le concessionnaire.

1° Le concessionnaire recevra d'abord :

« Pendant chacune des années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession, une annuité égale au produit net

« moyen des sept années d'exploitation précédant celle où le
 « rachat sera effectué, déduction faite des deux plus mauvaises...
 « Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au
 « produit net de la dernière des sept années prises pour termes
 « de comparaison ».

Le rachat ne doit produire effet qu'à partir du 1^{er} janvier qui suit l'époque où il a été prononcé ; ce point de départ est nettement spécifié dans le cahier des charges. Pour la détermination de l'annuité de rachat, il n'est pas fait état des bénéfices réalisés pendant l'année au cours de laquelle le rachat a été prononcé. C'est justice, car le concessionnaire pourrait, par des collusions avec certains usagers, augmenter artificiellement les bénéfices d'exploitation, de façon à majorer le montant de l'annuité qu'il doit percevoir, celle-ci ne pouvant pas être inférieure au montant des bénéfices réalisés au cours de la dernière année.

L'annuité est donnée par la moyenne des produits nets des cinq meilleures années choisies dans les sept qui ont précédé l'année du rachat, sans pouvoir être inférieure au produit net de la dernière de ces sept années. Il importe donc au premier chef de définir le produit net.

L'article 38 du cahier type en donne la définition suivante :

« Le produit net de chaque année sera calculé en retranchant
 « des recettes toutes les dépenses faites pour l'exploitation de la
 « chute concédée, y compris l'entretien et le renouvellement des
 « ouvrages et du matériel, mais non compris les charges du capi-
 « tal ni l'amortissement des dépenses de premier établisse-
 « ment ».

Par conséquent, le produit net est donné par le solde du compte d'exploitation : le passif correspond au total des recettes brutes d'exploitation, dont l'importance est fonction directe de l'activité de l'entreprise. L'actif comprend les frais généraux, impôts d'exploitation qui ne seront plus à la charge du concessionnaire, redevances qu'il n'aura plus à verser, frais d'entretien et de réparation, frais de renouvellement.

Ces frais sont, dans la comptabilité fiscale, évalués forfaitairement ; il ne faut pas reconnaître au concessionnaire le pouvoir, au moins en ce qui concerne les frais de

renouvellement, de remplacer le forfait par le montant réel des dépenses effectuées, étant donné leur caractère périodique et variable.

Avec l'annuité ainsi versée par l'Etat, le concessionnaire pourra rémunérer le capital, l'amortir, payer les impôts de ce capital.

Les réserves légales et les réserves pour extension de l'entreprise doivent rester la propriété du concessionnaire dans la mesure où elles n'ont pas été l'objet d'immobilisations; par contre, le fonds de renouvellement doit revenir à l'Etat, tout au moins la partie qui concerne les dépendances immobilières de la concession.

Si l'entreprise n'a pas atteint son complet développement au moment du rachat, l'annuité pourra être insuffisante pour rémunérer convenablement le capital. Nous verrons ci-après de quelle façon il peut être remédié aux insuffisances ainsi constatées si, dans le délai de tranquillité assuré au concessionnaire, celui-ci n'a pas pu ou su développer son exploitation pour la rendre suffisamment rémunératrice.

2° Le concessionnaire recevra également :

« Une somme égale aux dépenses dûment justifiées supportées par le concessionnaire pour l'établissement des ouvrages « dépendant de la concession et subsistant au moment du « rachat, qui auront été régulièrement exécutés pendant les « quinze dernières années précédant le rachat, sauf déduction « pour chaque ouvrage, d'un quinzième de la dépense pour « chaque année écoulée depuis son achèvement ».

Cette indemnité en capital ne saurait jamais s'appliquer aux ouvrages édifiés avant le procès verbal de récolement et la mise en service de l'usine, comme pourrait le faire supposer la lecture de l'article 38. Il s'agit des travaux qui ont pu être effectués depuis la mise en service de l'usine et qui intéressent les biens immeubles qui, à l'expiration de la concession, doivent faire retour gratuit à l'Etat. Il faut que ces travaux aient été, soit imposés par le service du contrôle (modification des ouvrages évacuateurs de crues, barrage de compensation), soit proposés par le concessionnaire et acceptés par lui. Comme l'importance de ces travaux est faible en général, tout au

moins en comparaison des travaux d'aménagement exécutés avant la mise en service de l'usine, il a été admis, dans un but de simplification, que l'amortissement des frais d'établissement de ces ouvrages se ferait, non pas jusqu'à l'expiration de la concession, mais pendant un délai fixé, dans tous les cas, à quinze années. Il ne s'agit pas ici de travaux d'entretien ou de réparation, ni de renouvellement du matériel hydraulique, mais d'ouvrages nouveaux ou d'installations complémentaires.

Les travaux exécutés en cours d'exploitation sont traités de façon différente des travaux d'aménagement principaux, parce que les dépenses engagées pour ces travaux sont prises, en principe, sur les bénéfices (le « Compte de partage des bénéfices » prévoit un chapitre « Réserve pour extension de l'entreprise »).

Il serait peu équitable pour le concessionnaire d'être frustré du montant de ces réserves à partir du jour où elles sont immobilisées dans des ouvrages, car il est hors de doute qu'au moment du rachat les réserves diverses constituées par la société concessionnaire restent sa propriété.

D'autre part, on ne peut pas demander à l'Etat de rembourser le montant intégral de la dépense, car les aménagements nouveaux vont, pour le concessionnaire, être une source de bénéfices, soit directs, soit indirects : directs quand on installera par exemple un nouveau groupe turbo-générateur, ce qui aura pour effet d'accroître la capacité de production de l'usine ; indirects, quand la création d'un barrage de compensation empêchera les réclamations des usagers d'aval qui ont à souffrir des crues journalières occasionnées par le fonctionnement des usines de pointe, et le paiement d'indemnités correspondantes.

Pour concilier ces deux points de vue, il a été admis que l'amortissement des dépenses engagées se ferait en quinze ans, quelle que soit l'importance des travaux.

Si ces travaux complémentaires, au lieu d'être payés par les réserves, nécessitaient un appel à l'épargne, émission d'obligations ou souscription d'actions, le raisonnement donné ci-dessus ne serait plus valable. Cependant

l'article 38 ne s'occupe pas de l'origine des deniers. Du moment que nul avenant n'est ajouté au cahier des charges, tous les ouvrages exécutés après le procès-verbal de récolement et non explicitement prévus dans le projet, doivent être amortis en quinze ans. Il serait d'ailleurs anormal de donner des solutions différentes suivant que les travaux nouveaux ont été payés par des réserves non distribuées ou au contraire par ces mêmes réserves, qui auraient fait l'objet d'une distribution préliminaire aux actionnaires.

*C. — Cas particulier du rachat au cours des
vingt premières années*

« Si le rachat, dit l'article 38, a lieu avant l'expiration des
« vingt premières années à partir de la date fixée par le cahier
« des charges pour l'achèvement des travaux, le conces-
« sionnaire pourra demander que l'indemnité, au lieu d'être
« calculée sur les bases fixées au 1^o et 2^o, soit égale aux
« dépenses réelles de premier établissement, augmentée des
« frais intercalaires, y compris les frais de constitution de la
« société qui aura été substituée au concessionnaire dans la
« limite d'un maximum de francs et y compris également les
« insuffisances qui se seraient produites depuis l'origine de la
« concession, si celle-ci remonte à moins de quinze ans, ou pen-
« dant les quinze premières années si elle remonte à plus de
« quinze ans ».

Cette clause accessoire ne peut jouer que si le rachat est possible avant vingt ans d'exploitation, et s'il a lieu effectivement pendant cette période. Nous ne la trouvons donc insérée que dans les cahiers de la Cure, Ellez, Castillon et la Gagne. Cependant les cahiers de Mauzac, Bancairon, Kembs et Tuilière, tout en fixant la possibilité du rachat à un terme supérieur à 20 ans, ont reproduit la clause : « Si le rachat a lieu avant l'expiration des vingt premières années... ». Le maintien de cette clause s'explique, pour le cahier de Kembs, par la disposition prévue à l'article 18 de ce cahier : « A défaut d'accord (au sujet des ententes) un décret en Conseil d'Etat pourra autoriser le rachat de la concession... quel que soit le délai écoulé depuis la date fixée pour la mise en valeur de l'usine », et pour les cahiers de Mauzac et de Tuilière par la disposition de l'article 48 *bis* : « Si, par suite des obliga-

tions et sujétions imposées au concessionnaire par l'article 48 (barrage établi dans l'intérêt exclusif de la navigation) la puissance normale de l'usine subit une réduction permanente... le concessionnaire aura droit ; ... pour une diminution supérieure à ... % au rachat de la concession.... ».

L'indemnité est égale au capital correspondant aux frais de premier établissement, auquel on ajoute les intérêts intercalaires et les frais de constitution de la société jusqu'à concurrence d'un maximum forfaitaire. Ce forfait est donné, tantôt en % du capital versé (la Cure 6,5 %), tantôt en valeur absolue (50.000 francs pour la Gagne, 300.000 pour Ellez et 500.000 pour les autres équipements intéressés par la clause, à l'exception toutefois de Kembs pour lequel le chiffre est porté à 1.200.000).

Si des travaux complémentaires ont été exécutés pendant l'exploitation, il faudra ajouter au total ci-dessus le montant des dépenses correspondantes.

On regarde de plus si le capital engagé a pu être convenablement rémunéré. L'indemnité de rachat sera éventuellement majorée du montant des insuffisances qui auront pu se produire depuis le début de l'exploitation jusqu'à l'époque du rachat ou jusqu'à l'expiration de la quinzième année d'exploitation si le rachat se fait entre la quinzième et la vingtième année. Bien que le texte du cahier type soit peu explicite sur ce point, nous estimons que l'on doit tenir compte non seulement des insuffisances, mais aussi des excédents de manière à faire la somme algébrique des résultats de toutes les années envisagées, en ne faisant état de cette somme que si le total des insuffisances est supérieur au total des excédents.

« Ces insuffisances, dit l'article 38, seront calculées pour chaque année en prenant la différence entre la recette brute et les charges énumérées ci-après :

- 1° Frais d'exploitation ;
- 2° Intérêt et amortissement des emprunts contractés pour l'établissement de l'usine et de ses dépendances ;
- 3° Intérêt à 0/0 des sommes fournies par le concessionnaire au moyen de ses propres ressources et de son capital actions ».

Pour les frais d'exploitation, il faut, semble-t-il, ne pas se baser sur le tableau du « compte d'exploitation » (Annexe II de la circulaire du 16 octobre 1922) dont les chapitres « Entretien » et « Renouvellement » portent des indications forfaitaires, mais au contraire sur les dépenses réellement faites. A la comptabilité fiscale doit être substituée la comptabilité sociale.

Aux frais d'exploitation, il faut ajouter la rémunération du capital engagé. A ce sujet, le cahier des charges distingue le capital actions du capital obligations.

Aux actions, on attribue un intérêt qui est fixé, tantôt explicitement (8 % pour la Cure, Ellez, Castillon, Kembs, la Gagne), tantôt en fonction du taux du revenu donné par la rente française comportant l'intérêt nominal le plus élevé augmenté de deux points (Mauzac, Bancairon, Tuilière). Il n'est pas question d'amortissement dans le cahier type ; cependant le cahier de la Cure l'a compris, ce qui est une erreur manifeste d'interprétation de la part du rédacteur de ce cahier, car la fraction dont l'amortissement est prévu pendant cette période serait susceptible d'être remboursée deux fois.

Pour les obligations, il faut faire état des charges réelles des emprunts, soit comme taux d'intérêt, soit comme tableau d'amortissement. Comme les emprunts auront été lancés en vue de l'exécution de travaux, et étant donné que l'indemnité versée par l'Etat est égale aux dépenses réelles de premier établissement, nous aurons donc ici encore possibilité d'un double remboursement ; ce n'est sans doute pas ce qu'envisageait le rédacteur du cahier type.

Cette méthode de rachat est par conséquent sujette à critiques. D'autre part, le fait de limiter aux quinze premières années d'exploitation le remboursement des insuffisances montre qu'au delà de cette limite toute insuffisance est considérée comme due à une mauvaise gestion du concessionnaire. Pourquoi, dans ces conditions, lui laisser le bénéfice de ces dispositions bienveillantes jusqu'à la vingtième année ?

Dans la pratique, on rencontre rarement des conces-

sions susceptibles d'être rachetées dans un délai inférieur à vingt ans. La clause de rachat paraît alors mal répondre au but qu'elle poursuit. Cependant, si l'on ne veut pas décourager les initiatives privées, il faut bien accorder au concessionnaire le temps nécessaire pour donner à son entreprise un développement normal, afin que son effort trouve sa récompense, en cas de rachat, dans une indemnisation suffisante.

D. — Rachat d'une concession accordée sur une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation

L'Administration se réserve le pouvoir d'apporter à la consistance des ouvrages toutes modifications qu'elle jugera utiles, même s'il doit en résulter une réduction permanente pour la puissance normale de l'usine concédée. Si cette réduction dépasse un certain pourcentage fixé suivant les cas entre 20 et 50, le concessionnaire pourra demander le rachat à toute époque. L'article 48 *bis* donne les règles d'application de cette clause. Le rachat se fera « par remboursement de la part non amortie des dépenses faites pour l'établissement des ouvrages dépendant de la concession et subsistant au moment du rachat ». L'amortissement est prévu effectué par annuités égales depuis l'époque de l'engagement de la dépense jusqu'au terme de la concession, quelle que soit la catégorie des travaux envisagés.

L'autorité se désintéresse complètement des résultats obtenus par le concessionnaire dans son exploitation, puisqu'il n'est tenu aucun compte pour la fixation de l'indemnité, soit des bénéfices réalisés, soit des insuffisances constatées.

Ces conditions spéciales de rachat n'excluent, en aucune manière, les conditions normales de l'article 38.

Pourquoi traiter de façon plus rigoureuse le concessionnaire quand il demandera le rachat que dans le cas où le rachat lui sera imposé par l'autorité concédante ? Si une demande de ce genre de la part de l'exploitant pouvait être faite sans restrictions, nous serions d'accord pour

diminuer l'étendue de ses droits. Mais en réalité on ne laisse pas d'initiative véritable au concessionnaire ; la disposition de l'article 48 *bis* doit s'analyser de la façon suivante : dès que le préjudice imposé par l'Etat dépassera une certaine importance, celui-ci sera obligé de procéder au rachat de la concession à moins que le concessionnaire ne préfère continuer l'exploitation en se contentant des indemnités prévues au dit article pour la réduction de ses droits.

E. — *Rachat au moment de la révision de la redevance proportionnelle*

Nous ne ferons que rappeler la disposition de l'article 45, dont le but est d'inciter le concessionnaire à tenir sa comptabilité fiscale de façon correcte ; à chaque révision de la redevance proportionnelle, l'Etat a le choix entre la continuation de la concession et le rachat.

Le cahier des charges ne fait pas de restrictions sur la date d'application possible de cette clause qui pourra donc jouer avant l'époque prévue à l'article 38.

L'indemnité de rachat comprendra, comme dans le cas de l'article 38, une annuité égale au produit net donné par le solde du compte d'exploitation. Mais tandis que l'article 38 prévoit le remboursement du capital correspondant aux frais engagés pour de nouveaux travaux faisant partie des biens de la concession, l'amortissement de ces frais étant supposé effectué en quinze ans, l'article 45 impose l'annuité équivalente pour l'amortissement de ce capital, supposé effectué au taux réel de l'emprunt, depuis l'époque de cet emprunt jusqu'à l'expiration de la concession.

Nous discernons mal l'intérêt de cette clause. D'autre part, quelle indemnité recevra le concessionnaire pour les ouvrages complémentaires exécutés en cours d'exploitation avec un prélèvement sur les bénéfices ?

Nous préférons reconnaître à l'Administration le droit de discuter le mode d'établissement du compte d'exploitation. Et puis, pourquoi priver le concessionnaire du droit de retenir cinq des sept dernières années ?

Si l'Etat veut imposer le rachat sur les bases de l'article 45, à une époque où l'article 38 est applicable, l'intervention du juge sera indispensable et sa mission sera bien délicate : il devra prescrire l'application des règles de l'article 38, à moins que l'Administration ne fasse la preuve d'erreurs fautives dans l'établissement du compte d'exploitation.

La réglementation, telle qu'elle existe, vise à la souplesse ; elle aboutit sur beaucoup de points à l'incohérence. Il serait utile d'y apporter des simplifications.

F. — *Effets du rachat*

Le rachat est une éventualité qui menace le concessionnaire jusqu'à la fin de la concession, mais peut ne jamais se réaliser. L'exploitant n'en tiendra donc pas compte et conduira son exploitation comme si la clause n'existait pas. Ses intérêts sont sauvegardés par le versement éventuel d'une indemnité d'autant plus rémunératrice que son entreprise sera plus prospère. Il ne faut pas, d'un autre côté, que les intérêts des usagers soient sacrifiés et, par conséquent, que les contrats passés par le concessionnaire puissent être résiliés par l'Etat au moment du rachat : le but de la concession est, il ne faut pas l'oublier, la satisfaction des besoins des usagers entrant dans l'une des catégories définies à l'article 1^{er} du cahier des charges.

Les contrats en cours devront donc être exécutés par l'Etat et l'article 38 le dit sans détours : « L'Etat sera tenu, dans tous les cas, de se substituer au concessionnaire pour l'exécution des contrats passés par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation et l'exécution de ses fournitures ».

Le cahier des charges précise que les contrats de fourniture de courant devront être exécutés dans toutes leurs clauses. Toutefois, la durée stipulée au contrat ne sera valable que dans la mesure où la fin d'application de ce contrat ne dépassera pas le terme de la concession. Le concessionnaire ne saurait en effet lier l'autorité concédante que dans la mesure où il possède lui-même des

droits ; c'est un principe fondamental et le concessionnaire, à l'expiration de la concession, n'aura plus de droits sur l'équipement. Cependant le contrat, non opposable à l'Etat, au delà du terme de la concession, serait valable à l'égard du concessionnaire si ce dernier obtenait le renouvellement de la concession : la clause devrait être considérée comme affectée d'une condition résolutoire.

Si le concessionnaire n'a pas su défendre ses intérêts et a consenti à certains usagers des conditions manifestement anormales, l'Etat n'entend pas être lié et le cahier des charges lui reconnaît le droit « s'il établit que certaines conditions de prix ou autres d'un contrat de fourniture de courant n'étaient pas justifiées comme normales pour l'époque où elles ont été souscrites en ayant égard à l'ensemble des circonstances de l'espèce, il pourrait en réclamer la réformation par la voie contentieuse pour leur substituer les conditions qui seraient jugées normales pour ladite époque et pour cet ensemble de circonstances ».

On peut remarquer qu'il n'est nullement question de collusion frauduleuse entre le concessionnaire et l'usager ; par conséquent, la révision du contrat sera toujours possible, même dans le cas où le concessionnaire était de bonne foi et a consenti des conditions trop avantageuses, *animo donandi*. Il a, nous le savons, une liberté absolue pour consentir des avantages à certains de ses clients, sans être obligé d'en faire profiter les autres, même si les conditions de livraison sont identiques.

La clause, telle qu'elle est inscrite à l'article 38, nous paraît critiquable ; de plus, elle sera d'une application difficile ; le tribunal chargé de trancher le différend sera obligé de tenir compte de cette liberté pour apprécier. Il eut fallu ne prévoir la réformation des contrats que dans le cas de collusion ou lorsque des avantages spéciaux étaient consentis en contrepartie d'avantages de nature différente accordés par les usagers. Les intérêts de l'Etat seraient suffisamment sauvegardés si, seuls, les contrats passés dans le courant de l'année du rachat pouvaient donner lieu à réformation dans les conditions ci-dessus rappelées de l'article 38.

Seuls les contrats de fourniture doivent recevoir intégralement application, après comme avant le rachat.

Au contraire « Pour les autres engagements et marchés, l'Etat ne sera tenu d'en continuer l'exécution que pendant cinq ans au plus, à partir du rachat » : engagements contractés avec des entrepreneurs pour l'entretien des ouvrages ou marchés passés avec des fournisseurs pour la livraison du matériel d'entretien par exemple.

L'Etat n'a pas voulu rompre brutalement les contrats en cours, mais il n'a pas entendu être lié complètement par eux, car ils sont étrangers au but direct poursuivi par l'entreprise.

Par conséquent, tous les contrats passés avec les fournisseurs ou entrepreneurs devront contenir une clause de condition résolutoire en cas de rachat ; si elle n'était pas prévue, les cocontractants du concessionnaire seraient en droit de réclamer des dommages-intérêts à ce dernier, si le rachat en amenait la résiliation.

Puisque l'Etat est tenu d'assurer l'exécution des contrats passés par le concessionnaire avec les usagers, il faudra qu'il puisse reprendre les installations en ordre de marche. Il lui serait impossible d'équiper, dans le laps de temps qui sépare la date du rachat de la reprise de l'exploitation, les installations qui sont la propriété du concessionnaire.

Sur ce point, l'article 38 est incomplet, car s'il oblige l'Etat à reprendre les approvisionnements, il paraît faire dépendre la reprise du matériel électrique de la volonté du concessionnaire.

L'article 38, comme l'article 37, devrait contenir la clause : « Il aura la faculté de reprendre le surplus de l'outillage », cette faculté se transformant dans le cas de rachat en une obligation « si le concessionnaire le demande ». La valeur de ces reprises, dit l'article 38, « sera fixée à l'amiable à dire d'experts et sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat ». Le cahier des charges paraît confondre la procédure de l'expertise avec l'entente amiable.

Si le rachat se fait d'après les règles ordinaires, le

concessionnaire recevra, en plus d'une annuité correspondant au solde du compte d'exploitation (dans lequel entrent les frais d'entretien et de renouvellement du matériel électrique et autres biens ne faisant pas partie des dépendances de la concession) et d'un capital correspondant aux frais d'établissement des travaux nouveaux exécutés depuis moins de quinze ans et se rapportant à des dépendances de la concession (sous réserve d'un amortissement de $1/15$ par année écoulée), un capital égal à la valeur vénale de ses biens qui sont retenus par l'Etat et, en particulier, du matériel électrique, quelle que soit l'époque à laquelle ce matériel a été acquis et les travaux d'installation exécutés.

Si le rachat s'effectue avant la vingtième année sous forme d'un capital, il ne faudra faire aucune distinction entre les dépendances de la concession et les biens du concessionnaire, dans la mesure où ces derniers seront repris par l'Etat.

L'article 39 du cahier des charges impose au concessionnaire l'obligation « de remettre en bon état d'entretien toutes les installations reprises par l'Etat ». Cette obligation se comprend car le concessionnaire a retenu chaque année une somme pour assurer l'entretien et les réparations des ouvrages et du matériel. Le défaut d'entretien a pu entraîner des dégâts très importants dont la réparation sera beaucoup plus onéreuse que le total des sommes qui auraient été nécessaires pour assurer un entretien normal. Il y a, dans un cas de ce genre, faute de la part du concessionnaire, et il est juste que réparation en soit donnée. « L'Etat pourra, dit l'article 39, s'il y a lieu, retenir sur les indemnités dues au concessionnaire, les sommes nécessaires pour remettre en bon état ces installations ». Cette clause de sauvegarde a aussi pour but d'empêcher le concessionnaire de se désintéresser de l'équipement depuis l'époque où le rachat lui est signifié jusqu'au moment de la remise à l'Etat.

G. — *Rachat d'une usine autorisée avant 1919*

Nous laissons ici de côté le cas des usines fondées en titre.

L'usiner qui avait équipé une chute sous l'empire de l'ancienne législation doit, à partir du 16 octobre 1919, voir son entreprise assimilée aux entreprises arrivant en fin de concession ou d'autorisation ; les dépendances immobilières qui, dans une concession du type 1919, font retour gratuit à l'Etat, sont, dans ce cas, reprises par lui moyennant indemnité fixée au quart de la valeur vénale si la chute était concessible aux termes de l'article 2 de la loi de 1919 et, fixée à la pleine valeur, si la chute était autorisable suivant les mêmes règles. Pendant cette période provisoire l'équipement peut passer sous le nouveau régime de la concession.

S'il y a rachat, il faudra verser à l'usiner une indemnité complémentaire pour la reprise de ces installations anciennes, indemnité définie de la façon suivante à l'article 38 :

« Une somme S égale à la valeur vénale, calculée comme il est dit à l'article 37, des terrains, ouvrages, machines et bâtiments existants au moment de la concession et incorporés à cette date aux dépendances immobilières et énumérées au 2^e alinéa de l'article 2, sauf déduction pour chaque ouvrage de 1/100 de ladite valeur pour chaque année écoulée depuis le 16 octobre 1919 ».

Cette formule se trouve dans les cahiers de la Trave, Mousquères, forges d'Abel, Luzenac, Hèches, Luzières et Soeix.

Suivant une disposition complémentaire insérée à la suite :

« L'Etat ne sera tenu de verser en capital que la somme correspondant au quart de la valeur vénale ; il pourra se libérer du surplus moyennant le versement d'une annuité calculée en raison du temps restant à courir jusqu'à expiration de la concession et du taux effectif (moyen précisent certains cahiers) des emprunts du concessionnaire ».

Nous ne voyons pas du tout ce que viennent faire les emprunts du concessionnaire ; une règle plus précise eut

été désirable, un concessionnaire n'étant pas obligé d'avoir une dette obligataire.

La méthode donnée par l'article 38 pour le calcul de l'indemnité nous paraît équitable et elle est conforme à l'esprit de la loi ; elle présente de plus l'avantage d'être simple.

Cependant, nous nous demandons pourquoi le cahier de la Trave, dont la puissance brute autorisée avant 1919, et celle-là seulement, n'atteignait pas 150 kw, ne prévoit pas le versement d'une indemnité correspondant à la pleine valeur vénale, conformément à la solution implicite donnée par le législateur à l'article 18 de la loi.

Le cahier de Legugnon, dont l'installation avait été édi-fiée en partie avant 1919, ne contient pas, à l'article 38, de clause d'indemnité de reprise spéciale ; il n'y a pas là d'omission, car ces installations avaient été faites sur une rivière domaniale et le législateur a exclu formellement, à l'article 18, du droit à indemnité, les biens établis sur le domaine public.

Le cahier de Luzenac présente une disposition curieuse. Il s'agit d'une installation placée volontairement sous le régime de la concession, à l'occasion de nouveaux travaux qui n'entraînaient modification ni de la hauteur de chute, ni du débit maximum de la dérivation, et pouvaient donc être exécutés sans autorisation spéciale. L'article 38 prévoit pour les ouvrages existants au 16 octobre 1919 une indemnité calculée comme ci-dessus, et en plus « une somme S égale à la valeur vénale des mêmes dépendances immobilières de la concession établies postérieurement au 16 octobre 1919 (et avant l'octroi de la concession) énumérées à l'article 2, paragraphe 2 ci-dessus, sauf déduction de 1/75 de ladite valeur pour chaque année écoulée depuis le 16 octobre 1919 ».

Généralisons cette solution : une usine autorisée antérieurement à 1919, qui après cette date apporte des modifications à ses installations, tout en restant dans les limites de son arrêté d'autorisation, ne pourra pas être indemnisée des dépenses correspondantes en 1994. Cette façon d'interpréter la loi nous paraît incorrecte.

H. — *Rachat d'une usine fondée en titre*

Quand une usine fondée en titre passe sous le régime de la concession, les installations correspondantes, existant au moment du changement de régime, peuvent être — et elles le sont toujours dans la pratique — englobées dans les dépendances de la concession. Mais à l'expiration du délai contractuel, elles ne font pas retour gratuit à l'Etat ; ce dernier doit en payer la pleine valeur vénale.

L'article 38 ne prévoit aucune disposition spéciale, mais renvoie à un article complémentaire 42 *bis* qui règle les modalités de reprise par l'Etat de la partie de l'usine fondée en titre, modalités qui sont les mêmes quelle que soit la cause qui mette fin à la concession : expiration du délai, rachat ou déchéance. Cet article est libellé de la façon suivante dans le cahier d'Halsou :

« A l'expiration de la concession, en cas de rachat ou de déchéance, l'Etat prendra possession de la partie de l'usine ayant existence légale (puissance brute de :.....) mais devra, au choix du concessionnaire, soit lui fournir l'énergie disponible correspondant à la puissance brute de :....., et dans ce cas cette fourniture sera faite au prix de revient normal moyen du kilowatt-heure, calculé en tenant compte seulement des dépenses d'exploitation (à défaut d'accord ce prix sera fixé à dire d'experts dans les conditions du 4^e alinéa de l'article 37), soit racheter à dire d'expert dans les mêmes conditions que celles prévues au 4^e alinéa de l'article 37, les dépendances immobilières figurant au premier alinéa de l'article 2 et la puissance brute de :..... »

« Le concessionnaire devra notifier son choix au ministre des travaux publics et ce, avant l'expiration de la concession ou dans les trois mois de la décision de rachat ou de déchéance, faute de quoi le choix appartiendra à l'Etat ».

Cette clause est très explicite : l'usinier aura droit, soit à une restitution d'énergie en nature au prix de revient et sans limitation de durée, soit au paiement non seulement de ses installations fondées en titre, mais aussi de la puissance brute dont il est propriétaire ; l'indemnité correspondant à la puissance brute sera comparable à celle versée aux riverains pour droits non exercés.

Cet article 42 *bis* se trouve dans les cahiers d'Orthez, la Trave, Halsou, Pointis, Villechien, Legugnon et Gaillac. Mais sa rédaction n'est pas toujours aussi claire ;

notamment dans le cahier de Villechien qui ne parle pas de rachat de la puissance brute.

I. — *Rachat d'une concession de bassin réservoir*

Les règles générales de l'article 38 du cahier type ne sauraient être appliquées sans modifications aux concessions de réservoirs sans usines adjacentes : il n'y a ici ni compte d'exploitation, ni produit net.

Le compte de premier établissement existe seul. Le passif de ce compte devant être amorti pendant la durée de la concession puisque les ouvrages doivent, à l'expiration du terme, faire retour gratuit à l'Etat, on ne peut qu'approuver la rédaction donnée à l'article 38 dans le cahier de Saint-Point et Remoray ou dans celui de Plèches : « A toute époque, à partir de l'expiration de la vingt-cinquième année qui suivra la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'Etat aura le droit de racheter la concession moyennant une indemnité égale au montant des dépenses de premier établissement, diminué de 1/75^e pour chaque année écoulée depuis la date du décret de concession ». Le cahier de Record adopte le même texte en ajoutant toutefois aux dépenses de premier établissement les intérêts intercalaires de ces capitaux pendant la durée de la construction.

Quand les travaux ont été exécutés avant 1919, il est admis que les ouvrages feront en 1994 retour à l'Etat moyennant le versement d'une indemnité égale au quart de leur valeur vénale, comme les usines réputées concessibles.

Si un réservoir de ce genre passe sous le régime de la concession, deux indemnités doivent être prévues : l'une correspondant aux travaux exécutés avant 1919 et qui sera égale à leur valeur vénale « sous déduction de 1/100^e par année écoulée depuis le 16 octobre 1919 » et l'autre qui suivra les règles ordinaires ci-dessus définies.

Une disposition de ce genre se trouve dans le cahier du lac d'En Beys.

Quand l'autorité concédante a versé une subvention au concessionnaire, les dépenses réelles de premier éta-

blissement doivent être diminuées du montant de cette subvention : Puyvalador, Chambon. Quelquefois, comme dans le cahier de Chambon, le concessionnaire a le choix entre le versement d'une indemnité déterminée comme ci-dessus et le versement des indemnités calculées suivant les règles adoptées pour les usines hydro-électriques : cela suppose la possibilité d'établissement d'un compte d'exploitation et par conséquent le versement par les divers bénéficiaires de la régularisation de redevances à la société concessionnaire du bassin. Dans ce cas, une clause spéciale impose à l'Etat le respect des contrats qui ont pu être passés avec les usagers, les concessionnaires des chutes d'aval.

J. — *Rachat d'une concession dont l'objet principal est l'alimentation d'un établissement du concessionnaire.*

Un industriel peut demander une concession dans le but d'utiliser, dans des établissements lui appartenant, usines ou réseaux de distribution, la totalité ou la majeure partie de l'énergie de la chute.

En cas de rachat, l'Etat doit respecter les engagements pris par le concessionnaire à l'égard des usagers, et exécuter les contrats correspondants. Le contrat est ici le cahier des charges lui-même dont l'article 1^{er} définit l'objet principal de l'entreprise. Les obligations de l'Etat à l'égard du concessionnaire, usager principal, font l'objet de l'article 40 du cahier des charges. Cet article ne doit être libellé, d'après le cahier type, que dans le cas où le concessionnaire ne fait pas ou ne fait qu'accessoirement commerce de l'énergie. Nous ne le trouverons donc jamais dans les cahiers de concessions de barrage ; nous ne devrions jamais le trouver dans les cahiers dont l'article 1^{er} ne prévoit pas de façon explicite l'utilisation de l'énergie par le concessionnaire lui-même.

Le plus souvent la clause du cahier type est reproduite, quel que soit le but principal attribué à l'entreprise.

Une évolution s'est d'ailleurs manifestée, ces dernières années, dans les idées sur la possibilité d'application de

l'article 40. « Dans le cas où le concessionnaire utilise dans des établissements industriels lui appartenant... » disent le cahier type et les premiers cahiers particuliers ; « dans le cas où le concessionnaire utiliserait... » précise l'article 40 dans les cahiers parus depuis celui de Gentille.

Par conséquent, à condition bien entendu que l'utilisation par le concessionnaire ne soit pas contraire au but de l'entreprise, tel qu'il est défini à l'article 1^{er} du cahier des charges, le concessionnaire pourra demander l'application de l'article 40, même s'il n'avait pas prévu, au moment de la demande de concession, qu'il serait son propre client. Ce sera le cas, par exemple, d'une société qui équipe une chute pour l'alimentation de réseaux de distribution et qui obtient, en cours d'exploitation, la concession d'un de ces réseaux. Malgré les réserves du Comité consultatif, il est en effet admis qu'un réseau de distribution peut être considéré comme un établissement industriel du concessionnaire.

Le cahier de Bancairon est d'ailleurs caractéristique sur ce point. Au lieu d'adopter la formule générale du cahier type, il précise : « La puissance concédée devant servir principalement à procurer l'énergie nécessaire au réseau de transport et de distribution du concessionnaire, il est stipulé qu'en cas de rachat, l'Etat sera tenu ... ».

Ces remarques étant faites, analysons les dispositions de l'article 40.

« L'Etat sera tenu, si le concessionnaire le demande, de lui « assurer, pour le délai qui restait à courir jusqu'à l'expiration « de la concession, la quantité d'énergie nécessaire au bon « fonctionnement de ses installations, calculée d'après la consommation moyenne des sept dernières années, déduction faite « des deux plus mauvaises, et sans descendre au-dessous de la « consommation de la dernière année ayant précédé le rachat ».

Nous trouvons là une méthode de calcul analogue à celle inscrite à l'article 38 pour la fixation de l'annuité de rachat ; cette similitude est naturelle car il s'agit, dans les deux cas, de fixer l'indemnité à verser par l'Etat chaque année au concessionnaire ; dans le cas normal,

cette indemnité est donnée en argent ; ici elle sera versée en nature.

Mais l'usinier n'ayant plus à supporter les frais d'exploitation de la chute devra payer l'énergie à son prix de revient, sinon il y aurait enrichissement sans cause. Le prix de revient sera déterminé par le compte d'exploitation en totalisant l'énergie produite et les dépenses d'exploitation pour chacun des sept exercices ayant précédé le rachat. Pour cette détermination, faudra-t-il laisser de côté deux années et, dans l'affirmative, suivant quelles règles fera-t-on le choix ? Trois solutions sont possibles pour faire cette élimination : laisser en dehors les deux années pour lesquelles le prix de revient est le plus fort, solution favorable au concessionnaire, ou au contraire celles où il est le plus faible, ce qui favorisera l'Etat ; enfin, ne tenir compte que des années qui ont servi de base pour déterminer la quantité d'énergie à réserver. Cette dernière solution est la plus équitable et nous ajouterons que le prix de revient admis ne pourra pas être supérieur à celui obtenu l'année qui a précédé le rachat.

En s'en tenant aux termes de l'article 40, il ne sera pas possible à l'Etat, même si les frais d'exploitation deviennent beaucoup plus lourds, de modifier le chiffre admis au moment du rachat.

Cette indemnité en nature n'est pas la seule à octroyer au concessionnaire. Il aura droit à une indemnité en argent pour la partie de la production moyenne dont il ne demandera pas l'attribution, la fixation de cette indemnité se faisant d'après les règles déjà données.

Si l'Etat ne tient pas ses engagements pour la livraison de l'énergie attribuée au concessionnaire, celui-ci « pourra exiger la reprise par l'Etat de ses établissements ». Avec la nouvelle interprétation donnée à l'article 40, cette clause sera susceptible de soulever des litiges, dans le cas où l'établissement sera un réseau concédé au même concessionnaire, non susceptible de rachat à l'époque du rachat de l'équipement de la chute.

A défaut d'entente sur le prix de la reprise, le tribunal civil devra fixer la valeur des établissements, par la voie

de l'expertise, et condamner l'Etat à verser à l'industriel la somme correspondante. Il ne saurait être question d'exproprier, car les éléments fondamentaux font défaut pour l'application de cette procédure, notamment la déclaration d'utilité publique. D'autre part, la juridiction administrative n'aura pas à intervenir, car l'Etat dans ce conflit joue le rôle d'industriel et l'ex-concessionnaire celui d'usager, le contrat qui les lie ne présentant aucun caractère spécial au droit public.

Tout ce qui précède suppose que le concessionnaire absorbe la totalité ou la majeure partie de l'énergie produite.

Aucune disposition particulière n'est prévue pour protéger les intérêts du concessionnaire qui n'utiliserait dans ses établissements privés qu'une faible partie de sa production d'énergie. Tel qu'il est rédigé, l'article 40 n'est pas applicable ; les dispositions générales de l'article 38 ne le sont pas davantage, car nul contrat ne pourra être présenté. Pour qu'un contrat soit possible, il faut au moins deux parties et ici il n'y en a qu'une. Les concessionnaires de chute feront bien de ne pas exploiter directement des usines d'utilisation trop faible pour que l'article 40 puisse recevoir application, mais de les faire exploiter par des filiales créées uniquement dans ce but.

SECTION III

Déchéance du concessionnaire

La déchéance est une sanction qui a pour effet de mettre fin à la gestion du concessionnaire, lorsque celui-ci s'est rendu coupable d'une infraction grave.

Cette sanction présente la particularité de ne nécessiter l'intervention d'aucune juridiction, ni administrative, ni civile. C'est l'Administration active elle-même qui prononce la déchéance.

En droit commun, lorsqu'une partie n'exécute pas ses obligations, l'autre peut refuser d'exécuter les sien-

nes ; c'est ce que l'article 1184 exprime en disant : « La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement ». Mais les liens des parties contractantes sont indépendants l'un de l'autre. Aussi l'article 1184 ajoute-t-il : « Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts. La résolution doit être demandée en justice et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances ». Ainsi, selon le droit commun, la résolution ne peut être prononcée que par le tribunal ; l'une des parties n'est pas déliée de son obligation propre, du fait même du manquement de l'autre partie.

Dans le cas d'une concession administrative, c'est l'Administration elle-même qui juge si le concessionnaire n'a pas rempli ses engagements, et s'il y a lieu par suite à résolution, mais dans la limite où cette sanction est expressément prévue dans le cahier des charges. L'Administration peut donner force exécutoire aux contrats dans lesquels elle est partie.

Nous devons lui reconnaître le droit de réclamer cette même sanction lorsque le concessionnaire violera un de ses engagements pour lequel aucune sanction n'a été prévue ; mais elle devra alors s'adresser aux tribunaux. Serait-il possible à l'Administration, au cas où une sanction est prévue pour une infraction déterminée, par exemple une amende, de demander l'aggravation de la sanction ? Certainement non, car « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

C'est tout à fait exceptionnellement que le concessionnaire de mines encourra la déchéance, et cela se comprend. Le gisement minier est un bien du domaine privé de l'Etat, dont l'exploitation n'intéresse pas le fonctionnement d'un service d'utilité générale ; le concessionnaire doit seulement exploiter le gisement ; en

demandant la concession, il s'est engagé à verser dans l'économie nationale les produits de la mine, aux conditions générales du marché, déterminées par le régime de la concurrence. Le seul reproche qu'on puisse lui adresser est de laisser dormir cette richesse et d'empêcher un autre plus diligent de la mettre en valeur. Par conséquent, le concessionnaire de mines ne saurait encourir la déchéance que dans le cas où il n'exploiterait plus le gisement.

Au contraire, le concessionnaire de travaux publics doit gérer un service public, c'est-à-dire un organisme qui doit fonctionner sans interruptions et donner satisfaction aussi complète que possible aux usagers. Il convient donc de prévoir toute une gamme de sanctions, allant de la simple amende jusqu'à la déchéance, pour obliger le concessionnaire à remplir ses obligations. Plus nombreux seront les cas de déchéance et plus grande sera l'utilité du service public géré par le concessionnaire, car il faudra y voir la preuve de l'intérêt que l'Administration attache à son fonctionnement régulier. A ce point de vue, la concession de chute d'eau va se ranger aux côtés de la concession de travaux publics.

A. — *Cas de déchéance*

Ces cas sont énumérés à l'article 41 des cahiers des charges, reproduction intégrale de l'article correspondant du cahier type.

Avant même d'avoir commencé les travaux, le concessionnaire pourra être déchu de ses droits, s'il n'a pas présenté les projets d'exécution dans les délais prévus au cahier des charges. Cette sanction a pour but d'éviter la manœuvre d'un concessionnaire qui, pour éviter l'établissement dans sa zone d'activité d'un concurrent éventuel, demanderait la concession des chutes de toute une région, même s'il n'a pas l'intention ou les moyens de les équiper dans les délais contractuels.

Pour décider si le concessionnaire mérite la déchéance, l'Administration devra se faire juge de l'intention de ce dernier. S'il n'a fait preuve que de négligence, l'Admi-

nistration ne devra pas se montrer intransigeante, car sauf exception, rien ne prouve qu'une autre demande de concession sur cette même chute eût été déposée en l'absence de celle qui a été acceptée. La déchéance ne peut être prononcée qu'après une mise en demeure. Une mise en demeure pour être efficace doit comporter un délai de grâce ; suivant les espèces, ce délai peut être plus ou moins long. Nous estimons que pour rester dans l'esprit de la loi, il faut accorder au concessionnaire, à moins de preuves montrant sa mauvaise foi, après la mise en demeure, un nouveau délai de présentation égal au délai inscrit dans le cahier des charges.

La déchéance sera encourue par le concessionnaire si les travaux ne sont pas terminés et si l'usine n'est pas mise en route à la date prévue.

Quand les projets sont acceptés par le service du contrôle, le concessionnaire doit commencer les travaux. Il peut, en cours de construction, rencontrer des difficultés de réalisation qui rendent la construction des ouvrages plus longue et plus onéreuse qu'il ne l'avait prévu ; si ces difficultés surgissent avant que les capitaux engagés soient trop importants, et si la situation économique traverse une crise aigüe, il peut avoir intérêt à suspendre l'exécution des travaux, en attendant que la situation se rétablisse ou qu'il ait pu trouver des capitaux nouveaux à des conditions normales.

Le concessionnaire s'est engagé à mettre en exploitation à une date déterminée ; l'énergie, dans la majorité des cas, doit alimenter des réseaux de distribution ; ces réseaux constituent des services publics dont le fonctionnement doit être assuré de façon régulière ; il faut donc que les livraisons d'énergie se fassent aux époques prévues. Si le réseau de distribution ne remplit pas ses engagements, il encourra la déchéance ; il est normal que son fournisseur, qui tient ses droits de la même autorité concédante, subisse le même sort ou plus exactement le subisse à sa place, si le retard lui est imputable et s'il n'a pas fait toute diligence pour l'éviter.

Avant d'entamer la procédure de déchéance, il faut

que l'Administration ait mis le concessionnaire en demeure de tenir ses engagements. Cette mise en demeure doit être faite avant la date prévue pour la mise en service de l'usine. C'est au service du contrôle, chargé de la surveillance générale de la construction, qu'incombe le soin de demander au concessionnaire la justification de tous les délais prévus pour l'exécution des divers ouvrages et d'effectuer une mise en demeure chaque fois que ces délais seront dépassés.

Quand la concession comprend l'aménagement de plusieurs chutes, il n'est pas fait de distinction entre les différents équipements pour l'application de la déchéance ; celle-ci s'appliquera donc à l'ensemble des installations. Deux cahiers seulement envisagent des exceptions, ceux de la Cère et de la Vienne Supérieure : « Cette déchéance, dit celui-ci, pourra être, si l'Administration le préfère, exclusivement prononcée pour ..., l'Administration se réservant, d'ailleurs, même en ce cas, la faculté pour elle de prononcer la déchéance de l'ensemble de la concession ».

Nous sommes maintenant en période d'exploitation.

La sécurité publique peut être compromise : ouvrages évacuateurs de crues insuffisants, fuites importantes dans le barrage, infiltrations graves entraînant un risque d'inondation des parties basses de la région.

L'Administration a le devoir de veiller à la sécurité publique ; c'est une des obligations qui entrent dans ses attributions de police. Elle peut imposer aux riverains toutes mesures susceptibles de faire disparaître ce danger et, en cas d'urgence, faire exécuter elle-même les travaux nécessaires, aux frais et risques des riverains, quand la sécurité publique est menacée en raison de l'existence d'ouvrages autorisés par elle : l'article 14 de la loi du 8 avril 1898 lui donne en effet le droit de révoquer ou modifier sans indemnité toutes permissions dans l'intérêt de la salubrité publique, pour prévenir ou faire cesser des inondations, ou dans le cas de réglementation générale du cours d'eau.

En accordant une concession, l'Administration n'a

pas entendu supprimer ses pouvoirs de police ; ceux-ci demeurent intacts.

C'est par application de ces règles générales, nous insistons sur ce point, que l'article 41 renferme la clause suivante :

« Si la sécurité publique vient à être compromise, le préfet, après avis de l'ingénieur en chef du contrôle, prendra, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures provisoires nécessaires pour prévenir tout danger. Il soumettra au ministre des Travaux publics, les mesures qu'il aura prises à cet effet. Le ministre prescrira, s'il y a lieu, les modifications à apporter à ces mesures... ».

Une telle clause pourrait figurer sans modifications dans la loi de 1898 en changeant simplement le mot concessionnaire par celui de permissionnaire.

Le cahier d'Eguzon présente, à l'article 41, la clause additive suivante :

« Il est en particulier formellement stipulé que le ministre pourra à tous instants de la durée de la concession prescrire derrière les barrages, soit à titre provisoire, soit à titre permanent, tel abaissement du plan d'eau qu'il estimera commandé par des raisons de sécurité publique, dont il est seul juge, sans que le concessionnaire puisse y faire aucune opposition ou prétendre à aucune indemnité de ce chef ».

Ce qui justifie l'insertion de cette clause, c'est la restriction faisant du ministre le seul juge de l'opportunité des mesures imposées et, comme conséquence, la suppression de tout droit à indemnité.

A un permissionnaire récalcitrant, soumis à la législation de 1898 il ne pouvait être question de supprimer tout droit sur l'équipement ; il fallait ou bien l'exproprier, ou bien procéder à la démolition des ouvrages dangereux, à ses frais bien entendu. Avec le régime de la concession, les choses seront simplifiées ; le concessionnaire n'est pas propriétaire de l'équipement, bien qu'il ait avancé les capitaux nécessaires à son aménagement ; s'il refuse de prendre les mesures assurant la sécurité de l'exploitation, on lui retirera sa gestion, en un mot il encourra la déchéance.

C'est ce que l'article 41 exprime « ... et (le ministre) adressera au concessionnaire une mise en demeure fixant le délai à lui imparti pour assurer à l'avenir la sécurité de

l'exploitation. Si à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, la déchéance pourra être prononcée ».

En cours d'exploitation, des interruptions de service, soit totales, soit partielles, peuvent se produire : canal d'amenée détruit sur une partie de son parcours par des éboulements, éclatement d'un groupe turbo-générateur à la suite d'un emballement provoqué par une décharge brusque du réseau et le non fonctionnement des organes de sécurité, incendie d'un transformateur, court-circuit entraînant la mise hors service d'une partie de l'installation électrique.

Suivant les cas, ces interruptions seront totales ou partielles, de longue durée, ou très courtes.

Une interruption de service ne saurait en elle-même être considérée comme suffisante pour justifier l'application d'une sanction, car une interruption n'est pas forcément l'indice d'une faute du concessionnaire.

Mais la concession de chute étant, d'après l'Administration, assimilable à une concession de travaux publics, le concessionnaire doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter les interruptions de service, ou tout au moins les supprimer aussi rapidement que possible. Si la production totale de l'énergie est consommée dans les usines privées du concessionnaire, cette obligation présente moins d'importance, car l'existence de réserves au profit de services publics ne suffit pas pour imposer à la concession tout entière le caractère de service public bien que certains auteurs l'aient soutenu. Il est en tous cas remarquable que la déchéance puisse être prononcée pour refus de remédier au mauvais fonctionnement d'installations ne faisant pas partie des dépendances de la concession. Aussi les règles seront ici moins impératives : « Si la sécurité publique vient à être compromise... le préfet prendra... les mesures provisoires ... » dit l'article 41. Par contre, il est maintenant moins affirmatif : « Si l'exploitation vient à être interrompue... il pourra y pourvoir aux frais et risques du concessionnaire ». On peut voir là une preuve de l'hésitation de l'Administra-

tion à qualifier de concession de travaux publics toute concession de chute. Les cahiers des charges des concessions de distribution sont plus catégoriques à l'article 25 : « Si l'exploitation vient à être interrompue, il y sera également pourvu... ». Le préfet, même s'il n'a prescrit aucune mesure, devra soumettre immédiatement au ministre les mesures provisoires qu'il estime devoir être prises. « Le ministre statuera sur ces propositions et adressera une mise en demeure fixant au concessionnaire un délai pour reprendre le service ».

Nous trouvons maintenant une cause de déchéance qui ne se rencontre pas dans les cahiers des charges des distributions d'énergie, parce qu'elle serait inapplicable : le changement, en cours d'exploitation, de l'objet principal de l'entreprise. Cet objet principal, inscrit dans le cahier des charges, aurait pu être choisi par le concessionnaire dans le but de faire réduire le montant des réserves ; il est évident que l'autorité concédante se montrera plus exigeante sur ce point, à l'égard du concessionnaire, s'il doit utiliser toute la production dans ses établissements plutôt que s'il doit alimenter normalement des services publics. Ceci ne veut pas dire que l'objet principal de la concession est fixé *ne varietur*, mais tout changement devra faire l'objet d'un avenant au cahier des charges primitif et, à cette occasion, la question des réserves pourra être examinée à nouveau et des modifications être apportées à leur quantum.

La déchéance sera enfin encourue si le concessionnaire « ne reconstitue pas le cautionnement prévu à l'article 57, dans le cas où des prélèvements auraient été effectués sur ce cautionnement, en conformité des dispositions du cahier des charges ».

En dehors de toute situation critique, l'Administration, à l'article 10 du cahier des charges, s'est réservé le droit de pourvoir d'office, et aux frais du concessionnaire, aux réparations des ouvrages que le concessionnaire, malgré une mise en demeure, n'aurait pas effectuées.

L'Etat se remboursera du montant de ses avances en prélevant la somme correspondante sur le cautionnement. L'article 57, qui fixe la valeur de ce cautionnement, stipule que « toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur le cautionnement, le concessionnaire devra le compléter à nouveau dans un délai de quinze jours, à dater de la mise en demeure qui lui sera adressée à cet effet ». Lorsque cette mise en demeure sera restée vaine, la déchéance pourra être prononcée.

Exceptionnellement le cahier de Castillon, à l'article 48, prévoit une cause supplémentaire de déchéance, en cas de non paiement, par le concessionnaire, d'une annuité due à l'Etat pour remboursement des prestations en nature.

La déchéance est une sanction prise contre un concessionnaire en faute. La faute doit être entendue dans un sens très large, car seuls les cas de force majeure peuvent supprimer la responsabilité de l'exploitant.

La notion de force majeure est une de celles qui sont les plus discutées, et cela depuis très longtemps. Nous dirons qu'il y a cas de force majeure lorsque l'évènement survenu était imprévisible, non pas de façon absolue, mais relativement à la nature de l'obligation considérée : ainsi un déraillement n'est pas un cas de force majeure pour exonérer de toute responsabilité la compagnie de chemins de fer sur le réseau de laquelle il s'est produit ; ce sera un cas de force majeure pour le concessionnaire de chute d'eau si les turbines, transportées par ce convoi, ont été détruites au cours de l'accident et si les délais nouveaux de fabrication ont été la cause du retard de la mise en service de l'usine. Si, au lieu de turbines, le train en question transportait des matériaux, le déraillement constituerait pour le concessionnaire un cas fortuit, car il lui serait possible de remplacer dans un délai très bref, peut-être moyennant préjudice financier, ce qui a été détruit. Il faut reconnaître la nature de force majeure à tout évènement qu'il n'est pas au pouvoir du concessionnaire de prévoir, d'empêcher et de réparer. C'est en se fondant sur ces distinctions que le Comité

consultatif a reconnu le cas de force majeure au changement de la situation économique; les termes employés sont caractéristiques : « ... seule la situation économique avait empêché la Société d'aménager la chute ; il était peu vraisemblable qu'un autre entrepreneur fut disposé à aménager cette chute et, au surplus, si cette éventualité se produisait, l'Etat aurait alors toute latitude pour engager contre la Société la procédure de déchéance ».

B. — *Procédure en cas de déchéance*

L'article 41 précise, dans le paragraphe premier qui traite de la déchéance en cas de retard dans la présentation ou dans l'exécution des ouvrages, que la déchéance sera prononcée « par décret, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse ».

Une première observation s'impose. De même que toute mise en demeure doit être adressée par le ministre, si son observation doit être sanctionnée par la déchéance, de même, pour quelque motif qu'elle soit appliquée, la déchéance doit faire l'objet d'un décret. La sanction est en effet trop grave pour pouvoir être appliquée par un représentant local de l'autorité concédante. La rédaction de l'article 41 ne nous paraît pas suffisamment claire sur ces deux points.

Par décret, il faut entendre décret simple ; c'est la conséquence de la règle énoncée : l'Administration se fait justice à elle-même. Les pouvoirs de l'autorité concédante sont souverains ; ils ne sauraient être arbitraires. C'est pourquoi il est parlé d'un recours contentieux possible. Ce recours ne peut être invoqué contre la décision elle-même ; mais la déchéance ne peut être appliquée que pour certains motifs bien définis au cahier des charges, et après l'accomplissement de certaines formalités ; c'est contre l'inobservation de ces règles que le recours peut être introduit : empêcher que l'Administration n'applique la déchéance dans un cas non précisé à l'article 41 et vérifier qu'elle la prononce seulement après avoir donné au concessionnaire la possibilité de se mettre en règle,

D'après l'article 41, la juridiction compétente est le Conseil d'Etat. Le Comité consultatif, à plusieurs reprises, a demandé que l'on supprime cette désignation : d'après lui, compétence appartiendrait plutôt au Conseil de préfecture, les travaux du concessionnaire de la chute étant des travaux publics. Il y a d'ailleurs sur ce point contradiction entre les articles 41 et 59, ce dernier donnant compétence générale au Conseil de préfecture.

La doctrine et la jurisprudence sont maintenant nettement partisans de l'assimilation des travaux d'aménagement des chutes avec les travaux publics, mais bien entendu pour des motifs autres que celui qui serait tiré de l'existence de l'article 59 du cahier des charges, car un article de cahier des charges ne saurait avoir force légale, et devrait même être tenu pour inexistant, s'il était incompatible avec une disposition prévue par le législateur. Ce n'est pas le cas ici, le législateur s'étant bien gardé de prendre parti ; l'article 59 exprime le point de vue de l'Administration et c'est tout.

La déchéance est prononcée ; le concessionnaire n'aura plus la gestion de l'exploitation. L'équipement ne saurait être laissé à l'abandon ; le remède serait pire que le mal.

Deux solutions peuvent être envisagées : d'abord la reprise par l'Etat ; ce serait un rachat forcé, solution inacceptable dans son principe et qui donnerait lieu, en cas d'application, à des difficultés très grandes en ce qui concerne le mode de fixation de l'indemnité. Aussi faut-il approuver la solution de l'article 42 du cahier des charges. « Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements du concessionnaire au moyen d'une adjudication... ».

C'est la procédure qui suit la saisie immobilière effectuée contre un débiteur qui n'a pas satisfait à ses engagements.

Pour l'adjudication, il faut une mise à prix. Celle-ci est fixée par le ministre des Travaux publics « sur la pro-

position du préfet, le concessionnaire ou ses ayants-droit entendus ». Cette mise à prix doit tenir compte des acquisitions de terrains, des travaux exécutés, du matériel et des approvisionnements existants d'une part et d'autre part du temps qui reste à courir jusqu'à la fin de la concession, car il ne faut pas oublier que les biens immobiliers doivent faire retour gratuit à l'Etat et que le contrat de concession primitif sera applicable sans modifications.

La déchéance portera non seulement sur les biens de la concession proprement dits, mais aussi sur les biens qui sont la propriété du concessionnaire, matériel électrique en particulier. Il faut, en effet, que l'adjudicataire puisse disposer, dès son entrée en jouissance, de tous les éléments nécessaires à l'exploitation, puisqu'il doit prendre à son compte tous les engagements du concessionnaire primitif.

L'adjudication, dit l'article 42, aura lieu suivant les formes prévues en matière de travaux publics.

En particulier, pour être admis à concourir, il faut, au préalable, être agréé par le Ministre des Travaux publics et verser un dépôt de garantie « égal au quart du cautionnement prévu par le présent cahier des charges » ; le cahier des charges prévoit deux cautionnements, l'un qui correspond à la période de construction, et l'autre, moitié du précédent, qui correspond à la période d'exploitation. Etant donné l'imprécision de l'article 42, il faut décider que le cautionnement qui sert de terme de comparaison est le cautionnement définitif. Quelquefois, dans le cas d'usines autorisées avant 1919, le montant de ce dépôt est fixé explicitement (Mousquères, forges d'Abel, Luzenac, Hèches, Arnousse, Soeix, Legugnon) ; il peut alors atteindre le montant du cautionnement définitif et souvent même le dépasser.

Bien entendu, l'adjudicataire aura à verser le cautionnement contractuel du cahier des charges.

Les effets de l'adjudication sont précisés par l'article 42 dans les termes suivants : « L'adjudicataire sera tenu aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux droits et charges du concessionnaire évincé, qui recevra le prix de l'adjudication ».

Les termes de l'article 42 laissent supposer que l'adjudicataire n'a pas, comme l'Etat, en cas de rachat, la faculté de faire réviser certains contrats de fourniture d'énergie qui auraient été consentis à des conditions anormales. Cela se comprend, car ceux qui soumissionnent à l'adjudication le font de leur plein gré et n'ont qu'à examiner soigneusement, avant de remettre leur soumission, les différents contrats qui doivent leur être communiqués : un examen sérieux donnera au soumissionnaire l'indication de l'intérêt que présente la concession.

L'adjudication peut ne donner aucun résultat, si la mise à prix est trop élevée. Il faut recommencer.

L'article 42 indique que, passé un délai de trois mois, une nouvelle adjudication sera tentée, sans mise à prix.

Si cette seconde tentative échoue, les installations et les approvisionnements deviendront, sans indemnité, la propriété de l'Etat.

Rien dans le cahier des charges n'indique si l'Etat sera obligé de reprendre l'exploitation, de façon à remplir les engagements pris par le concessionnaire à l'égard des usagers. Il semble difficile de refuser aux usagers cette garantie, mais il faut reconnaître à l'Etat le pouvoir de faire réviser les contrats qui ne lui paraîtraient pas normaux. Tout au moins, il faut donner aux créanciers lésés le droit, si l'Etat ne veut pas continuer l'exploitation, de faire vendre le matériel pour toucher une indemnité ; il est entendu cependant que l'Etat aura sur les sommes ainsi obtenues un droit de préférence pour solder les dépenses entraînées par les travaux de sécurité qu'il aura dû effectuer sur l'équipement inutilisé afin que l'existence des ouvrages ne constitue pas un danger pour la collectivité.

Si la déchéance s'applique à une usine fondée en titre, le concessionnaire devra, dans tous les cas, toucher une indemnité déterminée d'après les règles de l'article 42 *bis* déjà analysé. La mise à prix, dit alors l'article 42 « ne saurait être inférieure à la valeur de la puissance fondée en titre, telle qu'elle est définie à l'article 42 *bis* ».

Nous ne comprenons pas pourquoi, dans ce cas, l'article 42 prévoit une seconde adjudication sans mise à prix, puisque le dernier alinéa prescrit : « Si cette seconde tentative reste également sans résultat, les installations, ainsi que les approvisionnements, deviendront la propriété de l'Etat, sans autres indemnités que celles prévues à l'article 42 *bis* ». Au cas où la seconde adjudication aboutirait à un prix inférieur à l'indemnité de l'article 42 *bis*, elle n'en serait pas moins valable en l'état actuel des textes; il faudra alors reconnaître au concessionnaire évincé le droit de réclamer la différence à l'Etat.

Pourra-t-il demander à l'adjudicataire son indemnisation en nature, conformément aux règles de l'article 42 *bis* ? Nous n'y voyons aucune objection, à condition que le choix ait été indiqué au moment de la première adjudication, avant la fixation de la mise à prix qui n'aura pas alors à tenir compte de l'indemnisation en argent, celle-ci étant prévue en nature. Une clause précisant ce point dans le cahier des charges eut été désirable.

Par analogie, il nous paraîtrait équitable de reconnaître au concessionnaire déchu le droit de recevoir, pour les biens, compris dans les dépendances de la concession, mais devant faire retour onéreux à l'Etat, une indemnité égale à celle qu'il recevrait normalement à l'expiration de la concession (usines autorisées avant 1919).

Seuls les biens qui, au titre de la nouvelle loi, restent la propriété du concessionnaire, devraient pouvoir, à titre de sanction, être éventuellement repris par l'Etat sans indemnité, tout comme le prix de l'adjudication pourrait être inférieur à leur valeur.

CHAPITRE IX

La concession arrivant à son terme

Celui qui a obtenu la concession ou son cessionnaire ou encore l'adjudicataire de ses biens, a poursuivi pendant toute la durée prévue à l'article 31 du cahier des charges l'exploitation de la chute.

Que va-t-il se passer au terme de la concession ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

En principe, l'Etat va reprendre gratuitement les dépendances immobilières de la concession spécifiées à l'article 2 du cahier des charges. Les autres biens, qui ont servi au concessionnaire pour l'exploitation, restent sa propriété, mais l'Etat pourra les conserver moyennant indemnité ; c'est en quelque sorte une expropriation ou plutôt une réquisition.

Il peut arriver enfin que l'Etat et le concessionnaire soient d'accord pour que ce dernier continue l'exploitation ; autrement dit, la concession peut être renouvelée.

SECTION I

Expiration de la concession

Nous supposons que la concession n'est pas renouvelée.

Le concessionnaire aura tendance à restreindre, dans le cours des dernières années, les dépenses d'exploitation. L'Etat court donc le risque d'avoir à exécuter des travaux de réfection très importants.

Mais les réparations aux ouvrages, d'après l'article 10 du cahier des charges, sont soumises au contrôle de l'Administration qui peut, après une mise en demeure restée sans effet, y pourvoir d'office aux frais du concessionnaire. Il faut assimiler aux réparations des ouvrages, les réparations du matériel et l'article 10 gagnerait à être précisé dans ce sens.

Ces pouvoirs du service du contrôle s'appliquent aux biens faisant partie intégrante de la concession. Pour les biens restant la propriété du concessionnaire, que décider ? L'assimilation complète avec les dépendances de la concession serait un non-sens, car les droits de propriété seraient inexistants. A notre avis, le pouvoir de contrôle de l'Administration sur les biens du concessionnaire ne doit pas aller au delà de la mise en demeure.

Le concessionnaire n'aura aucun intérêt à entreprendre des travaux d'amélioration, dont il ne pourrait pas amortir les dépenses. Il faut donc, pour ménager les intérêts de l'Etat, sans nuire à ceux du concessionnaire, établir des règles spéciales de répartition des dépenses pour les travaux neufs exécutés au cours des dernières années.

En étudiant la procédure du rachat, nous avons vu que les travaux exécutés en cours d'exploitation étaient supposés amortis en quinze ans. La première idée qui vient alors à l'esprit est de décider que les travaux exécutés au cours des quinze dernières années seront repris par l'Etat moyennant le versement d'une indemnité qui sera égale à la différence entre les débours et l'amortissement forfaitaire de 1/15^e par année écoulée depuis l'exécution des travaux en question. Le rédacteur du cahier des charges type n'a pas vu la question sous ce jour et ne s'est occupé que des travaux faits au cours des dix dernières années, c'est-à-dire à une époque où le concessionnaire peut avoir la certitude que son contrat ne sera pas renouvelé. Il est bien évident en effet que, en cas de renouvellement de la concession, les développements qui vont suivre perdent tout intérêt.

Il va donc y avoir une période, comprise entre la quinzième et la dixième année précédant la date contractuelle d'expiration de la concession au cours de laquelle le concessionnaire ne pourra exécuter des travaux d'amélioration qu'à la condition de prévoir l'amortissement des dépenses correspondantes en moins de quinze ans, dans l'incertitude où il se trouve jusqu'à la dixième année du sort qui sera réservé à sa demande de renouvellement.

A. — *Travaux exécutés pendant les dix dernières années*

Le concessionnaire sait qu'au terme prévu dans le contrat de concession, il cessera d'assurer la gestion de l'équipement de la chute.

Conformément aux clauses du cahier des charges, il devra assurer l'entretien du matériel et la réparation des ouvrages, les frais restant à sa charge exclusive.

Supposons qu'il veuille améliorer l'installation qu'il exploite. Il ne le fera que s'il espère en tirer profit et, tout au moins, s'il pense pouvoir amortir sans peine les frais qui devront être engagés.

L'Administration lui reconnaît le droit de faire participer l'Etat à la dépense ; mais comme contrepartie, elle entend se réserver le pouvoir de discuter l'utilité des travaux nouveaux projetés. Les règles d'application de ces principes figurent à l'article 33 du cahier des charges.

En cas de non renouvellement de la concession, un compte spécial sera ouvert, pendant les dix dernières années « pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation ». Ce compte ne sera donc pas applicable aux travaux d'entretien et de réparations, mais aux travaux neufs seulement. Les frais engagés pour ces travaux seront inscrits sur ce compte et chaque année un quinzième de la dépense initiale sera amorti ; à l'expiration de la concession, les sommes non amorties seront remboursées par l'Etat au concessionnaire sortant.

Le concessionnaire engage indirectement les finances de l'Etat ; il ne saurait le faire sans l'accord de l'Administration. « Avant le 1^{er} mai de chaque année, le concessionnaire soumettra à l'ingénieur en chef le projet, avec devis estimatif, de tous les travaux susvisés ayant pour objet d'augmenter la consistance ou la valeur des dépendances immobilières de la concession, telles qu'elles sont définies à l'article 2, qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial ».

L'initiative appartient donc au concessionnaire et à lui seul. L'ingénieur en chef doit simplement vérifier si les travaux en question entrent bien dans la catégorie des travaux d'amélioration, et en outre « s'ils présentent pour l'exploitation future un intérêt suffisant ». L'Administration est seule juge de cet intérêt, et les pouvoirs de l'ingénieur en chef doivent être considérés comme discrétionnaires en ce qui concerne l'inscription de ces dépenses sur le compte spécial. Si l'ingénieur en chef refuse cette inscription, les travaux en question pourront néanmoins être autorisés par lui ; mais dans ce cas l'Etat ne participera, en aucune façon, aux frais qui seront engagés pour leur exécution.

Les travaux qui sont visés à l'article 33 concernent, il est à peine besoin de le rappeler, ceux qui correspondent à des ouvrages devant, en fin de concession, faire retour gratuit à l'Etat ; la création d'un poste de transformation haute tension, par exemple, ne saurait faire l'objet d'une inscription au compte spécial.

Le délai limite du 1^{er} mai pour la présentation des projets peut être prorogé par l'ingénieur en chef, si la demande lui en est faite.

L'ingénieur en chef devra faire connaître sa décision dans les trois mois, à compter de la date de présentation, faute de quoi son silence vaudra acquiescement. Mais il ne sera pas obligé d'accepter en bloc le projet présenté ; il pourra en retenir certaines dispositions et en rejeter d'autres, accepter l'inscription de certaines dépenses au compte spécial et la refuser pour d'autres. En cas de refus de sa part, le concessionnaire aura-t-il un recours à sa disposition ? On peut lui reconnaître le droit de recours gracieux au ministre, mais non le recours contentieux, car l'ingénieur en chef est seul juge de l'opportunité des travaux projetés pour la bonne marche de l'exploitation quand elle sera assurée par les soins de l'Administration.

Le compte spécial sera arrêté le 1^{er} avril de chaque année pour les travaux exécutés l'année précédente et les dépenses seront inscrites à la date du 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de l'exécution des travaux. Tous

pouvoirs sont donnés par le cahier des charges à l'ingénieur en chef pour la vérification du compte spécial, notamment en ce qui concerne l'exactitude des dépenses et leur affectation effective aux travaux admis pour le compte spécial. En cas de contestation, compétence appartiendra à la juridiction administrative, car il s'agit de régler les rapports du concessionnaire avec l'autorité concédante ; la juridiction à saisir doit être le conseil de préfecture si l'on reconnaît le caractère de travaux publics aux travaux d'aménagement de la chute.

Comme nous l'avons signalé ci-dessus, l'amortissement des dépenses engagées sera effectué « en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un quinzième de leur montant initial ». Et l'article 33 ajoute : « Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'alinéa qui précède sera porté au débit de l'Etat ».

Par conséquent, les dépenses faites au cours de la dixième année seront amorties de 9/15, en fin de concession, et l'Etat devra verser 6/15 de leur montant, et ainsi de suite.

Cet amortissement peut être fictif, si la gestion du concessionnaire donne des résultats déficitaires, c'est-à-dire si les recettes ne sont pas suffisantes pour couvrir, outre les frais d'exploitation et de gestion normaux, les annuités complémentaires d'amortissement. Il faut cependant approuver sans réserve ce mode de calcul, car si les résultats de son exploitation ne permettent pas au concessionnaire d'effectuer réellement l'amortissement en quinze ans, il devra s'en prendre à lui seul, car c'est lui qui a proposé les travaux d'amélioration portés au compte spécial.

L'article 33, dans son dernier alinéa, présente une rédaction défectueuse ; nous lisons en effet : « Si (au moment de l'expiration de la concession) le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire... ». On se demande comment ce solde pourrait être à son détriment ; il ne pourrait se solder que par zéro si aucun travail n'était entrepris au cours des dix dernières années.

Le solde du compte devra être versé par l'Etat au con-

cessionnaire, dit l'article 33, dans les douze mois qui suivent le terme de la concession, les sommes non versées à l'expiration du sixième mois portant intérêt au profit du concessionnaire « d'après un taux déterminé comme il est dit à l'article ci-après ». L'article 34, pas plus que les suivants, ne fait mention d'un mode quelconque de détermination de taux d'intérêt. Pour trouver une règle, il faut aller jusqu'à l'article 45 ; c'est celle que l'on doit adopter puisque c'est la seule qui soit prévue dans le cahier des charges, bien qu'elle soit inscrite dans un chapitre ayant un objet tout à fait différent.

D'ailleurs les cahiers particuliers, depuis la parution de celui de Gentille, précisent presque tous qu'il s'agit de l'article 45 ; auparavant, cette précision a été également donnée dans les cahiers de Doron de Beaufort et de Borne. Enfin, un certain nombre de cahiers (Soeix, Leguignon, Gaillac, lac d'En Beys) ne font aucune réserve, mais reproduisent la clause elle-même de l'article 45 : « ... taux qui sera déterminé en ajoutant 2 0/0 au taux... Ce taux sera arrondi par excès en décimes ».

Les règles que nous venons d'analyser pourraient sans modification s'appliquer à partir de la quinzième année au lieu de la dixième. Il suffirait de supprimer le début de l'article 33 : « En cas de non renouvellement de la présente concession, le concessionnaire ouvrira pendant les dix dernières années, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation, un compte spécial où seront portées... » et de le remplacer par un texte du genre de celui-ci : « Pendant les quinze dernières années le concessionnaire ouvrira, pour les travaux nécessaires à la bonne marche et au développement de la future exploitation, un compte spécial, qui deviendra sans objet et sera supprimé dans le cas où le concessionnaire obtiendrait le renouvellement de la concession. Sur ce compte seront portées... ».

B. — *Travaux exécutés pendant les cinq dernières années*

Il faut éviter une confusion. Les travaux exécutés pendant les cinq dernières années peuvent être soumis à la réglementation de l'article 33 qui vient d'être analysé, et non à celle de l'article 34 dont nous avons maintenant à faire l'étude.

La différence principale concernant la zone d'application de ces deux articles tient dans la proposition suivante : les travaux envisagés à l'article 33 sont dus à l'initiative du concessionnaire et approuvés par l'Administration ; ceux envisagés à l'article 34 sont imposés par l'Administration au concessionnaire sous certaines conditions.

Quand le concessionnaire entreprend spontanément des travaux d'amélioration, il espère obtenir de meilleurs résultats dans son exploitation, résultats qui se traduiront par une augmentation des bénéfices. Mais cette augmentation ne sera pas en général instantanée. Plus le terme de la concession approchera, plus le concessionnaire hésitera à engager des capitaux dans des travaux neufs, car il courra le risque de ne pouvoir les rémunérer suffisamment, les résultats des premières années étant toujours les moins intéressants. D'autre part, il faut tenir compte du trouble qui sera apporté à l'exploitation pendant l'exécution des travaux. Rares seront les cas où l'exécution de travaux neufs n'entraînera pas une réduction dans la production de l'usine.

Malgré la participation accordée par l'Etat, ces divers motifs pourront arrêter le concessionnaire dans ses projets d'amélioration et cela avec d'autant plus de force que nous serons plus près du terme de la concession.

Cependant, il peut être intéressant d'entreprendre certains travaux pour la bonne marche de l'exploitation future, marche qui ne doit pas être influencée par le changement de concessionnaire. Quand l'intérêt du concessionnaire actuel devient à peu près nul, il faut que le concessionnaire futur, en l'espèce l'Etat, puisse se substituer à lui.

L'article 34 du cahier des charges adopte la solution suivante : Les travaux que l'ingénieur en chef du contrôle jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future seront à la charge exclusive de l'Etat ; mais le concessionnaire sera tenu de les faire exécuter : il sera en quelque sorte le mandataire de l'Etat ; sa présence dans l'installation fait de lui l'entrepreneur obligatoire de l'Etat.

Comme il faut laisser au concessionnaire le temps de prendre les dispositions nécessaires pour que l'exécution des travaux apporte le moins de troubles possible à l'exploitation, l'ingénieur en chef doit faire connaître le programme à réaliser au cours d'une année, avant le 1^{er} mai de l'année qui précède. Nous avons déjà trouvé à l'article 33 cette même date du 1^{er} mai pour l'envoi à l'acceptation de l'Administration, des projets des travaux neufs laissés à l'initiative du concessionnaire.

Il ne suffit pas de dire au concessionnaire : « les travaux que vous allez entreprendre seront exécutés aux frais de l'Etat » ; il ne faut pas qu'il en résulte pour lui, par contre coup, un préjudice trop fort sous forme d'une réduction des recettes pendant les travaux.

Comme les intérêts de l'exploitation future sont respectables au même titre que ceux de l'exploitation actuelle, l'article 34 impose le compromis suivant : « Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une production au moins égale à la moyenne des cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de.... % ».

Le pourcentage de diminution prévu dans les cahiers particuliers est en général de 10. Comme exceptions, relevons les chiffres de 5 % pour Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Aber Wrach, Diouris, Viclaire, la Frasnée, Rory, Etables ; 15 % Gavarnie, Kembs ; 20 % Orne.

Revenons à la formule ci-dessus transcrite. Nous constatons tout d'abord que l'on doit faire la moyenne des productions réalisées entre la dixième et la cinquième année ; et c'est cette moyenne qui servira de point de

comparaison. Cette façon d'opérer nous paraît injuste ; il ne faut pas oublier en effet que, pendant cette période, le concessionnaire aura pu exécuter, d'accord avec l'Administration, et avec le concours financier de l'Etat, des travaux d'amélioration qui auront momentanément ralenti la production de l'usine, mais qui devront permettre son développement sensible avant le terme de la concession. La règle imposée par le cahier des charges revient à pénaliser le concessionnaire pour son initiative.

D'autre part, si pendant cette période quinquennale a sévi une crise économique très forte, l'Administration pourra opposer au concessionnaire les résultats d'exploitation d'une période anormale, même si l'activité a repris depuis très vivement.

N'eût-il pas été plus simple de dire : « Les programmes de travaux d'amélioration imposés par l'Administration ne devront pas entraîner une réduction de puissance disponible de plus de... % par rapport à la puissance normale qui pourrait être obtenue, si les travaux en question n'étaient pas exécutés ». L'application de cette formule ne saurait donner lieu à plus de difficultés que celle actuellement prévue, et elle aurait le mérite d'être plus équitable.

Les travaux sont exécutés par le concessionnaire pour le compte de l'Etat. Il devra faire toutes les consultations nécessaires pour la réalisation du programme arrêté par l'ingénieur en chef du contrôle, et il devra soumettre à ce dernier tous les projets de marchés de fournitures et entreprises qui ne seront conclus définitivement qu'après avoir été acceptés par lui.

L'article 34 se termine par une clause d'exonération de responsabilité de l'Administration. En règle générale, l'Administration insère toujours dans ses contrats une clause mettant à la charge de son cocontractant la responsabilité qui pourrait naître de l'exécution des travaux à entreprendre, même si ceux-ci ont été déterminés par l'autorité publique. Cette façon de procéder peut se justifier par la liberté laissée à toute personne de contracter ou non avec l'Etat. Mais ici la situation est tout autre, car

il n'est pas possible au concessionnaire de se soustraire à ces obligations. Aussi, faut-il interpréter la clause de non responsabilité de la façon suivante : le concessionnaire n'encourra de responsabilité qu'en raison de l'exécution matérielle des travaux ; tout dommage dû à l'existence même des ouvrages, indépendamment de la façon dont ils sont construits, doit être réparé par l'Etat, le bénéficiaire de l'indemnité ayant cependant action directe contre le concessionnaire, entrepreneur général de l'Etat.

Les dépenses que le concessionnaire sera amené à faire pour le compte de l'Etat, en application de l'article 34, devront être inscrites sur un compte spécial, indépendant de celui mentionné à l'article 33. Dans ce cas, en effet, le remboursement des avances faites doit avoir lieu, non pas à la fin de la concession, mais chaque année, ainsi que le précise l'article 36 du cahier des charges, article qui devrait être supprimé et dont les dispositions devraient être reportées à la suite de l'article 34 actuel :

« Le relevé des dépenses effectuées chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat, par application de l'article 34, sera présenté avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

« Dans le mois qui suivra la présentation de ce compte, l'Etat versera un acompte égal au 9/10^e du montant de la créance ; il paiera le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte ».

Il ne saurait y avoir de difficultés dans le règlement car tous les marchés ont dû être approuvés par l'Administration ; il suffit de vérifier les travaux qui ont pu être effectués, ce qui entre dans les attributions du service du contrôle. Seul un dixième de garantie est retenu jusqu'à l'arrêté définitif du compte. Cet arrêté doit être pris quand tous les travaux sont terminés, après le procès-verbal de récolement.

C'est le concessionnaire qui avancera l'argent nécessaire à l'exécution des travaux ; il se fera en quelque sorte le banquier de l'Etat ; mais il faut que les avances qu'il pourra être amené à consentir n'entraînent pas de gêne trop forte pour sa trésorerie. Aussi l'article 36 sti-

pule-t-il que les avances ne pourront être supérieures à un certain pourcentage du fonds de roulement, en général 20 % de la moyenne des valeurs prévues entre la dixième et la cinquième année ; par conséquent, cette ouverture de crédit sera d'autant plus élevée que le concessionnaire aura, au cours de cette période, entrepris des travaux plus importants. Le pourcentage est quelquefois choisi plus faible : 5 % Chartreuse de Vaucluse, Cize Bolozon, Etables ; 10 % Bourélie, Aber Wrach, Diouris, Vézins ; 15 % la Cure, Guerlédan ; il est rarement plus élevé : 25 % Eguzon, Roche au Moine.

Il faut reconnaître à l'Administration le droit d'imposer au concessionnaire l'exécution de travaux nécessitant des avances de sommes bien supérieures à ce quantum ; mais dans ce cas, l'Etat devra verser au concessionnaire, au début de chaque année, la différence entre les prévisions de dépenses et ce quantum.

Les sommes ainsi avancées, soit par l'Etat, soit par le concessionnaire ne portent pas intérêt ; ce sont des avances gratuites. Si le concessionnaire faisait une avance supérieure au maximum prévu, il pourrait, pour tout dépassement de crédit, réclamer un intérêt dont le taux devrait, pour des motifs d'uniformité, être égal à celui déterminé à l'article 45.

C. — *Dispositions communes pour la liquidation des dépenses des articles 33 et 34*

L'ingénieur en chef doit approuver tous les projets de marchés se référant aux travaux de l'article 34. L'article 35, qui donne la façon de calculer les dépenses paraît dans ce cas superflu. Il ne trouve sa pleine justification que pour les travaux de l'article 33 dont les marchés n'ont pas besoin d'être soumis à l'agrément de l'Administration.

Les règles admises sont fort simples :

« Les prix adoptés... seront, pour la main-d'œuvre, les prix
« appliqués par le concessionnaire pour les travaux effectués

« pour son propre compte pour les travaux à l'entreprise, et
« pour les fournitures, les sommes effectivement payées à l'en-
« trepreneur ou au fournisseur ».

Ainsi la justification devra se faire sur les états de paiement de la main d'œuvre et d'après les factures des fournisseurs.

L'article 35 rappelle « qu'une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement, d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat ». Il ne faut pas que le concessionnaire profite de la circonstance pour inscrire au compte spécial les frais de réparation qui doivent rester à sa charge exclusive.

Mais la rédaction de cette clause est défectueuse : il n'est parlé que des travaux « commandés par l'Etat » ce qui paraît en restreindre l'application à ceux de l'article 34. La tentation pour le concessionnaire de faire figurer sur le compte spécial de l'article 33 les dépenses qui lui incombent exclusivement sera cependant aussi forte ; il est vrai que l'article 33 renferme une clause donnant à l'ingénieur en chef tous pouvoirs pour s'assurer que les dépenses inscrites se rapportent bien au compte spécial. On aurait dû cependant donner plus de généralité à cette partie de l'article 35.

Cette ventilation sera faite par le service du contrôle sur les comptes qui doivent être soumis à l'ingénieur en chef avant le 1^{er} avril, tant pour les travaux de l'article 33 que pour ceux de l'article 34. Si le concessionnaire refuse d'apporter les rectifications demandées par le service du contrôle, par quelle autorité devra être tranché le différend ?

Tout d'abord le concessionnaire pourra avoir recours au ministre qui décidera après avis du Comité consultatif. Il pourra aussi, soit directement, soit après le rejet de sa requête par le ministre, s'adresser au Conseil de préfecture, les travaux d'aménagement des chutes étant considérés comme des travaux publics.

Les frais engagés pour l'exécution des travaux prévus aux articles 33 et 34, dont le montant a été accepté par le service du contrôle ne correspondent pas au

chiffre qui sera porté sur l'un ou l'autre des comptes spéciaux. En effet, une clause de l'article 35 permet au concessionnaire de majorer forfaitairement ces frais d'un pourcentage, fixé en général dans les cahiers particuliers à 15, pour frais généraux et dépenses accessoires, chiffre réduit à 10 dans le cahier de Rory et à 12 dans celui de Kembs.

Le concessionnaire ne pourra donc pas facturer les dépenses entraînées pour l'étude des projets et la surveillance des travaux, non plus que les frais de bureau correspondants. Il semble qu'il faut toutefois faire la restriction suivante. Si le concessionnaire ne pouvait pas avec son personnel normal suffire à l'exécution des obligations auxquelles il s'est engagé, il doit pouvoir inscrire au compte les salaires du personnel qu'il a dû employer en supplément, à charge par lui de démontrer qu'il lui était impossible de s'en tirer autrement.

D. — *Reprise des installations*

« A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, dit l'article 37 du cahier des charges, l'Etat sera subrogé aux droits du concessionnaire ». L'expression est correcte ; on ne peut lui reprocher de passer sous silence les obligations, car le concessionnaire n'a pu engager l'Etat au delà du terme de la concession. Tout engagement qu'il aurait pris à l'égard d'un fournisseur ou d'un usager, en consentant par exemple un abonnement au delà du terme de la concession ne pourrait être valable qu'à son égard et ne saurait en aucune façon engager l'autorité concédante ; s'il obtient le renouvellement de la concession, il sera obligé de respecter le contrat ; s'il ne l'obtient pas, il sera responsable, dans les termes du droit commun, à l'égard de son cocontractant de la non exécution de son obligation, et pourra de ce fait être condamné à des dommages intérêts.

Seuls les fournisseurs et entrepreneurs qui ont été proposés pour l'exécution des travaux de l'article 34, et acceptés par l'ingénieur en chef du contrôle, seront considérés comme ayant traité directement avec l'Etat

et auront action directe contre lui pour l'exécution des contrats passés avec le concessionnaire.

Faut-il admettre la même solution pour les travaux de l'article 33 qui sont exécutés avec l'autorisation de l'Etat et sa participation financière ? Nulle clause de l'article 33 n'impose au concessionnaire l'obligation de soumettre au service du contrôle les projets de marchés à passer en vue de l'exécution de ces travaux. Il faut reconnaître seulement aux fournisseurs un droit de préférence sur le solde du compte spécial de l'article 33, en application du droit commun qui donne un privilège aux architectes et entrepreneurs, pendant dix ans.

Il est toute une série de biens, nécessaires à l'exploitation industrielle de la chute, qui sont la propriété du concessionnaire : matériel électrique et, d'une manière générale, tout ce qui ne sert pas, directement ou indirectement, à la transformation de l'énergie brute de la chute en énergie mécanique sur l'arbre des turbines.

Si l'Etat veut continuer l'exploitation, rien ne l'y oblige d'ailleurs, il lui sera utile de pouvoir utiliser l'équipement tel qu'il existe à l'expiration de la concession. Pour concilier d'une part le droit de propriété du concessionnaire et d'autre part l'intérêt public, il faut donner à l'Etat le pouvoir de réquisitionner le matériel et d'exproprier les immeubles appartenant au concessionnaire. Cette possibilité lui a été formellement reconnue au 12° de l'article 10 de la loi de 1919. L'article 37 du cahier des charges donne les conditions d'application de ce droit.

En premier lieu, il ne faut pas laisser jusqu'au dernier moment le concessionnaire dans l'incertitude sur les intentions de l'Etat, car, si le matériel dont il a la propriété n'est pas réquisitionné, il devra prendre ses dispositions pour l'enlever et l'utiliser au mieux de ses intérêts.

Le cahier des charges prescrit que l'intention de l'Etat de garder l'outillage, ne faisant pas partie de la concession, doit être signifiée au concessionnaire par le ministre des Travaux publics trois ans avant l'expiration de la

concession. Mais cette signification n'engage pas l'Etat ; elle indique seulement une intention de principe qui ne se transformera en volonté qu'après examen du problème, notamment en ce qui concerne l'importance des sommes qui seront à verser par l'Etat, si la reprise est décidée ; la signification porte invitation de désigner un expert chargé, avec l'expert de l'Administration, de procéder à l'estimation de l'outillage en question.

« Si, dit l'article 37, dans le délai de deux mois, le concessionnaire n'a pas notifié à l'ingénieur en chef du contrôle le nom de l'expert choisi par lui, il sera procédé à l'expertise par un expert unique désigné par le président du Conseil de préfecture. Si le concessionnaire a désigné son expert et si cet expert ne se met pas d'accord avec celui de l'Administration pour désigner un troisième expert, celui-ci sera désigné par le président du Conseil de préfecture ».

En principe une expertise doit être ordonnée par un jugement (article 302 Code procédure civile, article 13 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les Conseils de préfecture). Le législateur au 12^o de l'article 10 de la loi de 1919 a dérogé à cette règle de procédure.

Il ne s'agit point ici pour les experts d'apporter une solution à un litige pendant ; l'Etat ne dit pas : « Je veux réquisitionner l'outillage et je demande que sa valeur soit fixée par expertise ». Il dit simplement : « Déterminons la valeur de l'outillage et d'après les résultats auxquels on arrivera, je verrai si j'ai intérêt ou non à exercer mon droit de réquisition ».

C'est une procédure analogue à celle de l'expropriation conditionnelle introduite dans la loi de 1841, par la loi modificative du 17 juillet 1921, pour des raisons identiques. Mais dans l'expropriation conditionnelle, il est prévu une indemnité à allouer aux propriétaires contre lesquels l'expropriation ne serait pas poursuivie. Il n'existe rien d'analogue dans notre cas d'expertise préalable ; l'article 37 du cahier des charges laisse simplement à la charge de l'Etat les frais d'expertise.

Dans l'un et l'autre cas, le silence de l'Administration pendant un certain temps équivaut à renonciation.

« Le ministre, dit l'article 37 du cahier des charges, deux ans avant l'expiration de la concession, notifiera au concessionnaire s'il entend user de son droit d'acquérir cet outillage ».

Revenons sur la formation du jury d'expertise : les règles adoptées sont inspirées de la loi du 22 juillet 1889. On peut cependant relever quelques différences importantes : si le concessionnaire ne désigne pas son expert dans le délai de deux mois qui lui est imparti par la notification ministérielle (au lieu de huit jours comme prévu à l'article 15 de la loi de 1889) l'expertise est faite par un expert unique désigné par le président du Conseil de préfecture ; au contraire, la loi de 1889 prévoit que, si une partie est défaillante, nomination de son expert sera faite par le Conseil de préfecture ; il n'y a pas réduction du nombre des experts.

Si l'Administration a laissé passer les délais de trois ans et de deux ans sans faire de notifications, le concessionnaire pourra refuser de céder son outillage ; l'Administration sera, à son égard, dans la même situation qu'à l'égard d'un particulier quelconque ; elle devra donc utiliser, à défaut d'entente amiable, les procédures ordinaires pour réquisitionner les biens. Une déclaration d'utilité publique sera alors nécessaire, en vue des expropriations.

Les alternateurs accouplés aux turbines pourront-ils faire l'objet d'une expropriation ? Ils ne peuvent pas être considérés comme des immeubles par destination, car l'immeuble qui abrite les groupes et qui doit faire retour gratuit à l'Etat a toujours fait partie du domaine public, tandis que les alternateurs sont la propriété du concessionnaire. La première condition pour qu'un meuble soit considéré comme immeuble par destination : « l'immeuble et le meuble doivent appartenir à la même personne », est ici absente. Il semble donc, dans le cas où l'Administration a laissé passer les délais, sans agir, qu'il lui soit impossible de forcer le concessionnaire à lui céder la propriété de ses génératrices.

Le problème se présente de façon différente pour l'outillage situé dans des bâtiments ou des postes extérieurs. Ces immeubles peuvent être expropriés et l'expro-

priation peut comprendre les immeubles par destination, si le propriétaire de ces meubles immobilisés le demande et démontre que ces objets subiraient une trop grande dépréciation par l'effet de leur enlèvement ; si c'est l'autorité expropriante qui demande à garder ces objets, l'exproprié a-t-il le droit de refuser ? Nous estimons qu'il ne faut pas lui reconnaître ce droit ; autrement dit l'expropriation peut porter sur les immeubles par destination, quand l'une ou l'autre des parties le demande. Ceci suppose que le meuble et l'immeuble appartiennent au même propriétaire. Si donc l'appareillage ou les transformateurs viennent à être vendus, l'autorité publique ne pourra pas les exproprier ; équitablement, il faudrait donner la même solution dans le cas où le concessionnaire entend utiliser ce matériel dans d'autres installations, à charge par lui de démontrer la réalité de ses affirmations.

Un point est acquis sans conteste : le concessionnaire ne peut pas demander à l'Administration la reprise de son outillage. L'Administration peut-elle n'exercer la reprise que sur une fraction de cet outillage ? Nous ne le pensons pas, étant donné la généralité du terme employé par le législateur : « ... Le surplus de l'outillage... » qui a été reproduit dans le cahier type. Maintenant il s'agit de s'entendre sur le sens de ce terme, qui n'a pas paru très compréhensif à certains rédacteurs de cahiers particuliers. Très souvent, pour éviter toute ambiguïté, on trouve la clause : « Il aura la faculté de reprendre..... le surplus de l'outillage » complétée par la mention suivante : « y compris les installations nécessaires à la transformation de l'énergie » ; cette mention est reproduite de façon systématique depuis quelques années.

A notre avis le terme employé est suffisamment explicite par lui-même, et par « surplus de l'outillage » on doit comprendre tout ce qui a servi à l'exploitation normale, en laissant simplement en dehors la partie de l'installation qui a pu faire l'objet d'une concession de distribution. Le reproche que nous adresserions plutôt à l'expression employée serait d'exclure la partie immobi-

lière, support de l'outillage, et non comprise dans les dépendances de la concession.

« Les experts doivent dresser un état descriptif et estimatif de l'outillage » ; nous ajouterons : « et des immeubles qui le supportent, dans la mesure où ils sont la propriété du concessionnaire ».

Il ne faudrait pas cependant donner une extension trop grande au terme et obliger l'Etat à reprendre la ligne privée d'alimentation d'une usine d'électrochimie ou la centrale thermique édiflée à proximité de la centrale hydraulique pour sa régularisation.

Il est recommandé, dans le cahier des charges, aux parties en présence, Administration et concessionnaire, de s'entendre d'après les résultats de l'expertise, sur le prix de la reprise et sur la répartition des frais, notamment des frais d'expertise. Ce n'est qu'à défaut d'accord amiable que la juridiction compétente devra être saisie : le cahier des charges ne précise pas quelle doit être cette juridiction : civile ou administrative ?

Les travaux du concessionnaire de chute étant des travaux publics, on peut songer tout d'abord à attribuer compétence au Conseil de préfecture ; cette juridiction peut d'ailleurs intervenir pour la nomination des experts, ce qui paraît la désigner pour trancher les litiges qui pourront surgir à la suite de cette expertise. Ce raisonnement ne nous paraît pas convaincant, car la reprise n'intéresse en aucun point la concession qui s'achève puisque, par hypothèse, elle ne peut s'opérer qu'après l'expiration de celle-ci. D'autre part, la reprise ne peut pas être considérée comme un marché de fournitures au profit de l'Etat, l'élément contractuel faisant défaut ; compétence ne peut donc pas appartenir à ce titre au Conseil d'Etat.

La reprise doit être analysée comme une réquisition civile de biens meubles et immeubles, en quelque sorte une expropriation ; et on songe tout naturellement à la juridiction civile, gardienne traditionnelle de la propriété privée. D'ailleurs, l'expropriation d'une part, les réquisitions militaires, seules réglementées jusqu'ici, d'autre part, se font sous la surveillance des tribunaux civils.

L'expertise est faite plus de deux ans avant la reprise de l'outillage par l'Etat ; cet outillage va subir une dépréciation pendant cet intervalle de temps. Il faut évidemment en tenir compte pour fixer la valeur de l'indemnité de reprise ; c'est ce que décide l'article 37 du cahier des charges, et c'est au sujet de la valeur de cette dépréciation que l'Administration et le concessionnaire pourront se trouver en désaccord et qu'il sera nécessaire d'avoir recours aux tribunaux. Il semble cependant facile d'imaginer une solution simple et équitable. Dans l'établissement de la comptabilité fiscale, un chapitre est réservé au renouvellement du matériel, en affectant à l'amortissement des différentes catégories un délai forfaitaire. Pourquoi ne pas admettre que la dépréciation sera égale à la valeur forfaitaire inscrite au compte d'exploitation. Les experts auraient la double mission de fixer, d'une part, la valeur estimée du matériel à l'époque de l'expertise, et d'autre part, la valeur de dépréciation annuelle.

Les approvisionnements doivent faire, eux aussi, l'objet d'une reprise par l'Administration, en même temps que l'outillage, et le prix de reprise sera le prix expertisé.

Les indemnités dues au concessionnaire pour l'outillage et les approvisionnements ainsi repris seront payables dans les six mois qui suivront leur remise à l'Etat.

Comme pour les travaux exécutés en application de l'article 33, l'Etat se donne un délai de six mois pour le paiement, sans que les sommes dues portent intérêt ; mais, pour le règlement du compte spécial de l'article 33 un délai supplémentaire de six mois est accordé à l'Etat moyennant le versement d'intérêts moratoires.

Les dépendances immobilières de la concession, immeubles par nature ou par destination, feront retour gratuit à l'Etat « franchises et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels ».

Ainsi le concessionnaire aura pu laisser s'établir une servitude, au besoin l'accorder, par exemple servitude de pas-

sage sur le barrage au profit du propriétaire d'un fonds voisin; le bénéficiaire de cette servitude pourra l'exercer pendant plus de trente ans, par conséquent, être dans les conditions requises pour la prescription, il pourra l'opposer au concessionnaire pendant toute la durée de sa gestion, mais non pas à l'Etat à partir de la reprise par celui-ci de l'équipement; cela s'explique sans peine si l'on admet que les ouvrages vont faire partie du domaine public fluvial, nous dirons même, en font partie depuis leur création. Cette pseudo servitude devra donc disparaître au moment du rachat; par contre, elle pourra être invoquée contre le concessionnaire ou l'adjudicataire de l'équipement ou encore au delà du terme prévu pour la concession, si le concessionnaire actuel en a obtenu le renouvellement.

Si la concession porte sur un barrage réservoir sans usine adjacente, il ne saurait être question de surplus d'outillage à reprendre éventuellement par l'Etat, moyennant indemnité; cependant l'article 37 du cahier type est en général intégralement reproduit. Le cahier du Chambon seul présente une réduction judicieuse de l'article 37.

Certains équipements, ceux qui étaient en fonctionnement régulier au moment de la demande de concession, doivent, à l'expiration de celle-ci, faire retour à l'Etat à titre onéreux. L'article 37 doit alors donner les conditions de la reprise, conditions que nous avons déjà rencontrées lors de l'étude des articles 38 et 42 *bis* sur le rachat. A titre d'exemple, nous allons reproduire les dispositions complémentaires de l'article 37 du cahier de la Trave, dont l'équipement comprend une partie fondée en titre et une partie autorisée sous l'ancienne législation :

« Cette prise de possession aura lieu :

1° Pour les installations fondées en titre énumérées au premier alinéa de l'article 2 dans les conditions fixées par l'article 42 *bis*.

2° Pour les installations existant au moment de la concession, énumérées au 2° alinéa de l'article 2 après paiement par l'Etat d'une indemnité fixée par la juridiction civile et au plus égale à leur valeur vénale estimée en fin de concession à dire d'experts, sous déduction de 1/100 de ladite valeur pour chaque année écoulée depuis le 16 octobre 1919 ».

Quelquefois l'article 37 comporte des conditions de reprise spéciales ; notamment le cahier de Luzenac prévoit l'amortissement des installations faites depuis le 16 octobre 1919 à raison de 1/75 par an depuis 1919 de façon que tout soit amorti le 16 octobre 1994. Aussi l'article 37 stipule-t-il que :

« La prise de possession se fera :

1^o Gratuitement pour les installations postérieures au 16 octobre 1919 désignées sous le 2^e de l'article 2 ci-dessus,

2^o ».

Le cahier de Villechien répète la formule, déjà indiquée à diverses reprises, et qui nous paraît fort heureuse :

« ... qui lui seront remises : celles figurant au premier alinéa à titre onéreux et celle figurant au 2^e alinéa à raison de 20 0/0 à titre onéreux et de 80 0/0 à titre gratuit, le tout dans les conditions prévues à l'article 42 *bis* ».

E. — *Remise des ouvrages*

Le cahier des charges, après avoir traité la question du rachat, parle à l'article 39, qui serait plus judicieusement placé à la suite de l'article 37, de la reprise des installations.

Il est rappelé au concessionnaire qu'à l'expiration de la concession, comme en cas de rachat d'ailleurs, le concessionnaire doit remettre les installations en bon état d'entretien et, qu'à défaut, l'Etat pourra retenir les sommes nécessaires à cette remise en état, sommes qui seront prélevées sur les indemnités qui pourront être dues au concessionnaire.

Cette sanction est complétée, fort heureusement du reste, par le pouvoir de contrôle reconnu à l'Administration pendant l'exploitation et son droit, stipulé à l'article 10, de faire exécuter d'office, aux frais du concessionnaire récalcitrant, les réparations qui seraient reconnues nécessaires.

Pour sauvegarder de façon plus complète les intérêts de l'Etat, l'article 39 reconnaît à l'Administration le droit de se faire remettre, au cours des deux dernières

années, les revenus nets de l'usine, c'est-à-dire le solde du compte d'exploitation ou plutôt la différence entre les recettes encaissées et les dépenses d'exploitation dûment justifiées, car n'oublions pas que le compte d'exploitation présente à l'actif une série de forfaits pour l'entretien et la réparation des ouvrages et le renouvellement du matériel.

Pour que cette clause puisse être appliquée, il faut une double condition : d'abord que le concessionnaire ne se mette pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à ses obligations, par conséquent qu'il n'obéisse pas aux injonctions du service du contrôle ; ensuite que le montant de l'indemnité à prévoir en raison de la reprise, joint au cautionnement, ne soit pas jugé suffisant pour couvrir les dépenses de travaux nécessaires.

L'application de l'article 10 du cahier des charges, avec la menace de la déchéance, serait ici d'une efficacité illusoire ; nous sommes trop près du terme de la concession.

On peut se demander si l'Administration a le droit d'appliquer cette clause sans jugement ; il le semble, car c'est une variante de la déchéance ; toutefois, il faut reconnaître le droit au concessionnaire de porter une réclamation devant la juridiction compétente, mais cette réclamation n'aura pas pour effet de suspendre l'application de la clause.

« Pendant les deux dernières années qui précèdent l'expiration de la concession, le concessionnaire sera tenu de donner à l'Administration connaissance des clauses de tous les traités en cours pour la fourniture de l'énergie... ». Nous avons trouvé une clause analogue quand, au sujet de l'exploitation normale de l'usine, nous avons été amené à étudier l'article 47 sur le contrôle technique et financier ; nous avons dit que le concessionnaire était tenu de communiquer au contrôle, quand ce service en ferait la demande, « les prix et conditions de vente de l'énergie aux divers acheteurs ou abonnés ».

Il existe une différence importante entre les deux

situations : en période normale, le concessionnaire n'a pas à fournir ces renseignements de sa propre initiative ; au contraire, dans les deux dernières années de la concession, il doit, spontanément, communiquer les traités eux-mêmes de fourniture de courant applicables au cours de cette période.

La connaissance par le service du contrôle, en cours d'exploitation, des conditions de vente de l'énergie, lui permettra de vérifier la comptabilité fiscale du concessionnaire. La communication du contrat lui-même, en fin de concession, a pour but de faire connaître à l'Administration toutes les clauses acceptées par la clientèle, ce qui lui permettra de discuter au mieux de ses intérêts avec ses clients éventuels.

Au fond, il s'agit pour l'Administration, qui prend en mains un service industriel, de profiter de l'expérience du concessionnaire sortant, l'Administration n'étant d'ailleurs liée en aucune façon par les contrats qu'a pu passer son prédécesseur.

SECTION II

Renouvellement de la concession

La reprise par l'Etat de l'équipement n'entraîne pas obligatoirement l'exploitation en régie. Une nouvelle concession pourra être accordée et, dans ce cas, le concessionnaire sortant peut exercer un droit de préférence. « Dans tous les cas, dit l'article 32, si le ministre entend procéder à une nouvelle concession, le concessionnaire actuel aura un droit de préférence s'il accepte les conditions du cahier des charges préparé pour la nouvelle concession ». A cet égard les cahiers des charges de distribution d'énergie donnent des solutions divergentes : pour les distributions publiques, le concessionnaire sortant n'a pas de priorité en cas de concession nouvelle ; le concessionnaire de distribution aux services publics au contraire jouit de la prérogative accordée au concessionnaire de chute (voir article 21 du cahier des charges type du 17 janvier 1928).

Le concessionnaire de chute, comme le concessionnaire de distribution aux services publics, peut aussi demander à l'Etat le renouvellement de sa concession, faculté qui est refusée aux concessionnaires de distribution publique. Les règles inscrites à l'article 32 du cahier de 1920 et celles données à l'article 21 du cahier de 1928 sont tout à fait comparables, nous dirons même identiques ; la seule différence porte sur la durée du renouvellement qui dans un cas est fixée égale à 30 et dans l'autre à 25 ans.

L'article 32 n'a été supprimé que dans le cas d'une usine entreprise en 1917 par l'Etat, pour les besoins de la défense nationale, et rétrocédée en 1921 à une société privée par une convention qui ne prévoyait pas la possibilité de renouvellement (Neste de Louron) et dans celui de l'usine de la Saulce concédée pour six ans seulement, temps strictement nécessaire à l'exécution des travaux importants d'aménagement sur les chutes voisines.

C'est par l'examen de la question du renouvellement de la concession que nous allons terminer cette étude.

A. — *Demande de renouvellement*

L'article 32 du cahier des charges est en opposition avec l'article 13 de la loi, ce qui aura pour effet certain de créer des litiges nombreux, à moins qu'un avenant aux cahiers particuliers déjà en vigueur ou une modification aux cahiers futurs ne rétablisse l'harmonie avec les prescriptions du législateur.

Nous lisons dans le cahier des charges : « Avant le commencement de la onzième année précédant la fin de la concession, le concessionnaire devra demander au ministre, par lettre recommandée, si l'Etat entend user de son droit de reprendre la concession » et dans la loi : « Dix ans au moins avant l'expiration de la concession, l'Administration doit notifier au concessionnaire si elle entend ou non lui renouveler sa concession ». Dans un cas l'initiative doit appartenir au concessionnaire et dans l'autre à l'Administration. Si la partie intéressée ne

prend pas cette initiative, le résultat obtenu est tout à fait différent : « A défaut par l'Administration, dit la loi, d'avoir, avant cette date, notifié ses intentions au concessionnaire, la concession est renouvelée de plein droit... ». D'après le cahier des charges : « Si le concessionnaire n'a pas adressé de demande au ministre avant le commencement de la sixième année précédant la fin de la concession, celle-ci ne sera pas renouvelée... ».

Un concessionnaire à qui l'Administration opposerait la prescription de l'article 32 en cas de demande de renouvellement tardive, pourra attaquer devant la juridiction compétente, Conseil de préfecture, si l'on admet le point de vue actuel de la jurisprudence sur la nature des travaux du concessionnaire de chute, Conseil d'Etat dans le cas contraire, la clause de déchéance de l'article 32, qu'il a cependant acceptée en signant le cahier de charges, comme étant contraire aux prescriptions de la loi de 1919.

La clause incriminée doit être réputée nulle, d'une nullité absolue, et non pas d'une nullité relative qui serait couverte par l'acceptation du concessionnaire, du seul fait de son adhésion au cahier des charges. Cette opinion est fondée sur le caractère de généralité donné à cette clause, du fait de sa présence dans le cahier des charges type, document de caractère réglementaire. Or, nul règlement ne peut contrevenir aux dispositions formelles de la loi. On peut objecter, il est vrai, que des modifications peuvent être apportées au cahier type sans exiger pour cela, comme dans le cas des distributions d'énergie, l'accord du Conseil d'Etat par décret, et en tirer argument en faveur de la nature purement facultative de ses différentes clauses, qui ne seraient de ce fait susceptibles d'être entachées que d'une nullité relative. Nous ne pouvons accepter cette façon d'envisager les faits et nous estimons que le concessionnaire en signant son cahier des charges a donné son accord, non pas à un cahier particulier indépendant des cahiers des autres concessionnaires, mais au cahier type et n'a pu effacer les vices de ce dernier du fait de son adhésion ; et il paraît indiscutable que la clause du cahier type de

l'article 32 doit être considérée comme nulle parce que contrevenant à la règle nettement posée par l'article 13 de la loi.

Le cahier des charges des distributions d'énergie fait mieux : L'article 21 contient d'abord la clause « Avant le commencement de la dixième année précédant la fin de la concession, le ministre décidera s'il y a lieu ou non de renouveler la concession. Sa décision sera notifiée au concessionnaire en la forme administrative ». C'est la reproduction de la disposition ci-dessus rappelée de l'article 13 de la loi de 1919 sur la Houille Blanche. Mais la clause de renouvellement de plein droit, à défaut de notification avant cette date, n'est pas insérée. L'article 21 reproduit, à la suite, le texte de l'article 32 du cahier type sur les concessions de chute : « Avant le commencement de la onzième année... ». La difficulté paraît escamotée. Elle ne l'est pas du tout, car après avoir, de façon impérative, prescrit au Ministre de notifier sa décision avant le commencement de la dixième année, l'article 21 ajoute : « Si le concessionnaire n'a pas adressé sa demande au Ministre avant le commencement de la sixième année... ». A quoi bon prévoir ce cas, puisque le Ministre aura dû décider avant la dixième année « s'il y a lieu ou non de renouveler la concession ». Ici l'incohérence n'existe pas entre la loi et le cahier des charges ; elle triomphe dans le cahier des charges lui-même, et non pas par inadvertance à l'occasion de dispositions différentes, mais intentionnellement dans le libellé de l'article 21. Qu'on supprime la clause « avant le commencement de la dixième année... en la forme administrative » et l'article 21 sera compréhensible.

Il n'y a donc pas lieu de s'appesantir sur l'application des clauses du cahier des charges sur le renouvellement. Résumons les brièvement.

Le concessionnaire doit, onze ans au plus tôt et six ans au plus tard avant l'expiration de la concession, demander au Ministre ce que compte faire l'Etat. Le Ministre, qui doit solliciter l'avis du Comité consultatif dispose d'un délai d'un an pour faire connaître sa réponse. A moins de décision contraire notifiée dans le dé-

lai imparti, la concession est prorogée, pour une période de trente ans, aux conditions du cahier des charges primitif. Si le concessionnaire n'a pas adressé de demande au Ministre avant le commencement de la sixième année, celle-ci ne sera pas renouvelée.

D'après la loi, la concession est renouvelée de plein droit si l'Administration n'a pas, dix ans avant l'expiration normale, notifié au concessionnaire une intention contraire. De plus, le législateur a prévu, même en cas de notification de non renouvellement, la nullité de cette notification si, cinq ans avant l'expiration de la concession, il n'a pas été institué de concession nouvelle, ce qui signifie que l'exploitation en régie des chutes d'eau est prohibée par la loi, disposition contraire à celle de l'article 23 de la loi qui reconnaît à l'Etat la possibilité d'exploiter directement l'énergie des cours d'eau. Quand un texte de loi comporte de telles contradictions, on comprend qu'il soit difficile aux interprètes d'en faire l'application.

B. — *Conditions du renouvellement*

Le renouvellement est prévu pour une durée de trente ans, tant dans la loi que dans le cahier type. Cette durée doit être adoptée uniformément, du seul fait du renouvellement, sans se préoccuper de la durée de la concession primitive. Il y a là un manque d'harmonie, ce renouvellement par tacite reconduction — car au fond c'en est un, puisque le cahier des charges ancien est maintenu sans modification — pouvant s'appliquer à une concession dont la durée primitive était inférieure à trente ans. Dans des circonstances analogues, à propos des usines autorisées, le Comité consultatif a été appelé à étudier cette question ; il a admis que le délai de renouvellement était un délai maximum susceptible d'être réduit. Etant donné les termes formels de l'article 13 de la loi, il semble impossible d'adopter, dans le cas des concessions, la même interprétation. Il est bon de noter toutefois qu'il s'agit là d'une question de principe, car la presque totalité des concessions accordées le sont pour une durée supérieure à trente ans,

Le renouvellement suppose que la concession sera régie par le cahier des charges primitif, ce qui est l'application stricte des règles de la tacite reconduction. Le concessionnaire se trouvera placé dans des conditions exceptionnellement favorables, car il aura amorti toutes les dépendances immobilières de la concession et son prix de revient se trouvera allégé dans de fortes proportions. En contrepartie de cette situation privilégiée, il n'aura pas à supporter, pendant la première période de cinq ans, de majoration importante pour la redevance proportionnelle, celle-ci étant déterminée d'après les résultats des cinq derniers exercices de la concession primitive, à moins que le cahier des charges n'ait adopté la formule de révision de l'article 45 *bis*.

Si des besoins nouveaux en faveur des services publics ont vu le jour, il sera impossible de les satisfaire à des conditions de faveur, la question des réserves ayant été réglée dans le cahier des charges qui n'a tenu compte que des besoins existants ou prévisibles au moment de sa rédaction. Si les bénéficiaires des réserves imposées n'ont pas pu les utiliser dans les délais fixés à ce cahier des charges, leur privilège disparaît et le renouvellement de la concession ne saurait avoir pour effet de le faire renaître.

Nous avons la conviction que la clause de renouvellement n'aura guère l'occasion de s'appliquer ; l'Etat ne sera pas souvent disposé à mettre, de façon gratuite s'entend, à la disposition d'un concessionnaire, les ouvrages d'aménagement de la chute, biens de son domaine. D'ailleurs voir un particulier profiter de façon privative et gratuite d'une fraction du domaine de l'Etat et en tirer bénéfice heurte nos conceptions modernes d'égalité. Pendant la période contractuelle de la concession, les biens immobiliers font également partie du domaine de l'Etat ; mais le concessionnaire n'en dispose pas gratuitement ; l'annuité d'amortissement qu'il doit prévoir constitue en quelque sorte son loyer.

Si l'Etat n'accepte pas le renouvellement, et il est peu probable qu'il l'accepte, il n'en conserve pas moins la liberté d'accorder une nouvelle concession sur cette même chute en utilisant l'équipement qui va lui faire

retour gratuit. Et de cette nouvelle concession, l'ancien concessionnaire n'est pas exclu ; bien au contraire, un droit de préférence lui est accordé s'il accepte les clauses du nouveau cahier des charges qui sera établi par l'Administration, cahier des charges qui fera état de la situation nouvelle pour fixer les charges du nouveau concessionnaire.

En cas d'application d'un nouveau cahier des charges, cas normal nous le répétons, quelle sera la nature de la concession ? A l'heure actuelle, la jurisprudence et la majeure partie de la doctrine opinent pour attribuer à la concession de chute le caractère d'une concession de travaux publics. Quand la concession ne comportera l'exécution d'aucun travail d'utilité générale, mais la simple jouissance d'ouvrages déjà exécutés, il sera impossible de parler de concession de travaux publics, l'élément principal faisant défaut.

Pourra-t-on dire, comme certains auteurs l'ont admis que la concession de chute entre dans la catégorie des concessions de service public, dont la concession des travaux publics ne serait qu'une forme particulière ?

Si l'on admet ce point de vue, il paraît difficile d'envisager la possibilité de donner la concession à un industriel qui désire utiliser la majeure partie de la production pour l'alimentation de ses établissements particuliers, à but spécifiquement privé, comme une usine d'électrochimie.

C'est pourquoi nous préférons voir dans la concession de chute un contrat administratif de nature spéciale, se rapprochant de la concession de service public, mais ne se confondant nullement avec elle. Le problème de la Houille Blanche présente, par lui-même, une ampleur suffisante pour que l'on puisse accepter pour sa solution des règles particulières.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé de donner un tableau d'ensemble du régime de la concession de chute d'eau, non pas un tableau théorique que la seule analyse des textes administratifs aurait permis de dresser, mais un tableau pratique, établi d'après les résultats de dix années d'application de ce régime.

L'expérience a confirmé que la loi de 1919 présentait de nombreuses lacunes et souvent de graves anomalies ; l'imperfection du texte voté par le Parlement en 1919 était à tel point manifeste qu'un projet de loi rectificatif était aussitôt déposé par le Gouvernement, L'effort du législateur avait été trop laborieux pour qu'il osât rouvrir une nouvelle discussion sur le statut de la Houille Blanche. Il a préféré laisser à l'Administration le temps et le soin d'interpréter sa pensée et de concilier les diverses tendances qu'il n'avait pas réussi à mettre d'accord ; c'était de sa part une marque de sagesse.

Le cahier des charges type de 1920 a essayé de donner un statut cohérent au régime de la concession. Dans sa rédaction, l'Administration n'a tenu aucun compte des directives du législateur.

La doctrine a cherché à dégager la nature intime de ce nouveau contrat administratif et le point de vue de l'Administration a été généralement adopté ; cependant des hésitations se manifestaient chez certains auteurs.

Toute incertitude a été levée depuis le prononcé du célèbre arrêt du Conseil d'Etat de juin 1928 : les travaux du concessionnaire de chute ont le caractère de travaux publics.

Nous n'avons pas à déterminer si l'assimilation est complète entre la concession de chute et la concession classique de travaux publics ou si, comme l'a proposé

M. Blaevoet, l'on doit envisager l'existence d'un nouveau type de concession, la concession de travaux publics sans service public ; nous devons reconnaître que cette distinction séduit car elle permet de donner un statut uniforme au régime de la concession de chute d'eau, sans qu'on ait besoin, comme l'a fait M. Pépy et à la suite M. Blondeau, de donner à la notion de service public le même pouvoir de pénétration que celui qui a été attribué par la jurisprudence à la notion de travaux publics.

La pratique a mis en évidence les défauts du cahier type de 1920. A l'heure actuelle, les conceptions, tant jurisprudentielles que doctrinales sur ces questions paraissent présenter une stabilité suffisante pour qu'il soit intéressant d'envisager la mise au point de ce cahier. Ce travail a été entrepris par le Comité consultatif dès 1929 ; il est délicat à réaliser.

Mais pour que cette révision soit réellement efficace, il eut été souhaitable que la loi du 16 octobre 1919 soit, auparavant, modifiée et adaptée, elle aussi, aux idées modernes et pratiques qui ont été exposées depuis 1919 par un grand nombre d'auteurs, soit dans des ouvrages, soit dans des commentaires d'arrêts, soit dans des articles de revues. Le problème a été retourné sous toutes ses faces ; la mission du législateur ne peut qu'en être facilitée ; encore faut-il qu'il veuille l'accomplir.

BIBLIOGRAPHIE

- H. Alibert.** — Du droit des riverains sur la force motrice des cours d'eau non navigables ni flottables. Thèse Toulouse, 1904.
- Arbelot.** — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Balleydier.** — Etude générale des droits de riveraineté. 2^e Congrès de la Houille Blanche, 1914.
- Bouffard.** — Législation des chutes d'eau, 1903.
- Belluteau.** — La nature juridique des travaux d'aménagement des chutes d'eau. Thèse Paris, 1930.
- Blaevoet.** — Des atteintes à la propriété à raison des travaux publics, notamment pour la production et la distribution d'énergie, 1930.
— Articles dans la *Revue des concessions* ; le *Génie civil* ; la *R. G. E.*
- Bloch et Maroger.** — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Blondeau.** — La concession de service public, 1930.
- Boccacio.** — La nature du droit de riveraineté. Thèse Grenoble, 1911.
- Bouchayer.** — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Bougault.** — Législation nouvelle des chutes d'eau, 1921.
— Commentaire du cahier des charges pour les distributions d'énergie, 1922.
— Articles dans la *R. G. E.*
— Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Boulé et Lescuyer.** — Code des cours d'eau non navigables ni flottables, 1900.
- Championnière.** — De la propriété des eaux courantes, 1846.
- Chauveau.** — Essai sur le régime des eaux.
- Chopin de la Bruyère.** — L'industrie hydroélectrique en France. Thèse Paris, 1922.
- Colson.** — Modifications à apporter à la législation sur les cours d'eau non navigables. 1^{er} Congrès de la Houille Blanche, 1902.
- Cot.** — Le droit de riveraineté et la loi du 16 octobre 1919. Thèse Grenoble, 1920.
- Courcelle.** — Traité administratif des Travaux publics, 1927.
- Critesco.** — De l'utilisation de la force motrice des cours d'eau non navigables ni flottables. Thèse Paris, 1902.
- Daviel.** — Traité de la législation et de la pratique des cours d'eau, 1845.
- Debauve.** — Dictionnaire administratif des Travaux publics, 1892.
- Denizot.** — De la législation et de la compétence en matière de cours d'eau, 1860.
- Devun.** — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Doreau.** — L'Etat et l'énergie électrique, 1928.

- Dubreuil. — Analyse raisonnée de la législation des eaux, 1842.
- Durand Dastès. — Le nouveau statut légal des forces hydrauliques. Thèse Toulouse, 1921.
- Duval. — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Fabreguettes. — Traité des eaux publiques et des eaux privées, 1911.
- Foris. — Articles dans la *R. G. E.*
- Gall. — Des modifications apportées par la loi du 16 octobre 1919 aux droits des riverains des petits cours d'eau. Thèse Paris, 1928.
- Galland. — Des usines hydroélectriques alimentant des entreprises déclarées d'utilité publique. Thèse Paris, 1930.
- Garnier. — Du régime des eaux, 1851.
- Gaux et Renard. — Commentaire de la loi de 1898, 1899.
- Génissieu. — Articles dans le *Génie civil* ; la *R. G. E.*
- Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Gérin. — Les forces hydrauliques au point de vue économique et juridique. Thèse Lyon, 1921.
- Guilhou. — Etude au point de vue civil de la loi du 16 octobre 1919. Thèse Paris, 1921.
- A. Hauriou. — La mainmise de l'Etat sur l'énergie des cours d'eau non navigables ni flottables. Thèse Toulouse, 1921.
- Issarte et Génissieu. — Jurisprudence du Comité consultatif des forces hydrauliques, 1927.
- Labey. — La propriété privée et les usines hydroélectriques. Thèse Toulouse, 1912.
- Lalande. — Législation annotée du régime des eaux, 1895.
- L'Huillier. — Législation des forces hydrauliques, 1928.
- Législation des distributions d'énergie électrique, 1927.
- Articles parus dans le *Génie civil* ; la *R. G. E.*
- Lévy Salvador. — Cours de législation des eaux, 5^e édition, 1924.
- Marcorelles. — Les usines hydrauliques sur les cours d'eau du domaine public. Thèse Toulouse, 1917.
- Martin. — Le droit du riverain à la force motrice. Thèse Paris, 1903.
- G. Mercier. — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Mesire. — Cours de contentieux administratif professés à la Faculté de Paris, notamment année 1928.
- La Jurisprudence de la Houille Blanche, 1929.
- Notes au Sirey (S. 1923, 2, 89 ; S. 1924, 1, 289 ; S. 1925, 2, 41 ; S. 1927, 2, 17 ; S. 1928, 2, 105 ; S. 1929, 3, 73 ; S. 1930, 1, 337).
- Chroniques au Dalloz (1928, n^o 29 ; 1930, n^o 29).
- Articles dans la *Revue des concessions* ; la *R. G. E.* ; le *Génie civil*.
- Le Régime Juridique de l'Electricité. Recueil de droit commercial, 1925.
- Rapport au Congrès de l'Aménagement Hydraulique du S. O. Bordeaux, 1922.
- Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.
- Micanel. — Articles dans les « Annales de l'Energie », 1926.
- Michoud. — De la licitation des droits de riveraineté. 1^{er} Congrès de la Houille Blanche, 1902.

Nadault de Buffon. — Traité des Usines et autres Etablissements sur les cours d'eau.

Marc Noël. — La notion de travail public. Thèse Paris, 1924.

Nourissat. — De l'action possessoire en matière de cours d'eau. Thèse Paris, 1913.

Pacoret. — La technique de la Houille Blanche.

Pépy. — Notes au Dalloz (DP 1926, 3, 65 ; DP 1928, 3, 49 ; DP 1929, 2, 9).
— Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.

Perrin et de Maublane. — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.

Picard. — Traité des eaux, 1896.

M. Picard. — Les biens : t. III du traité pratique de droit civil français de Planiol et Ripert, 1926.

— Notes au Dalloz (DP 1923, 2, 113 ; DP 1925, 2, 33).

Pillet. — Droits des riverains sur les cours d'eau. I^{er} Congrès de la Houille Blanche, 1902.

— Régime légal des cours d'eau non navigables. II^e Congrès de la Houille Blanche, 1914.

Plocque. — Législation des eaux, 1870-1879.

Rattier. — Traité des cours d'eau navigables ou flottables, 1847.

Remaury. — Houille Blanche : notions de droit et décisions de jurisprudence, 1929.

— Electricité : notions de droit et décisions de jurisprudence, 1927.

— Articles dans la *R. G. E.*

Rolland. — L'utilisation de l'énergie hydraulique et la loi de 1919. *Rev. droit public*, 1920.

Thierry. — Rapport au 3^e Congrès de la Houille Blanche, 1925.

Tochon. — De l'utilisation des cours d'eau non navigables ni flottables en vue de l'établissement des usines hydrauliques. Thèse Paris, 1908.

— Le problème financier de la Houille Blanche. *Revue Scientifique*, 1925.

— Article dans le *Génie civil*.

— Articles dans la *R. G. E.* (principalement ceux parus en janvier 1921)

Wodon. — Le droit des eaux et des cours d'eau, 1874.

RECUEILS PÉRIODIQUES

Bulletin de la chambre syndicale des forces hydrauliques.

Bulletin des usines électriques.

Circulaires du syndicat des producteurs et distributeurs d'Electricité.

Dalloz. — Recueil périodique. Répertoire général. Répertoire pratique.

Génie Civil.

Houille Blanche.

Lebon. — Recueil des arrêts du Conseil d'Etat.

Pandectes Françaises.

Revue des Concessions.

Revue générale d'Electricité.

Sirey. — Recueil périodique. Répertoire Fuzier-Herman.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES CONCESSIONS ACCORDÉES DEPUIS LE 15 SEPTEMBRE 1920
JUSQU'AU 1^{er} MAI 1931

Les chiffres marqués entre parenthèses correspondent à la date de la publication de ces décrets au *Journal Officiel* : Ex. : 6/10 : *J. O.*, 6 octobre.

Date du décret

Nom de l'équipement

1920 :

- 18 septembre (6/10) . . . Bourg Charente.
8 octobre (14/10) . . . Sainte-Tulle.

1921 :

- 12 janvier (19/1) . . . Pizançon.
12 janvier (22/1) . . . Confolent.
11 mars (17/3) . . . Haute-Dordogne.
25 août (27/8) . . . La Cure.

1922 :

- 12 mai (20/5) . . . Chartreuse de Vaucluse.
31 mai (10/6) . . . Cize Bolozon.
17 août (25/8) . . . Bourélie.
17 août (25/8) . . . Saint-Point et Remoray.
24 septembre (3/10) . . . Eguzon.
15 décembre (19/12) . . . Vicdessos (Niaux).
16 décembre (23/12) . . . Borne.

1923 :

- 14 février (24/2) . . . Orthez (Baigts)
13 mars (18/3) . . . Pébernat.
15 mars (25/3) . . . Saint-Léger.
3 avril (12/4) . . . Vaufrey (Liebvillers).
9 mai (16/5) . . . Doron de Beaufort.
28 juin (7/7) . . . Taurion.
30 août (5/9) . . . Guerliédan.
6 octobre (11/10) . . . Oued-el-Berd.
8 novembre (4/11) . . . Dognon.

1924 :

- 4 février (10/2) . . . Putanges et Saint-Philbert.
3 mars (13/3) . . . Orthez.
12 avril (25/4) . . . Orne (Thury Harcourt).
30 mai (4/6) . . . Sabarl.

- 22 août (22/8). Aber Wrach.
 22 août (22/8). Diouris.

1925 :

- 15 janvier (22/1). Diège (Roche le Peyroux).
 6 février (17/2). Mauzac et Lalinde.
 7 juin (13/6). Moulin de Bcaufort.
 18 juin (27/6). Peyral.
 8 juillet (21/7). Barrage du Puyvalador.
 12 août (2/9). Tech (Velmanya).
 20 août (2/9). Bertrand.
 30 août (5/9). Lacourt.
 30 août (6/9). Gavarnie (Luz).
 30 août (11/9). Ellez (Saint-Herbot).
 29 septembre (16/10). . . . Eygun-Lescun.
 29 septembre (15/10). . . . Réservoir des Plêches.
 12 octobre (21/10). . . . Gouffre Bernard.
 2 novembre (10/11). . . . Pinet.

1926 :

- 5 janvier (13/1). La Llau.
 29 janvier (6/2). La Saulce.
 15 février (17/2). La Lyonne (Bouvante).
 29 mars (3/4). Barrage du Chambon.
 2 avril (10/4). Bétharram.
 19 mai (23/5). Dampjoux.
 19 mai (2/6). Pique Inférieure.
 15 juin (23/6). Barraqué.
 15 juin (23/6). Carcanet.
 15 juin (23/6). La Trave.
 15 juin (26/6). La Vièlaire.
 9 août (20/8). Biard, Pouch et le Saut-du-Saumon.
 7 septembre (16/9). . . . Brommat.
 8 septembre (16/9). . . . La Perrière.
 29 septembre (7 et 9/10). . . Pique Supérieure.
 14 octobre (23/10). . . . Halsou.
 29 décembre (7/1/27). . . . La Frasnée.

1927 :

- 23 janvier (1/2). La Jourdanie.
 23 février (4/3). L'Isle Jourdain, Chardes.
 23 février (5/3). La Virolle.
 16 mars (15/4). Velmanya.
 29 mars (10/4). Sabart.
 29 avril (3/5). Lau Balagnas.
 11 mai (20/5). La Cère.
 9 juin (17/6). Lescure.
 9 juin (15/6). Heuilley.
 9 juin (16/6). Rory.
 30 juin (7/7). Bancairon, la Courbaisse, Saint-Etienne.
 28 juillet (2/8). Kembs.
 20 août (3/9). Forges d'Abel.
 20 août (4/9). La Glane (Foix)

20 août (1/9)	Mousquères.
26 octobre (4/11)	Etables.
6 novembre (13/11)	Saint-Maurice, la Trinité, Saint-Firmin.
23 novembre (7/12)	Vézins.
7 décembre (24/11/28)	Villechien.

1928 :

8 mars (23/3)	Luzenac.
8 mars (13/4)	Pointis.
17 avril (27/4)	Bioge.
27 mai (7/6)	Castillon, Chaudanne, Castellane.
14 juin (20/6)	Hèches.
5 juillet (3/8)	Trein d'Utsou.
31 juillet (7/8)	Vallières.
5 novembre (11/11)	La Caillade.
5 novembre (16/11)	Saint-Cricq.
17 novembre (29/11)	Jousseau.
20 décembre (29/12)	Sainte-Marie de Campan.

1929 :

17 janvier (22/1)	Breil.
30 janvier (8/2)	Neste de Louron (Bordère).
14 février (20/2)	Gentille, Saint-Sernin.
20 février (27/2)	Lac d'En Beys.
7 mars (13/3)	Luchon (lac d'Oo).
15 mars (4/4)	Asasp.
6 avril (20/4)	Cambo.
19 mai (26/5)	La Roche au Moine.
11 juin (2/7)	Luzières.
22 juin (4/7)	Bonne Inférieure.
4 juillet (6/7)	Ax les Thermes.
4 juillet (10/7)	Tuilière.
25 juillet (7/8)	Rophemel.
29 juillet (10/8)	L'Aigoual.
29 juillet (11/8)	Le Gros Moulin.
1 ^{er} août (14/8)	Saint-Pé.
1 ^{er} août (24/8)	Le Chambon, Saint-Guillerm.
25 août (14/9)	Arnousse.
25 août (14/9)	Lassoula, Tramezaygues.
3 octobre (11/10)	Pont de Brion.
3 octobre (12/10)	Réservoir du Record.
15 octobre (18/10)	Artigues.
22 octobre (10/11)	Chézery, Pont des Pierres.

1930 :

25 janvier (5/2)	Vintrou.
17 février (20/3)	Arthez d'Asson.
26 mars (10/4)	Soeix.
23 mai (4/6)	Vienne Supérieure.
23 mai (4/6)	Roquesteron, Manda.
23 mai (4/6)	Albiès.
25 juin (3/7)	La Gagne.
8 juillet (19/7)	Le Pollet.

8 juillet (19/7)	Villemur et Sarraquine.
8 juillet (22/7)	Allemont.
19 août (26/8).	Camon.
19 août (30/8).	Escouloubre.
7 octobre (16/10).	Rondeau.
7 octobre (15/10).	Lestelle.
7 octobre (15/10).	Legugnon.
24 octobre (31/10).	Chapitre.
27 octobre (1/11)	Gaillac.
6 novembre 15/11)	Pied de Borne, Chambonnas.
4 décembre (18/12)	Loudenvielle (Neste de Louron).
4 décembre (19/12)	Sainte-Hélène.

1931 :

27 février (6/3)	Pont Rolland (Gouessant).
27 février (4/3)	Triouzoune (Neuvic).
27 février (5/3)	Vallore Montagne et Aubusson.
3 mars (10/3).	Chatel Montagne.
11 mars (25/3).	Saint-Etienne de Cantalès.
19 mars (27/3).	Portillon.
18 avril (29/4).	Canitrot.
18 avril (29/4).	Chatain et Monteillard.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES CAHIERS DES CHARGES CITÉS ET RÉFÉRENCES CORRESPONDANTES

- Aber Wrach.** — 32, 128, 147, 169, 180, 192, 197, 198, 200, 210, 229, 230, 243, 270, 311, 314.
Aigoual. — 64, 101, 143, 163, 166, 169, 170, 209, 231, 258.
Albiès. — 70, 166, 184, 242, 258.
Allemont. — 166, 195, 197, 200, 209, 210, 242, 258.
Arnousse. — 166, 229, 242, 258, 270, 301.
Arthez d'Asson. — 29, 169, 192, 240, 242.
Artigues. — 101, 148, 242.
Asasp. — 120, 148, 198, 231, 259.
Ax les Thermes. — 101, 184, 243.
- Bancairon.** — 29, 73, 155, 178, 193, 229, 274, 276, 288.
Barraqué. — 85, 152, 162, 165, 207, 229, 258, 260, 270.
Bertrand. — 166, 209.
Bétharram. — 96, 120, 148, 151, 156, 200.
Biard. — 196, 199.
Bioge. — 29, 116, 177, 195, 197, 209.
Bonne Inférieure. — 29, 115, 116, 141, 152, 163, 192, 231, 244, 245, 260.
Borne. — 29, 155, 165, 185, 196, 240, 243, 309.
Bourélie. — 99, 112, 143, 147, 161, 169, 173, 185, 196, 229, 239, 261, 314.
Breil. — 118, 120, 131, 170, 177, 195, 197.
Brommat. — 29, 34, 54, 72, 106, 159, 162, 163, 164, 165, 169, 170, 176, 191, 198, 200, 210, 231, 244, 245, 270.
- Caillade.** — 29, 30, 98, 112, 142, 143, 147, 158, 173, 176, 185, 229, 233, 239, 243, 259.
Camon. — 44, 73, 123, 158, 162, 226, 240, 242.
Carcamet. — 157, 166, 259.
Castillon. — 115, 141, 147, 157, 169, 191, 197, 200, 208, 209, 270, 274, 276, 298.
Cère. — 36, 54, 98, 103, 111, 155, 159, 163, 191, 197, 199, 207, 210, 294.
Chambon. — 42, 96, 125, 141, 145, 169, 184, 185, 242, 287, 323.
Chapitre. — 70, 123, 166, 184.
Chartreuse de Vaucluse. — 98, 100, 106, 141, 159, 191, 197, 229, 240, 311, 314.
Chézery. — 126, 163, 177, 192, 197, 208, 209, 210, 231, 260.
Cize Bolozon. — 73, 94, 98, 100, 106, 126, 141, 155, 159, 162, 169, 191, 197, 229, 311, 314.
Cure. — 159, 161, 176, 187, 194, 239, 270, 274, 275, 276, 314.
- Dampjoux.** — 29, 160, 169, 200, 207, 210, 230, 240, 243, 258.
Diège. — 72, 90, 96, 147, 155, 159, 162, 169, 198, 210, 244, 258, 260.

- Diouris.** — 32, 128, 147, 180, 197, 198, 200, 205, 210, 229, 230, 243, 270, 311, 314.
- Dognon.** — 54, 96, 103, 126, 163, 166, 169, 177, 178, 191, 192, 198, 200, 207, 210, 240, 243.
- Doron de Beaufort.** — 35, 97, 110, 136, 157, 161, 169, 197, 198, 207, 229, 230, 240, 243, 309.
- Eguzon.** — 53, 72, 98, 103, 116, 121, 159, 161, 169, 176, 178, 192, 197, 198, 205, 207, 208, 210, 232, 233, 244, 259, 270, 295, 314.
- Ellez.** — 30, 98, 140, 161, 166, 169, 176, 191, 205, 207, 209, 230, 270, 274, 275, 276.
- En Beys.** — 42, 286, 309.
- Escouloubre.** — 157, 161, 166, 230, 241, 242, 259.
- Etables.** — 130, 158, 192, 209, 210, 239, 243, 311, 314.
- Eygun Lescun.** — 91, 96, 101, 155, 259.
- Forges d'Abel.** — 30, 40, 41, 50, 101, 166, 231, 243, 258, 283, 301.
- Frasnée.** — 131, 151, 160, 176, 198, 209, 210, 229, 243, 258, 311.
- Gagne.** — 92, 162, 184, 198, 209, 243, 258, 270, 274, 275, 276.
- Gaillac.** — 40, 51, 162, 231, 243, 258, 285, 309.
- Gavarnie.** — 29, 35, 73, 91, 103, 116, 151, 162, 169, 193, 207, 209, 239, 270, 311.
- Gentille, Saint-Sernin.** — 29, 123, 162, 170, 192, 226, 231, 288, 309.
- Glane.** — 72, 126, 191, 192, 197, 199, 207, 210.
- Gouffre Bernard.** — 29, 166, 229, 243, 258.
- Gros Moulin.** — 33, 72, 152, 229, 231, 240, 259.
- Guerliédan.** — 73, 89, 99, 128, 161, 197, 208, 210, 230, 244, 245, 314.
- Halsou.** — 41, 50, 100, 103, 124, 162, 166, 231, 243, 258, 260, 285.
- Hèches.** — 29, 158, 173, 180, 183, 231, 258, 260, 270, 283, 301.
- Isles Jourdain, Chardes.** — 29, 54, 96, 98, 126, 130, 159, 161, 163, 165, 177, 178, 192, 197, 198, 207, 210, 232, 259, 270.
- Jourdanie.** — 30, 118, 119, 193, 197, 200.
- Jousseau.** — 29, 72, 98, 126, 141, 155, 159, 161, 165, 177, 178, 192, 197, 198, 200, 207, 208, 210, 230, 259, 270.
- Kembs.** — 29, 73, 106, 112, 141, 147, 148, 149, 162, 166, 173, 176, 178, 191, 197, 198, 207, 210, 230, 239, 243, 274, 275, 276, 311, 316.
- Lacourt.** — 103, 166.
- Lassoula, Tramezaygues.** — 35, 42, 44, 121, 143, 157, 163, 166, 192, 242.
- Lau Balagnas.** — 44, 122, 123, 148.
- Legugnon.** — 40, 41, 92, 96, 97, 130, 148, 225, 229, 231, 243, 259, 284, 285, 301, 309.
- Lescure.** — 44, 98, 101, 158, 209.
- Lestelle.** — 123, 156, 157, 158, 226, 240.
- Llau.** — 138, 166, 192, 258.
- Luchon.** — 44, 47, 64, 91, 120, 130, 143, 243, 259, 270.
- Luzenac.** — 40, 130, 158, 173, 180, 185, 229, 243, 258, 283, 284, 301, 324.
- Luzières.** — 40, 50, 151, 197, 198, 229, 230, 231, 243, 258, 270, 283.
- Lyonne.** — 92, 98, 126, 160, 197, 200, 207, 209, 210, 240, 258.

Mauzac et Lalinde. — 142, 143, 151, 159, 161, 169, 173, 176, 192, 193, 197, 198, 199, 207, 227, 258, 260, 274, 276.

Moulin de Beaufort. — 54, 130, 158, 176, 178, 192, 210, 229, 243, 258, 260.

Mousquères. — 40, 50, 152, 169, 258, 283, 301.

Neste de Louron. — 259, 270, 327.

Orne. — 96, 124, 161, 176, 200, 207, 210, 240, 243, 258, 311.

Orthez. — 40, 50, 96, 116, 121, 139, 151, 162, 198, 209, 230, 243, 258, 285.

Pébernât. — 25, 121, 169, 198, 240.

Perrière. — 155, 161, 166, 171, 199, 207.

Peyral. — 29, 104, 118, 155, 162, 173.

Pied de Borne. — 32, 91, 115, 120, 131, 156, 163, 170, 193, 197, 231, 240, 242, 260.

Pinet. — 29, 44, 115, 116, 118, 195.

Piques. — 64, 97, 103, 120, 130, 143, 157, 158, 240, 259.

Plèches. — 42, 54, 286.

Pointis. — 40, 41, 101, 123, 162, 226, 228, 231, 258, 285.

Pollet. — 100, 141, 156, 169, 191, 197, 200, 208, 242.

Pont de Brion. — 101, 115, 116, 138, 141, 192, 242.

Putanges. — 110, 118, 161, 176, 191, 207, 244, 245.

Puyvalador. — 42, 115, 128, 139, 185, 287.

Record. — 119, 147, 148, 151, 270, 286.

Roche au Moine. — 93, 102, 103, 126, 158, 178, 192, 205, 207, 208, 232, 233, 242, 259, 270, 314.

Rondeau. — 123, 151, 152, 153, 166, 240, 242.

Rophemel. — 70, 115, 192, 244, 245.

Roquesteron, Manda. — 35, 44, 118, 120, 131, 141, 159, 162, 170, 192, 240, 242, 260.

Rory. — 92, 138, 151, 195, 197, 198, 200, 210, 229, 243, 258, 311, 316.

Sabart. — 91, 103, 115, 123, 156, 197, 258.

Saint-Cricq. — 258.

Saint-Léger. — 29, 90, 97, 161, 185, 196, 240, 243.

Saint-Maurice. — 25, 92, 140, 166, 169, 197, 210, 230, 260.

Saint-Pé. — 96, 120, 148, 151, 231, 258.

Saint-Point et Remoray. — 42, 139, 185, 286.

Saulce. — 29, 47, 158, 209, 243, 258, 327.

Soeix. — 166, 229, 243, 258, 283, 301, 309.

Taurion. — 33, 54, 95, 100, 116, 119, 126, 155, 159, 163, 191, 192, 197, 198, 207, 210, 243.

Tech. — 97, 101, 209.

Trave. — 40, 41, 49, 50, 166, 231, 243, 258, 260, 270, 283, 284, 285, 323.

Trein d'Utsou. — 258.

Tuilière. — 29, 100, 130, 140, 143, 152, 156, 158, 173, 176, 180, 185, 225, 231, 243, 259, 274, 276.

Vallières. — 73, 98, 119, 160, 169, 177, 195, 200, 207.

Vaufrey. — 90, 155, 200, 207, 209, 240, 243.

Velmanya. — 25, 97, 101, 155, 197, 258.

Vézins. — 106, 126, 138, 161, 183, 191, 192, 193, 195, 197, 200, 208, 239, 243, 314.

Viedessos. — 91, 96, 97.

Vielaine. — 73, 91, 136, 162, 166, 195, 197, 200, 202, 207, 208, 229, 244, 245, 311.

Vienne Supérieure. — 54, 102, 111, 126, 139, 155, 159, 161, 192, 199, 207, 208, 210, 230, 240, 242, 260, 294.

Villechien. — 40, 41, 51, 98, 142, 143, 147, 155, 173, 174, 176, 177, 178, 193, 195, 197, 198, 229, 231, 239, 243, 258, 285, 286, 324.

Villemur, Sarraquine. — 70, 173, 178, 198, 225, 229, 242, 258.

Vintrou. — 115, 243.

Viroile. — 54, 101, 126, 147, 155, 192, 197, 199, 208, 210.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	1
INTRODUCTION.	3
<i>Historique de la législation des chutes d'eau</i>	3
A. — Régime des forces hydrauliques avant 1919.	3
Rivières non navigables ni flottables.	3
Rivières navigables ou flottables.	5
B. — La loi du 6 octobre 1919	7
<i>La concession de chute d'eau.</i>	9
A. — Nature des droits de l'Etat sur l'énergie des cours d'eau.	10
B. — La concession de chute et la concession de mines.	10
C. — La concession de chute et la concession de tra- vaux publics.	11
La doctrine.	11
La jurisprudence.	12
Points communs entre les deux types de conces- sions.	14
D. — Comment s'obtient une concession de chute.	14
<i>Le cahier des charges.</i>	16
A. — Le cahier des charges des concessions de mines.	17
B. — Le cahier des charges des concessions de distri- bution d'énergie.	18
C. — Le cahier des charges des concessions de chute.	19

PREMIÈRE PARTIE

Institution de la concession

CHAPITRE I ^{er} . — DÉFINITION DE LA CONCESSION.	21
SECTION I. — <i>Eléments caractéristiques principaux de la concession.</i>	21
A. — Puissance maximum.	22
Débit maximum.	23

Hauteur de chute.	24
Puissance maximum.	25
B. — Objet principal de l'entreprise.	27
SECTION II. — <i>Éléments caractéristiques secondaires de la concession.</i>	31
A. — Puissance normale.	32
B. — Situation des ouvrages.	34
SECTION III. — <i>Cas particuliers des chutes déjà aménagées.</i>	36
A. — Entreprises autorisées sous le régime de la loi de 1919.	37
B. — Entreprises autorisées antérieurement à la loi de 1919.	38
C. — Usines fondées en titre.	39
D. — Rédaction de l'article 1 ^{er} du cahier des charges.	40
E. — Bassins-réservoirs de régularisation.	42
SECTION IV. — <i>Consistance de la concession.</i>	42
A. — Dépendances de la concession.	42
B. — Biens ne faisant pas partie des dépendances de la concession.	45
La concession de chute peut-elle comprendre une ligne de jonction ?	45
C. — Cas particulier d'une concession de faible durée.	47
D. — Cas d'une installation existante.	47
CHAPITRE II. — LE CONCESSIONNAIRE ET LES RIVERAINS.	52
SECTION I. — <i>Acquisition des terrains. Servitudes d'occupation de l'article 4 de la loi de 1919.</i>	52
A. — A quels biens s'appliquent les servitudes ?	53
B. — Au profit de quels biens s'appliquent les servitudes ?	55
C. — Comment s'établissent les servitudes. Indemnisation des propriétaires.	57
D. — Acquisition des terrains.	60
E. — Compétence en matière de servitudes	61
F. — Occupation du domaine public.	63
G. — Occupation du domaine forestier.	64

SECTION II. — <i>Acquisition des terrains. Modes spéciaux au droit public.</i>	65
A. — Champ d'application des servitudes du 1 ^o de l'article 4 de la loi de 1919.	66
B. — Servitudes d'occupation temporaire et d'extraction de matériaux.	69
C. — Déclaration d'utilité publique et expropriation.	73
SECTION III. — <i>Acquisition des droits à l'usage de l'eau.</i>	75
A. — Acquisition des droits non exercés.	76
B. — Acquisition des droits exercés.	76
C. — Principe de la restitution en nature.	79
Servitudes applicables pour les restitutions d'eau.	79
Servitudes applicables pour les restitutions d'énergie.	80
D. — Mise en œuvre des restitutions en nature.	82
E. — Durée des restitutions en nature.	84
F. — Liquidation des droits exercés. Juridiction compétente.	86
CHAPITRE III. — <i>EXÉCUTION DES OUVRAGES.</i>	88
SECTION I. — <i>Caractéristiques des ouvrages.</i>	88
A. — Prise d'eau.	88
B. — Débit réservé. Irrigation.	91
C. — Bassin de compensation.	93
D. — Circulation des poissons.	94
E. — Navigation et flottage.	98
F. — Protection des sites, de la pêche.	101
SECTION II. — <i>Exécution des ouvrages.</i>	103
A. — Description des ouvrages principaux.	103
B. — Approbation des projets, et responsabilité de l'Administration.	105
C. — Délai de présentation des projets et d'exécution des travaux.	108
D. — Exécution et entretien des ouvrages; achat du matériel.	112
E. — Surveillance des travaux; récolement des ouvrages; bornage.	114

CHAPITRE IV. — CLAUSES DIVERSES.	117
A. — Rétablissement des communications.	117
B. — Rétablissement de l'écoulement des eaux. . .	121
C. — Reconstitution de la production agricole. . .	125
D. — Participation financière de l'Etat.	127
E. — Cautionnement.	129
F. — Frais d'enregistrement. Loi du 11 juillet 1928.	131
G. — Election de domicile.	133

DEUXIÈME PARTIE

Exploitation de la concession

CHAPITRE V. — RAPPORTS DU CONCESSIONNAIRE AVEC L'ADMINISTRATION.	135
SECTION I. — <i>La sauvegarde des intérêts généraux.</i> . . .	135
A. — Règlements administratifs.	135
B. — Obligations particulières.	138
C. — Participation aux ententes.	144
D. — Pénalités en cas d'infraction aux obligations ci- dessus.	147
E. — Autres concessions de l'Etat.	148
SECTION II. — <i>Réserves en eau et en force.</i>	153
A. — Réserves en eau.	155
B. — Réserves en force.	158
Réserves au profit des services publics et des entreprises agricoles d'utilité générale. . .	158
Réserves au profit des départements.	167
Livraison des réserves. Pénalités.	170
Cas particulier d'une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation.	173
SECTION III. — <i>Surveillance de l'exploitation.</i>	174
A. — Contrôle technique.	175
B. — Réglementation du chômage de l'usine. . . .	177
C. — Jugement des contestations.	180
D. — Clauses diverses : Dérivation à l'étranger. Em- plois réservés. Agents assermentés	182

CHAPITRE VI. — RAPPORTS DU CONCESSIONNAIRE AVEC

LES USAGERS.	185
SECTION I. — <i>Tarif maximum.</i>	186
A. — Détermination du tarif maximum.	186
Fixation des charges annuelles de l'entreprise.	186
Evaluation de la capacité de production de l'usine.	189
Détermination du tarif maximum.	190
B. — Application du tarif maximum.	191
Tarif de dépassement	192
Ajustement du tarif en fonction de l'index économique.	193
Tarification de l'énergie réactive.	194
Tarification de l'énergie de nuit.	195
Tarifs applicables aux usagers.	195
C. — Tarifs applicables aux réserves.	196
Services publics.	196
Entreprises agricoles.	197
Réserves départementales.	199
D. — Révision du tarif maximum.	201
SECTION II. — <i>Le concessionnaire et les usagers.</i> . . .	205
A. — Obligation de fournir l'énergie.	206
B. — A quelles conditions peut se faire la livraison d'énergie.	207
Minimum de puissance à souscrire.	207
Minimum d'utilisation.	208
Durée minimum d'abonnement.	209
Livraisons importantes. Clauses spéciales. . .	209
Conditions de livraison.	210
C. — Privilège en faveur des services publics. . . .	211
D. — Branchements et canalisations ; surveillance des installations.	213
E. — Modifications dans les rapports contractuels entre concessionnaire et usagers.	216
F. — Jugement des contestations.	221
CHAPITRE VII. — LA CONCESSION AU POINT DE VUE FINANCIER ET FISCAL.	222
SECTION I. — <i>Charges générales des entreprises hydro-électriques.</i>	222

SECTION II. — <i>Charges particulières aux concessions de chutes.</i>	224
A. — Redevance fixe.	224
B. — Redevance proportionnelle au nombre de kwh. produits.	228
C. — Révision de la redevance proportionnelle. Comptabilité fiscale.	233
D. — Révision exceptionnelle de la redevance proportionnelle.	248
E. — Taxe de statistique.	250
F. — Recouvrement des taxes et redevances.	252
G. — Contrôle financier.	252
APPENDICE : <i>Hypothèque des droits résultant du contrat de concession.</i>	254

TROISIÈME PARTIE

Fin de la concession

CHAPITRE VIII. — FIN DE LA CONCESSION AVANT SON TERME CONTRACTUEL.	257
Durée de la concession.	257
SECTION I. — <i>Cession de la concession.</i>	261
SECTION II. — <i>Rachat de la concession.</i>	268
A. — Nature du rachat.	268
B. — Indemnité du rachat.	270
C. — Cas particulier du rachat au cours des vingt premières années.	274
D. — Rachat d'une concession accordée sur une chute créée par un barrage établi antérieurement dans l'intérêt exclusif de la navigation.	277
E. — Rachat au moment de la révision de la redevance proportionnelle.	278
F. — Effets du rachat.	279
G. — Rachat d'une usine autorisée avant 1919.	283
H. — Rachat d'une usine fondée en titre.	285
I. — Rachat d'une concession de bassin-réservoir.	286

J. — Rachat d'une concession dont l'objet principal est l'alimentation d'un établissement du concessionnaire.	287
SECTION III. — <i>Déchéance du concessionnaire</i>	290
A. — Cas de déchéance.	292
B. — Procédure en cas de déchéance.	299
CHAPITRE IX. — LA CONCESSION ARRIVANT A SON TERME.	304
SECTION I. — <i>Expiration de la concession</i>	304
A. — Travaux exécutés pendant les dix dernières années.	306
B. — Travaux exécutés pendant les cinq dernières années.	310
C. — Dispositions communes pour la liquidation des dépenses des articles 33 et 34.	314
D. — Reprise des installations.	316
E. — Remise des ouvrages.	324
SECTION II. — <i>Renouvellement de la concession</i>	326
A. — Demande de renouvellement.	327
B. — Conditions du renouvellement.	330
CONCLUSION.	333
BIBLIOGRAPHIE.	335
TABLE CHRONOLOGIQUE	339
TABLE ALPHABÉTIQUE.	343

BAR-SUR-SEINE, IMP. SAILLARD. — P. BROST, SUCC^r

